

La stratégie de Hitler



Francis Harry Hinsley

LA STRATÉGIE DE HITLER

Francis Harry Hinsley

1951

Traduction française depuis la version anglaise : 2026 par l'équipe du
Saker francophone.

Version : 2026-03-18

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : [Hitler's Strategy](#)



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Table des matières

Table des matières	3
Table des illustrations	4
Contribution du lecteur	6
Formats et versions du présent ouvrage	7
1 La Marine allemande, le pacte russe, le problème britannique et la décision d'entrer en guerre	14
2 La première phase	46
3 L'invasion de la Norvège et la chute de la France	64
4 Une invasion de l'Angleterre ?	90
5 Septembre à décembre 1940 : les mois décisifs	115
6 La décision d'attaquer la Russie	160
7 L'Afrique du Nord, la Méditerranée et les Balkans en 1941	181

8 La Bataille de l'Atlantique en 1941	202
9 Les négociations germano-japonaises de 1941	220
10 1942	236
11 Janvier 1943 — la fin de la flotte de surface allemande	263
12 La stratégie de Hitler dans la défaite	275
A La flotte de surface allemande	295
B Violations par l'Allemagne des clauses navales du traité de Versailles	297
C Les nouveaux U-boots	299

Table des illustrations

1.1 Erich Raeder	20
3.1 Hitler, Raeder, von Brauchitsch	78
5.1 Entrevue d'Hendaye	133
5.2 Carte de la planification de l'Opération Felix	138
5.3 Carte des Îles de l'Est de l'Atlantique	147
8.1 Zone de sécurité maritime panaméricaine	213

<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	5
9.1 Oshima et Ribbentrop	222

Contribution du lecteur

Cet ouvrage a été traduit et relu par une équipe de volontaires non rémunérés.

Si le lecteur trouve des corrections à apporter au présent ouvrage, ses retours, même mineurs, même pour une seule faute, sont les bienvenus à l'adresse : relecture-livres@lesakerfrancophone.fr. Toute correction est suivie de la publication d'une version à jour de l'ouvrage.

Veuillez préciser dans votre message le ou les chapitre(s) concerné(s) et laisser des informations de contexte, comme la phrase entière autour de l'erreur que vous nous notifiez. Cela nous fera gagner beaucoup de temps.

Formats et versions du présent ouvrage

Le présent ouvrage est mis à disposition aux formats PDF, EPUB (liseuse standard) et MOBI (liseuse amazon). Tous les livres du Saker francophone sont téléchargeables

— à l'adresse lesakerfrancophone.fr/livres.html

— régulièrement archivée sur web.archive.org.

Le lecteur peut également s'assurer de disposer de la dernière version de l'ouvrage, présentée sous le titre, en la comparant avec la version disponible en ligne.

Préface

Le sujet du présent ouvrage est la stratégie de Hitler. J'ai essayé de préserver la distinction entre la sphère de la stratégie et la sphère des opérations en me limitant à la première. Aussi, la part prise par Hitler dans la conduite des opérations, dans l'*exécution* de ses plans, n'apparaît qu'à peine dans le livre ; et l'accent est surtout mis ici sur la *formulation* de ses plans, centraux ou inter-théâtres, pour la stratégie d'ensemble de la guerre.

Je me suis assigné une seconde limite en n'utilisant, autant que possible, que des documents d'époque comme sources. Je pense qu'on conviendra que cette approche présente un certain mérite si les documents se suffisent à eux-mêmes, sans d'autres éléments de preuve qui, pour fiables qu'ils soient, sont moins authentiques ; et j'espère avoir démontré qu'il en est bien ainsi.

C'est en conséquence de cette approche que j'ai pu accorder une attention plus détaillée aux sujets et avis d'ordre naval qu'à d'autres, car il se trouve que la série la plus importante et complète de documents disponibles à ce sujet provient d'archives navales allemandes capturées. Mais, et le lecteur le constatera aisément, je ne me suis pas limité aux éléments provenant des archives navales. Au contraire, dès lors que tel ou tel document non-naval que j'ai pu me procurer s'avérait pertinent vis-à-vis de la stratégie de Hitler, ou vis-à-vis d'autres points soulevés par une étude des archives navales, je l'ai incorporé. Tous les documents présentés au Procès

de Nuremberg ont été passés au crible à cette fin, et ils ont apporté la part la plus importante de mes matériaux annexes ; mais d'autres collections de documents ont également été mises à contribution. Les principales sources utilisées sont décrites avec davantage de détails dans la [Note sur les Sources et Références](#) ci-après.

Malgré toutes ces mesures prises pour le compenser, le biais naval persiste ; on pourra soutenir qu'il conduit à un traitement arbitraire et incomplet du sujet ; mais en dehors du fait que les preuves navales sont tellement complètes qu'elles devraient permettre d'établir une vision équilibrée, j'avance qu'il existe une autre raison pour laquelle cette approche peut être adoptée sans grand risque de déformation. Les preuves navales ne sont pas uniquement plus volumineuses ; elles sont plus pertinentes que toute autre. Car de tous les problèmes de Hitler, la position britannique était centrale, et la puissance navale, si déterminante pour sa défaite finale, fut fondamentale dans sa stratégie dès le départ. Je suis conscient que les Britanniques sont bercés de ce type de conviction. Mais je n'essayais pas de le prouver en abordant ce travail, et ce ne fut qu'après avoir étudié les preuves que j'ai pleinement réalisé la validité des postulats consacrés par le temps dans ce cas précis.

Rien de tout ceci ne vise à désarmer les critiques, ni à dissimuler le fait qu'insuffisances et omissions pullulent dans les pages qui suivent. Je sais qu'elles existent et qu'on les trouvera. Mais je sais également que celles-ci auraient été plus nombreuses et plus criantes si mon épouse m'avait apporté moins d'aide, si le capitaine B.H. Liddell Hart n'avait pas apporté ses utiles suggestions, et si M. T.A.M. Bishop et M. R.N.B. Brett-Smith ne s'étaient pas donné la peine de lire mon texte. À ces derniers, je dois également mes remerciements pour avoir porté à mon attention la photographie de Hitler qui apparaît en frontispice face à la page de titre. Je dois également noter que c'est avec la permission du contrôleur des services de Sa Majesté, que j'ai fait des emprunts à ma principale source, *The Führer Conferences on Naval Affairs* ; et que certains des chapitres qui suivent ont déjà fourni la matière d'un cycle de

PRÉFACE

10

conférences à l'Université.

F.H.H.

Note sur les Sources et Références

Les archives navales allemandes, capturées dans leur intégralité lorsque l'Allemagne fut vaincue, contenaient, entre autres éléments, une liasse de documents présentant une importance particulière pour ce sujet ; parmi lesquels les procès-verbaux des conférences de guerre de Hitler avec ses Commandants en chef, auxquelles participa le Commandant en chef de la marine. Deux éditions de ces documents ont été publiées. Traduits par l'Amirauté et par le ministère de la Marine étasunien (U.S. Navy Department), ils furent d'abord publiés par l'Amirauté, en distribution limitée, dans une série de volumes parue sous le titre *The Führer Conferences on Naval Affairs* ; ces livres furent ensuite réimprimés dans leur intégralité dans le *Brassey's Naval Annual* de 1948. Ce fichier constitue la source centrale pour l'étude qui suit. Hormis lorsqu'une note indique le contraire, tous les éléments présentés dans le présent ouvrage sont tirés de cette source. Comme le système de référence le plus simple est ici de donner la date de la conférence concernée, et comme je l'ai indiqué en diverses occasions dans le texte, je n'ai pas jugé nécessaire d'ajouter des notes de renvoi.

Pour importants qu'ils fussent, ces procès-verbaux ne constituaient qu'une petite partie des archives navales capturées. Les documents les plus importants en provenance du reste des archives, et

de nombreux documents tirés de sources non-navales, furent versés aux débats lors des Procès de Nuremberg. J'ai accédé à ces pièces par le biais des volumes de documents publiés à l'occasion des Procès. Ici encore, deux éditions séparées de ces documents peuvent être consultées. L'édition officielle, *The Trial of Major War Criminals before the International Military Tribunal*, fut publiée à Nuremberg. Elle contient, en langue originale, tous les documents produits durant les Procès. Une autre publication, émise par le bureau de publication du Gouvernement des États-Unis, et portant le titre *Nazi Conspiracy and Aggression*, contient les documents les plus importants traduits en anglais. Les deux collections conservent la numérotation des documents utilisée lors des Procès. Mes références aux *Documents de Nuremberg* (abrégés en N.D.), dans les notes que j'ai jointes chaque fois que j'ai fait usage de cette source, reprennent la même numérotation, et il n'a pas été nécessaire de préciser l'édition.

La seconde de ces publications, *Nazi Conspiracy and Aggression*, contient cependant certains éléments, principalement des témoignages sous serment et des interrogatoires ou déclarations des accusés avant les Procès, qui n'ont pas été intégrés à l'édition officielle des documents, mais dont j'ai occasionnellement fait usage. En faisant référence à ces éléments, j'ai ajouté *Conspiracy and Aggression* (sous abréviation *C. and A.*), à la suite de la mention *Documents de Nuremberg*; et lorsque la référence ne renvoie pas aux volumes principaux de *Nazi Conspiracy and Aggression*, mais aux volumes supplémentaires A et B qui ont été publiés après la collection principale, j'en ai également fait mention.

Les témoignages des témoins et des accusés lors des procès de Nuremberg, par opposition aux documents versés aux débats, se sont également révélés pertinents en quelques occasions. Ces témoignages peuvent être consultés dans les actes des Procès, dont une transcription est publiée dans *The Trial of Major War Criminals before the International Military Tribunal*, les volumes officiels déjà mentionnés. Il existe cependant une autre édition des actes des

Procès de Nuremberg, plus accessible à qui vit au Royaume-Uni, et c'est celle que j'ai suivie pour indiquer les références aux volumes (parties) et pages dans les notes. Il s'agit de la série de volumes publiée par l'Imprimerie nationale britannique sous le titre *The Trial of German Major War Criminals, Proceedings of the International Military Tribunal Sitting at Nuremberg*.

Nombre des documents versés aux débats des Procès ont été lus à l'audience et intégrés aux actes, et dans certains cas j'ai jugé utile d'indiquer également la référence paginée des *Proceedings* ainsi que le numéro du document. Lorsque mes notes font mention à la fois des *Documents* et des *Proceedings*, les références, sauf indication contraire, renvoient vers les mêmes sources.

Les sources principales utilisées dans cet ouvrage sont celles énumérées ci-dessus. J'ai également utilisé, à certains endroits, d'autres collections de documents et travaux secondaires, mais les références apposées dans les notes vers ceux-ci se passent de commentaires.

F.H.H.

Chapitre 1

La Marine allemande, le pacte russe, le problème britannique et la décision d'entrer en guerre

I

Lorsque Hitler envahit la Pologne le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne n'était pas prête à une guerre maritime majeure. La flotte de surface allemande n'était constituée que de 2 vieux cuirassés, 2 croiseurs de bataille, 3 cuirassés de poche, 8 croiseurs et 22 destroyers. Quelques vaisseaux lourds étaient en chantier ; mais seulement deux cuirassés et un croiseur furent achevés durant la guerre¹. Chose plus surprenante encore, aucune préparation n'avait été menée en vue d'une campagne prolongée de U-boots². Les U-boots avaient

1. Voir l'[Annexe A](#).

2. *Unterseeboot*, sous-marin, NdT.

constitué la menace la plus grave envers la Grande-Bretagne durant la Première Guerre Mondiale ; et les développements techniques qui avaient suivi avaient encore amélioré l'efficacité des armes sous-marines ; pourtant, en 1939, seuls 57 U-boots allemands avaient été produits, et seuls 26 d'entre eux étaient utilisables pour les opérations en Atlantique.

Ce n'était pas là la Marine dont l'État-major naval allemand avait espéré disposer pour mener une guerre contre la Grande-Bretagne. Elle ne disposait ni de la flotte de bataille avec laquelle l'amiral [Raeder](#), le Commandant en chef, avait envisagé un jour de défier la puissance maritime britannique, ni de la force de U-boots considérée par l'amiral [Dönitz](#), officier amiral des U-boots, comme indispensable à une victoire allemande.

À l'automne 1938, en préparation d'une guerre future contre la Grande-Bretagne, Raeder avait établi des plans suivant lesquels l'Allemagne aurait disposé, dans un délai raisonnable, d'une flotte, sinon nombreuse, du moins bien équilibrée ; Dönitz avait veillé à ce que ces plans stipulassent une augmentation du nombre d'U-boots allemands. Selon ces plans tels qu'ils existaient début 1939, il était prévu que la marine allemande, comprenant la flotte existante et les navires déjà en chantier³, serait constituée pour la fin 1944 de 8 cuirassés, de 2 croiseurs de bataille, de 3 cuirassés de poche, de 16 croiseurs, de 2 porte-avions et d'environ 190 U-boots. D'autres ajouts devaient produire pour 1948 une flotte totale de 8 cuirassés, 2 croiseurs de bataille, 3 cuirassés de poche, 33 croiseurs, 4 porte-avions et environ 270 U-boots⁴. Mais Raeder fut contraint de modifier ces plans au printemps 1939, lorsque la montée des tensions internationales suggéra que la guerre pourrait éclater plus tôt que prévu jusqu'alors. Il fut contraint de les abandonner totalement lorsque la guerre éclata, malgré ses espoirs, à l'automne de

3. Mais sans compter le [Schlesien](#) ni le [Schleswig Holstein](#), déjà dépassés.

4. Ces nombres sont cités tels que dans *The Führer Conferences on Naval Affairs*.

la même année.

Sa réaction fut de regretter que Hitler n'eût pas attendu plus longtemps avant d'affronter le Royaume-Uni. Dans un mémorandum — rédigé pour les fichiers de la Marine, non destiné à être lu par Hitler — en date du 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre des Puissances Occidentales, il déplora que la guerre eût démarré « ce qui, selon les déclarations passées du Führer, n'aurait pas dû arriver avant 1944 environ... ». Il poursuivit en décrivant les avantages dont aurait joui en mer l'Allemagne si la guerre avait pu être reportée jusqu'à la fin 1944. À cette date, elle aurait pu opérer 3 cuirassés rapides, 3 « cuirassés de poches convertis », 5 croiseurs lourds, 2 porte-avions et 190 U-boots contre la marine marchande britannique; 6 autres cuirassés auraient pu être déployés contre les lourdes forces britanniques dispersées dans la défense du commerce; 2 cuirassés supplémentaires et 2 croiseurs de bataille auraient pu rester à disposition pour retenir la Flotte métropolitaine britannique. Les perspectives, selon les propres mots de Raeder, « auraient alors été bonnes... particulièrement avec la coopération du Japon et de l'Italie... de régler une bonne fois pour toutes la question britannique... » Mais en l'état des choses, la guerre étant survenue 5 années trop tôt, l'Allemagne allait devoir suspendre la construction de navires lourds et se concentrer sur celle des U-boots. La Marine allemande allait devoir éviter toute action de flotte et ne se concentrer que sur la guerre menée contre le commerce britannique. De surcroît, elle était même incapable de mener à bien cette tâche limitée avec efficacité. « L'arme de l'U-boot reste encore trop faible... pour avoir un effet décisif sur la guerre. Les forces de surface... ne peuvent rien faire de mieux que montrer qu'elles savent mourir héroïquement... »

Raeder avait été vivement alerté sur la situation des U-boots par un mémorandum de Dönitz, rédigé deux jours auparavant. Contrairement au Commandant en chef, Dönitz ne s'irritait pas du fait que l'objectif d'une flotte équilibrée allait devoir être abandonné; pour lui, la guerre des U-boots constituait la seule manière de vaincre

la Grande-Bretagne quelles que fussent les circonstances. « L'U-boot, » répétait-il dans son mémorandum, « constituera toujours l'épine dorsale de la guerre contre l'Angleterre et des pressions politiques exercées à son encontre. » L'objet du mémorandum n'était pas de regretter que la guerre contre la Grande-Bretagne se produisît dès à présent, en 1939, au lieu d'une date plus tardive et plus propice. Dönitz n'adhérait pas non plus aux critiques prononcées par Raeder contre Hitler en cette instance. Mais il était exaspéré par l'impréparation du Commandement des U-boots et il était déterminé à exiger des améliorations immédiates. Avec seulement 26 U-boots aptes à des opérations dans l'Atlantique, seuls 8 ou 9 pouvaient être déployés à la fois dans l'Atlantique. Face à ce nombre qui n'aurait constitué qu'« une contrariété insignifiante pour le commerce britannique, » il avançait ses besoins minimaux pour un blocus réussi de la Grande-Bretagne, établi à 300 U-boots, un nombre qui lui aurait permis d'en maintenir 90 en mer à tout moment dans la région vitale de l'Atlantique Nord⁵.

Si la situation immédiate était mauvaise, les perspectives n'étaient pas meilleures. Dönitz estimait que le programme de construction de U-boots en place n'allait produire que 144 U-boots déployables en Atlantique avant la fin 1944, seulement 178 pour la fin 1946 ; et ces nombres ne permettaient pas d'envisager des pertes. « Il sera tout à fait impossible, si le programme de construction actuel est maintenu, que nos U-boots exercent de près ou de loin des pressions efficaces contre la Grande-Bretagne ou son commerce dans un délai raisonnable. » Il plaidait donc pour des mesures spéciales, dépassant la planification habituelle, et grévant toutes les autres constructions navales, pour assurer « que l'arme de l'U-boot puisse être portée dès que possible à un état lui permettant de mener à bien sa principale tâche ; celle de vaincre l'Angleterre par la guerre. »

5. Au vu des durées d'immobilisation et de passage, il fallait disposer de 3 U-boots pour 1 sous-marin constamment en patrouille.

II

Pourquoi la Marine allemande était-elle si peu préparée ?

Le premier obstacle à l'expansion navale allemande avait été les limitations imposées à l'Allemagne par le [Traité de Versailles](#). Les clauses navales du Traité limitaient la flotte allemande à 6 navires lourds, 6 croiseurs légers, 12 destroyers et 12 torpilleurs, avec pour chaque catégorie de vaisseau un déplacement maximal limité, et elles interdisaient à l'Allemagne de détenir ou de fabriquer des U-boots. L'Allemagne resta liée par ces clauses jusqu'à ce qu'elles fussent remplacées par le [Traité naval germano-britannique](#) de juin 1935, qui l'autorisait à construire jusque 35 % de chaque catégorie de navire de surface britannique et 45 % des sous-marins britanniques, et selon lequel, tant que le rapport de 35 % du tonnage total de la flotte était respecté, l'Allemagne obtenait également le droit de monter jusqu'à la parité avec les sous-marins britanniques en fonction de certaines circonstances, et après négociation avec la Grande-Bretagne. Mais même ainsi, Raeder ne pouvait pas espérer une expansion rapide de la flotte allemande, car un second obstacle entraînait en jeu. La capacité limitée des chantiers navals allemands — réduite après sa défaite en 1918 — ne pouvait être rapidement rétablie une fois l'Allemagne libérée des clauses de Versailles. Cette capacité était tellement limitée que même les nouvelles constructions autorisées par le Traité naval anglo-allemand n'auraient pu être achevées qu'en 1943 ; et lorsque la guerre commença, la Marine allemande respectait largement les limites modérées négociées en

1935⁶.

D'autres facteurs contribuèrent à retarder le programme de construction allemand. Il faut plus de temps pour constituer une flotte que pour mettre sur pied une armée ou des forces aériennes ; et Hitler était pressé. Il était en tout cas préoccupé par la position continentale de l'Allemagne, avec des problèmes au sein de l'armée et de l'armée de l'air. Une controverse existait également au sein de la marine allemande au sujet de la forme que l'expansion navale devait prendre, entre les tenants d'une trajectoire vers une flotte équilibrée, ce qui était la ligne de Raeder, et ceux qui, comme Dönitz, plaidaient pour la construction d'U-boots. Cette controverse trouvait son écho dans le mémorandum de Dönitz du 1^{er} septembre ; elle continua de générer beaucoup d'amertume parmi les officiers navals allemands après l'éclatement de la guerre⁷.

La combinaison de ces considérations explique pour partie l'impréparation de la marine allemande en 1939. Mais elles n'expliquent pas tout ; elles ne vont pas au cœur du problème. Les clauses navales du Traité de Versailles auraient pu être violées, comme le furent presque toutes les autres clauses de cet accord, avant que l'Allemagne obtînt leur abrogation ; pourtant, elles furent largement respectées jusqu'à leur remplacement en 1935⁸. Alors que l'Allemagne se lançait dans tant d'autres projets, ses chantiers navals auraient pu être étendus si la détermination de les étendre s'était

6. Selon Giese, qui était l'adjudant assistant du quartier-général de Raeder, le rapport de 35 % fut proposé par l'Allemagne du fait des limitations des chantiers navals allemands, qui n'auraient permis d'entamer des constructions plus importantes qu'à partir de 1943 ou 1944, et un rapport plus important et plus élastique avait été négocié pour les U-boots en raison du fait que la construction d'U-boots était à la fois moins limitée et plus facile à accélérer. Voir son témoignage dans *N.D.*, 722-D. Pour les détails de l'accord anglo-allemand, voir l'échange de notes réimprimé par *Brassey's Naval Annual*, 1936, p. 311.

7. Voir, par exemple, le mémorandum de Raeder du 11 juin 1940 à destination de tous les officiers navals. (*N.D.*, 155-C ; *Proceedings*, Partie 4, p. 264.)

8. Voir l'[annexe B](#).



FIGURE 1.1 — Photographie d'Erich Raeder, Commandant en chef de la marine allemande, en 1940.

manifestée. Il faut du temps pour constituer une flotte ; mais un délai significatif de plus de 3 ans s'écoula entre la signature du Traité naval anglo-allemand et la formulation, à l'automne 1938, de plans d'expansion dépassant les chiffres de 1935. Quant à la controverse présente au sein de la marine allemande, Hitler l'avait tranchée en faveur de Raeder — dans le sens des tenants d'une flotte équilibrée pour l'Allemagne — dès 1934, lorsqu'il avait approuvé les propositions qui amenèrent au Traité naval anglo-allemand.

Ces points suggèrent que la préoccupation de Hitler à l'égard de l'armée et de l'armée de l'air aurait aussi bien pu relever d'une politique délibérée que résulter d'une négligence coupable ; et à en croire les déclarations d'après-guerre, tel fut bien le cas. Selon Ribbentrop⁹, Hitler tenait vivement, jusqu'à l'automne 1938, à reconnaître la suprématie maritime britannique, de garantir l'intégrité de la Hollande, de la Belgique et de la France, et de parvenir à une alliance étroite avec la Grande-Bretagne — alliance aux termes de laquelle, en échange d'une liberté d'action pour l'Allemagne sur d'autres théâtres — obtenue grâce à l'abandon par la Grande-Bretagne de la doctrine de l'équilibre des pouvoirs —, l'Allemagne renoncerait à ses revendications coloniales et mettrait à disposition de la Grande-Bretagne sa petite flotte et douze divisions, pour la défense de l'Empire britannique. On n'a aucune raison de rejeter les affirmations de Ribbentrop. Elles sont soutenues par des preuves documentaires établissant que, contrairement à l'opinion actuellement acceptée, il avertissait Hitler dès janvier 1938¹⁰ que la Grande-Bretagne n'accepterait pas le rôle qui lui était assigné ; qu'elle préférerait se battre plutôt que de tolérer l'émergence d'une Allemagne aussi forte que le planifiait Hitler. Et on dispose du témoignage de Raeder pour montrer que tel était le cadre diplomatique au sein duquel la politique navale d'avant-guerre prit forme.

Selon Raeder¹¹, Hitler, juste après son accession au pouvoir en 1933, établit, comme « base de la politique navale allemande future, sa forte détermination à vivre en paix avec l'Italie, le Japon et l'Angleterre. En particulier, il n'avait aucune intention de contester les revendications britanniques sur une position navale correspondant aux intérêts mondiaux de l'Angleterre, une vision

9. *N.D. (C. et A.)*, Supplément B, p. 1178. Il est intéressant de voir que Hess était obsédé par ce thème exact en atterrissant en Grande-Bretagne en 1941. Voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance », p. 46.

10. *N.D.*, 75-TC.

11. *N.D. (C. et A.)*, Déclaration VII et Supplément B, p. 1438.

qu'il entendait concrétiser par un traité spécial au sujet des forces comparées des flottes allemande et anglaise... La conclusion du Traité naval... fut entièrement initiée par le Führer... Son projet était de rallier à titre permanent l'Angleterre à une politique de paix par une force navale proportionnée de 35 %... » Rien, dans les sources disponibles, ne vient contredire le témoignage de Raeder sur ces négociations. L'Allemagne prit l'initiative de ces négociations ; elle le fit dans l'esprit de réaliser un geste vers les intérêts britanniques ; les propositions allemandes visaient clairement à rassurer ce pays sur la question de la rivalité navale allemande. Le témoignage de Raeder est d'ailleurs renforcé par son propre aveu, dans la même déclaration, d'avoir toujours été « sceptique vis-à-vis du projet du Führer de rallier l'Angleterre à titre permanent... », et toujours irrité par les limitations que ce plan imposait à l'expansion navale allemande. Et cette reconnaissance est elle-même confirmée par des documents d'époque. Au cours d'une conversation tenue en juin 1934¹², alors que Hitler insistait sur le fait que les violations des clauses navales de Versailles devaient rester secrètes, et donc modérées, Raeder « exprime l'opinion selon laquelle, dans tous les cas, la Flotte doit être développée pour s'opposer à l'Angleterre. »

La forte réticence manifestée par Hitler à abandonner le Traité naval anglo-allemand et à ordonner un changement de politique navale, lorsque les circonstances commencèrent à l'exiger, vient en outre soutenir que telle fut bien son attitude dans la négociation de cet accord. Selon Raeder¹³, ce ne fut qu'après les [Accords du Munich](#), à l'automne 1938, qu'il « commença à ressentir partout la résistance de la sphère politique anglaise et à reconnaître en l'Angleterre l'âme de la résistance dans le monde entier contre l'Allemagne. » Et même alors, il ne considéra pas sur-le-champ l'échec de sa politique de règlement avec l'Angleterre. Mais alors que, jusqu'à ce moment, rien n'indique qu'il ne fût pas authentiquement

12. *N.D.*, 189-C.

13. *N.D. (C. et A.)*, Déclaration VII.

désireux de limiter l'expansion navale allemande — en tout cas pour le moment — aux chiffres modérés convenus en 1935, il commença à s'intéresser à la relance de la marine. Le début de ce processus, selon Raeder, fut marqué par la conversion de Hitler à l'idée que « *toutes* les opportunités qui nous sont laissées par les traités ratifiés doivent être désormais utilisées... après des négociations préliminaires amicales avec l'Angleterre » ; et utilisation fut faite en décembre 1938 du droit de fabriquer jusqu'à 100 %, au lieu de 45 % des sous-marins britanniques. À partir d'octobre 1938, poursuit la déclaration de Raeder, « il m'a fermement inculqué que chaque navire fabriqué par nous devait être plus fort que le navire britannique correspondant, et il m'avertit que nous devions nous préparer à nous lancer dans un programme de construction colossal » ; et ce fut sur ordre de Hitler que le nouveau programme de construction de l'automne 1938 fut introduit. Dans le même temps, « durant la période de six mois ouverte à l'hiver 1938, le Führer envisagea l'abrogation du Traité naval de 1935. »

Mais il ne se résolut à abandonner l'Accord qu'à la fin du mois d'avril suivant ; et outre ce délai prononcé, l'esprit dans lequel il prit cette décision finale éclaire d'un jour nouveau ce qu'il en avait espéré et les raisons pour lesquelles il l'avait conclu. « Début 1939, » écrit l'amiral de la flotte Lord [Chatfield](#) à ce sujet, « alors que j'étais membre du Cabinet, l'ensemble de l'Accord fut dénoncé par notre pays. Cela se produisit peu de temps après notre forte protestation vis-à-vis de l'Allemagne au sujet de son agression au printemps de la même année. Face à cette protestation, Hitler affirma qu'en 1935, lorsque l'Accord avait été conclu, la Grande-Bretagne avait convenu de laisser à l'Allemagne les mains libres en Europe, en échange de l'offre que l'Allemagne lui avait faite de la maîtrise de la mer ¹⁴. »

14. Amiral de la flotte Lord Chatfield, *Autobiography*, Vol. II (« Ça pourrait se produire de nouveau »), pp. 75-76. Cette affirmation est implicite dans le mémorandum du 27 avril 1939, par lequel l'Allemagne dénonce l'accord. Pour le texte de ce mémorandum, voir *Brassey's Naval Annual*, 1940, p. 265.

« Cette hypothèse froide, » poursuit l'amiral Chatfield, « n'avait pas le moindre fondement factuel. » Mais la politique et la diplomatie sont enclines à fonctionner par hypothèses négatives lorsqu'on peut formuler celles-ci avantageusement, et à fuir les hypothèses positives lorsque celles-ci risquent d'être embarrassantes. Les négociateurs allemands peuvent n'avoir jamais exprimé l'idée concrètement ; mais il n'était pas dans leur intérêt d'agir de la sorte ; et aucune raison n'existe de douter qu'une telle hypothèse occupait à l'époque l'esprit de Hitler. Au contraire, au vu des éléments que l'on vient d'exposer, il semble clair que ce qui l'amena à proposer l'Accord, et ce qu'il continua d'entretenir jusqu'à en fin de compte le dénoncer le 27 avril 1939, était la présomption qu'il pourrait ainsi s'assurer de la neutralité britannique en faisant son travail en Europe. Il semble clair qu'il aurait pu disposer d'une meilleure marine en 1939 s'il l'avait désiré, mais que sa politique, au cours des années d'avant-guerre, et particulièrement durant la période vitale séparant la signature du Traité naval anglo-allemand et l'hiver 1938, fut de délibérément négliger et limiter les préparations navales avec cette autre idée en tête.

Ceci, et uniquement ceci, expliquerait de manière adéquate l'état de la marine allemande en 1939. Difficultés physiques empêchant l'expansion navale ; controverses au sein de la marine ; qu'il fût pressé, et ne pût tout réaliser de front ; sa préférence irréfutable pour les problèmes de l'armée et de l'armée de l'air — ces autres facteurs contribuèrent, à n'en pas douter, à la politique navale de Hitler de l'avant-guerre. Mais il est probable qu'ils ne firent rien de plus que de le conforter dans une attitude qu'il avait déjà décidée. Dans *Mein Kampf*, dès 1924, il avait montré une perception claire de la folie qui aurait consisté à rechercher l'hégémonie en Europe face à une Grande-Bretagne adverse. « Il n'y avait qu'avec l'Angleterre, » écrivit-il alors, en référence à la ligne politique allemande d'avant 1914, « qu'il était possible, en protégeant nos arrières, de commencer la nouvelle avancée allemande... Aucun sacrifice n'aurait été trop grand pour nous gagner les faveurs

de l'Angleterre... ¹⁵ »

Si cette ligne politique exigeait une négligence délibérée de la marine allemande, il ne l'adopta pas uniquement faute d'avoir compris l'importance de la puissance maritime ; et il n'est pas nécessaire de supposer qu'il abandonnait pour toujours les revendications maritimes de l'Allemagne. Il l'adopta parce qu'il comprenait assez bien la puissance maritime pour se convaincre qu'il aurait été malavisé de la rechercher avant d'avoir sécurisé son hégémonie en Europe. Jusqu'à ce que sa position continentale fût assurée, il était déterminé à éviter ce qu'il estimait avoir été l'erreur du Kaiser en soumettant à la Grande-Bretagne un défi direct. Mais il n'existe aucune raison de penser que la paix et l'amitié avec la Grande-Bretagne auraient toujours constitué son objectif, malgré la tendance générale de certaines déclarations allemandes prononcées depuis la guerre.

III

Si, pour ce motif essentiel, la marine allemande était si mal préparée, si ses amiraux en étaient conscients, si Hitler, devant la puissance maritime britannique, avait pris de telles précautions qu'il en était venu, en avril 1939, à être si désillusionné quant à ses anciennes présomptions qu'il dénonça le Traité naval anglo-allemand, pourquoi engagea-t-il malgré tout la suite d'actions qui menèrent à la guerre ? Pourquoi, lorsqu'il se trouva contraint de se confronter aux faits, d'ordonner un changement de politique navale, et de reconnaître qu'il faudrait sept ou huit années, selon le nouveau plan de construction, avant que l'Allemagne pût obtenir, selon les mots de Raeder, « une force certaine avec des unités navales en mesure de tenir la dragée haute à la marine britannique ¹⁶ » —

15. *Mein Kampf*, édition anglaise intégrale, Hurst et Blackett, chap. IV, p. 128.

16. *N.D. (C. et A.)*, Supplément B, p. 1439.

pourquoi ne modifia-t-il pas ses objectifs, ou ne reporta-t-il pas à tout le moins son programme ? Était-ce simplement parce qu'il pensait malgré tout pouvoir garder les mains libres en Europe, malgré le changement d'attitude britannique qui l'avait amené à dénoncer l'Accord ? Était-ce qu'il continuait de ne pas douter de sa capacité à attaquer la Pologne, la victime suivante, sans risquer une guerre contre les puissances occidentales ?

Telle semble à première vue l'explication évidente ; et Raeder, au moins, pensa à l'époque qu'il en était ainsi. Son mémorandum du 3 septembre 1939 s'ouvre sur les mots : « le Führer a cru jusqu'à la dernière minute que la guerre pouvait être évitée, même si cela signifiait un report d'un règlement de la question polonaise. » Et de poursuivre que Hitler avait affirmé que telle était son opinion aussi tard que le 22 août 1939, l'implication étant que Hitler décida de ne pas reporter l'attaque contre la Pologne parce qu'il continuait de penser que la guerre pourrait être évitée contre la France et la Grande-Bretagne. Dans une lettre envoyée par la suite, le 11 juin 1940¹⁷, adressée à tous les officiers navals, Raeder annonça de nouveau que « le Führer a espéré jusqu'au bout que le conflit menaçant avec l'Angleterre pût être reporté à 1944-1945. » Mais il s'agit d'une version trop simplifiée des faits ; Raeder, dans son amertume, faisait abstraction des indices des 6 mois précédents.

D'évidence, Hitler espéra, jusqu'à la toute fin, que les puissances occidentales n'interviendraient pas en soutien de la Pologne ; il est clair qu'au cours des premiers mois de 1939, malgré certains doutes, il continua de penser qu'elles ne le feraient pas s'il choisissait son moment avec soin. Ses méthodes, après tout, avaient fonctionné à merveille en 1936, 1937 et 1938 ; il avait confiance en leur possibilité de fonctionner une fois de plus, que le bon moment allait se présenter s'il savait faire preuve de patience. Dans cet esprit, il tenta la « liquidation finale » de la Tchécoslovaquie et, un peu plus tard, le 25 mars 1939, révéla qu'il était satisfait d'attendre avant

17. *N.D.*, 155-C ; *Proceedings*, Partie 4, p. 264.

de s'en prendre à sa victime suivante. Il affirma ce jour-là à von Brauchitsch que, bien qu'il fallût y œuvrer, il ne comptait pas résoudre le problème polonais dans un avenir proche, à moins que des conditions politiques particulièrement favorables survinssent ¹⁸.

Cette confiance fut ébranlée, et dans le même temps, Hitler fut contraint à agir au sujet de la Pologne par l'annonce préliminaire prononcée par M. Chamberlain le 31 mars de la [déclaration d'assistance mutuelle anglo-polonaise](#), suivie par la publication de cette déclaration le 6 avril. Le 3 avril, trois jours après la déclaration de M. Chamberlain, Hitler émit une directive ordonnant des préparations propres à permettre l'attaque contre la Pologne à toute date à partir du 1^{er} septembre 1939 ¹⁹; le 11 avril, 5 jours après la publication de la déclaration anglo-polonaise, il émit une seconde directive plus détaillée ²⁰.

À première vue, ces directives ignoraient totalement les premiers signes distincts d'une révolution de la politique étrangère britannique. La première constitua apparemment une réplique cinglante à l'annonce prononcée par M. Chamberlain; la seconde professa la confiance maintenue de Hitler envers l'idée que la Pologne pouvait être isolée. L'annexe I de la directive du 11 avril, concernant la sûreté des frontières du Reich et la protection contre des attaques aériennes surprises pendant l'attaque contre la Pologne, annonçait qu'« un état de défense ou un état de guerre... n'était pas à anticiper. » L'annexe II déclarait que « la ligne politique consiste à isoler la Pologne, à limiter la guerre à la Pologne, et ceci est considéré comme possible au vu de la crise intérieure en France et de la retenue britannique qui s'ensuit »; et se faisait encore plus explicite dans un autre paragraphe. « Le grand objectif, » poursuivait-elle, « du renforcement des forces armées allemandes continuera d'être

18. *N.D.*, 100-R.

19. *N.D.*, 120-C, pièce jointe A; *Proceedings*, Partie 2, p. 142.

20. *N.D.*, 120-C, pièce jointe B. L'annexe I de cette directive est produite en pièce jointe C, l'annexe II en pièce jointe D, du document 120-C; *Proceedings*, Partie 2, p. 143.

déterminé par l'antagonisme des démocraties occidentales. L'attaque contre la Pologne ne constitue qu'un achèvement, par précaution, de ces préparations. Il ne faut en aucun cas la considérer comme le début d'un règlement militaire face à nos opposants de l'Ouest. »

Mais la connexion chronologique étroite entre les annonces anglo-polonaises et les directives allemandes suggère que ce ne fut pas tant la confiance que l'inquiétude et une volonté délibérée de passer à l'acte qui poussèrent Hitler à émettre les directives lorsqu'il constata que l'attitude britannique changeait enfin ; et cette suggestion est encore renforcée lorsqu'on prend en compte le contraste abrupt entre la déclaration du 25 mars de Hitler à von Brauchitsch, six jours avant l'annonce de M. Chamberlain, et ce que nous savons de son attitude lors de l'émission des directives qui suivirent de peu cette annonce. Von Brauchitsch s'était vu affirmer qu'il attendrait des conditions favorables, mais malgré ce qu'il avait exprimé dans les directives, Hitler n'aurait que difficilement pu penser que l'annonce britannique allait déboucher sur des conditions particulièrement favorables à une attaque contre la Pologne ; et tout indique qu'il n'en était pas convaincu. Le 15 avril, quatre jours après la seconde directive, Göring affirmait à Mussolini que selon l'opinion de Hitler, il n'était plus à attendre de la Grande-Bretagne qu'elle « laissât aux pays autoritaires les mains libres pour sécuriser leurs intérêts vitaux²¹ », tandis que le 27 avril, comme déjà noté, le Traité naval anglo-allemand, l'une des principales mesures par lesquelles Hitler avait espéré s'assurer les mains libres, fut formellement dénoncé par le gouvernement allemand.

Au cours du mois qui suivit, Hitler reconnaissait ouvertement, en contraste avec la confiance affichée dans les directives du mois d'avril, qu'il pourrait s'avérer impossible d'isoler la Pologne. Le 23 mai, dans un discours à ses Commandants en chef, il reconnut que « le problème polonais est inséparable du conflit contre l'Ouest...

21. *N.D.*, 1874-PS.

Il n'est pas certain que, dans une lutte entre l'Allemagne et la Pologne, la guerre contre l'Ouest puisse être évitée. . . ²² » Début août, même les instructions transmises aux échelons inférieurs faisaient le même aveu. Le 4 août, les ordres opérationnels navals déclaraient qu'« il est possible qu'en cas de conflit contre la Pologne, les Puissances garantes (France et Angleterre) interviennent. »

Quoi qu'il en fût, les préparations de l'attaque contre la Pologne se poursuivirent sans interruption, et la détermination de Hitler à agir à l'automne continua de se renforcer. Au cours du discours du 23 mai, il annonça sa décision d'attaquer la Pologne « à la première opportunité adéquate » — ou plutôt, comme les directives du mois d'avril étaient déjà claires sur ce point, il confirma cette décision malgré tous les risques. Quant aux ordres navals du 4 août, leur simple émission constitue une raison supplémentaire de penser qu'à ce moment-là, il avait décidé d'agir en 1939 nonobstant l'attitude des puissances occidentales. Car elles contenaient des instructions à destination de deux cuirassés de poche : prendre des positions avancées en Atlantique, au cas où la Grande-Bretagne et la France déclareraient la guerre une fois la Pologne envahie. Des ordres similaires aux U-boots furent discutés par l'État-major naval dès le 2 août au moins ²³. Entre le 19 et le 24 août, conformément à ces ordres, et en dépit du fait qu'aucune action similaire n'eût été adoptée durant la crise de Munich l'année précédente, deux cuirassés de poche quittèrent la Baltique pour gagner des positions d'attente en Atlantique, et 21 U-boots furent envoyés en patrouille, pour la plupart au large des côtes britanniques.

Ainsi, à la fin avril 1939, Hitler avait non seulement abandonné le Traité naval anglo-allemand et, avec lui, l'espoir qu'il avait laissé justifier son incurie à l'égard de la flotte allemande : l'espoir d'une

22. *N.D.*, 79-L ; *Proceedings*, Partie I, pp. 166-170.

23. Voir *N.D.*, 126-C ; *Proceedings*, Partie 2, p. 148, pour une lettre du 2 août contenant des instructions aux U-boots qui étaient de gagner l'Atlantique, « avec précautions, » au cas où l'intention d'attaquer la Pologne restait inchangée.

neutralité britannique ; il avait riposté au changement de front britannique en avançant sa propre attaque contre la Pologne. À la fin avril, ou au plus tard à la fin mai, quoique Raeder pût affirmer le contraire, il n'avait plus confiance envers l'idée que l'attaque contre la Pologne pût être isolée d'une guerre contre les puissances occidentales. Malgré ceci, il choisit, non pas de différer l'attaque pour entreprendre les préparatifs navals en retard, ni d'attendre une occasion plus favorable de frapper. . . mais de passer à l'acte, que rien n'arrêtait. Qu'est-ce qui, dans ces conditions, le poussa à maintenir le cap ?

IV

Une considération, dont l'existence et l'importance ne font aucun doute, était la possibilité de conclure un Pacte avec la Russie. Les négociations russo-allemandes commencèrent sérieusement en avril 1939. Elles se déroulèrent durant toute la période qui suivit, au cours de laquelle Hitler, perdant confiance dans le maintien de la neutralité britannique, sondait les moyens d'action qui lui restaient en 1939. Il ne fait aucun doute que ces négociations — et particulièrement le fait qu'elles aient été amorcées à l'initiative des Russes — influencèrent fortement son attitude face au problème créé par le durcissement de l'opinion britannique. L'interconnexion entre les étapes des négociations d'une part et les décisions de Hitler d'autre part est directe et claire²⁴.

Lorsque, le 17 avril 1939, l'ambassadeur de Russie rendit visite au secrétaire d'État allemand, si peu de temps après la déclaration anglo-polonaise, cela faisait des mois qu'il était à Berlin sans avoir par le passé discuté une seule fois avec le ministère allemand des affaires étrangères ; et voici qu'il demandait de but en blanc ce que

24. Voir *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941 : Documents from the archives of the German Foreign Office* (Département d'État étasunien, 1948), qui en fournit les détails.

l'Allemagne pensait des relations russo-allemandes, et affirmait ne distinguer aucune raison pour qu'elles ne s'améliorassent pas. Il semble probable qu'en réalisant ce geste, Moscou réagissait à la récente déclaration anglo-polonaise ; mais quel qu'en fût la raison, le sens de ce geste n'aurait pu échapper à Berlin. Le discours de Hitler au Reichstag suivit, le 28 avril, au cours duquel il prononça publiquement la dénonciation du Traité naval anglo-allemand, et dans lequel il omit de faire figurer les traditionnelles références hostiles envers la Russie soviétique. Ce discours fut suivi, le 3 mai à Moscou, du renvoi de M. [Litvinov](#), puis le 20 mai le gouvernement soviétique fit une autre ouverture encourageante — quoique illusoire. Lorsqu'on lui posa la question, à cette date, de savoir si les négociations économiques russo-allemandes pourraient reprendre leur cours, M. [Molotov](#) répondit que les discussions commerciales « ne [pourraient] reprendre qu'une fois posées les bases politiques nécessaires à leur reprise. » Trois jours plus tard, Hitler prononça son discours devant ses Commandants en chef. Ce discours fut aussi long que confus, mais une chose en ressort clairement : Hitler avait décidé qu'en dépit de tout, la politique allemande devait être d'attaquer la Pologne à la première occasion favorable. Une semaine après ce discours, le 30 mai, après beaucoup d'hésitations, l'ambassadeur allemand à Moscou fut informé que, « contrairement à la politique prévue initialement, nous avons désormais décidé d'entreprendre de véritables négociations avec l'Union soviétique. » Les instructions concernant les dispositions navales préparatoires en Atlantique et en Mer du Nord furent émises début août ; mais les navires ne reçurent ordre de quitter la Baltique que le 19 août — le jour au cours duquel le gouvernement allemand apprit pour la première fois, avec quelque certitude, que Moscou allait accepter un Pacte imminent.

Au cours des négociations de dernière minute qui débouchèrent sur l'acceptation finale par Moscou — le 19 août — de la proposition d'une visite de Ribbentrop, et sur le télégramme personnel envoyé par Hitler à Staline — le 20 août — demandant que la vi-

site pût se dérouler dès le 22 ou le 23 août, l'Allemagne força la cadence. L'anxiété de Hitler de conclure le Pacte, et ce rapidement, est indubitable.

Il y parvint ; le Pacte fut signé à Moscou aux premières heures du 24 août ; et le 22 août, au cours d'un autre discours devant ses Commandants en chef, Hitler annonça ce résultat²⁵. Il leur affirma que le Pacte serait signé le lendemain ou le surlendemain. Il leur dit également qu'il avait toujours été « convaincu que Staline n'accepterait jamais l'offre d'alliance anglaise » ; que, pour lui, « le remplacement de Litvinov avait été décisif. [Après cela] j'ai provoqué progressivement le changement d'orientation vers la Russie. »

Mais si ce fut pour partie en raison de ses attentes d'un Pacte avec la Russie que Hitler, supposant que les puissances occidentales pourraient se battre pour la Pologne, choisit néanmoins de donner suite à son projet polonais, il est également clair que la décision d'attaquer la Pologne à l'automne 1939, annoncée dans les directives du mois d'avril et confirmée le 23 mai, fut prise avant le début de véritables négociations avec la Russie. La possibilité d'un pacte russo-allemand put fort bien avoir été dans l'air depuis Munich, mais ce ne fut pas Hitler qui prit l'initiative d'entamer des négociations sérieuses ; et sa décision concernant la Pologne avait déjà été annoncée lorsque les Russes firent ce pas le 17 avril. Le fait qu'il avait déjà pris la décision peut, certes, avoir constitué la seule raison pour laquelle il surmonta ses réticences évidentes à traiter avec la Russie. Malgré l'affirmation de Hitler après l'événement, la confirmation, le 23 mai, des directives d'avril fut probablement précédée d'âpres débats intérieurs. C'est sans doute par suite de cette confirmation que Hitler décida finalement de poursuivre les

25. On ne peut pas savoir si Hitler prononça un ou deux discours distincts le 22 août, car deux textes existent pour la même journée. Je les ai traités comme s'il s'agissait d'un seul discours. Pour les deux textes, voir *N.D.*, 798-PS et 1014-PS ; *Proceedings*, Partie I, p. 172. Pour une version plus brève, qui semble néanmoins combiner les points de chacun des textes intégraux, voir *N.D.*3-1.

négociations avec Moscou. Et les instructions envoyées le 30 mai à l'ambassadeur allemand ne laissent guère de doute que ce tournant avait été atteint peu de temps auparavant. Mais même si ce tournant fut atteint avec la révocation de Litvinov, début mai, comme l'affirma Hitler, et non à la fin de ce mois, il n'en intervint pas moins après l'émission de ses directives sur la Pologne ; et ce seul fait suffit à montrer qu'hormis ses attentes d'un Pacte russe, il existait un autre élément dans le tableau.

Cet autre facteur était la détermination absolue de Hitler, après la déclaration du 31 mars de Chamberlain, de s'en tenir au nouvel calendrier que ce changement de politique étrangère britannique l'avait amené à adopter : attaquer la Pologne à l'automne.

Il a déjà été suggéré que telle fut son attitude, sur la base des étroites connexions chronologiques entre ses directives du mois d'avril et les annonces anglo-polonaises. Mais cela ne révèle pas à quel point la déclaration anglo-polonaise, non seulement lui força la main, mais l'amena également à perdre la tête. Point supplémentaire, il est donc probable que, même s'il n'avait pas obtenu de Pacte avec la Russie, il aurait malgré tout attaqué la Pologne à la même date.

Pour repasser en revue les sources étayant cet argument, il faut commencer par rappeler que Hitler émit ses directives pour l'attaque contre la Pologne avant le début de concrètes négociations russo-allemandes, et en répétant le fait supplémentaire que, même lorsqu'il s'était engagé sur cette voie, ce n'était pas sur sa propre initiative, mais sur celle de Moscou, que les négociations avaient commencé. L'étape suivante à considérer réside dans le discours du 23 mai²⁶. Son objet était de confirmer sa décision d'attaquer la Pologne « à la première occasion favorable » ; mais, ne serait-ce que parce que son propre esprit n'était pas encore arrêté sur l'opportunité de négocier avec la Russie, l'espoir d'une issue heu-

26. *N.D.*, 79-L ; *Proceedings*, Partie I, pp. 166-170.

reuse des négociations ne fut qu'un facteur secondaire dans cette confirmation.

Il est vrai qu'il s'intéressait désormais au résultat des négociations russes ; il mentionna qu'« une tendance prudente est perceptible dans les commentaires de la presse russe » ; il pensait qu'il n'était « pas impossible que la Russie se montre désintéressée à l'égard de la destruction de la Pologne. » Mais loin d'en être certain, loin de se laisser influencer par le moindre espoir concernant le Pacte russe, il devait toujours partir du principe que la Russie allait s'opposer à l'attaque contre la Pologne ; et pourtant, il s'accrocha à la décision de lancer l'attaque. « Si la Russie, » déclara-t-il, « agit pour s'opposer à nous, nos relations avec le Japon peuvent s'intensifier. . . Le Japon constitue un problème pesant. Même si au début, pour diverses raisons, sa collaboration avec nous apparaît quelque peu froide et limitée, il n'en est pas moins de l'intérêt du Japon de prendre l'initiative d'attaquer la Russie en temps voulu. » Et cela n'était pas tout. À un moment où il lui avait fallu supposer que la Russie pourrait s'opposer à l'attaque contre la Pologne, il se montra non seulement disposé à dépendre « des intérêts propres du Japon » pour maintenir la Russie au calme ; il était tellement déterminé à avancer qu'il jura qu'il ne se laisserait même pas dissuader par la contingence encore pire d'une alliance entre la Russie, la France et la Grande-Bretagne. Dans cette hypothèse, il déclara qu'il attaquerait malgré tout, quoiqu'éventuellement en adoptant une stratégie différente. « Je serais contraint d'attaquer [en premier] l'Angleterre et la France par quelques coups annihilateurs. »

Telles étaient ses idées au moment même où, loin d'être certain d'obtenir un Pacte avec la Russie, une autre semaine devait encore s'écouler avant que, selon les instructions transmises à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, « contrairement à la politique précédemment définie, nous avons désormais décidé d'entreprendre des négociations concrètes avec la Russie » ; et à ce puissant argument étayant l'idée que, Pacte russe ou non, il aurait de toutes façons lancé son attaque en 1939, on doit désormais en ajouter un

autre. Sa détermination à agir et ses préparations à l'action ne furent pas affectées par le fait que l'issue des négociations russes restait incertaine.

Jusque début août, les relations avec la Russie restèrent fondamentalement inchangées. Les dispositions navales préventives furent décidées à un moment où Hitler ne pouvait toujours pas être certain que la Russie allait signer le Pacte. Les ordres du 4 août à destination des cuirassés de poche stipulaient, de fait, que l'« attitude de la Russie est incertaine, même si, au début, on peut supposer qu'elle restera neutre, mais avec un penchant net vers les puissances occidentales et la Pologne... » Le jour où ils furent émis, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou résuma l'état des négociations par les mots²⁷ : « Mon impression générale est que le gouvernement soviétique est à présent déterminé à signer avec l'Angleterre et la France si celles-ci remplissent les souhaits soviétiques... Il faudra un effort considérable de notre part pour faire changer d'avis le gouvernement soviétique. » Mais les navires reçurent ordre de se préparer à gagner l'Atlantique.

Il se peut que Hitler vît la situation plus clairement que son ambassadeur ; en tout cas, comme déjà noté, les navires ne reçurent de fait pas l'ordre de quitter la Baltique avant l'obtention d'un pacte russo-allemand. Il subsiste plus qu'un soupçon, à la lecture des termes et de la date de ces ordres navals, ainsi que du discours du 23 mai : que, ayant abandonné un principe sensé sur lequel il avait jusqu'alors insisté — la nécessité de garder la Grande-Bretagne au calme avant d'attaquer à l'Est — Hitler était devenu trop téméraire à la mi-1939 au point d'en abandonner un autre. On ne peut pas avancer avec certitude qu'il aurait attaqué la Pologne lorsqu'il le fit, même si le Pacte russo-allemand n'avait pas été conclu. Il s'avéra qu'il obtint le Pacte. Nous ne savons pas ce qu'il aurait fait s'il ne l'avait pas obtenu ; sans doute ne le savait-il pas lui-même. Mais il ne semble pas improbable qu'il eût attaqué la Pologne et

27. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941.*

risqué les conséquences, à l'Ouest et à l'Est, même s'il n'avait pas réussi à obtenir le Pacte.

Avant de rejeter ceci comme peu crédible, il convient de prendre en compte une autre pièce à conviction. Nous devrions considérer de nouveau les négociations russo-allemandes, cette fois-ci non pas du point de vue de leur conclusion réussie et de la déclaration de Hitler après l'événement, mais à la lumière des difficultés et incertitudes qui auraient si facilement pu prévaloir²⁸. Il est évident que la note dominante durant les négociations était une méfiance réciproque intense. Ce qui l'est moins, mais que les documents corroborent tout autant, c'est que la politique allemande connut de violentes oscillations et que l'indécision de Hitler menaça la réussite des négociations. Entre le 21 et le 26 mai, par exemple, des propositions de grande portée furent rédigées pour être envoyées à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, que Hitler refusa d'envoyer car elles étaient trop explicites. Il est vrai que, comme l'indique son propre discours du 23 mai, il changea rapidement d'avis, et que l'ambassadeur d'Allemagne fut informé le 30 mai que, « contrairement à la politique précédemment définie, nous avons désormais décidé d'entreprendre des négociations concrètes. » Mais lorsque l'ambassadeur allemand suggéra, en juin, qu'un délégué russe fût invité à Berlin « avec tous les pouvoirs nécessaires, » Hitler ordonna de nouveau une réponse qui aurait mis fin aux négociations si elle avait été envoyée. Ici encore, il fléchit et retira son ordre ; mais il n'est pas exagéré de dire que, si la décision avait dépendu de Hitler, les négociations auraient sans doute échoué ; et il n'est pas déplacé dans ce contexte de remarquer que le 23 novembre 1939, après le déclenchement de la guerre, il considérait comme une sorte de miracle le fait qu'il fût parvenu à éviter une guerre sur deux fronts. « Il faut bien expliciter, » déclara-t-il ensuite, « que, pour la pre-

28. Voir *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*. Pour certains des points du présent paragraphe, voir une critique de ce volume dans *Europe in Decay*, par L.B. Namier, qui fait référence à des éléments qui ne figurent pas dans le volume.

mière fois en 67 ans, nous n'avons pas à mener une guerre sur deux fronts. La chose que nous avons désirée depuis 1870, et que nous considérons par le passé comme impossible, a fini par advenir²⁹. »

Lorsqu'on a à l'esprit cet aspect des négociations russes, le comportement de Hitler entre mai et septembre 1939, et l'attaque qu'il finit par lancer contre la Pologne, apparaissent sous la lumière qui convient, comme la conséquence logique de la position qu'il avait adoptée dans les directives d'avril, plutôt que comme une politique conditionnée par le succès ou l'échec des négociations avec Moscou. Bien avant que ces négociations n'entrassent dans leur phase critique, il s'exprimait déjà comme un homme estimant qu'il lui faudrait attaquer la Pologne à l'automne 1939 quoiqu'il advînt. Dans le même temps, il resta assez prudent pour insister sur l'idée que les circonstances, au moment de l'attaque, devaient être rendues aussi favorables que possible. Tout au long des négociations russes, au moins après la fin du mois de mai, il est clair qu'il était anxieux d'obtenir le Pacte, car celui-ci rendrait les circonstances aussi favorables que possible. Il est loin d'être clair qu'il tenait à ce Pacte parce qu'il pensait que, sans lui, il n'oserait pas agir.

V

Cet argument est également soutenu par l'attitude manifestée par Hitler face aux puissances occidentales durant les derniers mois de paix. L'opinion voulant que, même sans le Pacte russe, il aurait malgré tout attaqué la Pologne en 1939 dépend, en dernier recours, de l'argument selon lequel il se laissa emporter par l'idée que la guerre contre les puissances occidentales était inévitable, et qu'au vu de ces circonstances, le temps ne jouait pas en sa faveur ; et il ne fait aucun doute que tel fut le cas.

29. *N.D.*, 789-PS

Lorsque, dès le 5 novembre 1937³⁰, il s'était défini pour objectif l'expansion de la *Lebensraum* (*espace de vie*) allemande en Europe, en commençant par la « suppression » de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, il était déjà convaincu que « la question allemande ne peut se résoudre que par la force, dont l'usage n'est jamais sans risque. » Il n'était encore engagé dans aucun programme ; il restait ouvert à envisager des actions selon diverses éventualités ; il était prêt à attendre des occasions opportunes et à laisser celles-ci guider ses actions. Mais il ressentait déjà qu'il lui faudrait agir au plus tard durant la période 1943-1945 : « il est certain que nous ne pourrions pas attendre davantage. » Même la perspective d'attendre aussi longtemps, considérée comme *Cas n°1*, commençait déjà à apparaître comme trop risquée. « Si nous attendions 1943-1945 pour agir, chaque année pourrait provoquer une crise alimentaire. . . Pire que cela, le monde anticiperait nos actions et augmenterait chaque année ses contre-mesures. . . Notre puissance relative diminuerait. . . » Et, à mesure que s'accroissait en lui la nécessité d'agir avant 1943-1945, les possibilités d'action plus précoce, dans des cas de figure où les puissances occidentales pourraient être trop occupées pour intervenir, avaient commencé à apparaître comme attirantes.

Ces scénarios étaient considérés comme les *Cas n°2 et n°3*. Le cas n°2 mettait en jeu le déclenchement en France d'« une crise politique intérieure de telles dimensions qu'elle absorbe l'armée française » ; en ce cas, « le temps d'agir contre la Tchécoslovaquie est arrivé. » Le cas n°3 imaginait l'éclatement d'une guerre en Méditerranée entre l'Italie et les puissances occidentales ; si cela devait se produire, il était « fermement décidé à en faire usage à tout moment, peut-être dès 1938. » « En exploitant cette opportunité unique et favorable, il désire lancer les opérations contre la Tchécoslovaquie. »

30. Pour ce discours — le *Hossbach* — voir *N.D.*, 386-PS ; *Proceedings*, Partie I, pp. 156-163.

Aucun de ces cas de figure ne se concrétisa. Malgré cela, il n'avait pas pu attendre ; au printemps 1939, Autriche et Tchécoslovaquie avaient toutes deux été « supprimées. » Leur annexion avait soulevé moins d'opposition qu'on n'aurait pu le penser, et ce fait l'encouragea à projeter de nouvelles actions. Leur prise suscita également davantage d'opposition qu'il ne l'avait espéré, et son hostilité aux accords de Munich tenait surtout au fait qu'un accord ait été nécessaire. Qui plus est, il apparut rapidement que cette annexion avait aussi alarmé le monde. Elle accéléra le réarmement d'autres pays ; elle amena à ce changement d'attitude britannique qu'il avait espéré éviter. Mais cela l'encouragea aussi à agir de nouveau. Car il avait toujours eu à l'esprit que l'Autriche et la Tchécoslovaquie ne constituaient qu'un début ; et si l'Allemagne devait tirer profit de ces réussites, il semblait désormais impératif qu'elle le fit sans tarder. Il n'était plus question d'attendre 1943-1945 ; et c'est dans cet état d'esprit qu'au travers des directives du mois d'avril 1939, il commença à planifier l'attaque de la Pologne à l'automne.

On peut évaluer en quelle mesure son sentiment d'être pris dans un dilemme à l'Ouest influença cette décision par le contenu de son discours du 23 mai 1939. Le problème de la puissance relative entre l'Allemagne et l'Occident était nettement plus important dans sa détermination à attaquer la Pologne que l'attitude russe. L'argument le plus sérieux en faveur d'une action rapide contre la Pologne contenu dans ce discours était son idée qu'« une arme ne présentera d'importance décisive pour remporter des batailles que si l'ennemi n'en dispose pas lui-même. » « Ceci, » poursuivit-il, « s'applique aux U-boats et à l'armée de l'air. Cela resterait vrai pour l'armée de l'air, par exemple, tant que la flotte britannique ne disposera pas de contre-mesures ; et tel ne sera plus le cas en 1940 et 1941. Contre la Pologne, pour prendre un autre exemple, les chars seront efficaces car l'armée polonaise ne dispose pas de contre-mesures. Lorsqu'une pression directe n'est plus considérée comme décisive, il faut la remplacer par l'élément de surprise, et par un art opératif

supérieur. » Il était convaincu que chaque mois allait voir diminuer l'avantage des armements allemands par rapport à ceux de la Pologne et des puissances occidentales. Qui plus est, l'Allemagne était « à présent dans un état de ferveur patriotique, partagé par deux autres nations, l'Italie et le Japon » ; et cela n'était pas forcément voué à durer à jamais. C'est pour ces raisons, plutôt que sur la base d'espoirs envers le Pacte russe, qu'il avait décidé de poursuivre résolument ses projets.

Il restait important d'isoler la Pologne avant de l'attaquer ; il était assez prudent pour s'en rendre compte ; il s'était de toute évidence mis à penser qu'un Pacte avec la Russie pourrait atteindre cet objectif. Mais c'était le problème d'isoler la Pologne de l'Ouest, et non de la Russie, qui le préoccupait. « Notre tâche, » affirmait-il, « est d'isoler la Pologne. Réussir à le faire est d'une importance capitale. Il ne doit pas se produire de conflit simultané contre l'Ouest. » « Une attaque contre la Pologne ne pourra fonctionner que si l'Ouest n'intervient pas. » Lorsque la Pologne serait attaquée, il fallait qu'aucun soldat allemand ne franchît les frontières allemandes occidentales ; rien ne devait être fait pour inciter la Grande-Bretagne ou la France à la guerre. Au cours de l'attaque contre l'Ouest, « notre objectif doit être de commencer par un coup écrasant... mais cela n'est possible que si nous ne glissons pas, au travers de la Pologne, en un conflit contre l'Angleterre. »

Et pourtant, comme Hitler le reconnaissait dans le même discours, quels que fussent les soins avec lesquels le terrain serait préparé, il restait probable que « le problème polonais soit inséparable d'un conflit contre l'Ouest... Il n'est pas certain que, dans l'occurrence d'un conflit germano-polonais, la guerre contre l'Ouest puisse être évitée. » Mais dans cette situation, dès le 23 mai, avant qu'il pût avoir la certitude que le Pacte avec la Russie se concrétiserait, avant même d'avoir pris la décision finale de rechercher un Pacte, et sachant que pas même un Pacte avec la Russie n'exclurait définitivement la possibilité d'intervention militaire par les puissances occidentales pour le compte de la Pologne, il n'entrete-

nait aucun doute sur ce que devait être sa ligne de conduite. Même si les puissances occidentales devaient intervenir, poursuivait le discours, « il sera alors préférable d'attaquer à l'Ouest et de liquider le problème polonais à la marge. » « S'il n'est pas certain qu'un conflit germano-polonais ne mènera pas à une guerre à l'Ouest, le combat doit être en premier chef mené contre l'Angleterre et la France. » Il comptait dans tous les cas attaquer à l'Ouest, ainsi qu'à l'Est, en temps voulu ; et à présent « le Führer doute de la possibilité d'un règlement pacifique avec l'Angleterre. » Aussi, « nous devons nous préparer au conflit... Notre choix est entre avancer et décliner. »

Ces arguments constituèrent une fois de plus le cœur de son discours aux Commandants en chef le 22 août³¹, au cours duquel il annonça sa réussite à conclure le Pacte avec la Russie. Bien que la conclusion du Pacte fût un sujet de satisfaction — et importante en ce que, militairement en tout cas, ce dernier isolait la Pologne — et bien qu'il se fût félicité de ce que « la Pologne est désormais dans la position où je voulais qu'elle soit, » ce dernier développement n'avait en rien clarifié la posture qu'adopteraient les puissances occidentales. Il n'avait en rien dénoué le dilemme de Hitler à l'Ouest. Il reconnut qu'il ne savait toujours pas si la Grande-Bretagne et la France se positionneraient en soutien de la Pologne : « même à présent, on ne peut pas le prédire avec certitude. » Le Pacte russe pourrait les dissuader totalement d'intervenir : « à présent [le Pacte étant acquis], la probabilité reste importante que l'Ouest n'intervienne pas... » Il était plus probable, selon Hitler, que les puissances occidentales protestent d'une manière ou d'une autre, mais sans intervenir militairement. Les puissances occidentales ne pouvaient combattre l'Allemagne qu'au travers d'un blocus ou par une attaque directe. Le blocus était voué à l'échec en raison des circuits d'approvisionnement dont l'Allemagne disposait à l'Est ; une attaque directe sur le front Ouest était impossible ; la Grande-Bretagne et la France n'auraient pas rêvé d'attaquer en passant par

31. *N.D.*, 798 et 1014-PS ; *Proceedings*, Partie I, p. 172.

la Scandinavie, les Pays-Bas, la Suisse ou l'Italie. Elles pouvaient lui déclarer la guerre, mais cela n'aurait guère aidé la Pologne. Le plus probable était qu'elles assistent à l'événement sans intervenir militairement. « Je table sur une barrière commerciale, et un durcissement des relations... » Dix jours plus tôt, il avait exprimé la même opinion à [Ciano](#), lui affirmant qu'il était « personnellement convaincu qu'en fin de compte, les démocraties occidentales auront peur de se précipiter dans une guerre générale.³² » Mais le risque restait qu'elles ne se satisfassent pas d'une simple expression de désapprobation et décidassent d'intervenir militairement. L'Allemagne devait-elle accepter ce risque ?

Il doutait encore moins désormais qu'au mois de mai : le risque méritait d'être pris. De nombreux facteurs étaient à ce moment favorables à l'Allemagne, et ils pouvaient ne pas durer. « Sans doute que nul ne disposera plus jamais de la confiance du peuple allemand comme j'en bénéficie actuellement... Mais je pourrais à tout instant me voir éliminé par un criminel ou par un idiot... » L'existence de Mussolini « est également vitale. Si quelque chose lui arrive, la loyauté de l'Italie deviendra incertaine... » Un troisième facteur personnel « qui nous est favorable est Franco. Nous ne pouvons demander à l'Espagne qu'une neutralité bienveillante. Mais même cela dépend de la personnalité de Franco... » « Toutes ces circonstances heureuses auront disparu dans deux ou trois ans. Nul ne sait combien de temps je vais vivre... » Il y avait également la faiblesse des opposants de l'Allemagne. La Grande-Bretagne était sortie affaiblie de la Grande Guerre. La position de la France s'était détériorée,

aucune personnalité exceptionnelle n'a émergé en Angleterre ou en France... Nos ennemis n'ont aucune personnalité ; ni maîtres, ni hommes d'action... [En tout cas,] nous n'avons rien à perdre — nous ne pouvons que gagner. Notre situation économique est telle que nous ne pourrions tenir que quelques années... Nous n'avons pas d'autre alternative ; nous devons agir... Il vaut donc

32. *N.D.*, 1871-PS et 77-TC.

mieux que le conflit se produise dès à présent... Nous ne pouvons pas laisser l'initiative à d'autres... Nous devons accepter le risque avec une détermination sans calcul... L'alternative à laquelle nous sommes confrontés est de frapper dès à présent ou nous laisser détruire avec certitude à plus ou moins brève échéance... Ma seule crainte est qu'un quelconque *Schweinehund* puisse avancer une proposition de médiation... Notre camp [doit être marqué par] une détermination de fer. Ne reculer devant rien. Chacun devra comprendre que nous avons été, dès le départ, été prêts à nous battre contre les puissances occidentales...

Indéniablement, un tel discours était téméraire ; et sachant que le Pacte avec la Russie était sur le point d'être scellé, Hitler sentit peut-être qu'il pouvait se permettre une telle témérité. Mais ses remarques à cette occasion ne détonnent pas par rapport à son attitude du 23 mai, date à laquelle il ne pouvait pas encore avoir la certitude que le Pacte avec la Russie serait conclu, ni par rapport à ses actions depuis le mois d'avril précédent. Ces remarques étaient le point culminant logique de l'attitude qu'il avait développée au cours des six mois passés. Et elles servent à relier entre eux les fils des arguments précédents.

L'attitude de Hitler envers le Pacte russe est particulièrement éclairée par le fait que les arguments par lesquels il justifiait sa décision de passer à l'attaque dès 1939 restèrent valides, Pacte russe ou non, s'ils le fussent jamais. Le Pacte ne changea rien à son estimation de sa propre importance, ni de celles de Mussolini ou de Franco, ni à son mépris envers les dirigeants occidentaux. S'il était exact que l'Allemagne ne pût attendre pour des raisons économiques, qu'elle ne pût se permettre de perdre l'initiative, l'argument serait resté tout aussi valide en l'absence de Pacte avec Moscou — et peut-être même aurait-il gagné en force.

Ce discours, se posant ainsi comme point culminant de ses opinions depuis avril, voire comme une simple récapitulation de celles-ci, confirme également que son important changement d'attitude se produisit à cette date précoce, et que ce changement d'attitude résulta davantage de son obsession envers le dilemme à l'Ouest que

d'une influence du Pacte à l'Est. Jusqu'au mois d'avril 1939, il avait délibérément laissé dépérir la marine allemande dans l'espoir qu'en échange, la Grande-Bretagne lui laisserait les mains libres en Europe. Cela devait constituer le prélude d'une attaque finale contre la Grande-Bretagne ; mais cela ne l'empêchait pas de penser que l'accord aurait été raisonnable. Il avait misé sur l'acceptation, même réticente, de la Grande-Bretagne pour un tel accord. Et jusqu'à ce stade, il avait réussi ; au point qu'il avait pensé, selon les mots de Raeder, aux « problèmes avec la Pologne, la France et la Russie » dont la Grande-Bretagne aurait pu rester exclue. Mais à partir d'avril 1939, la situation avait changé ; l'opinion britannique s'était durcie. Devait-il pour autant se laisser arrêter ? Il avait eu raison de respecter la force britannique en mer et d'essayer de la contourner. Mais n'avait-il pas négligé la finalité que cette force avait toujours servie ? N'avait-il pas oublié qu'en dernier ressort, cette force avait toujours été utilisée pour empêcher la même hégémonie en Europe qu'il comptait établir ? N'était-il pas évident, comme il l'affirma le 23 mai³³ que « l'Angleterre, qui voit en notre développement la fondation d'une hégémonie qui l'affaiblirait, constitue la véritable force opposée à l'Allemagne » ? N'apparaissait-il pas qu'après tout, la question britannique ne pouvait pas être esquivée ? L'Allemagne pouvait éviter de devenir une menace navale directe ; mais il semblait que l'Allemagne devrait malgré tout combattre la Grande-Bretagne avant de pouvoir étendre sa domination sur l'Europe, comme le désirait Hitler. Tout semblait se résumer à un choix : ou bien abandonner ses projets pour l'Europe, ou bien combattre la Grande-Bretagne.

Hitler n'aurait jamais abandonné ses projets. Il pouvait les retarder — bien que cela fût pénible et importun — pourvu qu'un tel retard lui apportât quelque chose. Mais, si telle était véritablement la situation, y avait-il quoi que ce fût à gagner d'un retard ? N'était-il pas tout aussi bien d'attaquer la Pologne conformément

33. *N.D.*, 79-L.

au plan et — s'il n'était pas possible de l'éviter — d'accepter la guerre contre la Grande-Bretagne ? Cette guerre devait de toute façon finir par éclater. Et, lorsqu'on y réfléchissait, n'existait-il pas de bonnes raisons de la déclencher sans attendre ? « La liquidation rapide de la Pologne à ce moment, » dit-il à Ciano le 12 août, « ne présenterait que des avantages pour le conflit inévitable contre les démocraties occidentales ³⁴. »

Enfin, ses remarques du 22 août nous renvoient à sa politique navale d'avant-guerre et à l'état de la marine au moment du déclenchement de la guerre. Dans ses efforts pour éviter le problème britannique, il avait maintenu la faiblesse maritime de l'Allemagne ; dans son désespoir d'anticiper ce problème, une fois qu'il ne fût plus possible de l'éviter, il l'embarqua dans une guerre majeure à laquelle elle n'était pas préparée ; et ce, parce que la faiblesse de la marine allemande en était venue à lui sembler un facteur secondaire face aux autres, qui s'accordaient avec son impatience d'agir.

Mais on n'a aucune raison de penser que ce désavantage resta négligé. Si Hitler était enclin à l'ignorer, d'autres le portèrent à son attention. Le memorandum de Rader de septembre 1939 et sa lettre de juin 1940 montrent d'évidence qu'il avait averti Hitler que la marine allemande n'avait aucune chance de réussite si la guerre contre la Grande-Bretagne devait éclater en 1939. Le 15 avril 1939, au cours d'une discussion avec Mussolini concernant la date pour laquelle l'Allemagne serait le mieux préparée à « un grand test de force, » Göring avait indiqué que « l'Allemagne était comparativement faible sur mer ³⁵. » Au cours de ces derniers mois de paix, Mussolini conseilla plus d'une fois à son alliée qu'il serait préférable d'attendre deux ou trois années de plus au vu de la situation de la flotte allemande ³⁶.

34. *N.D.*, 1871-PS et 77-TC.

35. Voir les « Notes d'une conférence entre Göring et Mussolini », le 15 avril 1939 (*N.D.*, 1874-PS).

36. Voir le télégramme envoyé à Berlin par l'ambassadeur d'Allemagne à Rome le 25 août 1939 (*N.D.*, 1822-PS, 2^e élément).

Chapitre 2

La première phase

I

Que les puissances occidentales ne déclarent pas la guerre, qu'elles se satisfassent de protestations moins radicales et plus formelles, tel fut l'espoir de Hitler jusqu'à la dernière minute ; et toutes les précautions possibles furent prises pour assurer ce résultat. C'est pour cette raison que, le 24 août, apprenant que l'Accord anglo-polonais était sur le point d'être signé — et il le fut le lendemain — il annula son ordre du matin même prévoyant l'invasion de la Pologne pour le 25 août. Cette annulation prit la forme d'un report du jour J jusqu'au 1^{er} septembre. L'objectif de ce report était de lui permettre de mener une dernière tentative, en passant par l'ambassadeur britannique, de persuader les puissances occidentales de ne pas intervenir militairement ¹. Cette tentative de dernière minute

1. Voir, sur ce point, les témoignages apportés par Ribbentrop (*N.D.*, 91-TC ; *Proceedings*, Partie 10, p. 183), Göring (*N.D. [C. et A.]*, Supplément B, pp. 1105-1106), et le ministère public des procès de Nuremberg (*Proceedings*, Partie 2, p. 164).

échoua, mais l'espoir de Hitler persista, comme le montre une nouvelle directive du 31 août². Par cette dernière directive, il ordonna le début de l'invasion de la Pologne le lendemain matin ; mais il insista également pour que rien ne fût réalisé qui put provoquer la Grande-Bretagne ou la France.

La responsabilité de l'ouverture des hostilités à l'Ouest doit reposer sans équivoque sur l'Angleterre et la France... Les frontières terrestres allemandes de l'Ouest ne peuvent en aucun cas être franchies sans mon consentement express. Il en va de même des actions de guerre en mer ou ailleurs pouvant être interprétées comme telles³... Les mesures défensives aériennes doivent pour commencer se limiter exclusivement à parer aux attaques aériennes ennemies aux frontières du Reich...

Mais la directive anticipait également que les puissances occidentales pussent déclencher les hostilités ; elle ne pouvait rien faire d'autre car, même après la conclusion du Pacte avec la Russie, Hitler ne pouvait être certain que la France et la Grande-Bretagne ne déclareraient pas la guerre. Si elles le faisaient, la tâche des forces armées, selon la directive, serait « de préserver, tout en conservant autant que possible leurs forces, les conditions nécessaires à une conclusion positive des opérations menées contre la Pologne. »

Ici encore, ces mots établissent clairement que l'importance du Pacte avec la Russie ne résidait pas tant dans son influence sur sa décision d'attaquer la Pologne au risque d'une guerre générale que dans l'effet modificateur qu'il eut sur la stratégie de sa première campagne au cas où une guerre générale éclaterait. Au cours du discours du 23 mai 1939⁴, il avait exprimé que, si les puissances occidentales intervenaient, « le mieux serait d'attaquer à l'Ouest et

2. *N.D.*, 126-C.

3. Ceci fut interprété par l'État-major naval comme signifiant que les U-boots et cuirassés de poche déjà en mer devaient maintenir leur position d'attente et n'entreprendre aucune attaque. Le torpillage du *SS Athenia* sans avertissement, dans la nuit du 3 septembre 1939, constitua une violation des ordres par le commandant de l'U-boot.

4. *N.D.*, 79-L ; *Proceedings*, Partie I, pp. 166-170.

accessoirement de liquider la Pologne, » et que, si une alliance se nouait entre la Russie et l'Ouest, il « commencerait par attaquer la France et l'Angleterre par quelques coups annihilateurs. » Voilà qui était plus facile à dire qu'à faire, bien entendu, mais ces remarques constituent une indication claire de son état d'esprit ; qui changea du fait de la conclusion du Pacte avec la Russie. Il pourrait ne pas suffire à dissuader les puissances occidentales de déclarer la guerre ; mais il leur rendait au moins impossible la tâche d'aider la Pologne ; et il fit pivoter les espoirs de Hitler dans une nouvelle direction et l'incita à modifier sa stratégie. Si la première campagne restait limitée à la Pologne, et que celle-ci était rapidement vaincue, la Grande-Bretagne et la France, même ayant déclaré la guerre, pourraient accepter le *fait accompli*⁵ une fois la Pologne prise.⁶

En d'autres termes, le principal effet du Pacte avec la Russie ne fut pas de convaincre Hitler qu'il pouvait attaquer la Pologne sans déclencher de guerre générale, mais de l'encourager à croire en la possibilité d'une guerre de courte durée ; et ce point est confirmé par une comparaison entre ses remarques du 23 mai 1939 et celles du 22 août, ainsi que par sa stratégie déployée pour la première campagne. Le 23 mai, alors qu'il n'était pas certain que le Pacte avec la Russie serait conclu, il reconnut qu'une guerre contre les puissances occidentales ne serait pas facile ; et qu'au contraire, « il s'agirait d'une lutte à mort. » « L'idée que nous puissions nous en sortir à bon compte est dangereuse... Nous devons brûler nos vaisseaux... Tout gouvernement doit viser à une guerre courte ; mais nous devons nous préparer à une guerre d'une durée de dix

5. En français dans le texte, NdT.

6. Outre le texte de la directive du 31 août, le témoignage de Göring met également ce point en évidence (*N.D. [C. et A.]*, Supplément B, p. 1104). Au cours du même témoignage (p. 1119), Göring ajoute le fait intéressant que lorsqu'il proposa une attaque éclair contre la flotte britannique le lendemain de l'éclatement de la guerre, Hitler, qui avait envisagé une frappe de cette nature dans le discours du 23 mai 1939, l'interdit, et prononça des instructions strictes pour l'empêcher.

ou quinze ans. » Le 22 août, dans le discours au cours duquel il annonça le Pacte avec la Russie, il n'était pas uniquement enclin à penser que les puissances occidentales n'interviendraient pas militairement faute de pouvoir aider la Pologne ; il était convaincu que, même si elles lui déclaraient la guerre, elles accepteraient l'inévitable et concluraient la paix une fois la Pologne vaincue. « Nul, » affirma-t-il, selon l'une des versions du discours ⁷, « ne compte sur une guerre prolongée. Si von Brauchitsch m'avait dit que j'aurais besoin de quatre années pour conquérir la Pologne, j'aurais répondu que ce n'était pas faisable. Affirmer que l'Angleterre veut se lancer dans une guerre prolongée n'a aucun sens. » Dans une autre version, ce passage est transcrit différemment, mais la conclusion est la même ⁸.

Raeder affirme avoir été « purement et simplement terrifié » par l'hypothèse que les puissances occidentales pourraient encore s'abstenir d'intervenir et qu'elles accepteraient le *fait accompli* aussitôt la Pologne vaincue ⁹. Mais durant la période qui suivit l'expiration des ultimatums britannique et français, lorsque les deux pays se trouvèrent en état de guerre contre l'Allemagne, il semble avoir partagé la conviction de Hitler pour la deuxième possibilité. Le 7 septembre, au cours de sa première conférence de guerre avec Hitler, il considérait que

la Grande Bretagne est incapable de faire entrer la France inconditionnellement dans la guerre. La France ne distingue aucun objectif de guerre et essaie donc de rester en dehors du conflit. Après l'effondrement de la Pologne, que l'on peut compter comme imminent, il est possible que la France, et peut-être la Grande-

7. *N.D.*, 789-PS et 1014-PS ; *Proceedings*, Partie I, p. 172.

8. *N.D.*, 3-L. Dans cette version, le passage se lit comme suit : « von Brauchitsch m'a promis de conclure la guerre contre la Pologne en quelques semaines. S'il m'avait dit qu'il lui faudrait deux ans, ou même un seul, je n'aurais pas donné l'ordre d'attaque, et j'aurais noué une alliance temporaire avec l'Angleterre en lieu et place de la Russie. Car nous n'avons pas les moyens de mener une guerre prolongée. »

9. *N.D.* [*C. et A.*], Affirmation VII.

Bretagne à sa suite, pourraient être prêtes à accepter dans une certaine mesure l'état de fait qui aura été créé à l'Est.

Il proposa donc, « au vu de la retenue politique et militaire manifestée par la France et de la conduite encore hésitante de la guerre par l'Angleterre, » que les deux cuirassés de poche en Atlantique fussent retirés des zones opérationnelles vers des positions d'attente. La France, en raison de sa plus grande disposition à accepter un règlement, devait bénéficier d'un traitement particulièrement clément. « Aucune action offensive de quelque nature que ce soit ne doit être prise contre les Français » ; les navires français de toutes descriptions, y compris les vaisseaux de guerre, ne devaient pas être attaqués ; les ports français ne devaient pas être minés. Et en raison de l'attitude générale d'impartialité des pays neutres et du fait que les États-Unis désiraient préserver la neutralité la plus stricte, la guerre sous-marine devait être limitée en rappelant certains U-boots déjà en mer, et en interdisant toute attaque contre des navires de passagers, même en convoi.

Hitler approuva ces mesures sur-le-champ, car elles étaient conformes à sa propre ligne ; et en y apportant son approbation, il annonça que la ligne de conduite devait être la retenue jusqu'à ce que la situation à l'Ouest se fût éclaircie, sous environ une semaine.

II

Lors de sa rencontre suivante avec Hitler, le 23 septembre, Raeder avait commencé à soupçonner qu'il allait falloir « lutter jusqu'au bout » dans la guerre contre la France et la Grande-Bretagne ; et il émit donc des objections à toute nouvelle prolongation des restrictions qui, pour des raisons politiques et sur sa propre suggestion, avaient été imposées à la guerre navale. Il affirma que les cuirassés de poche devaient être autorisés à opérer avant octobre, avant que leurs approvisionnements ne fussent épuisés et leur moral sapé. Il fallait également lever les interdictions d'attaques contre

les vaisseaux de guerre français, surtout du fait que cela empêchait les attaques d'U-boots contre le *Dunkerque* et le *Strasbourg*, principales menaces contre les cuirassés de poche allemands. Les ordres interdisant le minage des ports français permettaient aux convois de troupes britanniques de gagner la France sans être inquiétés, et l'interdiction d'attaquer les navires marchands français produisait le même effet ; et ces deux limitations devaient également être levées. Comme tous les navires marchands français et navires de passagers britanniques étaient inattaquables, et comme, conformément à la *Convention de la Haye*, il était interdit aux U-boots de couler des navires marchands britanniques sans prévenir et sans les avoir formellement identifiés, les U-boots avaient coulé beaucoup moins de navires marchands qu'ils n'auraient pu le faire, à un moment où les défenses ennemies étaient à leur niveau le plus faible. Ces limitations devaient elles aussi être levées et une seconde vague d'U-boots devait être envoyée pour opérer en liberté totale contre les navires ennemis.

Hitler approuva immédiatement toutes ces recommandations, sauf sur un point : il insista pour que les navires de passagers ennemis formellement identifiés restassent inattaquables ; à cet égard, il partageait désormais les doutes de Raeder vis-à-vis de l'idée que les puissances occidentales accepteraient un règlement. Mais son approbation du plus important de ces points, que les U-boots fussent désormais libres d'attaquer les navires marchands ennemis sans prévenir, fut retirée juste après avoir été prononcée ; et Hitler resta plus qu'hésitant par rapport à d'autres suggestions plus osées émises à ce moment-là par Raeder.

Raeder, dès ses brefs espoirs évanouis, n'entretint jamais le moindre doute concernant l'importance d'assigner la priorité, et ce sans tarder, à la guerre contre la Grande-Bretagne. Aussi, outre proposer l'annulation des limitations spéciales imposées au moment du déclenchement de la guerre, il incita Hitler à envisager des mesures plus sérieuses, des mesures qu'il jugeait indispensables pour que l'Allemagne l'emporte. On peut classer ces mesures en trois

catégories.

Pour commencer, il fallait étendre la guerre sur mer, par tous les moyens et en contravention au droit international, allant jusqu'à attaquer les navires battant pavillon de pays neutres faisant commerce avec la Grande-Bretagne. Le 23 septembre, il insista sur l'idée que « l'expression tristement célèbre de "guerre sous-marine sans limite" » devait être évitée et suggéra qu'à sa place, l'Allemagne déclarât « le siège de l'Angleterre. » Cela « nous libérerait de devoir respecter la moindre restriction pour cause d'objections fondées sur le droit international. » Le 10 octobre, il étendit cet argument.

Si la guerre continue, le siège de l'Angleterre doit être mené *sur-le-champ* et avec l'intensité la plus forte... Toute objection doit être levée. Même la menace d'entrée en guerre des États-Unis, qui apparaît comme certaine si la guerre se poursuit, ne doit déboucher sur aucune restriction. Plus tôt et plus impitoyablement nous commencerons, plus courte sera la guerre. Toute limitation aura pour seul effet de prolonger la guerre.

Le deuxième point de Raeder était qu'il fallait impulser au programme de construction d'U-boots une accélération immédiate. Le 23 septembre il affirma que le programme existant ne devait livrer que 7 U-boots supplémentaires en 1939, 46 sur toute l'année 1940 et seulement 10 par mois en 1941 ; et que ces nombres ne permettraient pas de compenser les pertes anticipées. En deux semaines — il était alors clair que la guerre à l'Ouest allait se poursuivre — le programme dut être augmenté pour produire 20 à 30 U-boots par mois aussitôt que possible, même s'il fallait que cette augmentation fût pratiquée aux dépens d'autres branches des forces armées. Le 10 octobre, il insista de nouveau sur la nécessité d'« une concentration définitive d'U-boots, » et à cette date, il était convaincu que « le programme de construction d'U-boots, qui est indispensable et d'une importance décisive pour la guerre contre la Grande-Bretagne, ne peut être mené à bien avec certitude qu'en lui accordant la priorité sur tous les autres programmes. »

En troisième lieu, Raeder faisait d'autres suggestions de nature politique au travers desquelles, ici encore, la guerre sur mer pourrait être étendue. On pourrait construire des U-boots en Russie ; on pourrait en acheter à la Russie et à l'Italie ; les bases de la côte norvégienne pourraient s'avérer précieuses pour mener des opérations contre le commerce britannique.

Hitler ne manifesta guère d'intérêt pour l'une ou l'autre de ces idées. Le 10 octobre, il exprima son accord avec l'opinion de Raeder concernant le siège de l'Angleterre, mais demanda au Commandant en chef de préparer un brouillon de manifeste qu'il pourrait étudier avant d'agir. Le 23 septembre, il affirma pleinement comprendre que le programme d'U-boots devait être promu de toutes les manières possibles. Mais une fois de plus, il demanda que la marine préparât un rapport détaillé avant de prendre une décision ; le 10 octobre, il demanda un autre rapport, cette fois à l'armée, avant de donner le moindre ordre. La suggestion que les U-boots pussent être obtenus en Russie fut d'abord transmise au ministre des affaires étrangères, puis rejetée par Hitler le 10 octobre « pour des raisons politiques. » En référence à l'acquisition de U-boots en Italie, Hitler se contenta de l'affirmation que « les Italiens se montreront certainement prudents. » Il affirma qu'il allait examiner la suggestion concernant les bases norvégiennes ; mais il ne lui accorda aucune attention jusqu'à la mi-décembre.

III

L'approbation par Hitler, le 23 septembre, des propositions de Raeder concernant la suppression des limitations de la guerre contre les navires ennemis constitua une indication qu'il avait commencé à douter de ce que les puissances occidentales finiraient par accepter le *fait accompli* en Pologne. Le retrait immédiat de son approbation pour la plus importante de ces propositions, que les U-boots fussent libres de couler les navires marchands ennemis sans prévenir, fut,

quant à elle, un signe qu'il pensait encore qu'il restait possible de parvenir à un règlement rapide, ou, au moins, selon les mots employés par Raeder le 23 septembre, « creuser un fossé entre la France et l'Angleterre. » Car l'État-major naval fut informé le 3 octobre par le ministère des affaires étrangères que l'approbation avait été annulée « au vu des efforts pour parvenir à la paix qui sont actuellement en cours »¹⁰ ; et, comme l'incertitude sur ce point ne pouvait être levée que par une suggestion directe à destination de la France et de la Grande-Bretagne, Varsovie étant tombée le 29 septembre, Hitler fit des ouvertures vers la paix à Londres et à Paris le 6 octobre. Ces ouvertures furent rejetées le 12 octobre¹¹.

Comme la seule raison pour laquelle il avait hésité à lever les limitations sur les attaques contre les navires ennemis avait été l'espoir que les puissances occidentales pourraient encore accepter un règlement, Hitler n'eut aucune difficulté à accepter de lever celles qui restaient dès que ses propositions de paix furent rejetées. Aussi, le 16 octobre, il permit finalement le torpillage des navires marchands ennemis sans prévenir, chose qu'il avait approuvée le 23 septembre mais en annulant cette approbation. Le même jour, il approuva également ce qu'il avait refusé le 23 septembre — que les navires de passagers ennemis pussent également être attaqués.

Mais après le 12 octobre, Hitler ne manifesta aucun changement d'attitude similaire vis-à-vis des autres propositions émises par Raeder. Il continua de s'opposer ou d'ignorer les suggestions de Raeder pour le siège de l'Angleterre, pour une accélération du programme de construction d'U-boots, pour des achats en Russie et pour la prise de bases en Norvège ; et cela suffit à démontrer qu'en ces cas là, son opposition initiale ou son manque d'intérêt

10. *N.D.*, 856-D.

11. Pour le texte intégral de cette « dernière offre » aux Alliés, dans le discours de Hitler au Reichstag du 6 octobre, voir le *Times* du 7 octobre ; pour le rejet par M. Chamberlain de l'offre à la Chambre des Communes le 12 octobre, voir le *Times* des 13 et 14 octobre.

tenaient à autre chose qu'à sa réticence à abandonner l'espoir d'un règlement rapide à l'Ouest.

La deuxième raison, et la plus importante, de son manque d'intérêt pour ces autres propositions fut qu'avant même le rejet de sa proposition de paix du 12 octobre, il avait arrêté la stratégie qu'ils adopterait si un règlement précoce avec la Grande-Bretagne et la France s'avérait impossible ; et que les suggestions de Raeder n'étaient pas compatibles avec sa propre décision.

Il se retrouvait face à deux alternatives lorsque, son espoir d'une attaque contre la Pologne sans entrave étant dissipé, la possibilité disparut également que les puissances occidentales acceptassent le *fait accompli* de la défaite de la Pologne. Il pouvait se mettre sur la défensive, en refusant d'engager l'Allemagne dans une guerre contre l'Ouest sans y être contraint ; ou il pouvait lancer l'attaque contre l'Ouest qu'il avait toujours compté mener en temps voulu. Tant qu'il disposait de liberté d'action sur le continent, son plan avait été de commencer par l'Est avant de s'en prendre à l'Ouest ; depuis le changement de front britannique, il était devenu indécis, non pas de savoir s'il allait attaquer l'Ouest, mais de savoir s'il commencerait par attaquer l'Est ou l'Ouest ; et les circonstances avaient fini par résoudre ce dilemme. À l'Est, la Pologne avait été liquidée et il disposait du Pacte avec la Russie ; à l'Ouest ses ennemis étaient en guerre contre l'Allemagne. Et ces mêmes circonstances le persuadèrent de choisir l'alternative d'une nouvelle attaque, plutôt que celle d'une politique défensive. Il était exact qu'en dépit de tout, il avait « glissé, au travers de la Pologne, en une guerre contre l'Angleterre, » mais les puissances occidentales, qui étaient restées incapables d'aider la Pologne, semblaient également singulièrement impréparées pour une guerre générale, alors que le Pacte avec la Russie, qui l'avait par le passé encouragé à penser qu'elles n'entreraient pas en guerre, le persuadait désormais qu'il ne serait pas trop difficile de les vaincre. Ce qui avait ressemblé à la meilleure directive pour la réussite — isoler la Pologne, bouger vers l'Est et attaquer l'Ouest de manière séparée, plus tard — s'était avéré

impossible. La deuxième meilleure méthode — un règlement avec l'Ouest jusqu'à ce qu'il fût prêt à le frapper à son tour — pourrait bien se révéler tout aussi impossible que la première. Mais même ainsi, les conditions resteraient telles qu'il serait possible d'attaquer l'Ouest « avec un coup écrasant, » et ce d'autant plus qu'il agirait sans attendre.

Dès lors, le seul problème était de décider de la stratégie à suivre pour l'attaque contre l'Ouest. Et comme il semblait que les conditions suivant lesquelles il la mènerait seraient semblables à celles qu'il avait espérées, sa décision était conforme aux idées qu'il avait longtemps eues à l'esprit. Le 23 mai 1939, il avait affirmé que son objectif, en se tournant vers l'Ouest, serait d'occuper la Hollande et la Belgique « à la vitesse de l'éclair, » et s'assurer une défaite rapide de la France. Il essaierait également d'éliminer rapidement la Grande-Bretagne par « un coup décisif final, » comme une attaque aérienne pour détruire sa flotte. Mais il était plus probable, à son avis, que la guerre contre la Grande-Bretagne fût une guerre prolongée ; et il était donc essentiel de s'assurer du contrôle de l'Europe de l'Ouest et d'en chasser la Grande-Bretagne.

Si nous réussissons à occuper la Hollande et la Belgique, et si nous vainquons également la France, les conditions fondamentales de la réussite d'une guerre contre l'Angleterre auront été établies. Nous pourrions alors appliquer à l'Angleterre un blocus depuis l'Ouest de la France au moyen de l'armée de l'air ; la marine, avec ses U-boots, pourra étendre la portée du blocus. L'Angleterre ne sera pas en mesure de se battre sur le continent. . . L'Angleterre n'aura pas le temps pour elle. L'Allemagne ne sera pas saignée à mort sur le plan terrestre. La première guerre mondiale a prouvé que cette stratégie était nécessaire. . . Avec une marine plus puissante, au déclenchement de cette guerre, ou un pivotement par l'armée de terre vers les ports de la Manche, la fin aurait été différente. . .

L'Allemagne contemporaine ne disposait pas d'une marine puissante, mais « une fois que l'armée. . . a pris les positions les plus importantes, la production industrielle va cesser d'irriguer le puits sans fond constitué par les batailles de l'armée, et pourra être re-

dirigée au bénéfice de l'armée de l'air et de la marine, pour mener la guerre contre la Grande-Bretagne¹². »

Telles étaient les idées que Hitler était désormais déterminé à mettre en œuvre, et ce dès que possible, si les ouvertures de paix étaient rejetées. Elles ne divergeaient de celles de Raeder que sur un point. Les deux hommes convenaient que la guerre contre les puissances occidentales, puisqu'elle avait commencé, devait être poursuivie jusqu'au bout ; que la Grande-Bretagne constituait l'obstacle principal et que l'objectif central était, sinon de la vaincre, de lui faire au moins accepter le contrôle du continent par l'Allemagne. Mais Raeder était désireux de concentrer la priorité sur la Grande-Bretagne dès le début de la guerre, alors que Hitler était déterminé à assurer sa position continentale et la défaite de la France avant de concentrer son attention ou de détourner des ressources supplémentaires pour attaquer ce pays. Aussi, lorsque Raeder recommanda la levée des limitations spéciales, imposées au début de la guerre, concernant les attaques contre les navires ennemis, Hitler put tomber d'accord ; car, bien qu'il « continuât d'espérer creuser un fossé entre la France et l'Angleterre, » ses espoirs n'étaient pas très grands, et accepter les suggestions de Raeder ne revenait guère qu'à approuver l'intensification de la guerre navale *sur la base des ressources existantes de la marine*. Mais lorsque Raeder demanda son approbation pour donner la priorité au siège de la Grande-Bretagne et pour accélérer le programme de construction de U-boots, et suggéra la possibilité de bases en Norvège, son attitude fut tout à fait différente.

Déclarer le siège de la Grande-Bretagne aurait choqué les pays neutres avant qu'il fût prêt à envahir les Pays-Bas. En tout cas, cela aurait implicitement mis la priorité sur la guerre maritime ; et se concentrer sur le programme d'U-boots aurait détourné les

12. *N.D.*, 79-L ; *Proceedings*, Partie I, pp. 166-170. Ce n'était bien sûr par la première occasion à laquelle il avait discuté de l'idée d'une attaque contre les Pays-Bas et le Nord de la France. Des plans en ce sens avaient existé dès 1938, durant la crise tchèque (*N.D.*, 375-PS et 448-PS).

ressources nécessaires à l'armée et à l'armée de l'air pour l'attaque contre la France. Les bases de Norvège ne pouvaient être prises qu'en occupant le pays, ce qui aurait impliqué un nouveau détournement des efforts par rapport à l'objectif principal. Ces suggestions étaient toutes incompatibles avec le plan et le système de priorités que Hitler avait à cœur. Il les recevait donc avec une vive attention ; il y répondait par une tactique dilatoire ; il procédait à l'exécution de ses propres idées dans leur précision. Ces points furent formulés dans un mémorandum en date du 9 octobre et annoncées par une directive à la même date, trois jours après avoir proposé ses conditions de paix, trois jours avant leur rejet par Londres et Paris.

La distribution du mémorandum du 9 octobre, un document long mais probant, fut limitée aux trois Commandants en chef et au chef d'État-major, O.K.W¹³. Après une attaque contre le principe de l'« équilibre des puissances, » qui avait été appliqué au détriment des intérêts du Reich pendant des siècles, le document précisait que les « très grandes réussites du premier mois de guerre pourraient servir, en cas de signature immédiate de la paix, à renforcer psychologiquement et matériellement le Reich à tel point que nul n'objecterait à une conclusion immédiate de la guerre, pourvu que la réussite obtenue par les armes ne soit pas remise en question par le traité de paix. » Mais l'objet de Hitler, dans ce mémorandum, n'était pas de discuter de ses intentions si l'offre de paix était acceptée, ni « d'étudier les possibilités en cette direction, ni même de les prendre en considération. » Son objectif était d'exposer ses plans en cas de rejet de l'offre de paix.

En un tel cas, il était certain que l'objectif de l'ennemi serait la « dissolution ou la destruction du Reich allemand. » « Face à cela, l'objectif de guerre allemand doit être le règlement militaire

13. *N.D.*, 52-L. Sur la seule foi des indices internes, ce mémorandum fut indéniablement rédigé par Hitler en personne. Après la guerre, les témoignages de Göring et Jodl confirment ce point.

définitif de l'Ouest, c'est-à-dire la destruction de la puissance et de la capacité des Puissances occidentales à pouvoir jamais s'opposer de nouveau à la consolidation et à de nouveaux développements du peuple allemand en Europe. » Et pour que l'Allemagne atteignît ce but, il était également convaincu qu'il lui fallait agir rapidement.

L'application militaire de la puissance de notre peuple a été menée dans une mesure telle qu'à *court terme* en tout cas, il n'est pas possible de l'améliorer significativement... Toute augmentation de notre puissance militaire à prévoir au cours des cinq prochaines années sera compensée, certes pas par la France, mais par l'Angleterre, qui ne fait qu'accroître sa puissance... Au vu de la situation actuelle, sous ces conditions, il est probable que le temps joue davantage pour les puissances occidentales que pour nous...

Outre cette considération générale, des arguments particuliers plaidaient en faveur d'une action immédiate contre l'Ouest. « La réussite de la campagne polonaise a rendu possible la guerre sur un seul front, une possibilité que nous avons attendue durant des décennies sans aucun espoir de concrétisation. » D'un autre côté, « il faut garder fermement présent à l'esprit qu'une neutralité durable de la Russie soviétique ne peut être garantie avec certitude par aucun traité ou pacte. À présent, tous les arguments plaident contre une sortie de la Russie de sa neutralité, mais dans huit mois, un an, ou en tout cas dans plusieurs années, cela pourra changer... » En tout cas, « la plus grande protection contre une attaque russe réside dans un démonstration manifeste de la supériorité allemande et une prompte démonstration de la force allemande... » D'autres arguments étaient repris de ses discours précédents. « La politique italienne épousera celle de l'Allemagne tant que le gouvernement italien verra l'avenir de l'Italie comme une reproduction du grand empire romain ; car cela ne peut se réaliser qu'aux dépens de la France ou de l'Angleterre, et donc, avec l'aide de l'Allemagne, et cela dépend de la réussite allemande. » Mais si la réussite allemande était retardée, l'influence fasciste en Italie s'affaiblirait ; si Mussolini devait mourir avant que cela ne se produise, le fascisme

mourrait complètement ; et, comme « l'espoir du soutien italien à l'Allemagne dans sa bataille fatidique dépend de la continuation de l'influence fasciste, le temps ne peut en aucune circonstance être considéré comme un allié de l'Allemagne... » On pouvait en dire autant vis-à-vis de la coopération japonaise. « Là non plus, le temps ne saurait être un allié : seul le succès le serait. » L'argument était largement identique dans le cas de la Belgique et de la Hollande ; si l'Allemagne ne mettait pas fin la première à leur neutralité, les puissances occidentales allaient le faire, ou allaient contraindre la Belgique et la Hollande à le faire. Quant aux autres pays neutres, y compris les États-Unis, on ne pouvait compter sur leur neutralité que pour quelques mois mais, passé cela, « le temps est à considérer comme travaillant contre l'Allemagne. »

Le mémorandum examinait ensuite les dangers qui menaceraient l'Allemagne en cas de guerre prolongée. Des États qui seraient enclins à la rallier si elle obtenait des succès rapides pouvaient dans le cas contraire se laisser attirer par le camp adverse, ou au moins se laisser persuader de rester neutres. Plus importante encore était « la difficulté, au vu des approvisionnements limités en nourriture et en matières premières,... de trouver des moyens de poursuivre la guerre. » Mais « le plus grand et le plus périlleux des dangers » dans une guerre de longue durée tenait à la nécessité absolue de protéger la production de la Ruhr, et que « l'ennemi le sait également. » Le principal problème à cet égard allait découler des attaques aériennes, et « plus la guerre durera, plus difficile sera la préservation de la supériorité aérienne allemande, » surtout si la Belgique et la Hollande étaient occupées par les puissances occidentales.

À partir de ce moment, la Ruhr, en tant que facteur actif de l'économie de guerre allemande, ou bien flancherait, ou bien se retrouverait handicapée. Nous n'avons aucun moyen de la remplacer. Mais comme cette faiblesse est toute aussi bien comprise par l'Angleterre et la France que par nous-mêmes, la conduite anglo-française de la guerre, visant à la destruction pure et simple de l'Allemagne, lutterait pour atteindre cet objectif à tout prix. De

fait, moins l'Angleterre et la France auront d'espoir de pouvoir détruire les forces armées allemandes dans une suite de batailles sur le terrain, plus elles essayeront de créer les conditions d'une longue guerre d'usure et d'annihilation, et plus il deviendra certain qu'elles mettront fin à la neutralité belgo-hollandaise... ; et la probabilité, pour ne pas dire la certitude, d'une telle décision anglo-française se voit encore renforcée par le fait indiscutable que, du point de vue opposé, la possession de cette zone par l'Allemagne constituerait l'un des quelques facteurs pouvant aider l'Allemagne dans une guerre prolongée.

Au vu de ces circonstances, tout plaiderait pour une invasion de la Belgique et de la Hollande, et d'une attaque immédiate de la France. Si la guerre devait s'éterniser même après une attaque précoce de l'Allemagne, une extension du contrôle allemand dans cette direction constituerait encore un avantage. Car les moyens dont disposait l'Allemagne pour mener une guerre prolongée se limitaient à ses U-boots et à son armée de l'air. Confinés à leurs bases existantes, les U-boots devraient compter avec des difficultés croissantes si la guerre se prolongeait, alors que « la création de bases d'U-boots en dehors du territoire allemand conduirait à un énorme accroissement de la puissance de frappe par cette arme. » De même, l'armée de l'air « ne peut pas réussir dans des opérations contre le centre industriel de l'Angleterre et ses ports du Sud et du Sud-Ouest... si elle est contrainte d'opérer depuis notre petite côte actuelle sur la Mer du Nord, » mais avec la Hollande et la Belgique en possession de l'Allemagne, « la Grande-Bretagne pourrait subir un coup mortel. »

Mais au-delà de ces considérations, le fait était qu'une attaque rapide contre l'Ouest serait vraisemblablement la seule manière d'éviter une guerre prolongée. S'il fallait lancer une telle attaque, il conviendrait de garder à l'esprit qu'« une offensive qui ne vise pas à la destruction des forces ennemies depuis le départ n'a pas de sens » et qu'« attaquer avec des forces faibles et insuffisantes est tout aussi dénué de sens. » La supériorité actuelle de l'Allemagne en matière d'armements, de préparation et de moral était telle qu'une

attaque, hormis qu'elle fût préférable à une politique défensive, pouvait s'avérer « la méthode décisive pour gagner la guerre. » Elle pouvait débarrasser l'Allemagne de tous les dangers d'une guerre prolongée. « Dans certaines circonstances, elle pourrait déboucher sur une conclusion plus rapide de la guerre. . . » ; surtout si elle était lancée dans un avenir proche ou dans un effort absolu.

Ce mémorandum résumait toute la pensée de Hitler sur le sujet au cours des deux dernières années ; la directive qu'il émit le même jour, 9 octobre, et par laquelle il anticipait le refus de son offre de paix, résumait le mémorandum¹⁴. « S'il devient évident, » lançait-elle, « que dans un avenir proche, l'Angleterre, et la France agissant sous sa direction, ne sont pas disposées à mettre fin à la guerre, je suis déterminé à passer à l'action, de manière active et offensive, sans laisser trop de temps s'écouler. » Hitler avait dépassé sa première déception ; il s'était fait à l'idée d'une poursuite de la guerre contre les puissances occidentales.

Dans le paragraphe suivant, il exposait les arguments poussant à adopter l'offensive plutôt qu'une politique d'attente.

Une longue période d'attente ne va pas seulement se terminer par une violation de la neutralité belge et peut-être hollandaise à l'avantage des puissances occidentales, mais va également renforcer la puissance militaire de nos ennemis, faire décliner la confiance des neutres envers la victoire finale de l'Allemagne, et ne contribuer en rien à amener l'Italie à nous aider en tant que frères d'armes.

L'objectif de l'offensive allemande était défini ensuite. Il s'agissait « de vaincre des forces aussi importantes que possibles de l'armée française, et d'acquérir des territoires aussi vastes que possibles en Hollande, en Belgique et dans le Nord de la France. » L'objet du plan était d'obtenir « une base offrant de bonnes perspectives pour lancer une guerre aérienne et navale contre l'Angleterre, et pour apporter une vaste couverture au district vital de la Ruhr. »

14. *N.D.*, 62-C

Les préparatifs de l'opération devaient commencer sur-le-champ ; et lorsque, le 12 octobre, les termes de paix allemands furent rejetés, toute l'attention de Hitler ainsi que l'ensemble des ressources allemandes furent consacrées à son exécution dans un délai aussi bref que possible.

Chapitre 3

L'invasion de la Norvège et la chute de la France

I

L'intention de Hitler était de mener son ambitieux programme sur-le-champ, avant que l'hiver s'installât. Le *Journal de Notes de Guerre* capturé indique sous la section « fin septembre » qu'il décida « d'attaquer à l'Ouest et ce dès que possible¹. » Le 7 octobre, deux jours avant l'émission de la directive, von Brauchitsch ordonna au Groupe d'Armée B de mener « toutes préparations. . . pour l'invasion immédiate des territoires hollandais et belge si la situation politique l'exige². » Hitler, dans le mémorandum du 9 octobre, annonçait que « l'attaque doit se dérouler en toutes circonstances (si c'est absolument possible) cet automne³. » Le *Journal de Notes de Guerre* relève qu'à un moment donné, l'attaque était prévue pour « commencer au plus tôt vers le 10 novembre, » que Hitler

1. *N.D.*, 1796-PS

2. *N.D.*, 2329-PS

3. *N.D.*, 52-L, sous-section sous le titre « Moment de l'Attaque. »

« est déterminé, cependant, à n'attaquer en novembre que si la météo permet des opérations par l'emploi en masse de l'armée de l'air, » et que le temps, début novembre, empêcha l'exécution du plan. Une nouvelle directive sur le sujet, publiée à la date tardive du 20 novembre, insistait sur l'idée que « l'état d'alerte doit être maintenu pour le moment. Seule cette mesure rendra possible une exploitation immédiate de conditions favorables ⁴. »

Ces délais répétés mécontentaient Hitler. Ses difficultés s'accrurent encore lorsqu'il apprit que l'opposition à ses plans était répandue. Le *Journal de Notes de Guerre* indique en octobre que « l'opinion est souvent exprimée — que le Führer ne partage en rien — qu'une attaque à l'Ouest n'est pas nécessaire ; la guerre pourrait peut-être être gagnée de manière satisfaisante si nous attendions un peu ⁵. » Cette opposition trouva une sinistre illustration dans le fait qu'une tentative d'attenter à sa vie eut lieu à ce moment, bien qu'il ne soit pas certain qu'un lien direct existât entre cette opposition particulière et cette tentative ⁶. Mais le délai forcé n'eut pour effet que de faire croître sa détermination à mener ses plans à bien ; l'impopularité de ses plans ne fit que renforcer sa conviction qu'ils étaient justes. Un discours qu'il prononça devant les Commandants en chef le 23 novembre 1939 révèle clairement l'effet qu'eurent sur son attitude ces retards répétés et cette opposition généralisée.

L'objet du discours du 23 novembre ⁷ était de donner à ses Com-

4. *N.D.*, 440-PS

5. *N.D.*, 1796-PS. Le fait que Hitler écrivit le mémorandum du 9 octobre est sans doute un signe d'opposition supplémentaire, car il était inhabituel pour lui de s'embarrasser de ce type de tâche. Le fait qu'il ait également émis sa directive le jour même, sans attendre de discuter ce mémorandum, fut au contraire tout à fait caractéristique de son fonctionnement ; et cela ne fit vraisemblablement qu'aviver cette opposition. Le général Halder, dans ses déclarations d'après-guerre, a apporté d'autres informations sur ce point, particulièrement concernant l'opposition de von Brauchitsch au plan. (Voir *N.D. [C. et A.]*, Supplément B, pp. 1565-1570).

6. La documentation de ceci se trouve dans la propre référence de Hitler dans le discours du 23 novembre 1939, citée dans les paragraphes à suivre.

7. *N.D.*, 789-PS.

mandants en chef « une idée du monde de mes pensées, qui me gouvernent face aux événements futurs... » Son objectif premier était de faire avorter l'opposition. Le discours s'ouvrit en affirmant qu'il y avait eu « de nombreux prophètes pour prédire l'infortune, et seulement de rares croyants, » depuis qu'il avait entamé sa carrière politique en 1919 ; mais il s'était toujours révélé être dans le vrai, et les prophètes dans le faux. « La Providence, » sa propre « reconnaissance claire de la trajectoire probable des événements historiques, » sa propre « ferme volonté d'adopter des décisions brutales » — voilà ce qui avait eu le dernière mot et lui avait valu réussite sur réussite. Désormais, l'opposition se levait de nouveau contre sa décision la plus récente d'écraser les Français ; et il était donc nécessaire de répéter que le problème allemand, « l'adaptation de l'espace de vie, l'étendue de la population, » ne trouverait jamais de solution sans des opérations de force de ce type.

Nulla intelligence calculée n'est d'aucune aide ; un peuple incapable de produire la force de se battre doit abandonner... Je n'ai pas organisé les forces armées pour m'abstenir de frapper ; la décision de frapper a toujours été en moi... Les guerres se sont toujours terminées par la destruction de l'opposant. Quiconque croit que les choses fonctionnent autrement est irresponsable...

Cela étant établi, la question revenait à étendre immédiatement la guerre, ou attendre avant de frapper de nouveau, et les faits plaidaient de manière écrasante pour une action rapide. Il y avait, pour commencer, le Pacte avec la Russie.

Il faut établir clairement que, pour la première fois en 67 ans, nous n'avons pas à mener une guerre sur deux fronts... ; mais nul ne peut savoir combien de temps la situation va rester ainsi... Les Pactes ne tiennent que pour la durée où ils sont utiles... La Russie a des objectifs ambitieux, dont le premier est de renforcer sa position sur la Baltique... Elle s'efforce d'accroître son influence dans les Balkans et en direction du Golfe Persique, qui est également l'objectif de notre propre politique étrangère. La Russie n'agira qu'en fonction de ce qu'elle estimera être son avantage... Nous ne pourrions nous opposer à la Russie qu'une fois en paix à l'Ouest...

Il importait d'attaquer l'Ouest sans délai, non seulement parce que la Russie pouvait répudier le Pacte russo-allemand, mais aussi parce que Hitler lui-même entendait, dans les plus brefs délais, se placer en position de le dénoncer.

Suivaient tous les arguments qu'il avait utilisés pour soutenir la décision d'attaquer la Pologne sans délai ; ils devaient resservir pour étayer la décision d'étendre la guerre. Beaucoup de choses dépendaient de l'Italie, où la mort ou la destitution de Mussolini pouvaient tout bouleverser ; et c'était « trop demander à l'Italie de rallier la bataille tant que l'Allemagne ne serait pas passée à l'offensive à l'Ouest. » « Je dois également désigner ma propre personne en toute modestie : irremplaçable. . . » ; et « combien la mort d'un homme d'État peut survenir facilement, j'en ai moi-même fait l'expérience récemment. . . Les tentatives d'assassinat peuvent être répétées. . . » Une considération supplémentaire était que les réarmements britannique et français, bien qu'ils ne fussent pas encore opérationnels, allaient prochainement commencer à réduire les avantages de l'Allemagne ; et il fallait ajouter à cela le fait que « les États-Unis ne sont pas encore dangereux pour nous en raison de leurs lois de neutralité. » On pouvait avancer que le réarmement britannique ne deviendrait efficace qu'à partir de 1941 ; mais en regard de cela, « je suis déjà inquiet de l'image de force de plus en plus marquée que donnent les Anglais, et il ne fait aucun doute que l'Angleterre sera très présente en France au plus tard dans 6 à 8 mois. . . » Cela soulevait le problème du talon d'Achille de l'Allemagne : la Ruhr. « Si l'Angleterre et la France poussent jusqu'à la Ruhr en passant par la Belgique et la Hollande, nous subirons le plus grand des dangers. . . »

De tous les points de vue, on ne pouvait éluder la conclusion que

le moment est à présent favorable et que dans six mois, il pourrait ne plus l'être. . . À présent, une relation de force existe qui peut ne jamais plus être aussi propice, mais ne peut que se détériorer pour nous. Le temps travaille pour notre adversaire. . .

Aujourd'hui, nous disposons d'une supériorité telle que nous n'en avons jamais eue auparavant... Aussi, aucun compromis... Je frapperai et ne capitulerai pas... La victoire ou la défaite... La décision est irrévocable... Je ne m'abaisserai devant rien, et détruirai quiconque s'opposera à moi... Aucune capitulation aux forces extérieures, aucune révolution de la part des forces intérieures...

Jusqu'alors, ses arguments ne constituaient guère qu'une redite du mémorandum du 9 octobre, à la différence près que le retard et l'opposition avaient renforcé sa détermination à attaquer. Mais ces mêmes facteurs le contraignaient également à reconnaître plus clairement qu'auparavant qu'il considérait ses plans comme un pari.

La situation m'est pénible ; [poursuivit-il] je réalise cette œuvre comme un pari. Je dois choisir entre la victoire et la destruction... J'attaquerai l'Angleterre et la France au premier moment favorable... Nul ne peut savoir si l'attaque sera victorieuse ; tout dépend de l'instant favorable... Cette lutte me verra triompher ou périr. Jamais je ne survivrai à la défaite de mon peuple...

Plus significatif encore était le fait que, confronté à des résistances, et donc à la nécessité de produire davantage d'arguments convaincants, il avait fini par se convaincre que la défaite de la France déboucherait sur la fin de la guerre. S'il n'en avait pas eu la conviction initiale⁸, du moins, au 23 novembre, après six semaines de retard forcé, l'espoir que les puissances occidentales allaient accepter un *fait accompli* céda la place à une autre attente, celle que la Grande-Bretagne rendrait les armes si l'attaque contre la France survenait assez rapidement et était suffisamment foudroyante.

C'est la seule manière d'expliquer certaines des remarques qu'il prononça sur la fin de son discours. « L'ennemi, » déclara-t-il, « ne fera pas la paix lorsque le rapport de forces nous sera défavorable. » Il attaquerait la France à la première occasion parce que « je ne considère comme possible de mettre fin à la guerre qu'en pratiquant

8. À comparer à sa remarque dans le mémorandum du 9 octobre (*N.D.*, 52-L) selon laquelle « ce plan d'action peut résulter sur une conclusion plus rapide de la guerre. »

l'offensive... » Après la prise de la Hollande et de la Belgique, il pourrait mouiller des mines au large des côtes anglaises, et « cela mettra l'Angleterre à genoux... » La décision était difficile ; mais « tout cela implique la fin de la guerre mondiale, et ne se résume pas à une action isolée. » Il était vrai que nul ne pouvait dire si l'attaque réussirait ; mais « seul celui qui se bat contre la destinée peut être doté d'une intuition juste. » « J'ai été le témoin de nombreuses intuitions vérifiées et, dans la situation présente elle-même, je vois se réaliser la prophétie... »

À la fin novembre, il réitéra son opinion : « l'attaque à l'Ouest débouchera sur la plus grande victoire de l'histoire du monde ⁹ » ; et c'est sans doute parce que ses espoirs étaient si grands qu'en dépit d'un hiver rigoureux, il resta déterminé à tenter le pari au plus tôt. Même en décembre, selon le *Journal des Notes de Guerre*, « Hitler, comme toujours, continue à penser qu'il est désirable de mener une attaque à l'Ouest dès que possible, et de ne pas la retarder au printemps » ; et le même document indique que « les mouvements préparatoires à la grande offensive ont été de nouveau ordonnés par Hitler au début du mois de janvier 1940, pour se faire une fois de plus bloquer par l'hiver » ¹⁰. Ordres et contre-ordres concernant le jour J et l'heure H continuèrent jusqu'au 13 janvier 1940, le dernier en date fixait le 20 janvier comme jour J probable ¹¹.

Mais à ce moment-là, ses plans avaient été compliqués par la nécessité d'envisager l'invasion de la Norvège, et ce fait, ajouté au mauvais temps ininterrompu, finit par l'amener à reporter au printemps l'attaque contre la France.

II

9. *Journal de Notes de Guerre* (N.D., 1796-PS), sous le titre « Fin novembre 1939 ».

10. N.D., 1796-PS.

11. N.D., 72-C.

Avec un Hitler aussi convaincu que tout tenait à l'offensive en France, et aussi déterminé à saisir la première opportunité à la lancer, il n'est pas surprenant qu'au départ, il considérât l'invasion de la Norvège et du Danemark comme une addition malvenue à ses projets. Ce fut Raeder, et non Hitler, qui proposa le premier la capture de bases en Norvège ; et la proposition, à première vue, s'opposait à la stratégie que Hitler avait adoptée. Outre les effets que l'invasion produirait sur l'opinion au sein des pays neutres, il était clair que celle-ci disperserait les ressources allemandes à un moment où Hitler était convaincu qu'elles devaient toutes être concentrées sur l'objectif principal. Ce fut donc principalement à l'initiative de Raeder que la proposition fut maintenue en vie au départ ; et Hitler ne l'adopta qu'une fois devenu évident le fait que sans occupation de la Norvège en conjonction avec l'attaque contre la France, les Alliés, s'ils y prenaient pied, pourraient connaître un renouveau de fortune, créer d'importantes diversions contre l'Allemagne sur un nouveau front, et priver la défaite planifiée de la France de sa finalité escomptée.

Le 3 octobre 1939, dans son questionnaire original sur ce sujet, adressé à l'État-major naval ¹², et lorsqu'il évoqua pour la première fois la Norvège en conférence le 10 octobre ¹³, Raeder fit usage d'arguments fort peu aptes à impressionner Hitler. Le point sur lequel il insistait était que les bases en Norvège seraient précieuses pour la guerre sous-marine, indiquant qu'il considérerait la Norvège comme une zone de lancement de frappes offensives, et son invasion comme une étape dans le siège de la Grande-Bretagne. Hitler, déjà préoccupé par ses propres plans d'invasion des Pays-Bas et par la défaite de la France, se montra réticent à envisager des opérations à grande échelle sur un autre théâtre ; et se désintéressait à ce moment du siège de l'Angleterre et de la guerre sous-marine. Il se mit à réfléchir à la suggestion de Raeder ; mais le sujet ne revint

12. *N.D.*, 122-C.

13. *N.D.*, 879-D.

pas à l'ordre du jour durant huit semaines.

Dans le même temps, Raeder prit l'initiative, avec l'aide de [Rosenberg](#)¹⁴, pour découvrir si l'invasion de la Norvège pourrait s'avérer possible à l'économie, en utilisant des méthodes de cinquième colonne. En fin de compte, le 11 décembre, il interviewa [Quisling](#) et [Hagelin](#) à Berlin ; le 12 décembre, il remit le sujet sur la table avec Hitler. Grâce à ses conversations avec Quisling, et à l'éclatement de la [guerre russo-finlandaise](#) début décembre, il se trouva alors en capacité d'avancer des arguments plus convaincants pour étayer son projet. Le témoignage de Quisling a indiqué qu'il existait une grande opportunité, selon Raeder, « de coup politique » ; il n'était pas nécessaire que l'opération relevât de la grande diversion militaire soupçonnée par Hitler. Raeder soulignait par ailleurs désormais, non plus la valeur des bases navales que l'Allemagne acquerrait, mais le danger croissant que la Grande-Bretagne, n'eût-ce été qu'au vu de ses préoccupations concernant la Finlande, pût prochainement envahir elle-même la Norvège si on ne l'en empêchait pas. « Il faut qu'il devienne impossible, » avançait-il, « que la Norvège tombe entre les mains britanniques, car cela pourrait s'avérer décisif dans le résultat de la guerre. » Une occupation de la Norvège par les Alliés porterait la guerre en Baltique, bloquerait les mouvements en Mer du Nord et en Baltique pour les navires allemands, et augmenterait la vulnérabilité de l'Allemagne aux attaques aériennes. Cela anéantirait également les sources allemandes de minerais de fer en Norvège et en Suède, dont il était attendu qu'elles apportassent pour 1940 11 550 000 tonnes de la consommation estimée de l'Allemagne, sur un total de 15 000 000 tonnes¹⁵

14. Concernant la part occupée par Raeder dans ces préparations, voir le témoignage de Giese (*N.D.*, 722-D), qui a expliqué avoir fréquemment organisé des rendez-vous avec Raeder à cette période pour le compte de [Hagelin](#). Concernant la part occupée par Rosenberg, voir son témoignage dans *N.D.*, 004-PS.

15. J'ai tiré ces nombres des éditeurs de *The Führer Conferences on Naval Affairs*.

Hitler fut impressionné par les éléments indiquant que l'opération ne serait pas trop ardue ; il convint également avec Raeder qu'une occupation de la Norvège par les Alliés serait « inacceptable. » Il consentit à rencontrer Quisling, qui lui fut présenté par Raeder le 14 décembre. S'il ne fut pas convaincu immédiatement de la nécessité de l'opération, il le devint dans les semaines qui suivirent¹⁶. Deux projets furent mis sur pied, l'un prenant pour hypothèse la réussite du coup politique par Quisling, le second — au cas où ce dernier échouerait — envisageant une attaque par la terre, la mer et les airs, avec une résistance probable de la part de la Norvège et de la Grande-Bretagne.

Une fois dépassées ses réticences initiales, ou — pour être plus juste — lorsqu'une attaque immédiate contre la France fut perçue comme impossible, ce fut Hitler qui fit montre de la détermination la plus affirmée à lancer les opérations contre la Norvège. Le dernier ordre d'attaque immédiate contre la France fut lancé le 13 janvier ; la première étape concrète de l'attaque de la Norvège eut lieu le 27 janvier. Il est probable que, puisqu'il hésitait encore sur la priorité à donner à la France ou à la Norvège, ce fût la météo — et non son nouvel intérêt pour la Norvège — qui motiva principalement le report de l'opération française¹⁷ ; et il semble bien qu'après le 27 janvier, lorsqu'il établit un État-major sous commandement de Keitel pour planifier la campagne norvégienne¹⁸, il continua d'hésiter au sujet de la prise rapide de la Norvège. Mais l'interception de l'*Altmark*, un navire allemand de ravitaillement et tenant lieu de prison, par des destroyers britanniques en eaux norvégiennes le

16. À la fin de la guerre, Raeder a affirmé que Hitler décida de l'opération aux environs du 12 décembre, après avoir reçu des rapports de Rosenberg (*N.D.*, 1546-PS). Le *Journal de Notes de Guerre* (*N.D.*, 1796-PS) indique que « le Führer a pris sa décision d'utiliser l'espace danois et norvégien pour la guerre allemande » sous le titre « mi-janvier 1940 ».

17. Jodl, au cours d'une conférence tenue en novembre 1943 (*N.D.*, 172-L), affirma que le report fit « principalement suite à la météo, mais fut également pour partie influencé par la situation de nos armements. »

18. *N.D.*, 63-C.

17 février, provoqua sa fureur, et mit fin à ses hésitations. Le 19 février, selon Jodl¹⁹, il « pousse énergiquement les propositions » ; le 1^{er} mars, il émet la première directive pour l'occupation par la force de la Norvège et du Danemark ; le 3 mars, toujours selon Jodl, il « souligne la nécessité d'une action prompte et forte contre la Norvège : sans délai » ; et le jour même, il finit par régler le problème d'agenda en décidant que la Norvège devait être attaquée avant la France, à plusieurs jours d'intervalle.

Dans la directive du 1^{er} mars²⁰, l'opération norvégienne était enfin parvenue à s'articuler, dans l'esprit de Hitler, avec son plan central visant à la défaite de la France. Son objectif principal était d'empêcher les Britanniques de prendre pied en Scandinavie et sur la Baltique. Mais les forces à employer devaient rester aussi réduites que possible, « la faiblesse numérique étant équilibrée par l'audace de l'action et l'effet de surprise » ; et les effets de l'opération sur l'opinion au sein des pays neutres n'avaient pas été oubliés. « En principe, » poursuivait la directive, « nous ferons le maximum pour faire apparaître l'opération comme une occupation *pacifique*, dont l'objet est la protection militaire de la neutralité des États scandinaves. »

Si ces deux derniers points révèlent que sa préoccupation centrale restait l'attaque contre la France, le premier indique la raison de son intérêt pour la Norvège et explique pourquoi il avait articulé le plan norvégien avec son objectif principal. Outre le besoin défensif évident de bloquer une occupation de la Norvège par les Alliés²¹, il était inquiet d'empêcher toute action pouvant priver la défaite planifiée de la France de sa finalité escomptée. C'est du

19. Pour cette référence et celles qui suivent au journal personnel de Jodl, voir *N.D.*, 1809-PS. Le 19 février est le surlendemain de l'incident de l'*Altmark*.

20. *N.D.*, 174-C.

21. Il s'agissait d'un danger réel, même s'il avait légèrement diminué au moment du lancement de l'invasion allemande. Pour les plans Alliés de débarquement en Norvège, voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. I (« The Gathering Storm »), chapitres XXX, XXXI et XXXII.

moins ce qu'il affirma à [von Falkenhorst](#) le 21 février en le désignant comme commandant de l'invasion de la Norvège. « La réussite, » dit-il, « que nous avons obtenue à l'Est et que nous allons remporter à l'Ouest serait réduite à néant par une occupation britannique de la Norvège ²². »

Raeder afficha la même détermination jusque la mi-mars. De fait, le 9 mars, il avertit Hitler des risques : « l'opération va à l'encontre de tous les principes de la guerre navale, principes selon lesquels elle ne devrait être engagée que si nous avons la maîtrise des mers. » Mais il restait néanmoins confiant quant à la réussite de l'opération, au vu de la surprise tactique totale ; et il était convaincu qu'il était impératif de la tenter, n'eût-ce été que parce que « les Britanniques ont désormais l'opportunité désirée, sous prétexte de soutenir les Finlandais, d'envoyer des troupes en passant par la Norvège et la Suède, et donc d'occuper ces pays s'ils le désirent. » Pourtant, quelques jours plus tard, s'inquiétant moins d'un débarquement britannique en Norvège, le Commandant en chef de la marine commença à manifester une certaine hésitation. Le 14 mars, selon Jodl, il « se demanda s'il restait important de lancer une guerre préventive en Norvège et s'il ne serait pas plus avisé de lancer en premier l'offensive à l'Ouest » ; il avait également « peur que les Anglais ne prennent pied à [Narvik](#) » si l'Allemagne envahissait la Norvège. Le 15 mars, Jodl lui-même nota que « les préoccupations de voir l'Angleterre agir contre la Norvège sont réduites ; une telle action n'apparaît plus comme probable. »

À ce stade, ce fut encore Hitler qui apporta la fermeté nécessaire. Le 26 mars, selon le journal de Jodl, « Hitler s'y tient : la Norvège d'abord. » Cette décision était malvenue dans certains cercles ; « certains officiers navals isolés, » écrivit Jodl le lendemain, « semblent peu enthousiastes concernant l'invasion de la Norvège, et les trois commandants de l'opération s'emploient également à

22. *N.D.* (C. et A.), Supplément B, (« Interrogations »), p. 1537.

évaluer des points qui ne relèvent pas de leur responsabilité²³. » Mais Raeder lui-même, regonflé par la fermeté de Hitler, l'accepta. Au cours de sa conférence avec Hitler de ce jour-là, il répéta qu'un débarquement britannique en Norvège, apparu un temps comme imminent, ne le semblait plus; mais il convint que la Grande-Bretagne mènerait malgré tout une tentative en temps voulu si elle n'était pas empêchée de le faire; et que, l'Allemagne étant donc condamnée tôt ou tard à exécuter son propre plan d'invasion, il soutint qu'il valait mieux agir au plus tôt, d'autant que les nuits commenceraient à être trop courtes après la mi-avril.

Lors de cette réunion, Hitler accepta à titre provisoire le 7 avril comme date de l'attaque; et le 1^{er} avril, celle-ci fut reportée au 9 avril, jour auquel le débarquement allemand se déroula finalement.

III

Si l'occupation de la Norvège et du Danemark fut longtemps considérée comme une addition malvenue au plan directeur de Hitler, il n'est pas surprenant que des exigences moins pressantes, comme celles émanant de la guerre maritime, ne reçurent que peu ou pas d'attention jusqu'à ce qu'il lançât l'attaque contre la France.

En dehors de l'occupation de la Norvège, l'impératif le plus important de l'État-major naval était une augmentation du rythme de fabrication des U-boots. Cette augmentation ne pouvait s'obtenir qu'en rognant sur les préparatifs de l'armée de terre et de l'aviation pour l'invasion de la Norvège et l'attaque de la France; et rien ne fut fait pour y répondre. Malgré les arguments et plaintes répétés de Raeder, le programme de construction de sous-marins n'était pas plus ambitieux en juin 1940 qu'au déclenchement des hostilités; et le programme en place avait même pris du retard, en raison de priorités accordées à des commandes passées par l'armée et l'armée de l'air.

23. Journal de Jodl (*N.D.*, 1809-PS.

Raeder commença le 1^{er} novembre sa campagne infructueuse en vue d'accélérer la fabrication des U-boots. Il affirma à Hitler que le programme n'avait « pas encore été déclaré prioritaire, » et se plaignit de ce qu'il fût constamment ajourné avec l'argument que « le ravitaillement des équipements et munitions de l'armée constitue actuellement la principale préoccupation. » Hitler décida de prêter un nouvel examen au sujet en décembre ; Raeder après avoir noté dans le compte-rendu de cette réunion qu'« une pression continue sera nécessaire si le programme de construction à grande échelle doit être mené, » continua d'indiquer que les pertes dépassaient les remplacements permis par le programme en cours. Le 22 novembre, il présenta le schéma d'un programme étendu pouvant produire 29 U-boots par mois à partir d'octobre 1942. Le 8 décembre, il se plaignit de ce que même le programme de construction en place allait prendre du retard en raison de la réduction des allocations pour les U-boots pour le premier trimestre 1940. Le 30 décembre, des négociations étaient toujours en cours avec l'armée pour établir si l'accroissement proposé du programme de construction d'U-boots pouvait être réalisé, et Hitler décida de remettre sa décision finale à mai ou juin 1940.

Hitler expliqua les raisons de sa décision mais Raeder, le 26 janvier 1940, se plaignit de nouveau que le programme de munitions de l'armée induisait des retards sur la construction des U-boots. Il répondit que « l'augmentation de la production dans la Ruhr est essentielle pour tout type de guerre, et il est important, pour la guerre contre les Britanniques, d'élargir le territoire depuis lequel des attaques peuvent être menées. Les mesures nécessaires à cela devront être adoptées en premier. La France doit être battue et les Britanniques privés de leur base sur le continent. » Voici ce que fut son attitude après le début de l'attaque contre la France. Le 21 mai, 1940, il assura à Raeder qu'il allait se concentrer sur le programme d'U-boots « lorsque les opérations principales en France seront terminées. » Le 4 juin, il répéta qu'il allait diminuer les effectifs de l'armée de terre au bénéfice des programmes de la marine

et de l'armée de l'air « une fois la France renversée. » « une fois la France renversée. »

Raeder se vit opposer la même absence de réponse lorsqu'il critiqua l'armée de l'air allemande et se plaignit de son absence de soutien à la marine dans la guerre contre la Grande-Bretagne. Il commença par expliquer, le 22 novembre 1939, que l'attaque contre le commerce britannique, en raison de la faiblesse de la marine, dépendait fortement d'un développement suffisant de forces aéronavales ; et il espéra que Hitler allait le soutenir pour négocier avec le Commandant en chef de l'armée de l'air. Le 8 décembre, il insista sur le besoin urgent que l'armée de l'air allemande augmentât ses attaques contre les convois ; et Hitler alla jusqu'à promettre qu'il allait « travailler dans cette direction. » Mais le 26 janvier 1940, Raeder continuait d'insister sur ce point ; il était, de fait, tellement déçu par l'évolution de la situation qu'il se plaignit d'avoir « retiré l'impression... que la conduite générale de la guerre est à présent fortement influencée par “des idées continentales.” » Hitler répondit à ses plaintes par les mêmes arguments qu'il avait déjà opposés à la demande d'accroissement de production des U-boots : il fallait battre la France avant que l'Allemagne pût porter son attention sur la guerre contre la Grande-Bretagne.

Une nouvelle controverse se développa entre la marine et l'armée de l'air au sujet de l'utilisation d'avions pour mouiller des mines. L'armée de l'air allemande avait beaucoup été utilisée à ces fins durant les premiers mois de la guerre ; mais ses opérations avaient depuis lors été fortement réduites en préparation des offensives norvégienne et française. Le 26 mars, Raeder pressa pour la reprise immédiate des opérations aériennes de mouillage de mines pour contrebalancer l'accalmie dans la guerre sous-marine. Hitler tendit à soutenir Raeder sur ce sujet, et entreprit de parvenir à une décision dans les jours suivants. L'État-major aérien, de son côté, était déterminé à ne pas reprendre les opérations de mouillage de mines avant le début de l'attaque contre la France ; et l'intervention de Hitler — s'il intervint — ne produisit guère d'effet. Le 29



FIGURE 3.1 – Réunion au Berghof, en juin 1940. Hitler et Raeder discutent devant une carte. Sont également présents (de gauche à droite) : Walther von Brauchitsch, Commandant en chef de l'armée de terre (de dos), le général Alfred Jodl, le Feldmarshal Wilhelm Keitel et un officier de marine non identifié.

mars, Raeder demanda une décision sur la reprise des opérations aéroportées de mouillages de mines ; Hitler entreprit de nouveau de soulever le point auprès de Göring. Mais le 26 avril, Raeder continuait d'exiger l'augmentation des opérations de mouillage de mines aéroportées. Le 7 mai, trois jours avant l'invasion des Pays-Bas, il déclara que, « si l'armée de l'air avait manifesté davantage d'intérêt, on aurait pu miner la Tamise au cours des dernières semaines. » L'armée de l'air avait géré la situation à sa manière ; et Raeder soupçonnait que, même après le début de l'offensive terrestre, le Commandant en chef de l'armée de l'air « n'aura ni de temps, ni d'intérêt pour les opérations de minage. » Ce fut le prélude à une demande inévitable et familière : la marine devait disposer de sa propre aviation. Hitler ne prit pas ce sujet au sérieux : il se contenta

de répondre que Göring avait récemment exposé l'opinion opposée, et avait justifié l'unification de toutes les unités aériennes sous un commandement unique.

Malgré ses tentatives d'augmenter les ressources — U-boots et aviation — employées dans la guerre navale, Raeder n'obtint en la matière aucune réussite; il parvint à de meilleurs résultats dans ses tentatives d'intensifier la guerre navale avec les ressources existantes. Mais même sur ce plan, sa réussite fut incomplète et lente. Si ses suggestions n'entraient pas en conflit avec la stratégie établie par Hitler, elles étaient immédiatement approuvées; mais si elles étaient incompatibles avec les plans de Hitler — ou si Hitler estimait qu'elles l'étaient — elles tombaient dans l'oreille d'un sourd ou étaient rejetées d'un revers de main.

Aussitôt refusées ses conditions de paix, Hitler, comme nous l'avons vu, était prêt à lever sans délai la plupart des limitations restantes qui restreignaient les attaques contre les navires ennemis. Le 16 octobre 1939, sur demande de Raeder, il finit par approuver le torpillage des navires marchands ennemis sans avertissement, et convint également de laisser torpiller les navires de passagers ennemis en les prévenant très peu de temps à l'avance²⁴. Le 10 novembre, il franchit avec Raeder une nouvelle étape, approuvant que des navires de passagers ennemis fussent coulés sans avertissement; et les bâtiments de guerre allemands jouirent dès lors d'une liberté presque totale, affranchis de toute règle dans leurs attaques contre les navires ennemis.

Raeder avait déjà porté son attention sur le problème de l'extension de la guerre en mer, afin de permettre des attaques contre des navires neutres commerçant avec la Grande-Bretagne, un sujet qu'il remit à l'ordre du jour au travers d'un mémorandum du 15

24. Raeder indiqua que les navires de passagers étaient déjà torpillés sans avertissement dès lors qu'ils circulaient tous feux éteints ou au sein d'un convoi. Ces extensions de la guerre navale peuvent être étudiées en détail à partir de *N.D.*, 100-C

octobre²⁵. « Seule manque à présent, » ajouta-t-il le 1^{er} novembre, « la déclaration d'un état de siège contre l'Angleterre, auquel cas les navires neutres pourraient également être torpillés sans avertissement une fois notifiés les États neutres. » Mais Hitler était déterminé à éviter tout incident avec les pays neutres jusqu'à l'offensive à l'Ouest et, pour le moment, Raeder se rangea à son argument. « Le moment de la déclaration de l'état de siège, » conclut-il le 1^{er} novembre, « dépendra ... du moment et de la nature des opérations menées par l'armée de terre. Si ces opérations devaient violer la neutralité d'États neutres, le moment approprié sera également arrivé pour l'adoption des mesures les plus drastiques de la part de la marine. »

Avant sa réunion suivante avec Hitler, comprenant que le Führer allait camper sur sa position, Raeder décida d'adopter une approche différente. Le 10 novembre, il suggéra « de laisser de côté la proclamation pour le moment, et au lieu de cela, de continuer une intensification graduelle, une étape après l'autre. » Comme première étape, qui serait fixée ultérieurement, il pensait que la marine pourrait se voir autorisée à couler sans avertissement « les navires neutres parfaitement identifiés comme transportant des marchandises en contrebande... par exemple, les navires grecs. » Une fois de plus, Raeder fut mis en échec. Il fut décidé que sa proposition serait « soumise à examen dès qu'interviendrait un changement d'attitude des pays neutres ; par exemple, en cas d'offensive. » Le 22 novembre, Hitler se montra tout aussi ferme lorsque Raeder, pour revenir sur la question, s'enquit de « futurs développements politiques et militaires permettant de justifier une nouvelle intensification de la guerre sous-marine. » « L'offensive terrestre à venir, » lui fut-il répondu, « soulèvera des protestations à la fois de l'ennemi et des pays neutres... Il conviendra de décider après le début de l'offensive si la guerre navale doit alors être intensifiée. »

Le 27 novembre, une nouvelle opportunité s'offrit à Raeder

25. *N.D.*, 65-UK

lorsque, par décret royal et comme représailles de l'utilisation par les Allemands de mines magnétiques, le gouvernement britannique étendit le blocus pour couvrir les exportations allemandes; jusqu'alors, seules les importations allemandes avaient été soumises aux restrictions de la contrebande. Le 8 décembre, Raeder fit pression pour l'adoption de contre-mesures allemandes, de préférence sous forme de déclaration de siège. Mais Hitler confirma une fois de plus que cela ne pouvait être envisagé qu'en conjonction avec l'offensive terrestre à venir. Il maintint encore cette position le 30 décembre, lorsque Raeder suggéra que les navires neutres présents dans la rade des Downs pourraient être attaqués par l'armée de l'air allemande après avertissement préalable des gouvernements neutres; Hitler répondit que le moment favorable à une telle annonce serait le début de l'intensification générale de la guerre. Au cours de la même réunion, il répéta qu'il comptait également différer la publication d'une réponse au décret royal jusqu'à ce moment.

Cette réponse, sous la forme d'un brouillon de déclaration de siège de la Grande-Bretagne, fut préparée par l'État-major naval au cours des derniers jours de l'année 1939.

L'Angleterre est notre ennemi mortel. Son objectif est la destruction du Reich allemand et du peuple allemand. Ses méthodes ne sont pas celles de la guerre ouverte, mais relèvent de l'affamement vil et brutal... Nous autres Allemands ne nous laisserons pas affamer, ni ne capitulerons. Nous rendrons la pareille en appliquant à la Grande-Bretagne l'état de siège... Tout navire trouvé durant le combat aux abords de la Grande-Bretagne et de la France, quel que soit son pavillon, s'expose aux périls de la guerre ²⁶.

Mais cette déclaration ne fut jamais publiée. Hitler refusa de la publier avant l'ouverture de l'offensive à l'Ouest, et sa publication devint superflue une fois l'offensive finalement lancée.

Car, malgré le refus continu de Hitler d'affronter ouvertement les pays neutres jusqu'à ce qu'il fût prêt à lancer son offensive ter-

26. Pour le texte intégral de ce brouillon, voir *Führer Conferences on Naval Affairs*, le dernier élément du volume pour l'année 1939.

restre, et malgré son opposition initiale à la proposition centrale de Raeder, ce dernier avait entretemps obtenu des succès considérables dans son plan consistant à étendre et intensifier la guerre par étapes et sans annonces préalables. Une méthode pour ce faire était que l'Allemagne déclarât la présence d'un champ de mines, sans forcément mouiller les mines, et autorisât les U-boats à couler tout navire sans avertissement dans la zone où la perte du navire pût être imputée aux mines. Cela fit l'objet d'une première proposition le 22 novembre, Raeder expliquant que l'objet de cette mesure serait « de combattre le trafic militaire ennemi, et ne pas perturber le trafic des neutres. » Hitler approuva immédiatement cette mesure ; elle fut mise en application le 1^{er} décembre dans une zone située au Nord-Ouest de l'Écosse ; une autre zone fut bientôt ajoutée dans le [Canal de Bristol](#). Le 26 janvier 1940, « comme le Führer a approuvé le principe de définir des zones au large de la Grande-Bretagne où les navires neutres peuvent également être coulés sans avertissement, tant qu'il est possible de mettre cela sur le compte des mines, » Raeder proposa même d'étendre encore ce dispositif, ce à quoi Hitler souscrivit également ²⁷. Une autre méthode consistait à autoriser ouvertement le torpillage de navires appartenant à certains pays neutres, comme le suggéra Raeder pour la première fois le 10 novembre 1939. Lorsqu'il en fit pour la première fois la proposition, Hitler avait refusé de l'envisager, mais le 30 décembre 1939, il accepta que les navires de toute nation vendant ou louant des navires à la Grande-Bretagne, principalement les navires grecs, pussent être torpillés sans sommation.

Ainsi, bien que Hitler restât fermement opposé à toute violation des droits des pays neutres et à toute déclaration publique de siège de l'Angleterre, ses objections à des méthodes moins directes d'extension de la guerre furent peu à peu grignotées ; et Raeder put se féliciter des progrès réalisés par la méthode des petits pas. Le 26 janvier 1940, il expliqua que « l'intensification graduelle a continué

27. Pour l'extension de ce dispositif, voir *N.D.*, 21-C.

de se justifier. Les difficultés politiques ont été absolument évitées grâce à cette méthode. »

Mais Hitler ne cessa jamais de s'inquiéter d'éviter toute complication politique. En particulier, son approbation de chaque méthode d'extension des attaques contre les neutres avait été soumise à l'idée que les attaques resteraient limitées à la zone déclarée américaine, une zone dans laquelle la navigation de tout navire étasunien était interdite, et dans laquelle aucun incident ne pourrait jamais se produire impliquant les États-Unis. Le 23 février 1940, lorsque Raeder proposa une nouvelle extension de la guerre en mer, sous forme d'une opération menée par deux U-boots au large de Halifax, Hitler refusa fermement de l'envisager « au vu de l'effet psychologique sur les U.S.A. » Raeder considéra ce refus comme « un véritable revers pour l'efficacité de la guerre sous-marine » ; mais Hitler campa sur sa position. Il ne distinguait aucune objection à attaquer les navires ennemis par tout moyen possible ; il était prêt à laisser couler les neutres si le prétexte en était suffisant, si les circonstances étaient assez obscures. Mais toute chose ayant trait à une déclaration ouverte de siège et, hormis pour la Norvège et le Danemark, tout opération pouvant perturber l'opinion des neutres, et particulièrement celle des États-Unis, resta proscrite jusqu'à ce qu'il eût lancé l'attaque contre la France.

IV

L'invasion du Danemark et [de la Norvège](#) fut exécutée avec brio et fulgurance. Au soir du premier jour, le Danemark et la plus grande partie du Sud de la Norvège étaient entre les mains allemandes. En six semaines, la position des Alliés dans le Nord de la Norvège était devenue désespérée, et l'Allemagne contrôlait la quasi-totalité du territoire norvégien. Un mois après le début de la campagne norvégienne, l'Allemagne envahissait, le 10 mai, [la Hollande](#), [la Belgique](#) et [le Luxembourg](#), et déclenchait son offensive

contre la France. Cette deuxième opération fut elle aussi couronnée de succès. Les hostilités prirent fin en Hollande le 15 mai ; la Belgique rendit les armes à minuit dans la nuit du 27 au 28 mai ; à ce moment-là, les armées allemandes avaient percé le front allié et atteint Boulogne. L'évacuation de Dunkerque eut lieu entre le 26 mai et le 4 juin. Avant la fin juin, la campagne touchait au but ; et avec la reddition de la France, c'est une nouvelle phase de la guerre qui prit fin.

Il est difficile d'éviter la conclusion selon laquelle, jusqu'à ce stade, la stratégie de Hitler fut fondée sur une appréciation juste de toutes les circonstances. Pour la guerre contre la Grande-Bretagne — que Hitler considérait à juste titre comme le problème majeur — l'occupation de la Norvège et la défaite de la France furent bien plus efficaces que tout ce que l'Allemagne aurait pu accomplir par d'autres moyens durant la même période.

Il est vrai que la ligne politique de Hitler imposa d'importantes restrictions aux attaques contre le commerce britannique ; les préparations de l'attaque de la France, combinée à l'invasion de la Norvège, pour lesquelles l'ensemble des vaisseaux lourds et U-boots furent détournés, rendirent quasiment impossible toute opération contre la Grande-Bretagne pendant deux mois. Il est également vrai que de la flotte de surface allemande subit des pertes importantes durant les opérations en Norvège²⁸. Et malgré le fait que le plan visant à une flotte équilibrée avait été abandonné au déclenchement de la guerre, tous les chantiers cessèrent sur les navires de surface, hormis sur ceux qui étaient proches d'être terminés, et que toutes les ressources furent allouées à un programme d'U-boot revu et corrigé, la construction d'U-boots pâtit également des opérations : durant toute la première année de guerre, seuls 35 U-boots en capacité de naviguer en Atlantique furent terminés, alors même que l'Allemagne en perdit 28 en mer.

Mais la nature limitée de l'attaque de l'Allemagne contre les

28. Ces pertes sont indiquées en [Annexe A](#), paragraphe 2.

routes commerciales au cours des douze premiers mois de guerre découla tout autant de la taille de la flotte avec laquelle elle commença la guerre qu'au manque de navires amiraux et au nombre inapproprié d'U-boots alors disponibles, découlant de la stratégie que Hitler poursuivit au cours des neuf premiers mois. L'absence de flotte de surface ne put jamais être compensée une fois la guerre commencée ; et les pertes en Norvège ne dirent qu'empirer légèrement un problème déjà grave. Il faut du temps pour construire des sous-marins, et plus longtemps encore pour en concevoir, si bien que les plus vastes des programmes de construction, institués dès le début de la guerre, n'auraient pas pu s'avérer décisifs durant la période qui prit fin avec la chute de la France. En prenant en compte ces considérations, comme Hitler dut le faire, il semble peu probable, au vu de la plus importante concentration de guerre en mer possible et de l'utilisation totale de toutes les autres ressources — dont l'armée de l'air allemande — contre la navigation britannique, et même en tenant compte de la relative absence de défense britannique durant les premiers mois, que le résultat aurait pu être plus handicapant pour la position britannique que ne le furent les effets de la prise de la Norvège et de la défaite de la France.

Mais le caractère limité des attaques allemandes contre le trafic maritime au cours des douze premiers mois de guerre tenait tout autant à l'importance de la flotte disponible au début du conflit, à l'insuffisance des navires de ligne et au nombre trop restreint de sous-marins alors en service, qu'à la stratégie suivie par Hitler durant les neuf premiers mois. Une fois la guerre engagée, l'infériorité de la flotte de surface ne put jamais être comblée ; les pertes subies en Norvège ne firent qu'aggraver légèrement un problème déjà sérieux. La construction des sous-marins exigeait du temps, et plus encore leur mise au point opérationnelle²⁹ : aussi les pro-

29. Dans le programme révisé de septembre 1939, une période de construction de 21 mois était envisagée, si bien que les sous-marins alors commandés ne pouvaient être opérationnels avant plus de deux ans.

grammes les plus ambitieux, lancés dès l'ouverture des hostilités, ne pouvaient-ils produire d'effet décisif avant la chute de la France. Compte tenu de ces données — que Hitler ne pouvait méconnaître —, il paraît improbable que, même en concentrant au maximum l'effort sur la guerre navale, en engageant toutes les ressources disponibles, y compris la Luftwaffe, contre le trafic britannique, et en tenant compte de la vulnérabilité initiale de la Grande-Bretagne, on eût pu, avant l'été 1940, porter à celle-ci un coup aussi rude que celui que lui infligèrent l'occupation de la Norvège et la défaite de la France.

Car les succès terrestres allemands présentèrent une importance immédiate et immense, non seulement pour la guerre dans son ensemble, mais aussi pour la guerre navale. Les forces d'escorte britanniques furent fortement diminuées par les opérations en Norvège et l'évacuation de Dunkerque ; les considérables forces d'escorte de la flotte française furent totalement éliminées. Les U-boots quittèrent la Baltique et la Mer du Nord pour rallier des bases du [Golfe de Gascogne](#), et leur efficacité fut presque doublée par la réduction de leurs temps de passage et l'extension de leur zone d'efficacité opérationnelle. L'occupation allemande des ports de la Manche et, plus particulièrement, le transfert de l'armée de l'air allemande vers de nouvelles bases avancées entraîna une augmentation des pertes de navires britanniques sur la côte Est. Les Britanniques furent bientôt contraints d'interrompre le passage des convois océaniques par la Manche ou par le Sud de l'Irlande, et durent les faire accoster aux ports de la côte Ouest par le [canal du Nord](#) ou en contournant le Nord de l'Écosse. Ces longs détours — et d'autres encore — imposés aux anciennes routes commerciales, y compris la quasi-fermeture de la Méditerranée après [l'entrée en guerre de l'Italie](#), réduisirent encore un tonnage britannique déjà limité. Si, malgré les limitations imposées par la stratégie de Hitler, la bataille des routes commerciales fut déjà assez grave pour la Grande-Bretagne durant la première année de guerre, les trois derniers mois de cette première année, juin, juillet et août 1940, furent plus désastreux,

en raison de la chute de la France, que les neuf premiers cumulé. Et l'Allemagne obtint au moins autant en ces 3 mois contre le commerce britannique, grâce aux succès de Hitler, qu'elle aurait pu remporter si elle avait suivi la politique de Raeder en lieu et place de celle de Hitler.

En réalité, concentrer d'emblée l'effort sur la guerre navale, plutôt que sur des victoires continentales, n'aurait pas tant compté par d'éventuels succès décisifs dès la première année que par l'avance qu'une telle mobilisation aurait donnée pour la bataille de l'Atlantique en 1941. En regard de cela, cependant, la défaite de la France présenta des conséquences immédiates et durables pour la bataille de l'Atlantique.

La réduction des forces d'escorte britanniques, la perte de la flotte française, la prise par l'Allemagne de bases sous-marines et aériennes dans la zone avancée, les détours forcés aux navires britanniques limités — tous ces développements, s'ils conduisirent à une détérioration immédiate de la position britannique, eurent également un effet permanent d'une importance incalculable sur la guerre navale. Il n'est pas possible de comparer ces gains pour l'Allemagne avec les avantages qu'elle aurait obtenus en 1941 si Hitler avait opté dès le début de la bataille pour une concentration des forces sur les routes commerciales, au lieu de l'occupation de la Norvège et de la défaite de la France. Mais étant donné qu'il n'aurait pu réaliser les deux tâches de front, il est difficile d'affirmer qu'il aurait pu mieux faire.

Il y avait par ailleurs d'autres éléments à prendre en compte, outre la guerre navale. La défense de l'Allemagne était une considération vitale dans la planification de toute offensive contre la Grande-Bretagne. L'invasion de la Norvège représentait une action défensive pour bloquer le danger — le danger réel — d'une occupation britannique. La défaite de la France, en plus des gains positifs qui en résultèrent, chassa la Grande-Bretagne du continent, avec toutes les conséquences que cela impliquait pour la défense, l'économie et la liberté de manœuvre de l'Allemagne. L'éviction

simultanée de la Grande-Bretagne de Norvège et de France étendait très largement les possibilités de résistance et de manœuvre allemandes. Il faut ajouter à cela une autre conséquence du succès allemand : l'entrée de l'Italie en guerre et l'ouverture de nouvelles perspectives en Méditerranée.

Qui plus est, il était possible que ces succès amenassent la Grande-Bretagne à rechercher la paix. Cet espoir constituait sans le moindre doute un élément de son plan — on allait rapidement voir l'importance de cet élément —, tout comme la possibilité que les puissances occidentales pussent accepter un règlement après la défaite de la Pologne avait constitué un facteur, sinon dans sa décision d'entrer en guerre, du moins dans sa stratégie durant la première phase. Le second espoir allait, comme le premier, être déçu ; mais l'hypothèse de l'abandon de la Grande-Bretagne, si elle devait s'avérer inexact, n'avait rien de déraisonnable. Garder cette idée en tête revenait peut-être à viser très haut ; mais il n'y a rien de blâmable à viser haut.

Jusqu'à la chute de la France, la stratégie de Hitler était donc plus que défendable ; elle fut, au vu des circonstances, éminemment sensée et juste. Elle fut également couronnée de succès ; car, fondée sur une estimation appropriée de l'impréparation des puissances occidentales, elle engrangea les bénéfices, non seulement d'avoir vu juste, mais de faire la chose juste au moment opportun. Outre l'état de préparation de l'Allemagne, en comparaison avec l'impréparation des puissances occidentales, une large part de sagacité, de jugement et de perspicacité, ainsi que de détermination résolue, explique sa réussite ; et bien que la chance y prît également une bonne part³⁰, ce dernier facteur ne doit pas masquer les premiers.

D'un autre côté, ne serait-ce qu'en raison de cette impréparation, son succès, pour absolu qu'il fût, ne constitua pas un test pertinent des qualités stratégiques de Hitler. La défaite de la France

30. Sur ce point, voir B.H. Liddell Hart, *The Other Side of the Hill*, chap. X.

marqua la fin de la période de facilité de la guerre de Hitler. Après cela, les choses changèrent du tout au tout, et la situation gagna énormément en complexité. Les problèmes auxquels l'Allemagne se retrouva confrontée, tout comme la Grande-Bretagne, étaient désormais d'un ordre différent — et de dimensions plus vastes — que les précédents. La nouvelle situation apportait à Hitler des possibilités quasiment illimitées. Mais elle le confrontait également à de dures réalités : la distance et la désunion entre l'Allemagne et les autres puissances de l'Axe, l'absence de flotte allemande, l'hégémonie britannique sur les mers. Les nouvelles opportunités faisaient également les nouveaux dangers : faux espoirs et *embarras du choix*³¹ ; la solution aux nouveaux problèmes exigeait la planification la plus aboutie, et des calculs très fins. Au regard des capacités stratégiques désormais exigées, c'est par une approche empirique qu'il avait jusqu'alors obtenu ses succès.

Si, jusqu'alors, sa stratégie et ses réussites n'avaient pas exigé de telles capacités, elles n'avaient pas non plus établi que ces capacités lui fissent défaut ; mais un signe au moins laissait penser qu'il pourrait, peut-être, se révéler défaillant dans la nouvelle situation. Après avoir vaincu la France, il n'avait aucune idée arrêtée sur la marche à suivre. Il avait commencé la guerre sans plan établi, en dehors de celui de la défaite de la Pologne ; il s'était battu pendant neuf mois avec un plan ne dépassant pas la perspective de l'effondrement de la France. Irrésolution et incapacité totale à planifier pourraient bien causer sa perte dans les temps difficiles qui s'annonçaient.

31. En français dans le texte, NdT.

Chapitre 4

Une invasion de l'Angleterre ?

I

Les plans exhaustifs de Hitler pour l'attaque contre la France ne prévoyaient rien concernant une tentative à suivre de traverser la Manche ; et il ne considérait pas le succès rapide de l'opération en France comme propre à ouvrir l'opportunité d'envahir l'Angleterre. On ne trouve jusqu'au 21 mai aucune référence d'un tel projet dans les comptes-rendus des conférences navales, puis un mois entier se déroula avant que le sujet fût discuté de nouveau, le 20 juin ; et Hitler ne manifesta à aucune de ces occasions d'intérêt pour cette idée. Cette preuve en négatif de son manque d'intérêt est renforcée par d'autres éléments. Ce fut presque certainement sur initiative de Raeder que ce sujet fut évoqué en mai et juin, et non sur celle de Hitler ; le compte-rendu de ces réunions montre que Hitler raisonnait suivant une logique différente à l'époque ; et bien qu'après le 20 juin, en raison du temps qui restait en 1940, prendre une décision devînt une nécessité urgente, il resta indécis pendant presque

un nouveau mois entier. Lorsque le 15 juillet, enfin, il décida qu'il fallait tenter l'opération, deux mois s'étaient écoulés depuis la première évocation de la question, et presque un mois s'était écoulé depuis la défaite de la France.

Ce fut le 21 mai 1940, lors de leur première réunion depuis l'ouverture de l'offensive terrestre à l'Ouest, que Raeder et Hitler discutèrent pour la première fois, « en privé, des détails concernant l'invasion de l'Angleterre, sur laquelle l'État-major naval avait travaillé depuis novembre. » Clairvoyant et tourné vers l'avenir concernant ce sujet, comme il l'avait été concernant l'invasion de la Norvège, Raeder avait ordonné à son État-major d'entamer les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre dès le 15 novembre 1939. L'ordre avait été confiné à l'État-major naval, ni Hitler, ni les deux autres branches de l'armée n'en ayant été informés — un fait qui correspond à l'idée que ce fut sur l'initiative de Raeder que le sujet était évoqué en conférence pour la première fois. Cette hypothèse a également été étayée par le témoignage d'officiers navals allemands, à la fin de la guerre, selon qui Hitler ne manifesta aucun intérêt pour l'opération à ce stade initial. Mais on ne dispose d'aucune trace de ce qui fut dit le 21 mai ; ni du moindre élément concernant l'attitude de Hitler le 20 juin, date à laquelle le sujet fut évoqué de nouveau. En cette seconde occasion, il est clair que ce fut Raeder qui prit l'initiative. Il était particulièrement désireux d'établir deux points : que la marine seule devait se voir assigner la responsabilité de construire tous équipements de débarquement qui pourraient s'avérer nécessaires, et qu'une suprématie aérienne établie en amont de l'opération serait essentielle.

Si ce fut Raeder, et non Hitler, qui souleva la question lors de ces réunions initiales, les sujets auxquels s'intéressait Hitler à l'époque sont instructifs. Ils montrent qu'il se contentait encore, dans la guerre contre la Grande-Bretagne, de mesures ne relevant pas de l'attaque directe. Le 21 mai, en réponse directe à une question posée par Raeder, il décida qu'il « vaudrait mieux supposer que la guerre va durer un certain temps et donc organiser un programme

à long terme pour l'entraînement et la construction d'U-boots » ; il annonça également qu'il allait se concentrer sur les programmes sous-marins et aériens dès la fin des grandes opérations en France. Le 4 juin, il expliqua que sa politique consistait à réduire les effectifs de l'armée une fois la France vaincue, à libérer les hommes les plus âgés ainsi que les ouvriers qualifiés, et à les affecter à ces programmes. Quelque temps avant le 20 juin, il demanda à l'État-major d'étudier l'occupation de l'Islande comme mesure d'intensification du blocus contre la Grande-Bretagne — un projet qui alla jusqu'à recevoir le nom de code « *Ikarus* », mais que Raeder déclara purement et simplement impossible le 20 juin.

La quinzaine de jours qui suivit apporta de nouvelles confirmations de la réticence manifestée par Hitler vis-à-vis d'une invasion de l'Angleterre. Le 2 juillet, il est vrai, une première directive concernant l'invasion, signée par Keitel, annonça que « le Führer a décidé qu'un débarquement en Angleterre est possible, pourvu que la supériorité aérienne soit acquise... », et que les préparatifs devaient commencer sur-le-champ pour un débarquement de 25 à 40 divisions, si possible sur un large front. Mais la date de l'opération resta non spécifiée ; et qui plus est, les préparatifs devaient progresser en partant du principe que ce « n'était encore qu'un plan et aucune décision n'avait été prise. » C'était une chose de conclure qu'une invasion était possible en certaines circonstances ; c'en était une toute autre de décider de la lancer. Sur cette seconde question, Hitler ne s'était pas encore engagé.

Raeder, désormais, renforçait habilement ses doutes. La directive du 2 juillet portait tous les attributs d'une influence de l'armée de terre. En précisant un nombre aussi important de divisions, en espérant un front large, elle ébauchait une opération considérée par l'État-major naval comme absolument impraticable. Le 9 juillet, l'armée de terre et l'armée de l'air furent informées que les dimensions de l'entreprise se résumaient pour l'essentiel aux capacités de transport disponibles, et que l'État-major naval envisageait le détroit de Douvres — un front étroit — comme seule zone où

une protection adaptée pourrait être assurée aux opérations de débarquement. Lors de sa réunion suivante avec Hitler, le 11 juillet, Raeder développa ces arguments et entama la campagne qu'il n'allait à partir de ce moment jamais cesser de mener, s'opposant à l'idée même d'un débarquement en Angleterre. L'invasion était à considérer « uniquement comme un dernier recours pour mettre la Grande-Bretagne à genoux. » Elle ne s'avérerait pas nécessaire, car la Grande-Bretagne « peut être amenée à demander la paix simplement en la coupant de ses importations... » Il ne pouvait pas « se faire l'avocat d'une invasion de la Grande-Bretagne, comme il l'avait fait pour la Norvège. L'opération dépend d'une supériorité aérienne totale et de la création d'une région sans mine... Des prélèvements considérables seraient réalisés dans les programmes économiques et d'armement allemands... »

Si l'on considère que l'État-major naval avait étudié le projet depuis novembre 1939, que ce fut apparemment lui qui le porta à l'attention de Hitler et des autres Commandants en chef, et qu'il le fit dès la première opportunité après l'attaque de la France, l'attitude de Raeder peut sembler surprenante. À la fin de la guerre, il a affirmé avoir ordonné à l'État-major naval d'étudier le problème, non parce qu'il pensait qu'une invasion serait nécessaire, mais parce qu'il voulait se tenir prêt si Hitler l'avait ordonnée subitement et sans prévenir. Si les choses se déroulèrent ainsi, il ne manœuvra pas très habilement en prenant l'initiative en mai puis en juin. Un pur zèle professionnel peut l'expliquer, ou la suffisance et la jalousie professionnelle ; car soulever la question de l'invasion de l'Angleterre était une méthode mettant à coup sûr l'État-major naval au centre du jeu, même s'il devait rapidement s'avérer que l'invasion ne dût pas être tentée et ne présentât aucune chance de réussite. Il se peut également que Raeder changeât d'avis concernant la faisabilité de l'opération, à la lumière d'une nouvelle étude, et suite aux exigences énoncées par l'armée de terre dans la directive du 2 juillet.

En tout cas, Hitler approuva pleinement Raeder le 11 juillet.

Malgré la directive du 2 juillet, « le Führer n'envisage également l'invasion que comme un dernier recours et considère la suprématie aérienne comme nécessaire. . . » Il continua à s'intéresser davantage à d'autres sujets ; au développement de la situation en Norvège, où [Trondhjem](#) devait devenir une base de défense, « une belle ville allemande doit être construite sur le fjord, » et « une grande voie rapide doit être construite » ; à la déclaration de siège de l'Angleterre ; aux plans pour l'expansion de la flotte allemande d'après-guerre et pour la conception future des navires de guerre ; et — le plan islandais ayant été abandonné — à l'acquisition de l'une des Îles Canaries à l'Espagne en échange du Maroc français. En substance, son attitude était restée la même qu'auparavant. Il avait conclu, il est vrai, qu'avec la suprématie aérienne, une invasion serait possible ; mais il n'avait pris aucune décision concernant la réalisation d'une telle tentative. Depuis le 2 juillet, des préparatifs étaient en cours ; mais ils n'étaient ni vraiment engagées ni menés en vue d'une échéance précise ; et presque deux mois s'étaient écoulés depuis la première évocation du projet.

II

Quatre jours plus tard, la planification allemande entra dans sa seconde phase. Le 15 juillet, l'État-major naval fut informé que Hitler avait pris une décision ; il voulait que l'opération fût préparée de sorte à pouvoir être lancée à tout moment à partir du 15 août. Le 16 juillet, il publia sa propre directive sur le sujet ¹. Elle s'ouvrait en affirmant que « comme l'Angleterre, malgré le caractère désespéré de sa position militaire, s'est jusqu'ici opposée au moindre compromis, j'ai donc décidé d'entamer les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre, et de la déclencher si nécessaire. » Elle ajoutait que « cette opération est dictée par la nécessité d'éliminer la Grande-Bretagne comme base depuis laquelle la guerre

1. *N.D.*, 442-PS.

contre l'Allemagne peut être menée ; et, si nécessaire, l'île sera occupée. » Les débarquements devaient être réalisés grâce à une « traversée surprise. » Ils devaient se dérouler sur un front large s'étendant entre [Ramsgate](#) et un point à l'Ouest de l'[île de Wight](#). Les préparatifs devaient être achevés pour la mi-août. L'armée de l'air britannique devait être éliminée préalablement à l'opération. Les flancs de la zone de traversée devaient être minés au point d'en rendre l'abord inaccessible aux navires de guerre ennemis. D'autres mesures préparatoires devaient comprendre l'installation de canons côtiers pour dominer la zone de traversée, et des attaques aériennes massives contre les bases navales britanniques. Le nom de code de l'invasion serait « [Lion de Mer](#) ».

Dès réception de la directive du 16 juillet, Raeder protesta, par un memorandum spécial, que « la tâche assignée à la marine dans le cadre de l'opération "Lion de mer" est hors de proportion avec la puissance de la marine, et est sans rapport avec les tâches prévues pour l'armée de terre et l'armée de l'air. . . » Le memorandum poursuivait en dressant une liste de difficultés pratiques. Les ports d'embarquement avaient été lourdement endommagés durant la campagne de France ou ne disposaient que de capacités limitées. La zone de traversée posait de graves problèmes de météo, de marées et de navigation. La première vague d'invasion au moins devrait débarquer sur un littoral ouvert, ce qui allait exiger des navires spéciaux et provoquer des problèmes de navigation. On n'avait aucun moyen de déminer la zone. La suprématie aérienne était vitale avant même que les navires de transport fussent amenés dans la zone d'embarquement. Par-dessus tout, les débarquements rencontreraient un ennemi « résolu à lancer en bloc et sans hésitation toutes ses forces navales. On ne peut pas supposer que la *Luftwaffe* réussira à écarter les forces navales ennemies de nos navires. . . Les champs de mines n'apporteront pas une protection absolue face à un adversaire déterminé. . . »

Hitler, s'il n'était pas déjà bien au fait de ces difficultés, fut impressionné par les arguments de Raeder. Le 21 juillet, il reconnut

que l'invasion de la Grande-Bretagne constituerait

une entreprise exceptionnellement osée... Il ne s'agit pas d'une simple rivière à franchir, mais d'une mer dominée par l'ennemi... Nous ne pouvons espérer bénéficier de la surprise opérationnelle; nous sommes confrontés à un ennemi qui a préparé ses défenses et résolument déterminé, qui domine la zone maritime que nous devons traverser... 40 divisions seront nécessaires; la partie la plus difficile sera le renforcement continu du matériel et des approvisionnements... Il sera nécessaire de disposer d'une maîtrise aérienne totale, d'utiliser une artillerie puissante dans le détroit de Douvres et d'établir une protection assurée par des champs de mines...

La météo et la saison constituaient également des facteurs d'importance. « L'opération principale devrait donc être terminée pour le 15 septembre... S'il n'est pas certain que les préparatifs puissent être terminés début septembre, il faudrait examiner d'autres plans. »

Il reculait déjà par rapport à la position qu'il avait prise par la directive du 16 juillet. Dans cette dernière, il avait affirmé que les débarquements devaient être menés par surprise; il reconnaissait désormais ne pas pouvoir s'attendre à une surprise opérationnelle. Il avait d'abord demandé que les préparatifs fussent achevés pour la mi-août; il acceptait désormais le début du mois de septembre comme date de l'opération. La directive avait laissé entendre que l'invasion serait lancée si la Grande-Bretagne refusait un règlement. Mais il n'était désormais plus certain que cette invasion pût être tentée; d'autres plans étaient peut-être à envisager.

Il restait, cependant, déterminé sur un point. Quelles que fussent les difficultés, ajouta-t-il le 21 juillet, « il est nécessaire de clarifier la question de savoir si une opération directe pourrait mettre la Grande-Bretagne à genoux, et combien de temps cela demanderait... » Quelles que fussent les difficultés, les préparatifs devaient se poursuivre. On ne savait pas encore si une invasion pourrait être lancée cette même année; mais si elle pouvait être prête à temps, et si les conditions nécessaires pouvaient être rassemblées, elle le serait.

Raeder lui-même accepta cette position, pour un temps. Le 25 juillet, il dit à Hitler que tous les efforts étaient menés pour terminer les préparatifs début septembre ; il avait mis fin à son opposition radicale au plan. Mais il continuait d'insister sur toutes les difficultés. Une fois de plus, il décrivit les graves conséquences que l'opération aurait pour l'économie intérieure de l'Allemagne, et souligna la nécessité absolue d'établir à l'avance une supériorité aérienne. Il ne pouvait pas garantir qu'un nombre suffisant de navires pourrait être assemblé à temps dans la zone d'embarquement. Il continuait également de s'opposer aux demandes formulées par l'armée de terre. Le 29 juillet, cette dernière avait réduit ses prévisions — 25 à 40 divisions pour la première vague — à 13. Mais elle continuait d'insister pour que celles-ci fussent débarquées sur un large front, entre Ramsgate et la [baie de Lyme](#) ; et l'État-major naval continuait de considérer un front aussi large comme absolument impraticable.

Les difficultés à surmonter, que les débats acrimonieux séparant les deux services ne réduisaient en rien, augmentèrent encore à l'issue de nouvelles études, dont le résultat fut, le 31 juillet, que Raeder signala que les préparatifs ne pourraient pas être menés à bien à temps, et exhorta au report de l'opération pour 1941. Il considérait désormais que le 15 septembre était la première date possible pouvant être fixée pour le début de l'invasion ; et encore cette estimation s'appuyait-elle sur l'hypothèse qu'aucune circonstance imprévue ne survînt du fait de la météo ou d'actions ennemies. Au sujet des demandes de l'armée de terre, il souleva deux objections. L'armée voulait que le débarquement se déroulât aux premières lueurs de l'aube, après une traversée de nuit ; mais réaliser la traversée de nuit promettait d'être plus difficile pour la marine, et l'aube était le moment le plus dangereux pour pratiquer le débarquement. Les forces navales ennemies seraient en mesure d'atteindre l'embouchure du canal depuis des positions très éloignées, sans être repérées pendant la nuit, et se trouveraient ainsi en capacité d'attaquer le débarquement l'aube venue. Si, d'un autre

côté, on réalisait la traversée de jour, les reconnaissances aériennes seraient en mesure de localiser l'ennemi et on disposerait de temps pour annuler l'opération si nécessaire. L'autre point concernait la largeur du front. Si on souscrivait à la demande de l'armée de terre, aucune protection navale ou aérienne ne pourrait être apportée aux débarquements pratiqués à l'Ouest, aux abords de la baie de Lyme, en dépit de l'inconfortable proximité des bases navales de [Portsmouth](#) et de [Plymouth](#). Sur la base de ces arguments, Raeder demanda que les traversées fussent prévues de jour, et les débarquements limités au détroit de Douvres, jusqu'à [Eastbourne](#).

Ces demandes en amenaient une troisième. Si elles étaient acceptées, il était clair que l'opération deviendrait plus difficile du point de vue de l'armée de terre. « Mais la chose la plus importante, » déclara Raeder, « est de faire traverser l'armée de terre en premier lieu. » L'armée de terre et la marine devaient accepter ces faits, coopérer à l'élaboration du planning le plus soigné pour une opération limitée au pas de Calais, et entreprendre des préparatifs prolongés pour s'assurer de sa réussite. Sur ces bases, l'opération devait être retardée jusque mai 1941.

Hitler n'était pas prêt à accepter cette proposition en bloc. Il restait déterminé à trancher définitivement une question : l'invasion pouvait-elle être prête pour l'automne ? Après avoir au départ désigné la mi-août comme date de fin des préparatifs, accepté ensuite de la reporter à début septembre, il était désormais décidé à accepter le report supplémentaire que Raeder déclarait inévitable, mais pas à abandonner totalement l'idée de déclencher une invasion en 1940. Sa réponse à Raeder, le 31 juillet, fut qu'

une tentative doit être menée pour préparer l'opération avant le 15 septembre... La décision de mener l'opération en septembre ou de la reporter jusque mai 1941 sera prise une fois que l'armée de l'air aura lancé des attaques concentrées pendant une semaine sur le Sud de l'Angleterre. L'armée de l'air doit signaler immédiatement la date de début de ces attaques. Si ces attaques endommagent suffisamment l'aviation adverse, ses ports et sa flotte, l'opération « Lion de Mer » sera menée en 1940. Dans

le cas contraire, elle sera reportée à mai 1941.

Cette décision fut récapitulée dans une directive du 1^{er} août, l'armée de l'air ayant répondu à la question de Hitler. Les préparatifs devaient être achevés le 15 septembre. Huit ou quatorze jours après le début de l'offensive aérienne sur le Sud de l'Angleterre qui devait démarrer le 5 août, Hitler déciderait si « Lion de Mer » devait être lancée ou non en 1940. Si l'opération était reportée à 1941, les préparatifs se poursuivraient durant l'hiver, mais pas au point de dégrader l'économie intérieure allemande.

Par cette directive, Hitler s'opposa à une autre demande formulée par Raeder. « Malgré l'avertissement de la marine, » précisait-elle, « les préparatifs de l'attaque doivent être poursuivis sur un front large, tel qu'initialement prévu. » Cela déclencha une violente controverse entre l'armée de terre et la marine, et aboutit à un blocage entre les deux services. Le 13 août, Raeder demanda à Hitler d'arbitrer la décision sur ce sujet, « car sans cela, les préparatifs seront freinés. » Dans le même temps, il saisit l'occasion pour insister de nouveau sur l'idée que « Lion de Mer » ne devait être tentée « qu'en dernier recours, s'il n'est pas possible d'amener la Grande-Bretagne à demander la paix d'une autre manière. » Concernant le premier point, Hitler refusa de trancher la question avant d'avoir mené une conférence supplémentaire avec les autorités de l'armée de terre. Sur le second, il manifesta son accord à Raeder et ajouta que l'opération ne devait être tentée qu'en des circonstances propices à sa réussite. « Un échec de notre part rehausserait considérablement le prestige britannique. Nous devons attendre de connaître les effets que nos attaques aériennes intensives auront produits. »

De nouvelles conférences furent tenues entre Hitler, la marine et l'armée de terre au cours des deux journées qui suivirent. L'État-major naval comprenait « fort bien les raisons des demandes formulées par l'État-major général. Mais, tout comme l'État-major général se doit d'insister sur certaines demandes par lui considérées

comme essentielles à la réussite, l'État-major naval doit en faire autant pour ce qui concerne son propre rôle dans l'opération. » Le plan de l'armée de terre exigeait désormais un débarquement simultané en première vague de 10 divisions sur un front s'étendant entre Ramsgate et un point situé à l'Ouest de Brighton, ainsi qu'un second débarquement, simultané si possible, dans la baie de Lyme. L'État-major naval refusait de modifier son opinion : ces plans étaient inacceptables. On ne disposait pas de navires de transport en nombre suffisant, ni d'installations d'embarquement suffisantes dans les zones de départ, pour assurer une première vague de 10 divisions. Un front reliant Ramsgate à Brighton était bien trop large ; il n'était pas possible de réaliser des débarquements simultanés aux abords de Brighton à l'Ouest et entre Deal et Ramsgate à l'Est. Un débarquement supplémentaire en baie de Lyme était encore plus impraticable ; on n'avait pas les moyens de transport nécessaires, et même si on les avait eus, on n'aurait pas été en mesure de les protéger. Confrontés à ces faits, Hitler et l'armée de terre furent contraints d'accepter un compromis. Hitler décida le 15 août que le débarquement en baie de Lyme devait être abandonné, et qu'il fallait prendre des dispositions afin de ne pas exclure la possibilité d'une attaque sur un front resserré si cela devait être ordonné en dernière minute. Mais il insista également pour que, pour l'instant, un débarquement fût planifié aux abords de Brighton ainsi que dans le pas de Calais.

La controverse concernant le débarquement sur Brighton se poursuivit pendant 12 jours de plus. L'État-major naval voulait le considérer, s'il devait être accepté, comme une simple opération de diversion ; l'armée de terre était tout aussi déterminée à faire de Brighton l'une de ses principales zones de débarquement. En fin de compte, l'armée de terre l'emporta ; mais la décision finale ne fut prise que le 27 août. Ce jour-là, on conclut que des débarquements devraient être menés dans trois zones situées entre Folkestone et Beachy Head, ainsi que dans une quatrième zone, avec quatre divisions, entre Brighton et Selsey Bill.

Malgré ces difficultés de planification, pendant tout le mois d'août, Hitler ne s'écarta jamais de la position qu'il avait adoptée à la mi-juillet. Bien qu'à la fin juillet, les difficultés l'aient contraint à accepter deux reports — de mi-août à début septembre, puis de début septembre à mi-septembre — il insista pour que tous les préparatifs fussent poursuivis, et s'en tint à l'intention de déclencher une invasion en septembre si les conditions qu'il jugeait nécessaires pouvaient être réunies.

On avait toujours considéré la supériorité aérienne comme la principale de ces conditions ; à la fin août, il sembla qu'on allait l'obtenir. Car l'armée de l'air allemande indiquait que la situation aérienne devenait favorable, malgré les perturbations météorologiques sur ses opérations, et espérait des résultats décisifs dans les quinze jours. Aussi, le plan d'invasion fut mis en branle à partir du 1^{er} septembre. Le mouvement de navires allemands des ports de la mer du Nord vers la zone d'embarquement commença ce jour-là. Le calendrier de l'opération fut arrêté le 3 septembre : le 20 septembre — un autre retard — fut choisi comme première date possible pour la traversée ; le 21 septembre pour les débarquements ; le 11 septembre pour la diffusion des ordres opérationnels ; J-3, à midi, pour les ordres définitifs. Il restait possible d'annuler l'ensemble de l'opération, car tout dépendait encore de la bataille aérienne qui faisait déjà rage depuis six semaines. Mais pour ce qui est des décisions anticipées, l'invasion de l'Angleterre était sur le point de débiter.

III

Il restait moins de deux mois avant qu'une invasion en 1940 ne fût définitivement exclue par les conditions météorologiques et maritimes ; moins d'un mois avant la fin de la période où, pour ces raisons, il serait encore opportun de tenter l'opération. À supposer même qu'elles eussent été surmontables, le temps manquait pour venir à bout des difficultés qui subsistaient. Celles-ci étaient de deux

ordres : les unes inhérentes au lancement de toute vaste opération maritime, les autres créées par les contre-mesures britanniques ou nées de la réelle solidité de la position britannique.

Il fallait déplacer des navires en grand nombre jusqu'à la zone d'embarquement ; et le mauvais temps ajouta aux difficultés. Le 6 septembre, le mouvement des barges de débarquement avait déjà pris du retard ; on n'avait pas pu réaliser le déminage en raison du mauvais temps et des interventions d'avions britanniques. Le 10 septembre, il était encore vrai que le temps, « pour cette période de l'année totalement anormal et instable, perturbe fortement les mouvements de transport et les opérations de déminage. »

Les problèmes météo et logistiques n'étaient ni les seuls, ni les principaux facteurs de la situation. La *Royal Air Force* refusa à l'ennemi ce degré de supériorité aérienne sans lequel l'invasion — qui était encore très loin d'être déclenchée — ne pouvait même pas être préparée dans des conditions acceptables.

L'État-major naval écrivit le 10 septembre qu'

il est d'une importance décisive pour l'évaluation de la situation, de ne pas affirmer avoir détruit les forces aériennes ennemies dans le Sud de l'Angleterre et au-dessus de la Manche. . . La *Luftwaffe* est parvenue à sensiblement affaiblir les défenses de chasse ennemies. . . En revanche, bombardiers britanniques et unités de mouillage de mines de la *Royal Air Force* conservent leur pleine puissance opérationnelle. . . Les activités des forces britanniques ont sans aucun doute constitué une réussite, même si à ce stade, aucune gêne décisive n'a été causée aux mouvements de navires de transport allemands. . . La condition préalable que l'état-major de la marine avait désignée comme la plus importante pour l'opération n'est pas encore remplie : une claire supériorité aérienne sur la Manche et l'extinction de toutes les possibilités d'action aérienne ennemie dans les zones de rassemblement.

Le 21 septembre, défini comme le premier jour J possible, pouvait encore pour le moment être garanti ; mais il était « menacé par de nouvelles difficultés et blocages résultant des conditions météo et des actions ennemies. »

Un nouveau problème se faisait jour dans cette bataille aérienne encore incertaine, commencée dès la mi-juillet. Jusqu'à la mi-août, l'objectif de l'armée de l'air allemande avait été d'attaquer les navires britanniques, les ports et aérodromes de la côte Sud britannique, dans le cadre de l'opération « Lion de Mer. » Durant la seconde moitié du mois d'août, on avait modifié le plan, en partie par déception devant l'absence de résultats décisifs, en partie parce qu'il était impératif de prendre une décision rapidement, en partie en raison de désunion et de rivalités entre les trois armées allemandes. Göring s'attacha à forcer la bataille aérienne au-dessus de Londres dans l'espoir que le bombardement continu de la capitale amènerait le gouvernement britannique à demander la paix. Le 10 septembre, alors que ce nouveau projet échouait à l'instar du précédent, les effets de ce changement de stratégie en pleine action devenaient marqués. « Il serait, » poursuivait le memorandum de ce jour, « plus cohérent avec les préparatifs planifiés pour "Lion de Mer" que la *Luftwaffe* se concentre à présent moins sur Londres et davantage sur Portsmouth et Douvres, et sur les forces navales situées dans ou aux abords de la zone d'opérations. » Deux jours plus tard, la marine se fit plus explicite. « La guerre aérienne, » déclara un nouveau memorandum du 12 septembre², « est actuellement menée comme "une guerre aérienne absolue" hors du cadre de l'opération "Lion de Mer". . . En particulier, il n'est pas possible de déceler le moindre effort de la part de la *Luftwaffe* pour attaquer les unités de la flotte britannique, qui sont actuellement en mesure d'opérer quasiment sans entrave dans la Manche. . . Aussi, jusqu'à présent, la guerre aérienne intensifiée n'a pas contribué à faire progresser l'opération de débarquement ; si bien que pour des raisons opérationnelles, l'exécution du débarquement ne peut pas être envisagée pour le moment. »

Mais Hitler avait partagé les espoirs de Göring et approuvé son

2. On trouvera ce document dans W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), pp. 289-290.

changement d'objectif, et l'État-major naval était partagé entre ces espoirs et son devoir vis-à-vis du volet opérationnel de « Lion de Mer. » Aussi — son mémorandum du 10 septembre se concluait ainsi — il ne « jugeait pas opportun d'approcher la *Luftwaffe* ou le Führer avec ce type de demande (de changement de plan aérien), parce que le Führer considère une attaque à grande échelle contre Londres comme potentiellement décisive, et parce qu'un bombardement systématique de Londres pourrait produire chez l'ennemi une disposition qui rendra "Lion de Mer" superflu. » Le 14 septembre, Raeder souscrivait personnellement à cette opinion. L'un de ses principaux points fut que « les attaques aériennes contre l'Angleterre, et en particulier contre Londres... devraient être intensifiées sans égard à "Lion de Mer." Les attaques peuvent produire un résultat décisif. »

La transmission des ordres opérationnels définitifs de « Lion de Mer » avait à ce moment déjà trois jours de retard ; il était impératif de faire une communication aux commandements sans attendre l'issue de la bataille aérienne. Il était en outre clair qu'au vu de la situation aérienne, un autre report de courte durée, voire une annulation de l'opération, était inévitable. Hitler avait hésité entre ces deux alternatives ; le 14 septembre, il trancha. Il reconnaissait que l'invasion n'était pas encore réalisable, et qu'il fallait accepter un délai ; mais il résistait à la tentation d'annuler totalement l'opération. « Ce serait une erreur, après tout, d'annuler "Lion de Mer." » Il espérait encore que « si la pression du débarquement imminent s'ajoutait à de nouvelles attaques aériennes, l'effet total pourrait après tout être très fort. Aucune attaque n'est en soi décisive, mais l'effet *total* produit l'est. » Le fait était, par ailleurs, que si l'invasion était annulée, le moral britannique remonterait et les attaques aériennes allemandes deviendraient plus facile à supporter.

Raeder était d'accord avec ces arguments, mais plus enclin que Hitler à annuler l'opération. « "Lion de Mer" ne doit pas être abandonné pour le moment, pour les raisons données par le Führer » ; mais le mieux était désormais de la reporter le plus longtemps pos-

sible. Il demanda donc que des dates favorables en octobre fussent adoptées, le 8 ou le 24 octobre. Hitler ne voulut pas reculer aussi vite ou aussi loin. Il établit le 27 septembre comme nouveau jour J ; il choisit d'attendre jusqu'au 17 septembre avant de décider si l'invasion devrait être déclenchée à cette nouvelle date.

Le commandement aérien avait désormais augmenté ses bombardements sur les zones d'embarquement ; les navires de la *Royal Navy* avaient intensifié leur bombardement des ports d'invasion. Quatre-vingts barges d'invasion avaient été coulées le 13 septembre à Ostende ; d'autres pertes importantes avaient été infligées le 15 septembre, principalement à Anvers. Dans la bataille aérienne au dessus de Londres, l'effort le plus concentré jamais réalisé par l'armée de l'air allemande fut mis en défaut le 15 septembre, ce jour qui fut, selon les mots de M. Churchill, « le point crucial de la Bataille de Grande-Bretagne³ ». Göring avait échoué dans le ciel de Londres ; la Grande-Bretagne poursuivait le combat ; une invasion directe allait finalement s'avérer nécessaire.

Mais une invasion était-elle possible ? Où était la suprématie aérienne ? La récente destruction de navires de transport par les navires et avions britanniques n'avait-elle pas démontré que la suprématie était indispensable, et restait pourtant aussi insaisissable que jamais ? Le 17 septembre, Hitler décida non pas d'annuler « Lion de Mer, » mais de la reporter de nouveau. Le 19 septembre, le déploiement des navires et barges de transport au sein de la zone d'embarquement, dans le mesure où il n'était pas encore achevé, fut arrêté ; les navires déjà sur zone reçurent pour instruction de quitter la zone, afin de réduire les lourdes pertes infligées par les attaques britanniques⁴ Mais jusqu'au 12 octobre, l'ensemble de l'opération demeura à un niveau de préparation de 8 à 10 jours.

3. W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), pp. 293 et 297.

4. Le 21 septembre, 214 (12,6 %) des 1697 barges de transport et 21 (12,5 %) des navires de transport avaient été détruits ou endommagés, selon les chiffres allemands.

Ce jour-là, une directive annonça que Hitler avait décidé que les préparations pour « Lion de Mer » devaient continuer durant l'hiver, mais uniquement avec pour objectif de maintenir la pression militaire et politique sur la Grande-Bretagne. « Les Britanniques doivent continuer de penser que nous nous préparons à les attaquer sur un large front. Dans le même temps, notre économie de guerre doit être soulagée de certaines des fortes pressions imposées par les préparatifs à l'invasion. » Si l'opération devait être envisagée de nouveau au printemps ou au début de l'été 1941, de nouveaux ordres seraient émis.

IV

À présent que nous avons vu les phases principales du plan d'opération « Lion de Mer, » il faut tenter de définir l'attitude de Hitler envers cette entreprise ; et deux choses, en particulier, demandent à être expliquées. Il s'agit, premièrement, de sa réticence initiale à adopter le plan, et deuxièmement, la nature précise de sa conception du plan lorsqu'il le valida.

Il semble évident que sa réticence originelle à accepter le projet d'invasion découlait pour partie de l'idée que l'opération allait s'avérer, sinon impossible, au moins très difficile à mettre en œuvre ; et accessoirement, il est probable que ces difficultés ne seraient pas apparues moins importantes, ni que la vision qu'il en avait aurait été différente, si la flotte allemande n'avait subi aucune perte durant la campagne de Norvège et si un grand nombre de ses petits navires n'avaient pas été immobilisés en Norvège. Ce ne fut que le 2 juillet qu'il décida qu'« un débarquement en Angleterre est possible, pourvu que la supériorité aérienne puisse être obtenue. . . » ; son sens des difficultés impliquées survécut à la décision des 15 et 16 juillet, et ne fut absolument pas diminué par celle-ci. Une semaine plus tard, le 21 juillet, il restait bien conscient du fait que l'invasion allait constituer « une entreprise exceptionnelle-

ment osée, » et « pas une simple traversée de rivière. » Pourtant, le 16 juillet, il avait surmonté sa défiance vis-à-vis du projet, sans perdre conscience des difficultés, au point de publier sa directive ; et cela suggère que son sens des difficultés n'avait pas été la seule raison de ses hésitations initiales. Une autre cause dut expliquer ces réticences ; et un autre facteur dut clairement le contraindre à surpasser sa défiance vis-à-vis de cette entreprise.

La seconde raison de ses réticences à ordonner l'invasion fut, on ne saurait en douter, l'espoir que la Grande-Bretagne allait demander la paix une fois la France vaincue, et qu'une invasion s'en trouverait superflue. S'il n'existait pas d'autres preuves de cela, les premiers mots de la directive du 16 juillet suffiraient à montrer que ce ne fut qu'une fois cet espoir évanoui qu'il se résolut à accepter le projet d'invasion. « Comme l'Angleterre, » disait la directive, « malgré le caractère désespéré de sa situation militaire, s'est jusqu'ici montrée rétive à tout compromis, j'ai donc décidé de préparer l'invasion de l'Angleterre, et si nécessaire de la mener à bien... »

Mais d'autres éléments s'ajoutent à celui-ci ; car, de même que les difficultés du projet et la méfiance qu'elles lui inspiraient survécurent à la directive du 16 juillet, il en alla ainsi de son désir de parvenir à un accord avec la Grande-Bretagne. La directive affirmait que l'invasion serait déclenchée si nécessaire, si la Grande-Bretagne continuait de refuser tout compromis à la dernière minute ; et durant quelques jours encore, il s'accrocha à l'espoir déclinant qu'elle finirait par changer d'avis. Le 19 juillet, il lança, enfin, un dernier appel ; il avait par le passé espéré que la Grande-Bretagne n'aurait pas besoin qu'on l'y poussât. « À cette heure, » déclara-t-il au cours d'un discours au Reichstag, « j'estime qu'il est de mon devoir, face à ma conscience, d'en appeler une fois de plus à la raison et au sens commun de la Grande-Bretagne... Je ne vois aucune raison de poursuivre cette guerre... » Le discours fut suivi de démarches diplomatiques auprès de la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de

la Suède, des États-Unis et du Vatican⁵. Il ne fait aucun doute que Hitler tenait au résultat et que sa démarche était sincère. « Une fin rapide de la guerre, » dit-il à Raeder le 21 juillet, « est dans l'intérêt du peuple allemand. »

Certains détails ont déjà été donnés au sujet des étapes qui avaient vu croître cet espoir, et l'on peut ici en apporter d'autres. Avant la guerre, il ne s'était fait aucune illusion. Le 23 mai 1939, bien qu'il pensât qu'il restât possible d'assurer la « capitulation immédiate » de la Grande-Bretagne en détruisant sa flotte, bien qu'il envisageât quelque « coup décisif final » de cet ordre, il reconnut qu'« il serait criminel pour un gouvernement de s'appuyer entièrement sur l'élément de surprise » ; il insista sur l'idée que « les préparatifs doivent être menés en vue d'une guerre prolongée » ; il assura à son auditoire que « le conflit contre la Grande-Bretagne serait une lutte à mort. » « L'idée selon laquelle nous pouvons nous en tirer à bon compte, » poursuivit-il, « est dangereuse ; une telle possibilité n'existe pas... Le gouvernement doit être prêt à une guerre d'une durée de 10 à 15 ans⁶. » Mais la conclusion du Pacte avec la Russie, comme nous l'avons déjà noté, modifia ces idées : le discours du 22 août 1939⁷ n'insistait aucunement sur la difficulté ou la durée de la guerre, mais uniquement sur son idée que la guerre serait courte. Le Pacte encouragea l'espoir que la France et la Grande-Bretagne accepteraient un *fait accompli* après la défaite de la Pologne ; sa stratégie pour la campagne polonaise fut fondée sur cet espoir ; et s'il fut vite abandonné, il fut remplacé sur-le-champ par la conviction que la Grande-Bretagne céderait une fois la France vaincue. Ce point est très clairement révélé dans le mémorandum du 9 octobre⁸ et dans le discours du 23 novembre

5. Voir Maxime Mourin, *Les Tentatives de Paix, 1939-45*, pp. 86-88 et W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), pp. 229-232.

6. *N.D.*, 79-L

7. *N.D.*, 798-PS et 1074-PS.

8. *N.D.*, 52-L.

1939⁹, au cours duquel il déclara que l'attaque contre la France « signifie la fin de la guerre mondiale, pas une simple action. » ; et il existe d'autres éléments, certes moins directs, dans certaines des remarques qu'il fit à Göring, Ribbentrop et Raeder.

Parfois, comme le 22 novembre 1939, au lieu de dire qu'il allait concentrer la guerre contre la Grande-Bretagne après la défaite de la France, il affirma à Raeder qu'il faudrait alors décider « *si*¹⁰ la guerre navale devra être intensifiée. » Le 26 janvier 1940, après avoir précédemment exprimé l'espoir que l'Italie pourrait rallier l'Allemagne une fois la France vaincue, il estimait que, « comme l'Italie n'entrera en guerre qu'en cas de grande réussite de l'Allemagne, l'Allemagne n'a guère à gagner de la participation de l'Italie... » Une remarque prononcée par Göring¹¹, lors d'une conférence du 30 janvier 1940, apporte une nouvelle confirmation que Hitler continuait de s'attendre à une victoire décisive à l'Ouest après qu'il eut été contraint de reporter l'attaque et d'ajouter l'invasion de la Norvège à ses plans. « Le Führer, » dit Göring en cette occasion, « est fermement convaincu qu'il emportera la décision en 1940... et a donc décidé d'utiliser nos réserves de matières premières sans égard à l'avenir... » Une entrée du journal personnel de Jodl en date du 20 mai 1940¹² est également révélatrice à ce sujet. « Le Führer, » écrivit-il, « est empli de joie... Les Britanniques peuvent obtenir une paix séparée à tout moment, après restitution des colonies. Un mémorandum spécial contenant les mots empreints d'émotion du Führer au moment où il reçut le rapport de la prise d'Abbeville est classé dans les archives. » Une déclaration de Ribbentrop raconte la même histoire. Il affirma¹³ que juste après l'évacuation de Dunkerque, il « se demanda si nous ne pourrions pas parvenir à une paix rapide. » « Le Führer, » poursuivit-il, « est lui-même enthousiaste ».

9. *N.D.*, 789-PS.

10. Texte mis en italique par l'auteur.

11. *N.D.*, 606-EC.

12. *N.D.*, 1809-PS.

13. *N.D. (C. et A.)*, Supplément B, p. 1179 ; *Proceedings*, Partie 10, p. 194.

siasmé par l'idée, » et décrivit la base d'une proposition qu'il ferait à la Grande-Bretagne. « Elle ne contiendra que quelques points, et le premier point est que rien ne doit être fait entre l'Angleterre et l'Allemagne qui puisse en aucune manière entamer le prestige de la Grande-Bretagne. Deuxièmement, la Grande-Bretagne doit nous rendre une ou deux de nos anciennes colonies. C'est la seule chose que nous voulons. . . »

Il faut reconnaître que Hitler fit parfois à Raeder des remarques qui ne cadrent pas avec cet argument. le 21 mai 1940 encore, il affirma à Raeder qu'« il vaudrait mieux supposer que la guerre va durer quelque temps et donc d'organiser un programme à long terme pour l'entraînement et la construction des U-boots. » ; le 4 juin encore, il professait toujours l'intention de réduire les effectifs de l'armée de terre une fois la France vaincue, et de concentrer les moyens sur le programme de la marine et de l'armée de l'air pour la guerre contre la Grande-Bretagne. Mais il ne fut pas toujours honnête avec Raeder ; sur ces sujets en particulier, il tenait toujours à le rassurer. Les éléments ultérieurs, qui plus est, sont si solides, constitués par son appel de dernière minute à la Grande-Bretagne et par des démarches diplomatiques, que l'on ne peut douter que ses espoirs et ses attentes concernaient la reddition de la Grande-Bretagne après la défaite de la France.

S'il refusa d'envisager un projet d'invasion jusqu'au 2 juillet, s'il sembla se satisfaire de mesures excluant une attaque directe, si — après le 2 juillet encore — il hésita à ordonner l'invasion jusqu'au 15-16 juillet, ce ne fut pas qu'il se satisfît, comme Raeder, de vaincre la Grande-Bretagne « en la coupant simplement de ses importations. » Ce fut parce qu'il espérait que la Grande-Bretagne demanderait un règlement et le dispenserait de lancer une opération qui lui inspirait dans tous les cas de la défiance. Ce n'était pas qu'il fût prêt à accepter une guerre prolongée contre la Grande-Bretagne ; c'était qu'il était déterminé à ce qu'elle fût courte.

Mais si son espoir d'un règlement rapide avec la Grande-Bretagne fut la principale raison de ses réticences au plan d'invasion au dé-

part, ce fut également la seule chose qui l'amena en fin de compte à surmonter sa défiance. Alors que la détermination britannique à poursuivre le combat — annoncée et encouragée par M. Churchill — se faisait de plus en plus évidente, alors qu'il considérait les difficultés d'une invasion, le désir de Hitler d'un règlement rapide crut à mesure du déclin de son espoir à cet égard. Ce processus le conduisit d'abord, le 16 juillet, à déclarer que Lion de Mer serait déclenchée si la Grande-Bretagne ne cédait pas ; puis, le 19 juillet, à faire son offre de paix. Enfin, lorsque celle-ci fut rejetée par le gouvernement et la presse britanniques — rejet officiellement confirmé le 22 juillet par le secrétaire au *Foreign Office* —, il dut accepter qu'une invasion directe était désormais la seule façon d'éviter une guerre prolongée à l'Ouest. Ce ne fut qu'alors qu'il surmonta sa défiance envers le projet d'invasion et son appréhension restée entière vis-à-vis des difficultés impliquées par un tel projet.

Sa défiance, pour autant, ne disparut jamais, et peut-être en conséquence directe de cela, il n'abandonna jamais totalement son espoir d'un effondrement britannique ; et ce sont ces deux facteurs qui expliquent son attitude envers « Lion de Mer » une fois qu'il l'adopta. La directive du 16 juillet n'était pas sans réserves. Elle déclarait que « Lion de Mer » serait déclenché si la Grande-Bretagne refusait un règlement : « J'ai donc décidé d'entamer les préparatifs d'une invasion de l'Angleterre et, si nécessaire, de la déclencher. » Mais elle annonçait également que « si nécessaire, l'île sera occupée » ; et derrière cette seconde réserve se trouvait l'idée que, bien que la Grande-Bretagne refusât tout compromis avant le déclenchement d'une invasion, elle était néanmoins si proche de s'effondrer que la seule menace d'une tentative sérieuse de débarquement sur ses côtes pourrait lui apporter le *coup de grâce*¹⁴. Dans un mémorandum du 30 juin 1940¹⁵, Jodl avait affirmé qu'une attaque directe contre la Grande-Bretagne ne devait être envisagée que s'il

14. En français dans le texte, NdT.

15. *N.D.*, 1776-PS.

était possible de calculer avec confiance qu'elle aurait cet effet, et il ne fait aucun doute que c'est sur la base de ce calcul, mais la confiance en moins, que Hitler finit par adopter le plan « Lion de Mer. » Dans sa directive, il est vrai qu'il menaçait d'aller plus loin, mais dans son esprit, « Lion de Mer » ne fut jamais plus qu'un bluff colossal. Toute action moins radicale, malgré son manque d'assurance, était écartée par son désir de mettre fin à la guerre contre la Grande-Bretagne. Toute solution plus radicale était impossible ; et, lui qui n'oubliait jamais les difficultés, le savait fort bien.

Voilà l'explication de sa gestion de l'opération, et particulièrement de son volet aérien : il était constamment à la recherche des circonstances qui permettraient, au travers d'une invasion symbolique, de porter le *coup de grâce*. C'est également ce qu'il voulait dire lorsqu'il désignait le plan « Lion de Mer » comme « uniquement un dernier recours, » ce qu'il fit souvent. Lui-même comme Raeder utilisaient cette expression pour décrire leur attitude envers « Lion de Mer » ; et il n'est pas difficile de comprendre qu'ils l'utilisaient de deux manières distinctes. Raeder entendait par là, comme il le dit le 11 juillet, que « la Grande-Bretagne pouvant être amenée à demander la paix par le seul étranglement de ses importations, » l'invasion directe ne serait jamais nécessaire : son « dernier recours » était de ceux qui ne se présentent jamais. Hitler, quant à lui, entendait, dans les deux semaines qui suivirent la directive du 16 juillet, que la Grande-Bretagne pouvant encore céder, la tentative d'invasion pourrait s'avérer inutile ; puis, lorsque cette phase fut dépassée, que la tentative ne serait lancée que si la défaite de la Grande-Bretagne apparaissait clairement.

C'est en raison de cette attitude vis-à-vis du plan d'invasion que, du début de la seconde phase au report final de « Lion de Mer » le 12 octobre, le comportement de Hitler fut un curieux mélange d'obstination et d'indécision. D'un côté, après le rejet de son offre de paix, il semblait essentiel d'éprouver la détermination britannique à résister, de voir si la menace d'invasion pourrait amener la Grande-Bretagne à céder, de découvrir si elle pouvait être affai-

blie au point de lui porter le *coup de grâce*, de disposer d'un projet d'invasion si bien préparé qu'il pût être déclenché si les conditions favorables se présentaient. C'est ce qu'il voulait dire le 21 juillet, lorsqu'il affirma que « nous devons trancher la question de savoir si une opération directe pourrait mettre la Grande-Bretagne à genoux, et combien de temps cela prendrait. » Si grand était son désir d'une guerre courte, si claire était sa perception que « Lion de Mer » serait encore plus difficile en 1941, et encore moins propre à contraindre la Grande-Bretagne à capituler, qu'il s'accrocha au plan d'invasion de 1940 en dépit de tous les retards. Et cette suite de retards témoigne non de son irrésolution — car ces retards étaient inévitables — mais de son obstination, de la force de son désir d'amener la guerre contre la Grande-Bretagne à une fin rapide.

D'un autre côté, il n'eut jamais l'assurance que « Lion de Mer, » même s'il le lançait conformément à ses conditions de « dernier recours, » aurait les effets qu'il espérait ; et il était convaincu de ne pas pouvoir le déclencher si ces conditions n'étaient pas réunies. Il n'avait pas le cœur à ce plan. Le 21 juillet, il reconnut que, « s'il n'est pas certain que les préparatifs puissent être terminés début septembre, il faudra examiner d'autres plans » ; le 31 juillet, que si l'armée de l'air ne réussissait pas totalement en deux semaines, à écraser la résistance britannique, l'opération devrait être reportée à 1941. Le 13 août, il convint avec Raeder que « Lion de Mer » ne devait être tentée qu'avec la certitude de sa réussite ; et lorsque, le 3 septembre, le calendrier opérationnel fut arrêté, la bataille aérienne n'avait pas été tranchée et l'opération resta susceptible d'être annulée. À ce moment-là, il s'était rangé à l'espoir de Göring que les bombardements de Londres pourraient suffire à contraindre le gouvernement britannique à demander la paix. À ce moment-là encore, et peut-être depuis la mi-août, sa principale raison de maintenir « Lion de Mer » en état d'alerte n'était pas l'intention de le déclencher ; c'était l'idée que, « si la pression d'un débarquement imminent était ajoutée à de nouvelles attaques aériennes, l'effet total serait après tout très puissant. » Il continuait d'espérer que

la Grande-Bretagne pouvait encore céder.

Ainsi, la survie de l'espoir que les Britanniques accepteraient un règlement contribua à son obstination à s'accrocher au plan malgré toutes les difficultés. Mais son obstination était vaine, et n'avait pour effet que de faire croître les difficultés pour la suite. Car si l'on ne peut pas affirmer qu'il eut tort d'adopter ce plan et d'insister si longtemps pour le maintenir, s'il eut raison de le pousser dans tous ses retranchements avant de l'abandonner, il eut tort de se concentrer sur lui, comme il le fit, à l'exclusion absolue de tout autre projet. Avec le report de « Lion de Mer, » empêché de lancer son attaque frontale contre les positions britanniques, plus désireux que jamais d'une victoire rapide, il fut contraint d'examiner de nouvelles possibilités qu'il n'avait pas prévues, et dont la planification était inexistante ou insuffisante.

Chapitre 5

Septembre à décembre 1940 : les mois décisifs

I

C'est à partir d'ici que Hitler se mit à payer ses erreurs passées. Il était entré en guerre avec des U-boots en nombre insuffisant, et avec une flotte trop réduite. Il était entré en guerre sans plan militaire hormis celui de l'invasion de la Pologne ; il s'était battu durant dix mois sans développer sa vision au-delà de la défaite de la France. Ses carences à cet égard étaient restées masquées par ses succès sur les théâtres polonais, norvégien et français, et par les espoirs successifs suscités par ces campagnes — l'espoir que France et Grande-Bretagne n'interviendraient pas militairement, puis qu'elles accepteraient comme *fait accompli* le débordement de la Pologne, et enfin celui que la Grande-Bretagne parviendrait à un règlement une fois la France vaincue. Aucun de ces espoirs ne s'était matérialisé ; et lorsque le dernier d'entre eux se fût évanoui, et lorsque « Lion de Mer » se fût avéré inapplicable à son tour, l'évidence éclata : la nouvelle situation n'était guère propice aux

espoirs d'une victoire rapide. Il restait désireux, plus désireux que jamais, d'obtenir un règlement rapide avec la Grande-Bretagne. Mais mêlée à cette anxiété, et constituant un facteur qui l'empirait, apparaissait la crainte d'être incapable soit d'infliger une défaite rapide à la Grande-Bretagne, soit d'exercer une pression suffisante pour l'amener à accepter ses conditions en un temps fini.

Au vu de ces circonstances, il était hors de question — et le tempérament de Hitler l'excluait — de ne rien faire, une politique évidente qui aurait consisté à abandonner l'objectif d'une issue rapide de la guerre et de se concentrer sur la Bataille de l'Atlantique, et en particulier sur la construction d'U-boots. La logique de Raeder était pécuniaire d'une logique imparable, selon laquelle la Grande-Bretagne pouvait être vaincue « en la coupant simplement de ses importations » : un siège total de ces îles allait rapidement détruire leur capacité de résistance.

La campagne d'U-boots, négligée — fût-ce pour de bonnes raisons — jusqu'à la défaite de la France, continua de l'être de juillet à la mi-septembre, à la suite de la décision de tenter l'invasion de l'Angleterre. Il est vrai que, le 31 juillet 1940, concrétisant les nombreuses promesses qu'il avait formulées sur ce sujet avant la chute de la France, Hitler finit par approuver une accélération du programme de construction d'U-boots. Mais il décida également de tenter « Lion de Mer, » malgré sa défiance envers ce projet, parce qu'il estimait qu'aucune mesure moindre n'aurait eu d'effet ; et alors que les préparatifs de « Lion de Mer » étaient lancés, cette concession fut perçue comme dérisoire : l'inutilité des priorités de pure forme se fit jour. Le 15 août, Raeder dut se plaindre : la main-d'œuvre promise pour l'accélération du programme de construction d'U-boots n'avait pas été fournie, « malgré tous les efforts du ministère du Travail. » Il fut contraint d'exiger que le nouveau programme de sous-marins reçût la priorité sur tous les autres projets prioritaires. Mais ses arguments ne portèrent pas.

Hitler « comprenait ces demandes » ; il donna les ordres nécessaires ; mais ceux-ci n'eurent guère d'effet tant que « Lion de Mer »

resta en préparation ; et lorsque « Lion de Mer » fut reporté, il apparut que les déclarations de sympathie de Hitler ne valaient pas grand-chose, et que les autres acteurs d'Allemagne étaient encore moins coopératifs. Le 26 septembre, Raeder apprit de la part de Hitler que Göring affirmait « pouvoir substituer l'aviation aux U-boots » dans l'intérêt de la guerre contre le commerce britannique. Si Hitler fit de nouveau montre de sympathie envers Raeder, reconnaissant que « l'aviation dépend de la météo... », que les sous-marins sont l'arme la plus efficace contre le trafic ennemi, que les ports peuvent être détruits par l'aviation, que... c'est l'effort combiné qui est décisif, » il échoua à régler les différends entre les deux armes, et ne fit rien pour résoudre le problème des priorités contradictoires. Le 14 novembre, deux mois après que « Lion de Mer » fut arrêté, la construction d'U-boots restait en retard sur le calendrier. Elle avait été perturbée, selon Raeder, « par le fait que les projets jouissant d'une priorité spéciale sont trop nombreux. »

Ce n'est pas le manque de succès qui fit que la campagne sous-marine, même après le report de « Lion de Mer, » ne reçut pas de Hitler le soutien qu'elle méritait. Malgré la série d'obstructions et de retards qui perturbaient le nouveau programme de construction, les U-boots de Raeder avaient accumulé des réussites remarquables au cours des quatorze premiers mois de guerre, particulièrement depuis la chute de la France, et ce en dépit du nombre réduit de sous-marins opérationnels. Les U-boots, indiquait-il constamment, « s'avèrent très rentables... Les résultats sont considérables... L'ennemi souligne sans arrêt le fait qu'il considère l'impitoyable campagne d'U-boots comme le plus grand péril pesant sur la Grande-Bretagne... » Ces affirmations n'avaient rien d'exagéré ; les U-boots constituaient la plus importante des préoccupations du gouvernement britannique. Les pertes britanniques étaient alarmantes : 164 navires marchands avaient été coulés par les seuls U-boots au cours des six premiers mois de guerre ; 211 en quatre mois, entre juin et septembre 1940 ; 63 autres en octobre 1940. Durant les quatorze premiers mois de guerre, c'étaient 471 navires bri-

tanniques et neutres qui avaient été détruits par les U-boots. Ces nombres constituaient une réussite magnifique à un moment où l'on ne comptait jamais davantage de sept ou huit U-boots en mer. C'étaient les faiblesses du système défensif britannique qui les rendaient si élevés. Ces défenses allaient s'améliorer avec le temps ; en 1942, à l'apogée de la Bataille de l'Atlantique, chaque U-boot — appartenant à un parc nettement plus fourni — coula un tonnage dix fois moindre que les quelques sous-marins disponibles au moment du début de la guerre ou mis à l'eau avant le printemps 1941. Mais les défenses britanniques, même en 1941, ne s'améliorèrent que lentement ; il aurait été possible d'infliger des dégâts graves voire décisifs aux navires britanniques si Hitler s'était concentré sur la Bataille de l'Atlantique dès l'abandon de « Lion de Mer. »

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi il ne voulut pas prendre cette voie. Un facteur est que le temps de construction des U-boots était élevé, et plus élevé encore leur temps de préparation au combat. Un autre résidait dans le faible nombre de sous-marins dont l'Allemagne était dotée au début de la guerre. Troisièmement, sa négligence vis-à-vis de la construction d'U-boots durant la première année fit qu'on n'en disposait pas en assez grand nombre, et ce nombre ne pouvait pas croître assez rapidement pour présenter l'effet rapide et décisif que Hitler, frustré dans sa tentative de débarquement, était plus que jamais impatient d'obtenir. Même au cours de cette période où la faiblesse britannique était la plus grande, et où les opportunités en mer étaient les plus élevées pour l'Allemagne, la concentration maximale de la campagne d'U-boots n'aurait pas suffi à arrêter le flux des importations britanniques en un temps réduit ; au mieux, la situation serait longtemps encore restée en suspens et l'issue ne se serait pas dessinée avant 1941. Les réussites obtenues par Hitler dans la guerre terrestre n'avaient pas suffi à ramener la Grande-Bretagne « à la raison. » Ses menaces d'invasion non plus. Il s'était révélé incapable de convertir ces menaces en actions. Et désormais, la campagne d'U-boots lui apparaissait comme un substitut inapproprié, pour vaincre la Grande-Bretagne

ou la contraindre au compromis dans les délais qu'il souhaitait. Et s'il voulait y parvenir, il lui fallait chercher autre chose. À partir de septembre 1940, la campagne d'U-boots fut négligée, comme elle l'avait été durant la première année de guerre, parce que Hitler restait accroché à l'idée d'une victoire rapide — ou d'un règlement accéléré — à l'Ouest.

II

Son intérêt envers une attaque contre la Russie contribua également à lui faire adopter cette attitude. Puisqu'il avait de longue date envisagé une telle attaque au moment opportun, l'espoir que la Grande-Bretagne s'effondrerait lorsque la France serait vaincue avait temporairement encouragé l'idée qu'il pourrait, dans un avenir proche, se tourner vers la Russie. Lorsque la Grande-Bretagne refusa de céder, et qu'il apparut qu'il faudrait déclencher « Lion de Mer, » son intérêt envers la Russie était resté vif, à titre préventif. Et lorsque « Lion de Mer, » à instar de l'espoir passé d'une reddition britannique, fut abandonné, la possibilité d'une campagne à l'Est, mise au premier plan par les circonstances précédentes, continua de l'habiter pour d'autres raisons.

Bien qu'il apprêtiât ses avantages tactiques, Hitler n'avait jamais aimé le Pacte avec la Russie, pas plus qu'il n'avait aimé l'exploitation calculée de ses conditions par la Russie. Jusqu'à l'été 1940, lorsqu'il remporta sa victoire à l'Ouest, il avait tenu comme nécessité militaire impérieuse d'éviter toute action propre à provoquer la méfiance de la Russie ; et celle-ci en avait profité. En octobre 1939, les États baltes furent contraints de céder des bases à la Russie, avec l'accord de l'Allemagne, et l'Allemagne fut contrainte de limiter les opérations de guerre dans la Baltique à l'Ouest du vingtième méridien Est, tout mouvement à l'Est de ce méridien étant considéré par la Russie comme une intrusion dans sa zone d'influence. Le 30 novembre 1939 fut déclenchée l'attaque russe

contre la Finlande, qui déplut à Hitler. En février 1940, dans le cadre du premier traité économique russo-allemand, les exigences de la Russie étaient élevées. En juin 1940, la Russie annexa les États baltes, sans prévenir l'Allemagne, tout comme l'Allemagne ne l'avait pas prévenue avant d'envahir la Norvège et la France. Cette annexion déplut à Hitler. Ce fut pire encore lorsque l'annexion s'étendit jusqu'au Sud de la Lituanie, que le Pacte avait désigné comme relevant de la sphère d'influence allemande ; mais un mois plus tard, après moult hésitations, l'Allemagne abandonna ses revendications contre le versement d'une compensation financière. En juin 1940, la Russie demanda la Bucovine, seconde région à ne pas relever, selon le Pacte, de la sphère d'intérêt russe. L'ensemble de ces changements territoriaux au bénéfice de la Russie eut une influence considérable sur l'attitude ultérieure de Hitler vis-à-vis de la Russie, d'autant plus que, selon les termes du Pacte, il avait été convenu que la Russie n'occuperait pas même les zones reconnues comme relevant de sa sphère d'influence¹.

Durant cette période, même au cours de ses réunions avec Raeder, bien que la Russie — constituant un sujet terrestre et non pas naval — ne fût abordée que marginalement, il laissa fréquemment paraître sa méfiance et son aversion croissantes. Le 10 octobre 1939, « pour des raisons politiques, » il rejeta la suggestion de Raeder de demander à la Russie de fournir des U-boats à l'Allemagne. Le 22 novembre 1939, lorsque Raeder reformula la même suggestion, Hitler la rejeta de nouveau, avançant que « les Russes, à qui nous ne devons en aucun cas laisser percevoir la moindre de nos faiblesses, n'accepteraient jamais de nous donner des U-boats. » Le 26 janvier 1940, il ordonna à l'État-major naval de retarder aussi longtemps que possible le transfert, promis à la Russie, de navires et de plans de constructions navales, dans l'espoir « d'éviter totalement ce transfert si la guerre se développe favorablement. »

1. Sur ce sujet et pour des détails supplémentaires, voir *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, ainsi que *N.D.*, 170-C.

Le 9 mars, Raeder proposa qu'une fois la Norvège envahie, il faudrait informer les Russes que l'Allemagne ne comptait pas occuper Tromsø, et qu'ils fussent autorisés à l'occuper eux-mêmes, « comme preuve de considération envers leurs intérêts » ; mais Hitler insista pour que l'Allemagne occupât la région de Tromsø, parce qu'« il ne voulait pas avoir les Russes aussi près. »

Mais le comportement de la Russie n'était pas le seul facteur expliquant la défiance de Hitler. Celle-ci avait existé dès le départ, et pour comprendre l'attitude de Hitler à l'époque, il faut bien se souvenir que, selon les mots de M. Churchill, « les deux grands empires totalitaires, tout aussi dénués l'un que l'autre de limites morales, étaient confrontés l'un à l'autre, poliment mais inexorablement » — et ajouter à cette image le fait que Hitler avait prévu de longue date de se retourner contre la Russie une fois l'Ouest vaincu. On trouvait des indications de cette idée dans ses discours d'avant-guerre prononcés à ses Commandants en chef ; et elle apparaît clairement dans son mémorandum du 9 octobre et dans son discours du 23 novembre 1939². À cette période, il envisageait avec confiance la soumission de la Grande-Bretagne une fois la France vaincue ; et du côté russe, bien qu'il dût rester sur ses gardes, il était convaincu qu'elle s'en tiendrait au Pacte et qu'il aurait toute latitude de se retourner contre elle sous peu, au moment choisi, pendant qu'elle serait encore faible, les puissances occidentales vaincues ou apaisées. Cela avait constitué l'un de ses arguments pour une attaque de la France sans délai.

Les éléments ultérieurs montrent qu'à partir de ce moment, il s'attacha de plus en plus à réaliser son plan russe dès que possible. S'il ne fait aucun doute que ce fut l'une des raisons pour lesquelles il espérait que la Grande-Bretagne accepterait un règlement une fois la France vaincue, il est tout aussi clair qu'à l'inverse, la ferveur qu'il investit dans cet espoir jusqu'à la mi-juillet 1940 dut contribuer à son état d'esprit en rendant à ses yeux bien plus proche la

2. Voir plus haut, aux chapitres II et III.

perspective d'une attaque sans entraves contre la Russie. En tout cas, l'État-major naval, malgré les assurances prodiguées par Hitler qu'il allait se concentrer sur la marine et l'armée de l'air une fois la France vaincue, craignait un tel développement, indiquant dans ses archives le 4 juin 1940³ qu'« on ne parle pas encore de la Russie » ; et, selon les informations dont disposait la marine, les Russes le craignaient également⁴. Ces deux acteurs avaient de bonnes raisons de le craindre. Avant la chute de la France, Hitler avait confié à Jodl qu'il allait agir contre la Russie « à l'instant où notre position militaire rendra l'action possible »⁵ ; quelque temps avant la mi-juillet, encore confiant dans l'idée que la Grande-Bretagne accepterait un règlement, il affirma à Keitel qu'il voulait lancer à l'automne 1940 la campagne de l'Est⁶.

Lorsqu'il se fit jour que la Grande-Bretagne n'accepterait pas de règlement, Hitler décida d'accorder à l'opération « Lion de Mer » la priorité sur toute nouvelle perspective d'offensive à l'Est ; mais son intérêt envers une attaque contre la Russie persista pour deux raisons. En premier lieu, bien que le printemps 1941 fût désormais considéré comme première date possible de l'offensive, il comptait encore attaquer la Russie aussitôt la Grande-Bretagne vaincue ; ce fait ainsi que la nouvelle date furent annoncés par Jodl le 29 juillet 1940⁷. En second lieu, s'il guettait le moment de se retourner contre la Russie, il ne pouvait écarter l'idée que sa décision de lancer « Lion de Mer » pourrait constituer l'occasion pour la Russie de se retourner contre lui.

3. *N.D.*, 170-C, élément 54.

4. *N.D.*, 170-C, éléments 55 et 56.

5. *N.D.*, 172-L, une conférence donnée par Jodl en novembre 1943.

6. Témoignage sous serment du général Warlimont en 1945, *N.D.*, 3032-PS. Selon Warlimont, Hitler prononça cette remarque quelque temps avant le 29 juillet 1940. Il semble raisonnable de penser qu'il la prononça avant le 15 ou le 16 juillet, date à laquelle il finit par décider de déclencher « Lion de Mer » à l'automne.

7. Selon Warlimont, voir *N.D.*, 3032-PS et son nouveau témoignage dans *N.D. (C. et A.)*, Supplément B, pp. 1635-1637.

Le 21 juillet, après avoir conclu que « Lion de Mer » devait être déclenchée, et malgré sa conviction maintenue que la Russie « ne fera aucun effort pour entrer en guerre contre l'Allemagne de son propre chef, » il soupçonnait que la Grande-Bretagne espérerait et solliciterait une assistance russe. Il ne pouvait chasser l'idée que « l'entrée de la Russie dans la guerre serait désagréable pour l'Allemagne, surtout en raison de la menace aérienne... Il relève évidemment de notre devoir d'étudier avec soin les questions russe et étasunienne. » Le 13 août, il ordonna subitement la fortification des fjords du Nord de la Norvège « afin que les attaques russes n'y aient aucune chance de succès. » Le 27 août, alors que les derniers préparatifs de « Lion de Mer » devaient être menés, il ordonna l'envoi à l'Est de douze divisions, dont deux divisions blindées « afin d'assurer la protection des champs de pétrole roumains. » Le 20 septembre, l'armée de terre et l'armée de l'air reçurent l'ordre d'envoyer des missions militaires en Roumanie dans le même but, et « pour préparer le déploiement de forces allemandes et roumaines depuis les bases roumaines, dans le cas où une guerre contre la Russie soviétique nous serait imposée⁸. » Les instructions transmises le 6 septembre 1940 par Jodl aux services de contre-espionnage allemands⁹ confirment également que la principale raison de ces actions était défensive. « Le territoire de l'Est recevra des effectifs plus importants au cours des semaines à venir... Ces regroupements ne doivent pas produire l'impression en Russie que nous préparons une offensive à l'Est. D'un autre côté, la Russie va comprendre que... nous pouvons à tout moment protéger nos intérêts — surtout dans les Balkans — contre une saisie par la Russie grâce à l'emploi de forces importantes. » Les archives navales allemandes de la même période contiennent d'autres éléments témoignant de l'anxiété suscitée par ce qu'on appela « les négociations entre Staline et Cripps » et par « la tentative britannique de

8. *N.D.*, 53-C.

9. *N.D.*, 1229-PS.

séparer la Russie de l'Allemagne¹⁰. »

Lorsque Hitler fut finalement contraint de reporter « Lion de Mer » à la mi-septembre, et bien que cette décision soulageât dans l'immédiat son anxiété vis-à-vis d'une possible attaque russe contre l'Allemagne, son attitude concernant une offensive à l'Est connut un nouveau développement. D'un côté, son intérêt envers une attaque rapide contre la Russie fut ravivé : il se retrouvait une fois de plus libre de tout engagement. D'un autre côté, le fait que la guerre à l'Ouest se prolongeât ouvrait la perspective tout aussi déplaisante, et peut-être tout aussi probable, de voir les États-Unis et la Russie entrer un jour en guerre du côté britannique. En conséquence, une première directive ordonnant les préparatifs d'une possible campagne à l'Est, bien qu'elle ne mentionnât pas explicitement la Russie, fut transmise le 9 août 1940, aussitôt que Hitler soupçonna que « Lion de Mer » devrait être reporté¹¹. L'État-major naval n'en fut pas informé ; mais Raeder reconnut ultérieurement qu'un ordre de ce type avait dû être transmis¹², et il apporta lui-même, lors d'une réunion avec Hitler le 26 septembre, de nouveaux éléments indiquant que dès le report de « Lion de Mer, » Hitler avait retrouvé son intérêt pour une attaque rapide contre la Russie. À cette date, au cours d'une conversation avec Hitler, l'un de ses arguments favorables à une poussée allemande vers la Turquie, en passant par Suez et la Syrie, fut que « le problème russe va ensuite apparaître sous un jour différent... on peut douter qu'une attaque contre la Russie au Nord serait alors nécessaire. »

Mais la situation avait changé depuis que Hitler, jusqu'à la mi-juillet, avait envisagé une attaque rapide. À cette occasion, il avait supposé que la Grande-Bretagne accepterait rapidement un règlement, et qu'il se retrouverait bientôt libre de se retourner contre la Russie, comme il avait toujours compté le faire, dans les condi-

10. *N.D.*, 170-C.

11. Témoignage sous serment du général Warlimont en 1945, *N.D.*, 3031-PS, et *N.D. (C. et A.)*, supplément B, pp. 1635-1637.

12. *N.D.*, 66-C.

tions qui lui conviendraient. À présent que « Lion de Mer » avait échoué, il était évident que cette hypothèse était fausse et que la guerre contre la Grande-Bretagne allait se poursuivre. Aussi, son intérêt pour la campagne de Russie ne s'était pas simplement ravivé ou accru ; il avait gagné en complexité. Il était vrai qu'il avait retrouvé toute sa liberté d'action depuis le report de « Lion de Mer » ; mais il était vrai également qu'agir serait revenu à accepter une guerre sur deux fronts.

Ce fut une décision que même Hitler ne put prendre sans de grandes hésitations ; et pour cette raison, le fait qu'il s'intéressât, une fois de plus, à une offensive contre la Russie, et émit un ordre préparatoire, ne doit pas être confondu avec une détermination ferme à lancer l'attaque dans cette nouvelle situation. Il s'était toujours intéressé à une offensive contre la Russie ; l'ordre préparatoire ne fut connu que de quelques hommes, un cercle restreint même parmi les hauts gradés de l'armée, et ne concernait que le cas hypothétique d'une attaque¹³. La décision qu'il finirait par prendre, dans les conditions désormais réunies, était loin d'être acquise d'avance.

Il n'était pas non plus urgent qu'il décidât. D'une part, on était désormais à la fin de l'automne et l'attaque, s'il l'ordonnait, n'aurait pu se dérouler qu'un printemps suivant. D'un autre côté, son intérêt pour l'attaque n'était plus fondé — s'il le fût jamais — sur l'idée qu'une attaque russe contre l'Allemagne fût imminente. À présent que « Lion de Mer » était abandonné, et en tout cas pour l'instant, son anxiété passagère concernant ce dossier s'était évanouie. À partir de ce moment, il ne cessa jamais de convenir avec Raeder que « la Russie a peur de la force de l'Allemagne. »

Au cours des quelques mois qui suivirent, il put attendre les événements. Il pouvait même continuer d'espérer que la Grande-

13. Warlimont s'est montré catégorique sur ce point (voir *N.D. [C. et A.], Supplément B*, pp. 1635-1637 et Göring y ajoute du poids en affirmant qu'il n'eut pas connaissance de ce projet avant novembre 1940 (voir *Supplément B*, pp. 1108-1109).

Bretagne pourrait être vaincue, ou se rendrait. Durant un certain temps, il pouvait encore encourager la Russie, comme il le dit le 26 septembre, « à avancer vers le Sud, contre la Perse et l'Inde » ; « Lion de Mer » n'était pas encore annulé, mais simplement reporté ; et la possibilité d'attaques allemandes contre la Grande-Bretagne dans d'autres zones avait déjà attiré son attention.

III

C'est vers la Méditerranée, et non vers la Russie, que Hitler tourna son attention immédiate après le report de « Lion de Mer », son principal souci restant d'obtenir des succès rapides contre la Grande-Bretagne. Un objectif derrière l'attaque contre la France, selon sa directive du 9 octobre 1939¹⁴, avait été « d'attirer l'Italie à nos côtés comme frère d'armes » ; l'importance de la Méditerranée pour la position britannique était évidente ; si, même à reculons, il lui fallait à présent envisager de nouvelles campagnes, c'était la région qui lui offrait les meilleurs et peut-être les seuls espoirs de résultats rapides.

Quatre mois s'étaient écoulés depuis que l'entrée en guerre de l'Italie avait ouvert la Méditerranée ; quatre mois au cours desquels les possibilités sur ce théâtre avaient été ignorées. Pendant un temps, avant la défaite de la France, il avait été enclin à penser que cette victoire pourrait suffire à mettre fin à la guerre, et que toute opération en Méditerranée serait inutile. Le 26 janvier 1940, revenant sur le sentiment exprimé dans sa directive précédente du 9 octobre 1939, il affirma que, comme « l'Italie n'entrera en guerre qu'en cas de grande réussite allemande... », il ne voyait « aucun avantage d'importance pour l'Allemagne à la participation de l'Italie... » Le 23 février 1940, lorsque Raeder demanda la permission d'envoyer des U-boots en Méditerranée, il refusa en arguant que des opérations de ce type n'étaient pas « décisives pour

14. *N.D.*, 62-C.

la guerre, » mais en promettant de discuter de la question avec Mussolini. Un mois plus tard, le 26 mars, il reconnut n'avoir pas tenu parole, « car aucun détail concernant la conduite de la guerre n'a été discuté lors de sa rencontre avec le Duce. » Un autre indicateur — qui n'est peut-être pas anodin dans ce contexte — est qu'il se contenta d'occuper le Nord de la France et sa façade atlantique une fois cette dernière vaincue. Jusqu'à la mi-juillet, il continua d'espérer que de nouvelles campagnes ne seraient pas nécessaires. Lorsqu'enfin il devint évident que la guerre n'était toujours pas gagnée, la planification des opérations en Méditerranée fut encore retardée de deux mois du fait de la décision de tenter l'invasion de l'Angleterre.

Il est vrai que la Méditerranée fut discutée durant ces quatre mois. Le 30 juin, dans un mémorandum sur la « continuation de la guerre contre l'Angleterre »¹⁵, Jodl, examinant les possibilités d'« une extension de la guerre à la périphérie » comme alternative à la concentration des efforts allemands contre le Royaume-Uni, mentionna que « le soutien militaire de l'Italie et de l'Espagne est possible de manière limitée (par exemple pour mouiller des mines dans le Canal de Suez ou conquérir Gibraltar), » et considéra qu'« une opération italienne contre Suez en conjonction avec la conquête de Gibraltar, venant ainsi sceller la Méditerranée, serait des plus efficaces. » Quelque temps plus tard, l'armée de terre discutait, quoique de manière peu enthousiaste, de l'envoi de deux divisions de Panzers en Afrique du Nord pour assister les Italiens dans une offensive de ce type ; et, lorsque cette suggestion fut discutée le 31 juillet, Hitler reconnut qu'il pensait lui-même à une attaque contre Gibraltar. Précédemment, le 11 juillet, il avait dit qu'il aimerait acquérir l'une des îles des Canaries, et avait ordonné à l'État-major naval de produire un rapport pour déterminer laquelle serait la plus appropriée.

Mais l'écart est vaste entre suggérer ou examiner ce type d'ac-

15. *N.D.*, 1776-PS.

tion, et les planifier activement, et la première discussion sérieuse concernant des opérations en Méditerranée ne se déroula qu'une fois devenu probable l'abandon de l'invasion de l'Angleterre ; après que Raeder, le 6 septembre 1940, trouva le courage de s'enquérir auprès de Hitler de ses « directives politiques et militaires si l'opération "Lion de Mer" n'a pas lieu. » À cette date, ses propres suggestions mentionnaient que Gibraltar et Suez présentaient « une importance décisive pour la guerre germano-italienne en Méditerranée, » que la Méditerranée en soi était « d'une importance vitale pour la position des puissances centrales dans le Sud-Est de l'Europe, l'Asie mineure, l'Arabie, l'Égypte et l'Afrique, » et que l'objectif devait être d'exclure la Grande-Bretagne de cette zone. En outre, la perte de Gibraltar soulèverait « des difficultés majeures pour le transport des importations britanniques en Atlantique » ; et Raeder affirmait donc que cette opération, en particulier, devait être entreprise sur-le-champ, « avant que les États-Unis interviennent. » « Il ne faudrait pas la considérer comme d'importance secondaire, mais comme l'un des coups les plus durs contre la Grande-Bretagne. » Hitler décida sans attendre que la planification nécessaire devait débiter.

Lors de cette même réunion, convaincu que les États-Unis entreraient bientôt en guerre et que cela concernait directement une éventuelle action allemande contre Gibraltar, Raeder souligna également le danger qui existait dans les approches atlantiques de la Méditerranée et en Afrique occidentale. À tout moment, affirmait-il, et surtout si l'Allemagne agissait contre Gibraltar, les États-Unis pourraient occuper les îles espagnoles et portugaises de l'Atlantique, l'Afrique occidentale britannique, l'Afrique française du Nord-Ouest ou Dakar ; et la Grande-Bretagne occuperait sans doute elle-même les Açores ou les Canaries si elle perdait Gibraltar. Aucune décision ne fut prise immédiatement concernant les actions à mener contre ces dangers formidables ; mais, alors que Raeder penchait pour « des mesures allemandes prévoyantes, » en collaboration avec Vichy, pour placer Dakar et l'Afrique française du

Nord-Ouest sous contrôle allemand, Hitler fut, avant tout, impressionné par la possibilité de s'emparer des Canaries. Il avait déjà manifesté un intérêt pour ces îles ; leur importance en cas d'attaque allemande contre Gibraltar était évidente ; et il déclarait à présent que leur occupation par l'armée de l'air allemande était chose « à la fois avantageuse et réalisable. »

L'intérêt de Hitler pour une attaque sur Gibraltar continua de croître au cours de la quinzaine qui suivit. [Serrano Súñer](#), en visite à Berlin pour discuter le sujet à la mi-septembre, l'encouragea en réitérant le 17 septembre l'assurance officielle espagnole de juin 1940 : l'Espagne allait entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne lorsque ses fournitures en armes et en céréales lui permettraient de s'opposer au blocus britannique. Le même jour, Hitler affirma à Súñer qu'« il s'agirait de prendre Gibraltar à une vitesse extraordinaire, puis de protéger le détroit » ; dans le même temps, il écrivit une lettre à Franco dans laquelle il insista sur l'importance de l'entreprise et sollicita une rencontre à la frontière espagnole ¹⁶. Le 19 septembre, Ribbentrop informa Mussolini ¹⁷ que « le Führer a soigneusement examiné le problème de Gibraltar et est parvenu à la conclusion que la conquête du Rocher est tout à fait possible, mais seulement en bénéficiant d'une assistance de la part des Espagnols. » Il révéla également que les négociations avaient déjà commencé avec l'Espagne. Mussolini apprit que l'Allemagne avait convenu de fournir à l'Espagne des troupes spéciales ainsi qu'une aviation, qu'il avait déjà été « convenu verbalement que l'Espagne allait entrer en guerre aussitôt que Franco aurait terminé ses préparatifs et particulièrement après l'arrivée des armes, des troupes et de l'aviation depuis l'Allemagne. . . , » et que Ribbentrop comptait

16. Pour les références de ce paragraphe, voir *The Spanish Government and the Axis*, une collection de documents publiée par le département d'État des États-Unis en 1946. Le document N°1 de la collection présente la promesse du mois de juin, le document N°4 le compte rendu de la réunion du 17 septembre. Le document N°5 contient le texte de la réponse de Franco à la lettre de Hitler.

17. *N.D.*, 1842-PS.

signer un protocole avec Súñer à cet effet à son retour à Berlin. Le 28 septembre, Hitler lui-même insista auprès de [Ciano](#) sur l'importance d'amener Franco à collaborer à l'opération, arguant qu'« il était crucial pour l'Allemagne et l'Italie de mettre fin à la guerre en toute sécurité et aussitôt que possible ¹⁸. »

À cette date, bien que l'attitude espagnole se fit plus prudente, et que, comme nous allons le voir, les difficultés s'avérèrent nettement plus conséquentes que Ribbentrop ne le laissait entendre, l'attaque de Gibraltar était devenue l'intérêt central de Hitler. Mais ce n'était pas le seul plan à être examiné. Outre son intérêt pour les Canaries, que nous avons évoqué plus haut, le fait est que la priorité absolue fut donnée, le 17 septembre, à l'équipement destiné aux opérations en Afrique du Nord ¹⁹, cependant que la question de « commencer des préparations en Libye en conjonction avec l'Italie » devait être examinée prochainement, à la fin octobre ²⁰. « Une action contre la Turquie en vue de percer jusque Suez depuis l'Est » était également à l'étude à ce moment, comme nous allons le voir plus bas. Et Raeder demeurerait préoccupé au sujet du Nord-Ouest de l'Afrique.

Lorsque « Lion de Mer » fut finalement reporté, Raeder put revenir à ces sujets avec davantage de force et des idées plus précises. Le 26 septembre, affirmant que « les Britanniques ont toujours considéré la Méditerranée comme pivot de leur empire mondial, » que l'Italie était « entourée de la puissance britannique et devenait rapidement la cible principale d'attaque, » et que « la Grande-Bretagne s'emploie systématiquement à étrangler le plus faible, » il affirma une fois de plus que le premier objectif de l'Allemagne devait être de « régler la situation en Méditerranée. » Pour la raison qu'il avait précédemment évoquée, le danger d'une intervention étasunienne, il demanda une nouvelle fois que cette action

18. *The Spanish Government and the Axis*, document N°6.

19. *N.D.*, 2353-PS, pp. 323-324.

20. *N.D.*, 376-PS.

fût entreprise sans délai, et terminée pour l'hiver 1940-1941. Et il y ajouta désormais ses suggestions détaillées. Il s'agissait de la capture de Gibraltar, après une sécurisation des Canaries par l'armée de l'air ; de la capture de Suez, pour laquelle les Italiens auraient besoin d'une aide allemande ; et d'une avance depuis Suez, en passant par la Palestine et la Syrie, jusqu'en Turquie ; et la collaboration avec la France de Vichy pour la protection de l'Afrique du Nord-Ouest et de Dakar.

Hitler manifesta son accord avec cette « manière générale de penser » ; il entreprit de la discuter avec Mussolini et, bien qu'il eût déjà écrit à Franco la semaine précédente, « éventuellement avec le général Franco. » Il concéda qu'il était important d'exclure la Grande-Bretagne et les États-Unis du Nord-Ouest de l'Afrique ; une avancée en passant par la Syrie, bien que non essentielle, apparaissait « tout à fait réalisable. » Il indiqua cependant que le programme de Raeder était truffé de difficultés. Pour agir dans le Nord-Ouest de l'Afrique, il serait nécessaire de bénéficier de la collaboration de la France de Vichy ; pour agir contre Gibraltar et les Canaries, celle du général Franco. Mais espérer s'accorder à la fois avec la France et l'Espagne était illusoire, car Franco demanderait le Maroc français en échange de toute assistance espagnole. Il pouvait s'avérer possible de se contenter de la collaboration de l'un ou de l'autre, auquel cas Hitler pensait qu'il choisirait sans doute la France, l'Espagne étant encline à demander trop de contreparties. En tout cas, une avancée par Syrie dépendrait de l'attitude adoptée par la France. Restait encore que la collaboration française serait mal accueillie par l'Italie ; cette dernière objecterait particulièrement à accorder une plus grande liberté à la flotte française. À tout le moins, la France devrait accepter d'avance des demandes considérables de la part de l'Italie et de l'Allemagne concernant les colonies françaises ; et un tel accord promettait d'être difficile à conclure.

Mais malgré ces doutes, on continua de discuter ces divers projets, Hitler s'appliquant à accélérer le processus concernant l'idée

pour laquelle il avait déjà manifesté l'intérêt le plus vif. Le 14 octobre, il demanda à Raeder de confirmer que la marine serait en mesure de transporter des troupes et des approvisionnements au cas où il serait décidé, dans le cadre du plan contre Gibraltar, d'occuper les Canaries, les Açores ou le [Cap-Vert](#). Raeder convint que la chose serait possible pourvu que les navires se mettent en chemin avant que l'armée de l'air entamât l'occupation. « Il ne serait pas possible d'occuper au départ les îles depuis les airs, pour acheminer ensuite des renforts par mer, car toutes les approches des îles seraient alors scrutées par des patrouilles ennemies. » Hitler ordonna donc que « toute la question soit examinée et que les préparatifs adéquats soient menés. » Neuf jours plus tard, il fit suivre sa correspondance avec Franco d'une visite personnelle, convenu le 23 octobre à [Hendaye](#). Au cours de cette rencontre, il demanda formellement l'autorisation de circuler militairement en Espagne pour l'attaque du Rocher, et sollicita l'accord immédiat de Franco. Mais celui-ci éluda la question, et il dut se contenter d'une promesse : le Caudillo allait y réfléchir, et lui faire connaître sa réponse par écrit.

IV

Telle était la situation lorsque, le 28 octobre 1940, l'Italie [envahit la Grèce](#), apportant, d'un coup et quasiment du jour au lendemain, une preuve de sa propre faiblesse, une illustration frappante de la désunion des puissances de l'Axe²¹ et un avertissement : la

21. Avant cette date, le régime autoritaire du général Metaxas (régime du [4-Août-1936](#)) entretenait des relations complexes avec les puissances de l'Axe, cherchant avant tout à préserver la neutralité de la Grèce. Si son idéologie nationaliste et son anticommunisme présentaient des similitudes avec le fascisme, la plupart des historiens le qualifient de régime traditionaliste et conservateur plutôt que de « fasciste » à part entière. L'invasion italienne, qu'il rejeta par son célèbre « OXI » (Non), le contraignit à accepter le soutien des Alliés. Se reporter à l'article Wikipédia sur la [guerre italo-grecque](#), NdT.



FIGURE 5.1 – Photographie de Franco et Hitler prise lors de l’entrevue d’Hendaye.

Méditerranée, avec toutes ses possibilités, présentait également ses périls.

L’Allemagne n’avait pas été prévenue de l’action italienne ; « en aucune occasion, » écrivit Raeder le 4 novembre, « le Führer n’a accordé d’autorisation pour une telle action indépendant au Duce. » Les deux gouvernements s’étaient entendus sur l’idée que l’Italie attaquerait la Grèce en temps voulu, et l’Allemagne avait soupçonné que Mussolini était pressé d’agir. Mais le point de vue allemand, comme Ribbentrop l’exprima à Mussolini le 19 septembre 1940²² était qu’« il valait mieux ne pas toucher à ces problèmes pour l’instant, mais plutôt se concentrer sur la destruction de l’Angleterre » ;

22. *N.D.*, 1842-PS.

et l'on peut juger de l'étendue du mécontentement ressenti en Allemagne après que son conseil fut ignoré, non seulement d'après le commentaire de Raeder, mais aussi par le fait que Hitler, apprenant que l'attaque était imminente, fit dévier en catastrophe, et en vain, vers Florence le train qui le ramenait de Hendaye dans une ultime tentative pour rencontrer Mussolini et faire échouer le plan²³. Il arriva avec quatre heures de retard et dut se satisfaire d'une lettre à Mussolini, non datée mais envoyée peu après l'événement²⁴.

Lorsque je vous ai demandé [énonçait cette lettre] de me recevoir à Florence, c'était dans l'espoir de vous faire connaître mes pensées avant le conflit imminent contre la Grèce, au sujet duquel je n'ai reçu que des informations générales. Je voulais vous demander de reporter cette bataille... En tout cas, je ne voulais pas que vous l'entrepreniez sans une occupation éclair préalable de la Crète...

L'action italienne et les commentaires allemands à son sujet constituent des indications remarquables de l'état des relations italo-allemandes, un mois à peine après la signature du [Pacte de Dix Ans](#) entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon le 27 septembre 1940. L'Italie, sans aucun doute, était partiellement responsable : « les Italiens, » affirma Raeder le 26 septembre 1940, « n'ont pas encore compris le danger en refusant notre aide. » Mais il est légitime de supposer qu'une grande partie de la faute réside également dans l'esprit et la méthode suivant lesquels cette aide fut proposée, et que les lacunes allemandes à cet égard furent inhérentes à la situation. De deux pays voués à une guerre de conquête, dirigés chacun par un dictateur, il fallait peut-être que celui qui dominait l'autre ne pût toujours faire preuve de tact ou apparaître assez agréable — surtout si le pays dominant était l'Allemagne, sous le régime de Hitler. Mais il est également révélateur, pour qui veut juger Hitler comme stratège, que — outre sa négligence initiale de la Méditerranée — ses efforts pour faciliter les relations italo-allemandes et

23. Voir le témoignage de Göring sur ce point, *N.D. (C. et A.)*, Supplément B, p. 1107.

24. *N.D.*, 2762-PS.

mettre en place avec l'Italie un système de planification conjointe des opérations aient toujours été trop peu et trop tard.

En tout cas, l'attaque italienne contre la Grèce fut considérée en Allemagne, pour citer de nouveau le compte-rendu de Raeder du 4 novembre, comme « une bétise regrettable, à n'en pas douter » ; ce qui n'était que la pure vérité. Hormis le fait que les armées italiennes firent piètre figure dès le début face aux Grecs, l'action de l'Italie permit à la Grande-Bretagne d'asseoir sa position en Méditerranée orientale en occupant la Crète et les îles de la Mer Égée. La prise de la Crète depuis Alexandrie divisa par deux la distance entre les bases britanniques et les lignes d'approvisionnement italiennes d'Afrique du Nord ; l'avancée britannique en Mer Égée, qui fut suivie par des opérations sur le territoire grec continental, menaça les intérêts allemands dans les Balkans, et surtout les champs de pétrole roumains, pour le contrôle et la protection desquels des missions militaires et troupes allemandes étaient entrées sur le territoire roumain le 7 octobre. Les possibilités étaient alarmantes ; et Hitler était alarmé.

En conséquence directe, tous les plans d'opérations en Méditerranée orientale en cours de discussion furent abandonnés en hâte et laissèrent la place à des mesures d'urgence. Les décisions de Hitler furent annoncées le 4 novembre ; elles furent confirmées par une directive du 12 novembre²⁵ Le plan d'envoi de divisions de Panzers en Afrique du Nord pour aider les Italiens dans leur offensive contre Suez fut abandonné du fait que « l'attaque contre Alexandrie, pour laquelle la participation de nos troupes était prévue, ne pourra pas avoir lieu avant la mi-1941. » La directive du 12 novembre ajoutait que « l'intervention des forces allemandes ne sera envisagée, le cas échéant, que si les Italiens parviennent jusque Mersa Matruh ; et même alors, les opérations de l'armée de l'air allemande ne seront préparées qu'une fois les bases aériennes nécessaires établies par les Italiens. » On annonça également le 4 novembre que « l'action

25. *N.D.*, 444-PS. *N.D.*, 147-C contient également cette directive.

contre la Turquie en vue de percer jusqu'à Suez par l'Est, via la Syrie » — une variation de la suggestion antérieure de Raeder — avait été abandonnée car, au vu de la consolidation de la position britannique en Méditerranée orientale, l'opération promettait de s'avérer « très longue et particulièrement difficile. »

La nouvelle situation exigeait des mesures différentes et immédiates. Comme les champs de pétrole roumains étaient « mis en danger par les forces britanniques sur [Lemnos](#) », des renforts anti-aériens, des chasseurs et des chasseurs-bombardiers devaient être envoyés en Roumanie sur-le-champ. Principalement pour protéger la Roumanie d'infiltrations et d'attaques britanniques, mais également pour aider les Italiens en Grèce, l'armée allemande avait reçu l'ordre de préparer, avec dix divisions, une attaque contre la Grèce, à travers la Roumanie et la Bulgarie, en direction de [Salonique](#). Le 12 novembre, l'objet de cette opération fut ainsi défini : « établir une base pour les attaques aériennes allemandes en Méditerranée orientale, particulièrement contre les bases aériennes anglaises qui menacent les champs de pétrole roumains. »

L'action italienne menaçait également de compromettre les plans allemands d'attaque contre Gibraltar et de prise de certaines îles de l'Atlantique. Déjà passablement complexes, ces problèmes devinrent, selon les termes d'un mémorandum du 29 octobre ²⁶, « un sujet particulièrement sensible » à la lumière de la nouvelle situation en Méditerranée. « Il ne faut désormais s'attendre, » poursuivait le mémorandum, « à aucune activité de la part de l'Espagne... L'affaire de Gibraltar ne doit pas être perdue de vue, mais devra être maniée avec d'extrêmes précautions... » Ces plans étaient cependant plus avancés que ceux relatifs à la Méditerranée orientale, et ils ne furent pas abandonnés. Les objectifs en Méditerranée occidentale prirent une importance accrue à la lumière des développements en Méditerranée orientale. « Le Führer, » annonça-t-on le 4 novembre, « est déterminé à occuper Gibraltar dès que possible » ;

26. *N.D.*, 376-PS.

et on pensa alors, en dépit de la première réaction à l'attaque italienne contre la Grèce, que Franco « est manifestement prêt à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne rapidement ²⁷ ». Les préparatifs étaient déjà engagés pour l'envoi de troupes allemandes en Espagne ; et Hitler ordonna qu'une unité de reconnaissance avancée comptant une cinquantaine d'officiers fût préparée à partir.

Le plan relatif à Gibraltar avait reçu beaucoup d'attention de la part de Hitler le mois précédent ; et ni son intérêt, ni sa détermination à l'exécuter si possible ne font aucun doute ; la réunion du 4 novembre, ainsi que la directive du 12 novembre, furent en grande partie consacrées à l'exposé des décisions détaillées qu'il avait prises à ce sujet. Les intentions allemandes apparaîtraient comme évidentes dès que les troupes allemandes seraient massées à la frontière espagnole ; il avait donc décidé que les attaques aériennes contre la flotte de Gibraltar devaient démarrer dès que les troupes seraient rassemblées pour pénétrer en Espagne. Simultanément, les îles portugaises du Cap-Vert — un ajout tardif au plan — devaient être prises depuis les airs, cependant que l'occupation allemande des Canaries — laquelle ne constituait pas à proprement parler une invasion, le plan supposant une collaboration espagnole, mais n'en nécessitait pas moins l'envoi de troupes allemandes à des fins de défense — devait également être menée par les airs au même moment. Conjointement à la prise du Cap-Vert, trois divisions allemandes devaient avancer via l'Espagne jusqu'à la frontière portugaise afin de contrer toute tentative britannique d'y prendre pied. L'ensemble de ces opérations, connues sous le nom de code « [opération Felix](#) », devait démarrer rapidement si tout se déroulait

27. Peut-être parce que l'Espagne prit le contrôle du gouvernement de Tanger à cette date

comme prévu ²⁸.



FIGURE 5.2 – Carte de la planification de l’Opération Felix — Source [Wikipédia](#)

Leur objet, selon la directive du 12 novembre, était d’expulser les Britanniques de Méditerranée occidentale. Les mesures politiques en vue d’une entrée rapide de l’Espagne en guerre, poursuivait la directive, avaient été prises et étaient nécessaires si l’on voulait s’emparer de Gibraltar et fermer le détroit ; l’entreprise avait dû

28. La directive du 12 novembre ne précisait aucune date cible, mais la date de traversée des troupes allemandes fut établie par la suite au 10 janvier 1941 (voir *The Spanish Government and the Axis*, document N°11) et dans une lettre à Mussolini du 31 décembre 1940 (citée dans *The Second World War* de M. Churchill, Vol. III (« The Grand Alliance », pp. 10-13 de *Hitler e Mussolini, Lettere e Documenti*) Hitler affirma que le jour J de la traversée de la frontière espagnole avait été fixé au 10 janvier 1941, et que l’attaque contre Gibraltar avait été planifiée pour début février.

être élargie pour intégrer les îles de l'Atlantique car celles-ci étaient appelées à « prendre une grande importance pour la guerre navale britannique après l'occupation de Gibraltar. » Il était, en réalité, essentiel au succès de l'opération Gibraltar que ces îles fussent également prises²⁹ ; et les inquiétudes de Hitler sur ce point étaient si vives qu'après avoir déjà ajouté le Cap-Vert aux Canaries, il espérait y adjoindre Madère et les Açores. « Je désire que soit également examinée, » ajoutait la directive, « la question de l'occupation des Açores et de Madère. Le résultat de cet examen doit m'être soumis aussitôt que possible. »

Les plans relatifs aux possessions françaises du Nord-Ouest de l'Afrique étaient nettement moins avancés ; mais ils furent également maintenus. Il s'agissait de persuader le gouvernement de Vichy d'assurer la protection des colonies françaises contre les puissances occidentales, et d'entreprendre des opérations — en particulier une attaque contre l'Afrique-Occidentale britannique — afin de contrebalancer la menace grandissante d'une intervention britannique ou étasunienne. Cependant, dans le même temps, Hitler était déterminé à procéder au désarmement de la France métropolitaine. Le gouvernement de Vichy exploitait cette contradiction — la menace d'un désarmement sur son sol, l'offre de liberté et la demande d'aide dans les colonies — à des fins de marchandage. Le 4 novembre, les négociations germano-vichyssoises n'avaient toujours pas abouti à une « clarification finale » ; et Raeder souligna, ce même jour, une autre difficulté à surmonter. Bien que, le 26 septembre, Hitler fût « manifestement réticent à libérer de nouvelles forces françaises à Toulon, » la collaboration du gouvernement de Vichy à la protection des colonies françaises impliquait, selon Raeder, que la flotte française recouvrât sa pleine liberté d'action. Mais

29. Les plans britanniques, si l'Espagne devait céder aux pressions allemandes et si Gibraltar devait devenir inexploitable, envisageaient la prise de certaines de ces îles et, si le gouvernement portugais était d'accord, l'établissement d'une base au Cap-Vert. Voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), p. 553.

les Italiens objectaient déjà que l'Allemagne accordait trop de liberté à la France ; et Raeder estimait que seule « une attitude complètement différente des Italiens sur la question du désarmement français » pourrait permettre aux plans allemands de progresser.

Hitler restait déterminé, malgré ces difficultés, à faire adopter au forceps sa politique relative à l'Afrique du Nord-Ouest, ainsi que les opérations contre Gibraltar et les îles. La directive du 12 novembre définissait son objet comme étant de « œuvrer avec la France pour poursuivre la guerre contre l'Angleterre avec toute l'efficacité possible... Le devoir le plus pressant des Français est d'assurer la sécurité, tant défensive qu'offensive, de leurs possessions africaines contre l'Angleterre et le mouvement gaulliste. À partir de cette tâche initiale, le rôle de la France dans la guerre contre l'Angleterre pourra se déployer pleinement. »

V

Un autre point de la directive du 12 novembre concernait le projet d'attaque contre la Russie ; autre conséquence, indirecte celle-là, de l'attaque de la Grèce par l'Italie, ce fut d'accroître l'intérêt de Hitler envers ce projet, envisagé comme la solution à tous ses problèmes.

À première vue, l'initiative italienne, et l'exploitation par les Britanniques des revers qui s'ensuivirent, auraient dû l'amener à différer plus encore tout projet de campagne à l'Est ; car, au facteur dissuasif que constituait déjà la poursuite du combat par la Grande-Bretagne, ces événements en ajoutaient un autre, le fait qu'ils l'amenaient à exagérer la force de la position britannique en Méditerranée orientale. Mais si la menace britannique émanant de cette région — menace pesant non seulement sur l'Italie mais aussi sur l'Allemagne — lui causait de vives inquiétudes, il était non moins vrai que la contre-offensive la plus évidente consistait en une

progression allemande à travers les Balkans jusqu'en Grèce ; une action vouée à tendre encore davantage les relations russo-allemandes. Qui plus est, depuis l'échec de l'opération Lion de Mer, son intérêt pour une attaque contre la Russie était devenu de plus en plus lié aux frustrations accumulées sur les autres fronts, et les événements qui suivirent l'attaque italienne contre la Grèce, l'amenant à abandonner toute possibilité offensive au Moyen-Orient, ajoutèrent à ces frustrations.

Il est vrai que les relations russo-allemandes avaient commencé à se détériorer avant que Hitler décidât d'attaquer la Grèce par suite de l'infiltration allemande en Roumanie³⁰. Il faut aussi reconnaître que les événements qui suivirent l'attaque italienne contre la Grèce auraient pu ne pas accroître son intérêt envers une campagne à l'Est s'il n'avait déjà eu à l'esprit l'attaque contre la Russie, si la planification d'une campagne à l'Est n'avait pas déjà commencé. Mais les relations russo-allemandes étaient si bien réparties au 30 octobre que l'État-major naval allemand put inscrire dans son journal de guerre pour cette date qu'« une guerre contre la Russie n'apparaît plus comme probable³¹ » ; la planification déjà engagée ne portait que sur le cas hypothétique d'une attaque contre la Russie, compliquée qu'elle était par la réticence de Hitler à ouvrir une guerre sur deux fronts. C'est dans ces circonstances que les événements en Méditerranée orientale produisirent leurs effets. En amenant Hitler à abandonner le Moyen-Orient, à se résoudre à l'occupation défensive des Balkans et de la Grèce et à conclure que la Grande-Bretagne était plus éloignée que jamais d'une défaite, ils placèrent au pre-

30. En septembre 1940, les Russes avaient vertement critiqué l'[arbitrage de Vienne](#), considérant les garanties allemandes offertes à la Roumanie comme dirigées contre la Russie. Début octobre, l'envoi de missions militaires allemandes en Roumanie ajoutèrent à l'anxiété et à la défiance de la Russie. Voir *N.D.*, 170-C, éléments 80 à 92, et *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*.

31. *N.D.*, 170-C, élément 94. Le 13 octobre, Ribbentrop avait proposé une extension de la coopération russo-allemande au gouvernement russe, et avait suggéré que la Russie ralliât le nouveau pacte Berlin-Rome-Tokyo. Staline avait accepté cette offre le 22 octobre. (Voir *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*).

mier plan, plus que jamais, l'idée d'une attaque contre la Russie, même dans le cadre d'une guerre sur deux fronts.

Le 4 novembre, lors de sa première réunion depuis l'attaque italienne contre la Grèce, Raeder apprit que Hitler « continuait de penser que la Russie va rester neutre, » malgré l'avancée allemande à travers les Balkans ; mais il apprit également que « les préparatifs en vue d'une campagne à l'Est, ainsi que ceux de l'opération Lion de Mer pour le printemps, doivent être poursuivis conformément à la décision du Führer. » Dans la directive du 12 novembre³², il était indiqué que, bien qu'une conférence politique fût sur le point de se tenir avec Molotov « pour clarifier l'attitude de la Russie pour le moment, » « les préparatifs déjà ordonnés verbalement en vue d'une campagne à l'Est seront poursuivis, quels que soient les résultats de cette conférence. » Hitler s'était quasiment décidé : « des directives, » ajoutait l'annonce du 12 novembre, « seront transmises ultérieurement, lorsque j'aurai vu et approuvé le plan fondamental d'opérations établi par l'armée. »

La conférence tenue du 12 au 14 novembre avec Molotov ne modifia en rien la situation³³. Hitler s'opposait à une nouvelle attaque russe contre la Finlande ; Molotov n'apportait aucune assurance. Molotov demandait un accord pour une garantie russe accordée à la Bulgarie ; Hitler ne pouvait pas s'engager sur ce point ; et il fut tenté de considérer la conférence comme l'échec de la dernière tentative d'empêcher un fossé de se creuser entre les deux pays.

Pourtant, l'attaque contre la Russie n'était pas encore ordonnée, et pas uniquement parce qu'il n'était pas nécessaire de l'ordonner aussi longtemps à l'avance. Hitler n'était pas homme à retarder ses annonces une fois ses décisions prises. Il restait réticent à prendre cette décision. Il continuait d'entretenir des doutes. Au cours de la conférence avec Molotov, il développa de nouveau l'idée qui le séduisait depuis quelque temps, celle d'encourager une expansion

32. *N.D.*, 444-PS et 147-C.

33. *N.D.*, 170-C, élément 99 ; *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*.

russe vers l'Iran et l'Inde. Le 14 novembre, tout ce que Raeder put dire — il se peut qu'il ne connût pas la position véritable, mais il n'aurait pas sous-estimé le péril — fut que Hitler « était toujours disposé à une démonstration vis-à-vis de la Russie. »

VI

Il était maintenu dans l'indécision par le risque évident d'attaquer la Russie pendant que la Grande-Bretagne était encore en guerre contre l'Allemagne. Raeder avança vigoureusement cet argument lors de sa réunion avec Hitler du 14 novembre. Il était clair, dit-il, que la Russie n'attaquerait pas l'Allemagne, du moins pas avant quelques années ; il était impératif de reporter une attaque allemande contre la Russie jusqu'à ce que la Grande-Bretagne fût vaincue, ou, « autrement, les exigences imposées aux forces allemandes seraient trop lourdes, et l'on ne pourrait entrevoir une fin des hostilités. » Hitler ne réfuta pas le premier point ; et il comprit fort bien le second. Car la défaite rapide de la Grande-Bretagne, bien que les chances de la voir se produire déclinaissent constamment, restait son principal objectif stratégique.

« Lion de Mer, » pour réduites que fussent ses perspectives, n'avait pas été annulé. Une directive du 12 octobre 1940 avait reconnu que l'objet principal derrière le maintien en alerte continu de cette opération était de conserver la pression politique et militaire sur l'Angleterre. Elle avait reconnu des doutes concernant la perspective d'une remise sur les rails de l'opération : « si l'invasion devait être envisagée de nouveau printemps ou au début de l'été 1941, les ordres de renouvellement d'une mise en alerte opérationnelle seraient émis ultérieurement. » Mais elle avait également stipulé que « les conditions militaires d'une invasion tardive seront à améliorer, » un ordre que Raeder, le 14 octobre, interpréta comme signifiant que des « manœuvres constantes » devaient être menées.

En conséquence des développements qui suivirent l'attaque italienne contre la Grèce, Hitler gagna en détermination : les planifications devaient être menées pour une possible attaque contre la Russie ; mais pas au point d'abandonner « Lion de Mer. » D'un autre côté, comme Hitler le savait fort bien, les perspectives de « Lion de Mer » diminuaient chaque mois qui s'écoulait ; car chaque mois, la position défensive britannique s'affermissait. La directive du 12 novembre semblait reconnaître ce point, car elle montrait un Hitler plus insistant que le 4 novembre concernant la planification de la campagne de Russie, et dans le même temps plus dubitatif concernant « Lion de Mer. » Pour les points concernant la Russie, il était annoncé que « des directives seront transmises dès que j'aurai approuvé le plan d'opérations fondamental de l'armée » ; et tout ce qui pouvait être dit concernant « Lion de Mer » était qu'« en cas de changement de la situation générale, la possibilité ou la nécessité d'examiner de nouveau l'opération "Lion de Mer" pourrait se présenter au printemps. »

C'était sur le plan aérien, en particulier, où la suprématie était tellement importante si le plan « Lion de Mer » existant devait jamais être déclenché, que la situation devait changer. « Les attaques aériennes contre la Grande-Bretagne, » rapporta Raeder le 14 novembre, « n'ont jusqu'ici pas créé les conditions nécessaires pour mener à bien "Lion de Mer." Des vaisseaux de guerre restent stationnés dans des ports comme Plymouth ou Portsmouth. La situation doit changer avant toute nouvelle tentative sur "Lion de Mer." » Et Hitler lui-même « a confirmé le fait que les attaques menées par l'aviation n'ont pas atteint les résultats anticipés... »

Mais son anxiété à mettre fin à la guerre contre la Grande-Bretagne restait si intense que, malgré tous ses doutes, la directive du 12 novembre poursuivait qu'au cas où « Lion de Mer » serait réactivé, « chaque branche des forces armées devra s'exercer avec acharnement pour améliorer sa position. » Elle restait si intense qu'à un moment compris entre le 14 novembre et le 3 décembre, au vu de la situation aérienne encore défavorable dans le Pas-de-

Calais, Hitler demanda à l'État-major naval d'examiner la possibilité d'envahir le Sud de l'Irlande. On devait pouvoir trouver des avantages politiques et militaires à adopter cette route moins directe menant aux îles britanniques.

Faisant rapport le 3 décembre, et déposant un mémorandum dont le titre — *La question du soutien à l'Irlande contre la Grande-Bretagne* — indique fort bien le type d'avantage politique que Hitler avait à l'esprit, Raeder objecta à cette idée. Pour réussir, il faudrait disposer de la suprématie navale, chose que l'Allemagne n'avait pas et ne pourrait jamais développer ; au vu des longues distances, la ligne de ravitaillement ne pourrait jamais être défendue ; l'île ne possédait ni bases ni mouillages défendus, et bien que les Irlandais pussent ouvrir volontairement leurs ports, ceux-ci seraient également ouverts « à l'ennemi à notre poursuite » ; le soutien aérien, qui allait devoir venir depuis l'Europe occupée, dépendrait des conditions météorologiques, notoirement mauvaises en Irlande. De tous les points de vue, « il ne serait pas possible d'honorer une demande d'aide des Irlandais. »

Hitler n'était pas d'accord ; il se montra plus réticent que Raeder à abandonner le projet irlandais. Il reconnut que l'opération était impossible dans les circonstances existantes : « un débarquement en Irlande ne peut être tenté que si l'Irlande demande de l'aide. » Mais il pourrait s'avérer possible en cas de coopération de la part du gouvernement irlandais. Et parce que l'Irlande constituerait une base d'attaques aériennes vers les ports du Nord-Ouest de la Grande-Bretagne, car « l'occupation de l'Irlande pourrait amener à la fin de la guerre, » il insista pour que l'on s'enquît de savoir si l'Irlande aurait aimé un soutien, et pour que l'examen des conditions opérationnelles fût poursuivi.

VII

Si l'idée irlandaise témoigne non seulement de son désir d'ame-

ner la Grande-Bretagne à un règlement, mais également de la frustration avec laquelle il considérait le plan d'invasion existant et plus orthodoxe, la poursuite de ses réflexions sur les chances d'occuper le Sud de l'Irlande ne put qu'accroître sa frustration. Et il n'est pas plus probable que cela ait amélioré la situation de ses plans méditerranéens, limités et précisés par l'attaque italienne contre la Grèce, et désormais soumis à de nouvelles tensions.

Une fois de plus, la principale difficulté provenait de la maîtrise britannique des mers et de l'absence de flotte de surface allemande. Comme en Méditerranée orientale, où toute possible opération allemande avait été empêchée par l'exploitation agressive, par la *Royal Navy*, des revers italiens en Grèce, à l'Ouest, la maîtrise britannique des mers s'imposait aux Allemands alors que ceux-ci faisaient progresser leurs plans. Le 26 septembre 1940, Raeder avait déjà averti Hitler que la véritable difficulté à laquelle seraient confrontés les plans à venir de l'Allemagne — cette même difficulté qui sous-tendait toutes les complications politiques rencontrées dans les négociations avec la France et l'Espagne — était la puissance maritime britannique. « L'absence de flotte adaptée, » avait-il dit, « va constituer un handicap permanent en cas d'extension de la guerre, pour l'occupation, par exemple, des îles Canaries, du Cap-Vert, des Açores, de Dakar, de l'Islande, etc. » À présent, Raeder était contraint d'examiner de plus près la conduite d'opérations à longue distance, sur des espaces maritimes ; et la vision de la flotte britannique, associée à la conscience de la faiblesse navale l'Allemagne, revenait le tourmenter.

Cela l'amena, le 4 novembre, à exprimer une « objection fondamentale » à l'adjonction par Hitler des îles du Cap-Vert au plan de prise de Gibraltar. Selon Raeder, cette opération dépendait d'un soutien français, et n'était possible « que si Dakar est entre nos mains » ; et même ainsi, elle serait chose difficile à mener. Une fois prises, « nous ne pourrions pas être certains de conserver les îles au vu des forces en présence. » Qui plus est, alors que les îles n'offriraient qu'un intérêt limité pour l'ennemi, « les retombées politiques



FIGURE 5.3 – Carte des Îles et archipels de l'Est de l'Atlantique.

négatives découlant de notre occupation de territoires portugais, avec de possibles représailles de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis contre les Açores, le Portugal métropolitain et ses colonies, doivent être considérées comme très sérieuses. » En outre, si on abandonnait l'idée du Cap-Vert, il serait préférable de ne pas envoyer de divisions à la frontière portugaise. « Toute action allemande contre le Portugal offrirait aux Britanniques la possibilité d'occuper les colonies portugaises de Madère, du Cap-Vert et des Açores. »

Mais Hitler était résolu à maintenir ces adjonctions au plan : Raeder nota qu'il « faudrait parler au Führer plus longuement, car il semble très favorable à une opération contre le Cap-Vert. » Et, plutôt que d'abandonner cette idée, il utilisa les arguments de Raeder pour justifier un élargissement de l'opération. La prise du Cap-Vert lui semblait désormais essentielle à la réussite de l'opération contre Gibraltar ; et si l'occupation du Cap-Vert pouvait amener l'ennemi à prendre les Açores et Madère, il estimait, comme déjà indiqué, que l'Allemagne devait envisager de s'emparer elle-même des Açores et de Madère.

Deux jours après l'annonce de cette décision par la directive du 12 novembre, Raeder revint à la charge. Les Canaries, convenait-il, seraient importantes pour la Grande-Bretagne si l'Allemagne s'emparait de Gibraltar, et qu'il convenait donc de les prendre par avance. Mais ni le Cap-Vert, ni Madère ne présentaient d'utilité pour la Grande-Bretagne. D'un autre côté, la neutralité du Portugal était précieuse pour l'Allemagne, et violer cette neutralité amènerait à une occupation immédiate des Açores par la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Quant à la réaction de Hitler face à cet argument, la suggestion que l'Allemagne occupât les Açores par avance, cela promettait de constituer une entreprise très périlleuse. Avec de la chance, elle pourrait certes réussir dans un premier temps ; mais on pouvait douter qu'il existât même des installations de débarquement adéquates pour une occupation, et « la possibilité de conserver les îles est très incertaine au vu de l'offensive britannique très puissante qui serait certainement menée. »

Hitler resta inébranlable. Il est vrai qu'il abandonna le sujet de Madère ; mais il était convaincu que la Grande-Bretagne occuperait les Açores sitôt l'entrée de troupes allemandes en Espagne, que le Cap-Vert fût ou non attaqué. En tout cas, il était intéressé par ces îles « dans l'idée de poursuivre la guerre contre les États-Unis plus tard, » et les Açores lui offriraient « la seule infrastructure depuis laquelle attaquer les États-Unis, s'ils devaient entrer en guerre, avec une aviation moderne³⁴. » Le 14 novembre, il décida que s'il n'était pas établi que les installations de débarquement aux Açores étaient adéquates, un officier de marine et un officier de l'air devaient être envoyés sur place sans délai pour s'en assurer. Loin d'abandonner le projet d'occupation du Cap-Vert sous l'effet des arguments de Raeder, il se montra plus déterminé que jamais à ajouter les Açores à la liste de ses objectifs.

34. Cette raison supplémentaire de son intérêt pour les îles de l'Atlantique avait déjà été mentionnée dans un mémorandum du 29 octobre 1940 (*N.D.*, 376-PS).

Pourtant, il avait désormais conscience de l'importance de la maîtrise des mers, et des faiblesses de l'Allemagne à cet égard. Avec l'échec de « Lion de Mer, » il en était venu à regretter sa politique d'avant-guerre et l'absence de flotte de surface. Durant les préparatifs de l'attaque contre Gibraltar, il s'était mis à s'interroger, en supposant que toutes les défenses en place seraient détruites par l'aviation allemande, comment il pourrait fermer efficacement le détroit et prévenir une contre-attaque britannique par la mer. Même si toutes les îles de l'Atlantique étaient prises par avance, l'Allemagne n'avait pas de flotte, il n'était pas question — comme d'habitude — de demander de l'assistance à l'Italie, et le problème d'empêcher une reprise de Gibraltar par les Britanniques commençait à apparaître comme insoluble. Aux prises avec cette difficulté, il ne pouvait que se préoccuper de son propre manque de navires ; et s'il insista, malgré ce manque et en dépit des arguments déployés par Raeder, pour que la capture du Cap-Vert et des Açores, en plus des Canaries, restât incorporée à l'opération Felix, c'était précisément parce qu'il avait désormais compris ce que la maîtrise des mers pouvait réaliser. « Le Führer, » dit Raeder le 14 novembre, « s'attend à de bons résultats grâce à la prise de Gibraltar et à la fermeture de la Méditerranée à l'Ouest » ; et il était déterminé à déployer un plan tellement complet que ses espoirs ne seraient plus jamais douchés par la grande portée de la *Royal Navy*³⁵.

L'avis de Raeder fut ainsi écarté ; mais ses arguments contre l'occupation du Cap-Vert et des Açores allaient nourrir les doutes de Hitler et diminuer ses espoirs au sujet des autres plans concernant la Méditerranée. Il pouvait écarter Raeder ; mais, si ce dernier avait raison ? Et s'il s'avérait impossible de prendre et conserver ces îles ? Et si, même en supposant qu'elles fussent prises, les Britanniques contre-attaquaient malgré tout sur Gibraltar ? Ne devenait-il pas de plus en plus clair, à chaque argument, que même si ces

35. Pour les plans britanniques des îles de l'Atlantique en cas d'attaque sur Gibraltar, voir la note 29 en page 139.

plans étaient couronnés de succès, la Grande-Bretagne resterait en mesure de poursuivre la guerre ?

S'il avait jamais espéré un résultat plus décisif de l'occupation de Gibraltar, l'État-major naval trouva une autre manière de tempérer ses espoirs. Dans un mémorandum en date du 14 novembre 1940, il indiqua que « l'occupation de Gibraltar et le contrôle de l'Ouest de la Méditerranée, bien que très importants, ne sont pas en soi suffisants. » Par suite de l'attaque italienne contre la Grèce, poursuivait le document, la position stratégique britannique en Méditerranée orientale, et le prestige britannique dans les Balkans et au Moyen-Orient se sont considérablement renforcés. Les conséquences possibles de ce changement étaient « que la situation en Méditerranée orientale n'évolue pas selon les plans allemands, » que la Grande-Bretagne prenne l'initiative « avec des effets néfastes en Méditerranée orientale et en Afrique, et donc sur l'ensemble de la conduite future de la guerre, » et que la position britannique devienne tellement forte qu'« il ne sera plus possible de chasser la flotte britannique de Méditerranée. » L'État-major naval était convaincu qu'il était d'une importance décisive d'empêcher ces développements, dont on avait eu un avant-goût avec l'attaque menée par la *Fleet Air Arm* contre la flotte italienne à Tarante les 11 et 12 novembre. Elle affirmait que la menace posée par la Grande-Bretagne et les États-Unis « nous contraint non seulement à former une union européenne, mais aussi à livrer bataille pour l'Afrique, en tant qu'objectif stratégique primordial de l'ensemble de l'effort de guerre allemand, » et ce au travers d'une offensive rapide contre la région Alexandrie-Suez.

L'Italie, laissée à elle-même, ne « mènerait jamais l'offensive égyptienne. » « Les dirigeants allemands responsables de la conduite de la guerre ... ne peuvent attendre des forces armées italiennes ni opération d'envergure, ni secours substantiel, ni soutien digne de ce nom. » Ils devaient également percevoir que « l'Allemagne ne devrait certainement pas rester une spectatrice désintéressée du théâtre de la Méditerranée orientale, étant donné les liens étroits

entre la réussite de la guerre menée par l'Allemagne et le problème méditerranéo-africain. » Comme l'Italie n'agirait pas, il appartenait à l'Allemagne d'agir à sa place. « L'ennemi devrait être chassé de Méditerranée en utilisant tout moyen concevable. L'ensemble de la péninsule grecque, Péloponnèse compris, doit être nettoyé de l'ennemi, et toutes les bases occupées. » Il fallait contraindre l'Italie à déclencher l'offensive en Égypte, et envoyer des troupes allemandes pour l'y aider. « Malgré toutes les difficultés, il sera difficile d'éviter une offensive à travers la Turquie. » Il fallait miner le Canal de Suez. Toutes ces opérations, en plus de la prise de Gibraltar et la fermeture de la Méditerranée par l'Ouest, étaient essentielles à la victoire de l'Allemagne.

Ces arguments n'avaient rien de contradictoires en soi avec les idées cultivées par Hitler. Il comptait prendre Gibraltar ; mais savait que cela ne suffirait pas. « Lion de Mer, » si l'opération pouvait être lancée, ou l'occupation alternative de l'Irlande — cela pouvait gagner la guerre ; mais il était peu probable que la prise de Gibraltar eût le même résultat. Il s'était déjà résolu à sécuriser également les Balkans, et on était sur le point d'appliquer ses mesures préparatoires. Le Roi de Bulgarie fut convoqué en Allemagne le 17 novembre ; la Roumanie annonça son ralliement à l'Axe le 21 novembre. Il avait déjà ordonné l'invasion de la Grèce. Lorsque le moment arriva, il entendit sa percée à la Crète. Mais en avançant si loin sur le front méditerranéen, il n'était guidé que par des impératifs défensifs ; et l'extension de la guerre au Moyen-Orient, demandée par l'État-major naval, n'était guère attrayante, malgré la force des arguments déployés par Raeder. Au contraire, la Méditerranée constituait, à ses yeux, un théâtre truffé d'incertitudes et de périls, dont, depuis l'attaque italienne contre la Grèce, le moindre n'était pas le problème de la collaboration avec l'Italie. Même en Méditerranée occidentale, où il pouvait éviter ce problème, les incertitudes concernant l'attitude de Franco, les marchandages de Vichy, le cercle vicieux des discussions avec Raeder concernant les îles de l'Atlantique — ces circonstances avaient toutes œuvré pen-

dant des mois à le convaincre que ses chances de réussite étaient limitées.

VIII

Dans ce contexte, à mesure que ses frustrations et impatiences montaient concernant l'Ouest et la Méditerranée, ses pensées se tournaient de plus en plus vers l'idée d'une attaque contre la Russie. Une attaque contre la Russie et le développement des projets au Moyen-Orient soutenus par l'État-major naval n'étaient pas mutuellement compatibles : il n'était pas possible pour l'Allemagne de mener les deux de front. Et Hitler avait choisi son option préférée. Si « Lion de Mer » et une invasion du Sud de l'Irlande étaient impraticables, et si les opérations contre Gibraltar ou au Moyen-Orient semblaient peu propices à lui apporter une victoire rapide contre la Grande-Bretagne, la meilleure chose à faire devait être une victoire rapide et prodigieuse sur un autre théâtre. La puissance maritime britannique et l'impuissance de l'Allemagne dans cette direction rendaient incertaines ses chances en Méditerranée ; mais d'un autre côté, rien n'empêchait une attaque contre la Russie. Et comme il s'agirait d'une attaque par voie terrestre, qui pouvait douter que l'Allemagne ferait rapidement forte impression ? L'Allemagne reprendrait également l'initiative ; et il ne pouvait pas tolérer le sentiment, si vif lorsqu'il pensait à « Lion de Mer » ou examinait ses plans en Méditerranée, que l'initiative avait commencé à passer à l'ennemi. Qui plus est, l'opération satisferait son impatience croissante vis-à-vis de la Russie.

Depuis la conférence avec Molotov, il avait continué de poursuivre, au travers de propositions de collaboration étendue envoyées à la Russie, l'idée de la détourner vers l'Océan Indien, comme alternative à une attaque contre elle. Mais il avait également poursuivi la planification d'une campagne à l'Est ; et lorsqu'il reçut, le 26 novembre, les contre-propositions russes, sa conviction fut renfor-

cée : la fin était arrivée. Car les Russes demandaient le retrait des troupes allemandes de Finlande, une garantie russe à la Bulgarie et des bases russes dans les Dardanelles³⁶

Pour une autre raison, une décision finale devenait, quelle qu'elle fût, une impérieuse nécessité. Un document contenant les « Faits basiques de l'histoire de l'économie de guerre allemande^{37 38} » révèle la confusion qui résultait alors de l'indécision persistante de Hitler sur tous les fronts. « L'armée réclamait avec insistance la plus haute priorité pour l'équipement destiné aux opérations en Afrique du Nord, la marine exigeait l'accélération des préparatifs de "Lion de Mer," les programmes d'armement aérien ne cessaient de s'intensifier... » ; et dans cette situation, les autorités régissant la production de guerre étaient contraintes à indiquer « les difficultés à tout accélérer en même temps... », d'autant plus que Göring « avait déclaré pour la première fois le 6 novembre que nous devons nous préparer à une guerre prolongée. »

Par suite de cet avertissement, des décisions furent prises, pour-suit ce document, le 3 décembre 1940. L'une d'entre elles stipulait qu'« il n'est plus question désormais d'une invasion de l'Angleterre, mais seulement d'un siège de l'Angleterre... Pour le moment... les préparatifs de "Lion de Mer" n'étaient destinés qu'à être menés à leur terme... » Une autre positionnait « la défense aérienne de la patrie en tête des priorités pour la première fois. » La troisième « instruction » du 3 décembre concernait la Russie ; il s'agissait de tout sauf d'une décision. « La grande action envisagée (la Russie) était mentionnée [aux autorités régissant la production de guerre] pour la première fois, et son report à une date ultérieure reconnu comme possible. »

Aussi, même dans ces circonstances, Hitler ne parvenait pas à se décider concernant la campagne à l'Est, et bien qu'il pût finalement

36. Voir *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*.

37. *Basic Facts for a History of the German War Economy*, NdT.

38. *N.D.*, 2353-PS, pp. 323-234.

se prononcer clairement concernant « Lion de Mer, » ce fut le même jour, 3 décembre, qu'il discuta du Sud de l'Irlande et ordonna que la question fût examinée. Deux jours plus tard, il est vrai, le 5 décembre, lorsque le chef d'État-major de l'armée de terre fit rapport concernant « l'opération planifiée à l'Est ³⁹ », il put souligner que « le premier engagement des forces allemandes devrait être réalisé de sorte à rendre possible l'annihilation de puissantes unités ennemies, afin que les Russes ne puissent pas reprendre position sur leurs arrières... » Il put également confirmer que « le nombre de divisions planifiées pour l'ensemble de l'opération — entre 130 et 140 — est suffisant. » Et, en un sens, c'était l'approbation du « plan fondamental d'opérations de l'armée », avait-il dit précédemment, qui serait le signal de la transmission de directives. En soi, cependant, ses remarques ne constituaient pas une décision ferme et, le fait que le 3 décembre, même après l'abandon provisoire de "Lion de Mer", il pût encore ordonner une étude sur l'occupation possible du Sud de l'Irlande, et que les directives pour une campagne à l'Est ne fussent toujours pas émises, témoignait de son hésitation persistante. L'argument évident plaçant contre une attaque de la Russie avant la fin de la guerre contre la Grande-Bretagne était tellement puissant qu'en dépit de sa prédilection pour la campagne à l'Est, en dépit de son irritation devant les contre-propositions russes, en dépit de la nécessité urgente de décisions fermes, il resta indécis tant qu'il ne reçut pas un choc de plus.

IX

Dans la mesure où elle n'était pas encore jouée d'avance, la décision fut prise à sa place, mettant ainsi un terme à ces trois mois parmi les plus critiques et les plus incertains de la guerre, avec le déclenchement, le 6 décembre 1940, de la première offensive

39. *N.D.*, 1799-PS

britannique dans le désert occidental. Le succès rapide de cette offensive — amorcé le 9 décembre par la bataille de [Sidi Barrani](#) — eut un effet immédiat sur les plans de Hitler et une influence considérable sur la suite du conflit. En alarmant Franco, il amena directement à l'effondrement du plan allemand de prise Gibraltar. En alarmant Hitler, en le convaincant que la Grande-Bretagne était plus éloignée que jamais de la reddition ou de la défaite, en semblant confirmer sa défiance envers les aventures méditerranéennes ou moyen-orientales, il scella sa détermination de se retourner contre la Russie.

La première nécessité était de soutenir les Italiens dans leur retraite. Le renforcement de l'Afrique du Nord, qui n'avait pas semblé opportun en novembre car peu propice à mener à une réussite rapide, apparaissait désormais comme essentiel pour éviter un désastre. Le 10 décembre, lendemain de la bataille de Sidi Barrani, Hitler revint sur sa décision précédente et ordonna que des formations de l'aviation allemande « opèrent dès que possible depuis le Sud de l'Italie, pour une durée limitée. Leur tâche la plus importante est d'attaquer la *Royal Navy* à Alexandrie mais également sur le canal de Suez... et dans le détroit séparant la Sicile de la côte Nord de l'Afrique, au vu de la situation critique en Méditerranée... » Dans le même temps, les préparatifs furent accélérés pour l'envoi d'au moins une division de Panzers en Afrique du Nord.

Une autre source d'alarme résidait dans la possibilité que, à supposer que l'attaque britannique s'avérât constituer une offensive majeure et menât à une détérioration rapide de la position de l'Axe en Méditerranée, la France non-occupée se soulevât contre l'Allemagne. Cette crainte n'était pas déraisonnable. M. Churchill, qui était « très désireux d'accorder à Vichy la chance de bénéficier d'une tournure favorable des événements, » invita Pétain le 31 décembre à reprendre la guerre contre l'Axe, et une force britannique de six divisions fut tenue prête à débarquer au Maroc au cas où

les Français auraient montré des signes d'acceptation⁴⁰. Par conséquent, le 10 décembre, ordonna de nouveau le déclenchement d'une opération d'urgence : l'opération Attila.

Au cas où un soulèvement éclaterait dans certaines parties de l'empire colonial français, placé sous l'autorité du général Weygand, des préparatifs doivent être entrepris en vue d'une occupation rapide de la zone encore inoccupée de la France métropolitaine. Dans le même temps, il conviendra de protéger la flotte de guerre française ainsi que les unités aériennes stationnées en métropole ou au moins les empêcher de se rendre à l'ennemi.

Si l'opération s'avérait nécessaire — « Si les forces armées françaises montrent une opposition, ou qu'une partie de la flotte, malgré les contre-ordres allemands, prend la mer » — des groupes motorisés lourds allemands, assistés d'un soutien aérien, entreraient en France non-occupée, pénétreraient sur-le-champ jusqu'à la Méditerranée, et prendraient les ports, surtout Toulon, afin de « pratiquer un blocus sur la France depuis la mer. » Toute opposition serait « impitoyablement brisée. » Et comme, en de telles tournures des événements, il était difficile de voir comment tenir la flotte française,

Un examen doit également être mené par les commandants en chef de la marine et de l'aviation quant à la meilleure manière de s'assurer la maîtrise de la flotte française, en liaison avec l'entrée de nos troupes, en envisageant plus particulièrement le blocage des entrées de ports, la mise sur pied d'opérations aéroportées, la planification d'actes de sabotage, la préparation d'attaques par sous-marins et aériennes contre les navires en fuite, ainsi que le désarmement préalable des bâtiments français conformément aux clauses de l'Armistice.

Comme d'habitude, « les Italiens ne doivent rien savoir des préparatifs réalisés ni des actions envisagées. »

40. Voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), pp. 550-551. Pour les préoccupations de Hitler concernant Vichy, voir également sa lettre à Mussolini du 31 décembre 1940, citée dans *The Second World War* de M. Churchill, Vol. III (« The Grand Alliance »), pp. 10-13 depuis *Hitler e Mussolini, Lettere e Documenti*.

Un résultat tout aussi direct de l'avancée britannique fut le report de l'attaque allemande contre Gibraltar, dont la réussite aurait tant contribué, comme s'en plaignit Hitler à Mussolini dans une lettre du 31 décembre⁴¹, à éliminer « le péril d'un retournement français en Afrique du Nord-Ouest. » Malgré toutes les difficultés, la planification allemande de cette opération s'était poursuivie. Le 30 novembre, les difficultés avaient été surmontées ou contournées, et un calendrier détaillé avait été établi. La marine allemande avait reçu une liste des tâches attendues d'elle : la défense de Gibraltar une fois conquis, le contrôle du détroit ; le soutien à l'occupation et à la défense des Canaries ; l'occupation des ports de [Vigo](#), [Ferrol](#), [Cadix](#) et [Malaga](#). Aucune date n'avait été établie, car la coopération de Franco, bien qu'indispensable, restait incertaine. Mais la tentative était imminente lorsque la Grande-Bretagne lança son offensive dans le désert occidental.

Franco se détourna immédiatement de l'Axe ; sans doute — bien qu'il semble que ce fût l'Espagne qui prit l'initiative de faire des promesses à l'Allemagne au cours de l'été qui précéda l'échec de « Lion de Mer » — saisissait-il désormais l'occasion de le faire. Le 7 décembre, lendemain du lancement de l'offensive britannique, l'amiral [Canaris](#) présenta au gouvernement espagnol la proposition de Hitler, prévoyant la traversée de l'Espagne par des troupes allemandes le 10 janvier 1941 ; mais on lui expliqua poliment qu'il était impossible pour l'Espagne d'entrer en guerre à la date suggérée⁴² « L'Espagne, » écrivit Hitler à Mussolini dans la lettre du 31 décembre, « profondément troublée par la situation, dont Franco estime qu'elle est devenue défavorable, a refusé de collaborer » ; et comme Hitler l'apprit quelques semaines plus tard, il « ne prendra pas part à la guerre avant que la Grande-Bretagne soit au bord de l'effondrement. » Aussi, le 11 décembre, une troisième instruction

41. Citée par W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), pp. 10-13.

42. Voir *The Spanish Government and the Axis*, Document No. 11.

d'urgence envoyée depuis le quartier général de Hitler annonça que l'« "opération Felix" ne serait pas déclenchée, les conditions politiques n'étant plus réunies. » Le plan ne fut pas annulé. Les préparatifs étaient trop avancés pour prendre une décision aussi précipitée, et Hitler, comme il l'affirma à Mussolini dans sa lettre du 31 décembre, « avait encore l'espoir, le faible espoir, que Franco comprendrait à la dernière minute les conséquences catastrophiques de sa conduite. » Mais bien qu'il fût décidé que « les études en cours soient menées à leur terme, » l'opération fut indéfiniment reportée : les « batteries allemandes qui devaient être envoyées pour renforcer les îles et la côte espagnoles ne doivent pas être livrées. »

Un autre résultat de l'avancée britannique fut que Hitler décida d'augmenter les forces dépêchées pour l'attaque contre la Grèce, l'opération « *Marita*. » Dans une directive finale concernant cette opération, transmise le 13 décembre⁴³, les objectifs restaient pour l'essentiel ceux définis précédemment dans la directive du 12 novembre. « La tentative britannique d'établir des bases aériennes sous la protection d'un front balkanique, qui pourrait être dangereux surtout pour l'Italie ainsi que pour les champs de pétrole roumains, doit être déjouée. » Il était donc nécessaire, lorsque les conditions météorologiques le permettraient, « sans doute en mars, d'envoyer une force d'intervention par la Bulgarie pour occuper la côte de l'Égée, et si nécessaire, d'occuper l'ensemble de la Grèce continentale. » Mais bien que les objectifs restassent substantiellement inchangés, le nombre de divisions engagées passa de dix à vingt-quatre.

Si cela tenait en partie à la menace accrue causée par la Grande-Bretagne, c'était aussi parce que l'attitude de Hitler envers la campagne à l'Est avait atteint son stade ultime au cours de ces quelques jours après l'ouverture de l'offensive britannique. Une fois de plus, comme début novembre, les développements menaçants en Méditerranée atténuèrent ses hésitations à se retourner contre la Rus-

43. *N.D.*, 1541-PS.

sie, alors qu'ils auraient dû les accroître. « Après la fin de l'opération "Marita," » ajoutait la directive du 13 décembre, « j'envisage d'utiliser les forces accrues qui y auront été employées dans une nouvelle entreprise. » Le 18 décembre 1940, après cinq jours supplémentaires de réussite britannique ininterrompue en Afrique, des jours qui virent toutes les troupes ennemies expulsées d'Égypte et [Bardia](#) encerclée, Hitler signa la première directive pour l'attaque contre la Russie. Elle annonçait que « les forces armées allemandes doivent être prêtes à renverser la Russie au cours d'une campagne éclair, avant même la fin de la guerre contre l'Angleterre⁴⁴. »

44. *N.D.*, 446-PS.

Chapitre 6

La décision d'attaquer la Russie

I

Ce fut en juillet 1940, dit-on souvent, que Hitler fut séduit par la possibilité d'une campagne à l'Est. Il ne fait aucun doute, selon une source autorisée¹, qu'à la fin septembre 1940, il avait fini par se décider à lancer l'attaque. Lorsqu'il se retourna contre la Russie, selon un autre récit², il était « grisé par le succès et enivré par la propagande qui faisait ses éloges comme plus grand génie stratégique de tous les temps. » Aucun de ces jugements ne résiste à un examen approfondi des faits.

Il est vrai que c'est en juillet 1940 que l'intérêt manifesté par Hitler pour une attaque rapide contre la Russie apparaît pour la première fois dans les documents. Mais ceux-ci, aussi bien avant la guerre — malgré le Pacte russo-allemand — qu'à partir du premier

1. W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. II (« Their Finest Hour »), p. 510.

2. H.R. Trevor-Roper, *The Last Days of Hitler*, p. 9.

jour de la guerre, ne laissent aucun doute : ce qui naquit en juillet 1940 n'était pas simplement l'idée d'une attaque contre la Russie — idée qu'il caressait depuis longtemps —, mais le sentiment qu'une attaque contre la Russie, dans une guerre sur deux fronts, avant la défaite ou l'apaisement de la Grande-Bretagne, dans des circonstances qu'il n'avait encore jamais considérées, pût être envisagée. « S'il n'est pas certain, » dit-il le 21 juillet, « que les préparatifs (pour "Lion de Mer") puissent être achevés au début du mois de septembre, d'autres plans devront être envisagés » ; et son autre remarque à cette occasion — « il relève évidemment de notre devoir d'examiner les questions russe et étasunienne avec minutie » — indiquait clairement la direction que prendraient ses pensées si « Lion de Mer » s'avérait impraticable.

À cet égard, l'abandon de « Lion de Mer » durant la deuxième quinzaine de septembre constitua clairement un tournant majeur dans l'attitude de Hitler envers l'entreprise russe. Mais il y a un abîme entre ce fait et l'affirmation selon laquelle il avait déjà pris sa décision fin septembre, dès l'abandon de « Lion de Mer. » La décision d'attaquer la Russie ne fut pas prise aussitôt prononcé le report de « Lion de Mer » ; et affirmer qu'elle le fut revient à ignorer les faits, ou à tout le moins à les lire à la lumière d'événements ultérieurs.

On peut bien sûr affirmer que, bien que la décision ne fût pas prise sur-le-champ, il s'agissait d'une conclusion tirée d'avance, que l'échec de « Lion de Mer » amena inévitablement à la décision russe. Si cette décision découla d'une prédilection de Hitler pour les grandes campagnes terrestres, et de sa détermination résolue à se retourner contre la Russie, en tout cas, en temps voulu, elle découla également de sa frustration sur les autres fronts, de son désir d'agir, de son impatience d'obtenir des résultats rapides et éclatants ; et l'échec de « Lion de Mer » fut vital à cet égard. Magnifiques avaient été la conquête de la Norvège, la défaite de la France ; la Grande-Bretagne, alors, aurait dû percevoir le caractère désespéré de sa position. Le premier revers sérieux de Hitler fut

qu'elle ne le perçut pas. Seule la Manche lui avait porté secours ; et la Manche, qui rendait nécessaire « Lion de Mer, » rendit ensuite « Lion de Mer » impossible, ce qui accrut son désespoir. Ce fut de nouveau la Manche — ou ce qu'elle représentait : la puissance et la liberté britanniques en mer — qui rendirent par la suite si difficiles les négociations avec la France et l'Espagne, qui placèrent autant d'obstacles sur la voie de la prise de Gibraltar, et qui limitèrent d'avance l'efficacité de cette opération, même en cas de succès. Il semblait en ressortir que l'Allemagne était invincible dès lors qu'elle pouvait agir ; et une action contre la Russie, au travers d'une vaste campagne terrestre, devint comparativement de plus en plus tentante au fur et à mesure que Hitler se voyait contrecarré sur les autres fronts.

Vu d'un certain point de vue, on peut considérer cette évolution comme inévitable ; mais il n'est pas légitime, au vu des faits, de la considérer autrement que comme lente. Même si le changement fut continu, il s'étala malgré tout sur trois mois entiers. Négliger ce fait revient à ignorer les éléments de preuve ; et à négliger l'effet cumulatif de la maîtrise britannique des mers. Et lorsqu'on mesure correctement cet effet, même l'opinion selon laquelle la décision de Hitler, quelle qu'elle ait été la durée qu'il lui fallut pour l'adopter, était une conclusion tirée d'avance — même cette opinion perd beaucoup de sa force.

Car la position britannique en mer, si importante dans l'échec de « Lion de Mer, » produisit plus qu'une influence négative au cours des trois mois qui suivirent. Elle fit plus que simplement ajouter aux frustrations de Hitler en faisant échouer ses projets pour la Méditerranée orientale et pour Gibraltar, comme « Lion de Mer » avant eux. En permettant à la Grande-Bretagne de passer à l'offensive, elle joua aussi un rôle actif. Les événements qui suivirent l'attaque italienne contre la Grèce, puis la première offensive du désert occidental, et n'installèrent pas l'idée russe dans l'esprit de Hitler ; elle y était déjà. Ils ne ravivèrent pas cette idée ; car elle n'était jamais morte. Mais ils l'alarmèrent. Et puisque, même jus-

qu'en novembre et décembre 1940, ce type de choc restait encore nécessaire pour vaincre ses hésitations concernant la campagne à l'Est, ils contribuèrent à cette évolution de trois mois qui, avec le recul, paraît inévitable, surtout parce qu'ils eurent lieu.

Il est vrai que ces chocs auraient dû produire l'effet opposé et que, s'il n'avait pas déjà eu l'idée à l'esprit, la menace croissante de la Méditerranée aurait pu le dissuader d'attaquer la Russie plutôt que l'y encourager. Mais une autre considération aide à expliquer ce point : l'alarme et la frustration n'étaient pas les seuls éléments de la situation. On ne saurait douter de la frustration qui était la sienne, du fait de son tempérament et de ses dispositions d'esprit, par la série de déceptions qui suivit la défaite de la France, par le fait que ce ne fut qu'alors qu'il fut confronté frontalement à de dures réalités et à des problèmes compliqués. Cependant, les déceptions de Hitler découlèrent autant de son absence de planification au-delà de la chute de la France, de son incapacité à ajuster ses plans aux circonstances qui suivirent l'échec de « Lion de Mer, » de ses vues étroites et de son inflexibilité, de son absence de vision stratégique, qu'elles ne résultèrent des difficultés et des problèmes inhérents à la nouvelle situation. Si, au cours des trois derniers mois de l'année 1940, sa stratégie devint désespérée avant même de devoir l'être, ce ne fut pas uniquement en raison des circonstances et de son tempérament, mais aussi de ses limites intellectuelles et stratégiques.

La frustration, et du reste, la tendance à fabriquer le désespoir, ne constituaient qu'une facette de sa nature singulière ; et l'opiniâtreté et l'illusion de confiance en étaient les traits opposés mais logiquement complémentaires. S'il prit la décision russe pour sortir de ses problèmes, comme une échappatoire à sa frustration, il l'adopta également parce qu'il croyait en son propre génie, qu'il surestimait ses propres forces, et du fait de sa confiance illimitée dans les armées allemandes. Si la décision fut prise en raison de la situation alarmante en Méditerranée, qui représentait l'apogée de sa frustration grandissante, elle fut également adoptée malgré cette

situation, ce qui illustre sa témérité et son goût du risque.

Cela admis, la frustration reste un élément puissant sous-jacent de la décision prise par Hitler ; le cheminement vers cette décision n'aurait pu qu'être long, car il était négatif, une simple réaction à la montée de la frustration sur les autres fronts ; et si tout se résumait à cela, on pourrait déjà écarter l'opinion que Hitler était « grisé par le succès et enivré par la propagande » lorsqu'il l'adopta. Mais ce qui rendait certain que ce processus prendrait du temps, et ce qui invalide totalement la thèse de l'« enivrement », c'est que la frustration de Hitler émanait d'une source bien précise. Son objectif restait inchangé : une guerre courte et, comme étape supplémentaire vers ce but, la défaite rapide de la Grande-Bretagne ou son acceptation rapide de ses conditions de paix. Plus que jamais, au cours des trois mois qui précédèrent la décision de se retourner contre la Russie, ne fût-ce qu'à cause de son impatience à franchir cette nouvelle étape, la défaite ou l'apaisement de la Grande-Bretagne restait son objectif ; et cela lui était refusé. Nombreux étaient ceux qui le considéraient comme un vainqueur, mais Hitler savait à quoi s'en tenir. Il savait qu'il avait échoué à atteindre cet objectif suprême.

L'élément frappant de ces trois mois qui suivirent le report de « Lion de Mer » ne fut pas la facilité, mais la réticence qui caractérisa l'abandon de cet objectif ; non que sa frustration l'ait précipité dans la campagne de l'Est, mais que sa persistance fut ce qui l'en dissuada si longtemps. Face à tous les faits, « Lion de Mer » fut maintenu en vie jusque début décembre 1940 comme opération potentielle pour le printemps suivant ; et ce ne fut que le 8 janvier 1941, trois semaines après la décision russe, qu'il reconnut ouvertement que « Lion de Mer » était « désormais non réalisable à moins que la Grande-Bretagne se retrouve paralysée à un degré significatif. » « La réussite de l'invasion, » poursuivit-il, « doit être totalement assurée ; faute de quoi, le Führer considère que la déclencher serait criminel. » Les projets tels que l'occupation du Sud de l'Irlande, en alternative à « Lion de Mer, » furent également envisagés jusqu'en décembre.

Même après la transmission de la directive du 18 décembre 1940, il semble exister des raisons de penser qu'un élément de doute et d'hésitation continua d'occuper son esprit concernant la décision russe, ainsi qu'un espoir évanescent que la Grande-Bretagne pourrait encore être amenée à céder. La directive contenait une clause de sauvegarde : elle affirmait qu'il ordonnerait l'assemblage de troupes huit semaines avant le jour J « si l'opération est décidée³. » Au cours du procès de Nuremberg, Ribbentrop a affirmé que, sans se montrer enthousiaste au sujet de l'idée, Hitler lui avait malgré tout laissé suggérer à la fin décembre 1940 qu'il pourrait essayer de rallier la Russie au [Pacte tripartite](#); et qu'il affirma en cette occasion : « Nous avons déjà conclu le Pacte actuel, peut-être réussirons-nous également à cela⁴. » Le 31 décembre 1940, dans une lettre qu'il écrivit à Mussolini, Hitler souligna que « nos relations actuelles avec l'URSS sont très bonnes, » et donna plusieurs raisons de penser qu'il existait « un espoir considérable que nous puissions résoudre de manière raisonnable les points encore en suspens... et parvenir à une solution qui évitera le pire...⁵. » Le 13 mai 1941, quand Mussolini lui demanda si l'Allemagne avait totalement exclu la possibilité d'une collaboration avec la Russie contre la Grande-Bretagne, Ribbentrop répondit que, bien que devenu soupçonneux vis-à-vis de la Russie, Hitler n'était « en aucun cas parvenu à une décision⁶. » Le 20 avril 1941, Hitler affirma à Raeder qu'il avait informé [Matsuoka](#) que la Russie serait épargnée si elle se comportait de manière amicale, conformément au traité; et lorsqu'en la même occasion, Raeder lui demanda son opinion concernant le changement pro-allemand discernable dans l'attitude russe, il « répondit comme ci-dessus » — sans doute dans le sens de sa déclaration à

3. *N.D.*, 446-PS.

4. *Proceedings*, Partie 10, p. 250. Voir également le témoignage sous serment de Frau Ribbentrop, *Proceedings*, Partie 11, p. 234.

5. Cité dans W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), pp. 10-13.

6. *N.D.*, 1866-PS.

Matsuoka⁷.

Ces éléments peuvent facilement être écartés. La clause de sauvegarde de la directive pouvait n'être qu'une précaution formelle ; le témoignage de Ribbentrop est partial et dénué de soutien documentaire ; la ligne allemande n'était pas de faire preuve de franchise vis-à-vis de l'Italie et du Japon concernant les plans à venir ; et Hitler n'était pas toujours honnête avec Raeder. Mais si Hitler entretenait le moindre doute, comme cela semble probable, ce n'était pas sur l'opportunité d'attaquer la Russie, mais seulement sur l'à-propos de le faire tant que l'Allemagne était encore en guerre contre la Grande-Bretagne ; et aucun doute n'est possible quant à son désir persistant de paix avec la Grande-Bretagne, ou du moins de sa défaite rapide. Le 27 décembre, plus d'une semaine après avoir signé la directive russe, il ne trouvait encore à dire au sujet de « Lion de Mer » que « selon toutes probabilités, elle ne sera pas lancée avant l'été 1941. » « Même aujourd'hui, » dit-il le 8 janvier 1941, alors que la directive russe datait de trois semaines, « le Führer reste prêt à négocier la paix avec la Grande-Bretagne ; mais les dirigeants britanniques actuels refusent d'envisager cette paix. » Dans le même temps, il ne pouvait pas éteindre l'espoir que la Grande-Bretagne pouvait encore être vaincue. « Les assauts combinés, » ajouta-t-il le même jour, « menés par l'aviation et la Navy pourraient amener à la victoire contre la Grande-Bretagne dès juillet ou août. » « L'attaque contre les importations britanniques, » affirma-t-il dans une directive du 6 février 1941, « peut amener prochainement à l'effondrement de la résistance britannique. »

Sa remarque du 8 janvier était un euphémisme : il n'était pas simplement prêt à négocier, il était désespéré de ne pas pouvoir le faire. Ses espoirs, en revanche, étaient extravagants et sans fondement. Mais si ces sentiments étaient bien vivaces après la directive russe, ils étaient tout aussi vifs avant sa signature ; et ce fut de leur fait qu'au moins jusqu'au 18 décembre 1940, il continua si long-

7. *N.D.*, 170-C, élément 150.

temps d'hésiter à se retourner contre la Russie. Il n'était nullement dissuadé par les difficultés qu'il rencontrerait en Russie, ni par l'ampleur de l'effort nécessaire à sa défaite. Ce qui le dissuadait était le péril d'une guerre sur deux fronts, un péril amplement attesté par toutes les règles de la stratégie. Ce ne fut que peu à peu qu'il parvint à accepter ce qui avait si longtemps contrarié son propre jugement, et qui continuait de contrarier celui de la plupart de ses conseillers.

II

Ce désir ardent de la défaite de la Grande-Bretagne, ou de son acceptation de ses conditions, s'il servit longtemps à le contenir, joua également un rôle majeur sur la fin de sa conversion. Faute de ce désir, malgré son tempérament et la montée de sa frustration sur les autres fronts, sa réticence à prendre la décision aurait pu tenir ; et son goût pour les campagnes terrestres ainsi que sa prédisposition à se retourner contre la Russie auraient pu rester bloquées par le risque évident que présentait une guerre sur deux fronts. Mais lorsque la décision fut finalement prise, il avait cessé de considérer la guerre contre la Russie comme une fin en soi ; elle n'apparaissait plus comme nécessaire pour empêcher une attaque de la Russie contre l'Allemagne ; il la considérait désormais comme la seule solution aux problèmes créés par le refus britannique de s'effondrer.

Son ancienne disposition à lancer l'attaque pour elle-même avait reposé sur l'hypothèse qu'il la lancerait en son temps, une fois qu'il en aurait fini avec l'Ouest. Son anxiété concernant les intentions russes, bien que fondée sur une méfiance antérieure envers la Russie, ne se manifesta que lorsqu'il apparut qu'il lui faudrait lancer une invasion de l'Angleterre et accepter le risque d'être immobilisé à l'Ouest ; elle ne dura qu'aussi longtemps qu'il apparut probable que « Lion de Mer » fût déclenché. Après cela, le péril de voir la Russie

se retourner contre l'Allemagne, bien qu'il eût contribué à faire mûrir le projet russe, avait cessé d'être un facteur dans ses plans. Il convenait que « la Russie a peur de la puissance allemande » ; il avait confiance, même après avoir décidé de traverser les Balkans pour attaquer la Grèce, que la Russie resterait neutre si le choix lui en revenait. Ce qui rendait l'attaque contre la Russie de plus en plus impérative était qu'il en vînt à la considérer comme le moyen le plus efficace — et peut-être le seul qui restât — de contraindre la Grande-Bretagne à la reddition.

Car si la Grande-Bretagne n'acceptait pas de règlement, où plaçait-elle ses espoirs ? De toute évidence, en l'intervention des États-Unis et de la Russie à ses côtés en temps voulu. Il importait de doucher ces espoirs maintenant que la Grande-Bretagne avait évité la défaite et refusait un règlement. Tant que la Grande-Bretagne resterait en guerre, l'Allemagne ne pourrait pas gagner ; le plus longtemps elle resterait en guerre, plus croîtrait la possibilité, si ces périls n'étaient pas supprimés, que l'Allemagne perdrait. N'était-il pas avisé d'éliminer ces dangers d'avance ? Cela ne contraindrait-il pas la Grande-Bretagne à abandonner ? Le 27 décembre 1940, en expliquant ses raisons à Raeder, il affirma qu'il était « nécessaire d'éliminer à tout prix le dernier ennemi restant sur le continent avant que celui-ci puisse collaborer avec la Grande-Bretagne. » Le 8 janvier 1941, il répéta cette opinion.

La Grande-Bretagne puise sa force dans la lutte grâce aux espoirs qu'elle place dans les États-Unis et la Russie... L'objectif de la Grande-Bretagne pour l'avenir immédiat sera de dresser la puissance de la Russie contre nous. Si les États-Unis et la Russie devaient entrer en guerre contre l'Allemagne, la situation deviendrait très compliquée. Par conséquent, toute possibilité de développement d'un tel péril doit être éliminée dès le départ.

Le 25 juillet 1941, lorsque la campagne à l'Est avait commencé, il était confiant « que la Grande-Bretagne ne poursuivra pas le combat si elle voit qu'il n'y a plus de chance de l'emporter. »

Sur ce double péril, il est vrai que seul l'étasunien constituait une menace sérieuse. S'il semblait probable que les États-Unis se

retourneraient contre l'Allemagne, il apparaissait tout aussi probable que la Russie ne le ferait pas. Malheureusement, cependant, le péril étasunien était celui contre lequel il ne pouvait rien entreprendre d'efficace à l'avance. Mais d'un autre côté, aucune force — aucun facteur tel que la puissance maritime — rien au monde ne pouvait l'empêcher d'attaquer la Russie. On peut mesurer le désespoir et la confiance excessive de Hitler, en cette situation, au fait d'avoir d'abord élevé l'attaque contre la Russie du rang de possibilité à celui de nécessité, pour ensuite tirer de cette nécessité non pas une, mais deux vertus. Il n'allait pas attaquer la Russie dans le seul objectif de saper la Grande-Bretagne en supprimant le dernier ennemi continental de l'Allemagne; il allait également l'attaquer dans l'espoir que par cette action précisément, les États-Unis seraient dissuadés d'entrer en guerre.

Le 8 janvier 1941, il affirma que « si la Russie s'effondrait, le Japon serait fortement soulagé; ce qui en réaction augmenterait le danger pesant sur les États-Unis. » Plus tard la même année, il se préoccupa particulièrement des effets sur les États-Unis que produirait une attaque de sa part contre la Russie. Le 21 juin, veille du lancement de la campagne, il « désirait éviter tout incident avec les États-Unis jusqu'à ce que "[Barbarossa](#)" [l'attaque contre la Russie] soit bien engagée. Après quelques semaines, la situation s'éclaircira et nous pourrons nous attendre à ce qu'elle produise un effet favorable sur les États-Unis et le Japon. Les États-Unis seront moins enclins à entrer en guerre, en raison de la menace causée par le Japon qui aura alors augmenté. » Le 9 juillet, il était « très désireux de reporter l'entrée en guerre des États-Unis pour encore un ou deux mois... Une campagne victorieuse sur le front Est produira un effet considérable sur l'ensemble de la situation, et sans doute également sur l'attitude des États-Unis. »

Cette chaîne argumentaire présentait un grave défaut. Elle était incomplète; et Hitler lui-même n'en était pas convaincu. Il manquait, pour boucler son raisonnement, la conviction que la Russie attaquerait l'Allemagne si l'Allemagne n'attaquait pas la Russie.

Il est caractéristique de Hitler qu'arrivé à ce point, il s'attacha à se convaincre que la campagne de l'Est était inévitable pour cette raison. Ainsi contraignait-il tout doute persistant sur les autres arguments, et toute hésitation qu'il avait pu éprouver après avoir signé la directive de décembre 1940.

Il ne parvint à cette conviction qu'après avoir signé la directive « Barbarossa. » Au moment où elle fut transmise, il était, comme nous l'avons vu, confiant que la Russie resterait neutre, voire amicale, si elle en avait le choix. Les informations parvenues en Allemagne continuaient de pointer si fortement vers cette conclusion qu'il dut aller à leur rencontre pour parvenir à ses propres fins à prouver le contraire. En janvier 1941, « un nouvel accord germano-russe d'une grande portée » fut signé sur les questions économiques et frontalières⁸. En février, le chef des opérations navales était convaincu que « la politique étrangère russe est basée sur le désir de neutralité et l'évitement de conflit avec toute puissance majeure. » En mars, malgré la désapprobation de la Russie vis-à-vis de l'infiltration allemande dans les Balkans, « aucun changement fondamental d'attitude de la Russie n'est anticipé » par les autorités allemandes. En avril, à la veille de l'attaque allemande contre la Grèce, l'État-major naval allemand nota de nouveau que « la Russie est apparemment fermement décidée à la neutralité vis-à-vis de l'Allemagne. » Au cours du même mois, il se réjouit que « le succès de l'Allemagne [en Grèce] amène à un retour de la Russie à son attitude antérieure, correcte, » que « la tentative anglo-étasunienne d'activer la Russie contre l'Axe » avait échoué, et que « l'attitude de la Russie envers l'Allemagne continue de s'améliorer. »

Plus tard encore, la Russie donna des signes plus positifs encore de son attitude. Il y avait, selon l'État-major naval le 21 avril, « un apaisement des tensions russo-finlandaises, la Russie ayant

8. Sur ce point, et les références à suivre, voir *N.D.*, 170-C, qui est un dossier de notes sur les relations russes maintenu par l'État-major naval allemand. Voir en particulier les éléments 104, 105, 107, 114, 116, 124, 125, 128, 132, 133, 137, 144, 146, 149, 151, 159, 166, 167, 169, 176.

cédé, soucieuse désormais d'éviter tout incident. » Les célébrations russes du 1^{er} mai, selon la même source, « montrent une Russie œuvrant par tous moyens pour rester en dehors de la guerre » ; et le 6 mai, le chef des opérations navales interpréta la nomination de Staline comme président des Commissaires du Peuple comme découlant « du désir de la Russie de poursuivre la politique d'évitement d'une guerre contre l'Allemagne. » Le 10 mai, la Russie rappela ses diplomates de Norvège, de Belgique et de Yougoslavie afin d'apaiser encore l'Allemagne, et Saline fut salué une fois de plus dans les archives navales allemandes comme « le garant de la coopération germano-soviétique. » Les 4, 7 et 15 juin, l'État-major naval allemand restait convaincu que « la Russie fait tout pour empêcher un conflit, » que « Staline est prêt à faire des concessions extrêmes. » Le 6 juin, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou rapporta que la Russie ne se battrait que si elle était attaquée.

Malgré tous les efforts qu'elle réalisait dans cette direction, la Russie voyait d'un mauvais œil l'avancée allemande dans les Balkans, et prenait des précautions militaires défensives à ses frontières occidentales ; et les craintes allemandes à ce sujet n'étaient pas apaisées par les manœuvres inquiètes des voisins de la Russie. En janvier 1941, la Roumanie était « convaincue que la Russie prépare l'annexion de la région de la Moldau⁹ » et espérait que « l'Allemagne l'empêchera par la force. » Dans le même temps, la Russie avertit la Finlande de ne pas s'allier avec un quelconque autre État ; et l'Allemagne reçut une *démarche*¹⁰ contre l'entrée de troupes allemandes en Roumanie. En février, l'état-major général finlandais avertit l'Allemagne que le danger russe restait sérieux ; et la morale évidente était que « seule l'Allemagne peut vaincre la Russie ! » Il y eut un autre raidissement de l'attitude russe après l'entrée allemande en Bulgarie le 1^{er} mars ; à la mi-mars, les autorités allemandes remarquèrent les premiers signes d'une mobilisation

9. Prague est traversée par la rivière [Moldau](#).

10. En français dans le texte, NdT.

partielle russe sur la Baltique et au niveau des frontières occidentales. Vers la fin du mois, le pacte de non-agression russo-turc fut signé, considéré « par certains observateurs comme orienté contre l'Allemagne » alors que, début avril, le pacte signé entre la Russie et la Yougoslavie « après le *coup d'État*¹¹ fut clairement évalué comme orienté contre l'Allemagne. » Le 10 avril, quelques jours après le début de l'attaque contre la Grèce, il fut noté que la Russie avait déclaré l'état d'urgence et accéléré ses préparatifs militaires.

Il y avait sans doute, dans toute cette activité, matière à l'anxiété allemande ; mais après la réussite allemande en Grèce et dès que la Russie comprit que cette avancée ne se dirigeait pas contre elle, l'attitude russe changea significativement, comme déjà noté ; et on ne trouve aucune mention d'inquiétude à ce sujet dans les archives navales après la mi-avril. Et même avant cela, et même si ce changement ne s'était pas produit, la raideur de l'attitude russe n'aurait jamais pu masquer le fait essentiel : elle entendait rester neutre autant que possible. Nul en Allemagne ne méconnaissait ce fait, à l'exception de Hitler ; et lui, dans son désir de justifier sa décision d'attaquer la Russie, l'ignora, comme il en avait l'habitude.

Le 27 décembre 1940, dix jours après avoir signé la directive « Barbarossa, » il considéra, apparemment sans percevoir l'ironie de ses propres remarques que « la situation politique a changé par suite du manque de loyauté de la Russie. » Il ressentait déjà comme une humiliation, une incertitude, de devoir ajuster ses visées dans les Balkans aux intérêts russes — à l'« inclinaison russe, » comme il le définissait, « à interférer dans les affaires des Balkans. » Le 8 janvier 1941, alors que la directive était signée depuis trois semaines, mais toujours sans la moindre conscience de l'ironie de ses paroles, il affirma à Raeder que « Staline doit être considéré comme un maître-chanteur au sang froid : si cela servait ses desseins, il romprait n'importe quel traité à tout moment » ; et il ajouta que « les préparatifs diplomatiques menés par l'Angleterre en Russie sont

11. En français dans le texte, NdT.

déjà perceptibles. » En mars 1941, selon une déclaration d'après-guerre de [Halder](#)¹², il était convaincu que « des accords secrets existent déjà entre la Russie et l'Angleterre, et à cause de ceux-ci, l'Angleterre a rejeté les propositions de paix allemandes... Nous devons compter avec certitude sur une attaque de la Russie. » Et si ce témoignage, postérieur aux événements, n'est pas jugé fiable, il est certain que le 15 juin 1941, au cours d'un discours à ses Commandants en chef, il « expliqua que la guerre contre la Russie est inévitable ; faute de quoi la Russie nous envahira plus tard, quand nous serons occupés ailleurs...¹³ » Dans le même temps, toute objection à cette opinion, tout élément d'information en provenance de Russie, étaient balayés, selon Ribbentrop¹⁴, avec la remarque que « diplomates et attachés sont les hommes les plus mal informés au monde. »

Une dernière touche était encore nécessaire, et Hitler l'apporta sans peine. Si c'était une erreur que de surestimer le danger d'une attaque russe contre l'Allemagne, c'en était une autre que de sous-estimer, si peu que ce fût, la puissance de la Russie et l'immensité de l'effort requis pour la vaincre. Il se forgea la conviction — un article de foi — qu'elle serait vaincue en quelques mois. Tout serait terminé à l'automne 1941 s'il attaquait en début d'été. Son objet, comme il l'exposa dans la directive du 18 décembre, était « d'écraser la Russie soviétique par une campagne rapide. » En février 1941, il décida que les opérations en Méditerranée ne seraient pas lancées avant l'automne, moment où il s'attendait à l'effondrement de la Russie. Le 18 mars 1941, il déclara qu'il forcerait la décision sur la question espagnole à l'automne, une fois terminée « Barbarossa. » Le 9 juillet, alors que la campagne à l'Est avait commencé, il anticipait qu'« une campagne victorieuse sur le front Est aura un effet considérable sur l'ensemble de la situation... d'ici

12. *N.D. (C. et A.)*, Témoignage sous serment H.

13. *N.D.*, 170-C, élément 168.

14. *Proceedings*, Partie 10, p. 250.

un ou deux mois. » Le 14 juillet, il énonça dans une directive que « la domination militaire de l'Europe après la défaite de la Russie permettra une réduction des effectifs de l'armée dans un avenir proche ¹⁵. » Jusqu'au 17 septembre 1941, il semblait que « la fin septembre apportera la grande décision dans la campagne de Russie. »

C'est cette confiance démesurée qui a amené de nombreux observateurs à croire que lorsque Hitler entreprit la campagne de Russie, il était « grisé par le succès et enivré par la propagande. » Mais nous en avons déjà dit assez pour montrer que la décision fut prise par un homme déçu et désespéré, autant que par un Führer arrogant et autoritaire ; que son excès de confiance ne n'était qu'une autre mesure de son désespoir. Il avait révélé un mélange semblable d'excès de confiance et de désespoir à la veille de la guerre.

III

Poussé par ces arguments et ses espoirs dans le résultat, le projet de campagne de l'Est de Hitler progressa sans interruption, quelles que fussent les hésitations qui lui restassent après la signature de la directive « Barbarossa. »

Cette directive, en date du 18 décembre 1940 ¹⁶, avait indiqué que la concentration de troupes pour l'attaque serait ordonnée huit semaines avant la date escomptée du début de l'opération. Elle avait ajouté que « les préparatifs exigeant davantage de temps devront — si tel n'a pas été encore le cas — démarrer sur-le-champ et être achevés au 15 mai 1941. » Le 20 janvier 1941, Hitler prononça un discours devant les chefs d'État-major allemands et italiens ¹⁷. Dans son discours, tout en reconnaissant le grand péril du « bloc gigantesque de la Russie » et que, pour y faire face, il préférerait

15. *N.D.*, 74-C.

16. *N.D.*, 446-PS.

17. *N.D.*, 134-C.

« s'appuyer sur les puissants moyens à ma disposition » plutôt que sur des traités, il dissimula soigneusement son intention d'attaquer. « Tant que Staline sera en vie, » dit-il, « aucun danger n'est sans doute à craindre, même s'il faut garder constamment un œil sur le facteur russe, et se tenir sur ses gardes par la force et par une diplomatie avisée. » Mais les plans d'exploitation économique de l'Union soviétique, achevés dans le détail à la fin avril ¹⁸, étaient déjà activement en préparation ¹⁹; et le 3 février, devant une assemblée plus choisie, sans Italiens, Hitler régla les questions en suspens relatives à ses plans opérationnels.

Cette réunion ²⁰ fut tenue pour discuter de l'état des armées russes, passer en revue les plans opérationnels allemands et régler, en particulier, le problème de la coordination de l'attaque contre la Russie avec les autres engagements de l'Allemagne : dans les territoires occupés, en Afrique du Nord et en lien avec l'opération « Marita » (l'invasion de la Grèce). Pour ce qui concernait « Barbarossa, » « le Führer était dans l'ensemble d'accord avec le plan opérationnel », et il donna pour instruction que les concentrations de forces nécessaires « soient camouflées en manœuvre de diversion pour "Lion de Mer" et l'opération secondaire "Marita." » Ce plan de camouflage fut spécifié dans tous ses détails dans le journal de guerre naval, en date du 18 février ²¹.

Le déploiement de « Barbarossa » doit constituer la plus grande opération de tromperie de l'histoire. Son objectif apparent doit être celui des derniers préparatifs à l'invasion de l'Angleterre... Malgré le démantèlement avancé de l'opération « Lion de Mer, » tout doit être fait pour maintenir l'impression, parmi nos propres troupes, que l'invasion de l'Angleterre est encore en préparation... L'armée étudie s'il est possible de faire coïncider les mesures relatives à "Barbarossa" avec l'opération « Marita, » à des fins de tromperie renforcée...

18. *N.D.*, 1317-PS; 447-PS; 1157-PS; 1017-PS; 865-PS.

19. *N.D.*, 2353-PS, pp. 368-373.

20. *N.D.*, [illisible]-PS.

21. *N.D.*, 33-C, p. 232.

Concernant les autres opérations, bien que Hitler insistât sur leur importance — en particulier, comme on va le voir, sur la nécessité de l'intervention en Afrique du Nord et sur la possibilité à tout prix d'occuper la France si nécessaire (opération « Attila ») — l'hypothèse fondamentale était déjà, le 3 février, que « Barbarossa » bénéficierait de la priorité absolue. Il était clair, également, que parmi ces autres plans, l'invasion de la Grèce (« Marita ») était une condition préalable à la campagne de l'Est, et qu'elle allait utiliser des divisions qui seraient également nécessaires à l'attaque contre la Russie. En d'autres termes, « Marita » et « Barbarossa » partageaient le même calendrier, et la date de cette dernière dépendait nécessairement de l'exécution ponctuelle des plans concernant la Grèce.

Aussi, lorsque la [révolte en Yougoslavie](#) vint perturber ces plans, il fallut reporter « Barbarossa. » Le 27 mars, après avoir discuté le *coup d'État* yougoslave avec l'État-major général²², Hitler, choqué et irrité par ce développement, décida d'« accélérer le calendrier de tous les préparatifs et d'utiliser des forces tellement puissantes que l'effondrement yougoslave se produira dans les délais les plus brefs possibles » ; il décida également, en conséquence, que le début de l'attaque contre la Russie devrait être reporté d'environ quatre semaines. Au cours d'une autre conférence le 30 avril²³, une fois la Grèce occupée, il fut annoncé qu'il avait établi la date du 22 juin pour le déclenchement de « Barbarossa. »

On insista alors plus encore sur la nécessité du secret et de la tromperie. Une directive du 12 mai²⁴ annonça que

les efforts doivent de plus en plus viser à faire apparaître les concentrations stratégiques pour « Barbarossa » comme une manœuvre à grande échelle, et à poursuivre avec une énergie particulière les préparatifs de l'attaque contre l'Angleterre. . . Plus on approchera du jour de l'attaque, plus intensives pourront être

22. *N.D.*, 1746-PS, Partie II.

23. *N.D.*, 873-PS.

24. *N.D.*, 876-PS.

les méthodes de dissimulation employées. . . Des rumeurs de « sécurisation des arrières contre la Russie » et de « concentration fictive de troupes à l'Est » doivent être mises en circulation, et les troupes stationnées près de la Manche doivent croire réels les préparatifs de « Lion de Mer » . . . L'opération contre la Crète²⁵ doit être lancée avec pour slogan : « La Crète est une répétition générale pour le débarquement en Grande-Bretagne. »

Le 6 juin, une nouvelle annonce²⁶ fut mise en circulation, affirmant que la

seconde phase de tromperie est en opération, dans l'objectif de donner l'impression que des débarquements sont en cours de préparation depuis la Norvège, la côte de la Manche et la Bretagne, et que les concentrations de troupes à l'Est constituent un exercice de diversion pour le débarquement en Angleterre.

Fut transmis conjointement à cette annonce le calendrier opérationnel définitif de « Barbarossa, » avec pour jour J le 22 juin. Le 9 juin²⁷, tous les commandants de groupes d'armées ainsi que les commandants en chef des forces terrestres, navales et aériennes de rang équivalent reçurent l'ordre de présenter à Hitler le 14 juin leurs derniers rapports de préparation. Le 22 juin, l'attaque fut lancée, conformément aux plans.

IV

En fin de compte, l'attaque contre la Russie produisit exactement les effets qu'il avait espéré contrer en l'engageant. Elle contraignit la Grande-Bretagne et la Russie à s'allier ; en engageant le combat contre la Russie, elle libéra le Japon en Extrême-Orient, et amena à Pearl Harbour et à l'entrée en guerre des États-Unis.

L'hypothèse erronée selon laquelle la Russie serait vaincue en trois ou quatre mois compte parmi les raisons pour lesquelles Hitler

25. Le débarquement allemand en Crète commença le 20 mai.

26. *N.D.*, 39-C.

27. *N.D.*, 78-C.

négligea ou ne prévît pas ces évolutions fâcheuses. C'est clairement parce que cette hypothèse était fausse que son plan n'eut pas les effets qu'il en escomptait. Comme elle s'avéra erronée, le dernier ennemi continental restant ne fut pas éliminé ; la Russie fut en mesure de collaborer avec la Grande-Bretagne ; la Grande-Bretagne ne fut jamais amenée à penser qu'elle n'avait plus aucune chance de victoire ; les États-Unis entrèrent en guerre. Mais même si l'hypothèse avait été correcte, il est peu probable que les effets eussent été ceux qu'il voulait ; et c'est une erreur de croire que Hitler lui-même ait émis cette hypothèse — ainsi que d'autres qui en découlaient — sans la moindre réserve.

De fait, bien qu'il ne se trompât pas tant sur la capacité de résistance de la Russie — et qu'il eût pu avoir absolument raison s'il avait attaqué en libérateur et non en oppresseur du peuple russe — il comprit que la défaite de la Russie pourrait se révéler plus difficile qu'il ne l'avait espéré. Il envisageait que, même s'il était victorieux en Russie, la Grande-Bretagne pourrait refuser de se rendre. Et, « concernant l'intérêt du Japon pour Singapour, » il estimait le 8 mars 1941 que « les Japonais doivent avoir les mains libres même si » — malgré ses espoirs contraires — « cela risque de contraindre les États-Unis à des mesures drastiques. » Mais ce n'en était pas moins une erreur stratégique que cet excès de confiance, et les réserves qu'il formula ne l'arrêtèrent pas. La raison de cette cécité tient au fait que ses calculs et les réserves qui les tempéraient reposaient sur la même confiance excessive, également erronée.

Le 8 janvier 1941, il était « fermement convaincu, » même en supposant que la campagne russe était moins réussie qu'il ne l'espérait, même en supposant qu'elle échouait à amener la Grande-Bretagne se rendre et à maintenir les États-Unis hors du conflit, que « l'armement et les ressources économiques de l'Europe apportent des possibilités très supérieures à celles que l'on trouve en Grande-Bretagne et aux États-Unis. » Si nécessaire, même si la Russie se révélait difficile à conquérir, l'Allemagne pouvait mener une guerre sans fin contre les Britanniques, pourvu qu'elle, et non

la Russie, prît l'initiative à l'Est. Il était « fermement convaincu que la situation en Europe ne peut plus se développer de manière défavorable pour l'Allemagne, même si nous devions perdre toute l'Afrique du Nord. Notre position en Europe est tellement bien établie qu'il n'est pas envisageable que le résultat nous soit défavorable. Les Britanniques ne peuvent espérer gagner la guerre qu'en nous battant sur le continent... Le Führer est convaincu que c'est chose impossible. »

Le 20 janvier, il déclara aux Italiens qu'il « ne voyait pas un grand danger de la part des États-Unis, même s'ils entraient en guerre²⁸. »

Ces déclarations outrancières révèlent, d'un certain point de vue, à quel point, lorsque ses espoirs furent anéantis — d'abord celui de la reddition britannique après la défaite de la France, puis celui d'une invasion réussie de l'Angleterre —, il devint anxieux quant à l'avenir. À les lire, on soupçonne qu'il n'était pas aussi confiant qu'il le paraissait. Elles apportent autant de preuves de l'état de désespoir auquel il était réduit avant de décider de lancer la campagne à l'Est. Sous-jacente à ces déclarations, cependant, se trouvait l'hypothèse authentique mais dangereuse que les assauts amphibies ne pouvaient réussir contre des côtes défendues. Cette croyance illusoire dans le caractère imprenable de la Forteresse Europe, le reflet de sa sous-estimation de la puissance maritime, avait été renforcée par son expérience avec « Lion de Mer » ; si l'Allemagne ne pouvait pas débarquer en Angleterre, alors les Alliés ne pourraient jamais débarquer face à l'armée allemande. Il acceptait tellement cette idée que le 25 juillet 1941, incertain de savoir si la campagne de Russie dissuaderait les États-Unis d'entrer en guerre, il pouvait « se réserver le droit d'opter également pour des actions sévères contre les États-Unis » une fois la Russie vaincue. Cette idée domina l'ensemble de sa stratégie durant toute la seconde moitié de la guerre. C'était une idée importante — au moins aussi impor-

28. *N.D.*, 134-C.

tante que le calcul selon lequel la Russie s'effondrerait rapidement — parmi les faux postulats sur la base desquels il conçut et justifia la campagne de Russie.

D'autres erreurs de calcul l'aidèrent à habiller des nécessités supposées d'une fausse apparence de sagesse, et à justifier par des arguments infondés une action qui était fondamentalement désespérée. Il sous-estimait l'énorme capacité de production des États-Unis. Il sous-estimait leur réaction : au lieu d'espérer que la réussite d'une campagne en Russie les maintiendrait hors de la guerre, il aurait dû s'attendre, ne fût-ce que par analogie avec la garantie donnée par la Grande-Bretagne à la Pologne en 1939 et sa résistance obstinée à travers tous les désastres de la première année de guerre, à ce qu'ils avaient au moins autant de chances d'entrer dans le conflit que d'en rester écartés si les choses s'assombrissaient et que l'Allemagne étendait encore davantage sa domination sur le continent.

Ces erreurs ne purent jamais être rectifiées. La campagne de l'Est, entreprise comme solution à ses problèmes, ne fit qu'ajouter à ses fardeaux. Déclenchée pour améliorer ses possibilités de manœuvre, elle détruisit les opportunités qui existaient encore. Résultat d'un tempérament peu enviable et de capacités stratégiques limitées, elle deviendrait bientôt la cause de nouveaux égarements émotionnels et de la fin de toute tentative d'approche stratégique de la conduite de la guerre.

Chapitre 7

L'Afrique du Nord, la Méditerranée et les Balkans en 1941

I

Malgré la décision concernant la Russie, il ne pouvait être question d'abandonner l'Italie. L'offensive britannique dans le désert occidental avait déjà rendu nécessaire l'envoi de renforts aux Italiens en Afrique du Nord ; il restait impératif, si l'attaque contre la Russie devait se dérouler sans entraves, de tenir le front du Sud. Cette nécessité, de fait, apparaissait plus importante qu'elle ne l'était car, même après que leur sentiment d'alarme initial fut retombé, Hitler comme l'État-major naval surestimèrent l'ampleur, sinon le danger potentiel, de la poussée britannique.

Raeder l'exagéra en partie pour amener Hitler à revenir sur sa décision concernant la Russie, et en partie pour souligner la clairvoyance de ses avertissements précédents.

Les craintes de l'État-major naval [il se plaignit le 27 décembre 1940] concernant les développements défavorables en Méditerranée orientale se sont révélées justifiées. L'ennemi a pris l'initiative sur tous les fronts et mène partout des actions offensives victorieuses, conséquence des graves erreurs stratégiques de l'Italie. L'État-major naval considère les développements en Méditerranée avec de fortes appréhensions. . . La menace envers l'Égypte, et donc envers la position britannique dans toute la Méditerranée, dans les zones du Proche-Orient et de l'Afrique, a été éliminée d'un seul coup. . . Il n'est plus possible d'expulser la flotte britannique hors de Méditerranée, comme le demandait continuellement l'État-major naval, qui considérait cette étape comme vitale pour l'issue de la guerre.

Mais des mesures urgentes devaient impérieusement être prises pour enrayer le pourrissement.

Hitler n'avait aucune raison d'être en désaccord avec Raeder, que ce fût au sujet des dangers, ou de la nécessité d'agir. Il connaissait la faiblesse de l'Italie, il craignait sa trahison : « l'Italie souffre d'une absence totale de direction ; la Maison Royale est pro-britannique. » Mais l'incertitude de la position italienne ne faisait que rendre plus nécessaire l'aide que lui apportait l'Allemagne. Il « considérait déjà où l'action allemande serait la plus efficace. » Lors de leur réunion suivante, les 8 et 9 janvier 1941, il était convaincu qu'« il est vital pour le résultat de la guerre que l'Italie ne s'effondre pas » ; il était « déterminé à faire tout ce qu'il pouvait pour empêcher l'Italie de perdre l'Afrique du Nord » ; il était « fermement déterminé à apporter du soutien aux Italiens. » Le 11 janvier, une nouvelle directive¹ annonça que « la situation en Méditerranée, où l'Angleterre utilise des forces supérieures contre nos alliés, rend nécessaire une assistance allemande pour des raisons stratégiques, politiques et psychologiques. » « Il est essentiel, » ajoutait la directive, « de tenir en [Tripolitaine](#). » Par conséquent, outre la division de Panzers déjà dépêchée en Afrique du Nord, un régime antichar spécialement constitué devait être transféré aussitôt que possible, pour tenter de

1. *N.D.*, 448-PS.

sauver la Libye, et le 10^{ème} *Fliergerkorps* — au départ dépêché dans le Sud « pour une durée limitée » — reçut l'ordre de rester en Sicile pour harceler la flotte britannique et apporter un soutien direct en Afrique du Nord.

Il avait pourtant déjà expliqué, lors de la réunion des 8 et 9 janvier, qu'il y avait des limites à ce qu'il pouvait faire pour l'Italie en Afrique du Nord. En raison de la « mentalité italienne bien connue, » il ne devait pas « aller trop loin en matière de direction pour que les Italiens restent dans le rang. Nous ne devrions pas formuler d'exigence ; des exigences trop importantes peuvent amener Mussolini à changer d'attitude. » Il y avait également le danger que les Italiens pussent formuler des exigences en retour ; ils « pouvaient, par exemple, désirer des informations concernant les plans opérationnels allemands. . . Le Führer *ne désire pas* informer les Italiens de nos plans. . . » En tout cas, les possibilités concrètes d'assistance allemande étaient limitées. Les nouveaux renforts allemands ne pouvaient pas être transférés sur place avant mi-février, du fait que les Italiens avaient déjà fortement besoin des rares ports de débarquement. Les opportunités de soutien aérien de proximité seraient limitées car les Italiens utilisaient la plupart des aérodromes avancés.

Quelle que fût la force de ces arguments — et les difficultés étaient très réelles — il est intéressant de voir Hitler les énoncer et les accepter ; et en vérité, il y avait des limites, non seulement à ce qu'il pouvait faire, mais à ce qu'il consentait à entreprendre en Méditerranée. Le renforcement de l'Afrique du Nord fut planifié comme une mesure strictement défensive, pour parer à la menace de la Grande-Bretagne dans cette région. Il n'était pas destiné à déboucher sur une campagne décisive, susceptible de gagner la guerre, du type de celles qu'il recherchait toujours ; celle-ci, il avait désormais décidé de la mener en Russie. Il n'espérait nullement que la Méditerranée pût offrir l'occasion d'une telle campagne ; car pour l'homme qui visait à vaincre la Russie en moins de six mois, l'Afrique du Nord n'offrait aucune perspective de résultat rapide.

Le 8 janvier, « il ne considère plus possible que ni les Italiens, ni les Allemands ne réouvrirent l'offensive contre Alexandrie et l'Égypte avec le moindre succès. Les Italiens vont jusqu'à penser que, au mieux, ils pouvaient tenter des actions défensives ; même cela leur apparaît comme douteux ! » Cette offensive pouvait bien entendu devenir possible par la suite, si l'on pouvait tenir la Libye ; « mais sans doute pas avant l'hiver 1942. » Et beaucoup de choses se seraient produites, la Russie aurait été éliminée à ce moment-là.

Hitler développe ces idées le 3 février, lors d'une réunion tenue pour discuter de la coordination de la campagne en Russie avec d'autres opérations, dont la défense de l'Afrique du Nord² « Une fois "Barbarossa" lancée, » déclara-t-il, « le monde retiendra son souffle et s'abstiendra de tout commentaire » ; et il avait tellement confiance en le résultat de la campagne de l'Est qu'il pensait que « la perte de l'Afrique du Nord pourrait être supportée militairement parlant. » Il reconnut, cependant, qu'elle « aurait un fort effet psychologique sur l'Italie. » Après la perte de l'Afrique du Nord, qui plus est, « la Grande-Bretagne pourrait braquer un pistolet sur la tête de l'Italie et la contraindre... à faire la paix... Cela serait à notre désavantage, car, n'ayant nous-mêmes qu'une base fragile de ce côté, via le sud de la France, les forces britanniques en Méditerranée ne pourraient pas être immobilisées. Les Britanniques jouiraient de la libre utilisation d'une bonne dizaine de divisions et pourraient les employer plus dangereusement ailleurs, par exemple en Syrie. Nous devons tout faire pour éviter cela. » Aussi, l'Italie devait recevoir un soutien, fût-il limité. L'armée de l'air allemande devait être employée et il enverrait une « unité de blocage, » comme déjà ordonné le 11 janvier ; il autoriserait qu'elle fût complétée par un régiment blindé, mais une nouvelle division blindée était « hors de question. »

La rapidité de l'avancée britannique en Afrique du Nord, qui atteignit Benghazi le 6 février, bien qu'elle l'obligeât à accroître lé-

2. *N.D.*, 872-PS.

gèrement l'ampleur des renforts allemands, n'eut d'autre effet que de le conforter dans son attitude générale. Le 15 février, il fut décidé qu'aucune opération de grande ampleur ne serait tentée en Méditerranée avant l'automne 1941, date estimée de la conclusion victorieuse de la campagne de Russie.

Au vu de cette directive, le fait que Rommel ouvrit sa première offensive le 31 mars 1941 et atteignit la frontière égyptienne à la mi-avril peut apparaître comme inexplicable. Mais cette action ne contredit en rien ce qui vient d'être énoncé concernant l'attitude de Hitler vis-à-vis des opérations en Afrique du Nord ; elle ne fait que la confirmer. La première attaque lancée par Rommel surprit ses propres supérieurs tout autant qu'elle surprit les Britanniques³ Il avait reçu l'ordre de préparer un plan seulement dix jours avant le début de son avancée ; ses instructions avaient circonscrit le plan à la reconquête de la [Cyrénaïque](#). Il avait reçu l'ordre de soumettre ce plan pour le 20 avril, date à laquelle il avait terminé le travail, à l'exception de Tobrouk, contre toutes ses instructions. Les ordres envoyés par la suite à Rommel confirment, qui plus est, que l'intérêt de Hitler pour la Cyrénaïque était purement défensif. En mai, on lui affirma que la possession de la Cyrénaïque, avec ou sans Tobrouk, Sollum et Bardia, était sa tâche principale, et qu'une poursuite de son avancée vers l'Égypte était d'une importance secondaire. Ses subordonnés pouvaient être en désaccord avec lui, mais Hitler insistait sur la décision du 15 février.

II

Cette règle s'appliquait non seulement à l'Afrique du Nord, mais également à l'Afrique française et à la Méditerranée occidentale. Gibraltar restait à prendre ; Malte fut ajoutée à la liste des objectifs ; il fallait aligner la France, en tant que détentrice de possessions en

3. Desmond Young, *Rommel*, p. 93.

Afrique du Nord-Ouest, et ce par la force si nécessaire ; les Britanniques devaient être chassés hors de Méditerranée en tous lieux. Mais tous ces plans ne devaient être mise en action qu'une fois la Russie vaincue.

La prise de Gibraltar n'avait pas cessé d'apparaître comme urgemment désirable. Le plan de sa capture n'avait pas été annulé, seulement reporté. Raeder restait convaincu qu'il fallait la prendre. Son importance, dit-il à Hitler le 27 décembre 1940,

s'est accrue avec les développements récents. Elle protégerait l'Italie ; sécuriserait la Méditerranée occidentale ; assurerait la sécurité des lignes d'approvisionnement de l'Afrique du Nord ; fermerait les routes britanniques vers Malte et Alexandrie ; restreindrait la liberté de la flotte britannique ; compliquerait l'action offensive britannique en Cyrénaïque et en Grèce ; éliminerait un lien important dans le système de transport britannique...

Hitler était tout à fait d'accord sur l'idée que « les raisons stratégiques d'une exécution rapide de l'opération demeurent valables » ; et le 20 janvier 1941, il affirma à Mussolini que « le blocage du passage de Sicile par les airs n'est qu'un maigre substitut à la possession de Gibraltar⁴. »

Malheureusement, au vu des nouvelles circonstances, sa capture aurait exigé un plus grand détournement de ressources qu'il n'était prêt à le consentir. « Franco n'est pas prêt » ; et une autre tentative d'influencer Franco, menée au cours des premiers jours de la nouvelle année, échoua à le faire changer d'avis.

Nous n'avons pour le moment, [déclara Hitler le 8 janvier 1941,] aucune perspective de voir l'Espagne se ranger parmi nos alliés. Elle ne veut pas le devenir. Franco l'a exprimé de manière parfaitement claire : il n'entrera pas en guerre avant que la Grande-Bretagne soit au bord de l'effondrement. Le Führer a proposé à Franco un million de tonnes de céréales ; malgré cette proposition, Franco n'a pas estimé pouvoir adhérer aux plans du Führer.

Tant que Franco refuserait de collaborer, la capture de Gibraltar allait exiger rien moins que l'invasion de l'Espagne. Mais le dé-

4. *N.D.*, 134-C.

tournement des troupes déjà envoyées en Afrique du Nord et pour l'attaque de la Grèce constituait le maximum que l'Allemagne pouvait se permettre, au vu des préparations de l'invasion de la Russie. Au vu de ces mouvements, dit le Commandant en chef de l'armée le 8 janvier, les préparatifs de l'attaque contre Gibraltar, ainsi que de « Lion de Mer, » allaient devoir être mis en suspens pour quelque temps. Hitler fut prompt à confirmer cet état de fait. Le 3 février, on rapporta que « "Felix" n'est désormais plus possible, la plus grande partie de l'artillerie étant en cours d'entraînement ⁵, » et parce que les troupes gardées en réserves pour l'opération étaient nécessaires à « Marita » et « Barbarossa » ⁶.

Cependant, l'attaque contre Gibraltar restait un plan, une opération qui serait déclenchée si l'attitude espagnole devait changer, ou après la défaite de la Russie. Le 6 février, Hitler mena une nouvelle tentative infructueuse de faire changer l'attitude espagnole en écrivant une nouvelle lettre à Franco ⁷. Le 18 mars, le refus espagnol de coopérer continuait de « compliquer les choses, » et Hitler comprit que plus le délai serait important, plus difficile il se ferait de prendre Gibraltar du fait des contremesures britanniques. Mais il restait déterminé à « forcer la décision sur la question espagnole à l'automne, » à l'issue de la défaite de la Russie. Le 22 mai, il approuva la suggestion de Raeder que l'Espagne fût encouragée et aidée à renforcer les défenses des îles Canaries. Le même jour, malgré les objections continues de Raeder, il « restait favorable à une occupation des Açores, dont l'opportunité peut arriver à l'automne, » non seulement du fait de leur importance dans le plan de prise de Gibraltar, mais aussi parce que leur occupation aurait permis à l'Allemagne d'opérer des bombardiers à longue portée contre les États-Unis. Le 22 août, bien qu'il fût reconnu qu'une coopération avec l'Espagne restait une condition nécessaire à l'attaque,

5. *N.D.*, 872-PS.

6. *N.D.*, 33-C, p.17.

7. Voir *The Spanish Government and the Axis*, Documents N°12 et 13 pour la lettre de Hitler et la réponse de non-engagement de Franco.

Raeder affirma une nouvelle fois que l'occupation de Gibraltar présentait une importance décisive, et Hitler continuait de « convenir pleinement » du fait. Le 13 novembre, bien qu'il reconnût qu'« à présent, aucune action de ce type ne soit probable, » Hitler continuait de penser qu'il aimerait utiliser les croiseurs de bataille — alors stationnés à Brest — pour une opération contre les Açores, « le cas échéant. »

Si la prise de Gibraltar et des îles de l'Atlantique restait ainsi en phase de planification, se transformant au fil du temps en vague ambition plutôt qu'en intention établie, la capture d'autres objectifs de Méditerranée occidentale, discutée pour la première fois en 1941, n'atteignit jamais ce stade. Elle ne dépassa jamais le stade des discussions. La nécessité de prendre Malte par les airs fut discutée le 3 février 1941⁸ ; la capture de Malte fut mentionnée dans la directive du 15 février, annonçant qu'on ne tenterait pas l'opération avant la défaite de la Russie. Cela fut confirmé le 23 février, lorsque l'État-major naval fut informé par l'O.K.W.^{9 10} que la prise de Malte était envisagée pour l'automne 1941, après la fin de l'attaque contre la Russie. Raeder ne se satisfait pas de cela. Il demanda à l'aviation s'il n'était pas possible d'utiliser des troupes aéroportées contre Malte avant le début de la campagne de l'Est¹¹ ; et le 18 mars, il déclara à Hitler qu'« il était particulièrement important de prendre Malte, » citant l'aviation allemande qui affirmait qu'il était possible de prendre l'île au moyen de troupes aéroportées. Mais il fut vertement remis à sa place. Hitler répondit que « les rapports les plus récents du Commandant en chef de l'aviation révèlent que les difficultés sont plus importantes que prévues, car le terrain est

8. *N.D.*, 872-PS.

9. *N.D.*, 170-C, élément 22.

10. *Oberkommando der Wehrmacht*, Haut Commandement de la Wehrmacht, NdT.

11. *N.D.*, 33-C. Raeder était poussé par le chef des opérations navales, qui insistait sur « l'occupation de Malte avant même "Barbarossa", le 18 février (voir *N.D.*, 170-C, élément 121.) ».

sillonné de petits murs, ce qui rend très difficiles les opérations aéroportées. » Il fallait poursuivre l'examen de la situation ; mais le sujet ne fut plus discuté au niveau suprême jusqu'en mars 1942.

Raeder avait également discuté de l'occupation de la Corse avec les Italiens, et il rapporta les discussions à Hitler lors de cette même réunion ; mais aucune conclusion n'en sortit et ce sujet ne fut plus jamais évoqué après le 18 mars 1941.

Malgré son refus d'envisager ces opérations en Méditerranée, Hitler, tant que l'offensive britannique dans le désert occidental et ses possibles répercussions sur la France continuaient de l'alarmer, était déterminé, comme Raeder l'exprima le 8 janvier, à ce que « si la France commence à poser des problèmes, il faudra l'écraser complètement. En aucune circonstance, la flotte française ne doit pouvoir s'échapper. » L'opération d'urgence « Attila, » comprenant la prise de Toulon par des troupes aéroportées, fut donc maintenue en état de préparation. Le 3 février, il insista : « il doit à tout prix rester possible de mener "Attila" durant l'exécution de "Marita" et de "Barbarossa." ¹² » Même lorsque son sentiment d'alarme s'apaisa, et même lorsque Raeder commença à indiquer, à partir du 4 février, que l'opération avait toutes les chances d'échouer à tenir ou à détruire la flotte française si l'urgence se présentait, il n'autorisa, à la mi-février, qu'un allègement de l'état de préparation, mais pas l'annulation du plan. Le 20 avril même, lorsque Raeder demanda s'il était nécessaire de maintenir l'opération « Attila » prête à être déclenchée, il répondit qu'il « faut pour le moment la maintenir prête, même si je tends à penser que l'attitude de l'amiral [Darlan](#) est fiable. »

À mesure que s'éloignait la possibilité d'une « désertion » française, Raeder, plus préoccupé que jamais par la menace pesant sur l'Afrique du Nord-Ouest depuis la décision d'orienter les ressources allemandes vers l'attaque contre la Russie, et craignant qu'en cas d'urgence « Attila » ne parvînt pas à immobiliser la flotte française,

12. *N.D.*, 872-PS.

poussa à une nouvelle tentative de collaboration avec le gouvernement de Vichy. À partir du 18 mars, il insista pour la reprise de négociations et pour que des forces terrestres et aériennes allemandes — en plus d'U-boots — fussent basées dans les possessions françaises d'Afrique du Sud-Ouest. Ses arguments n'étaient pas nouveaux : l'objectif principal était de prévenir un débarquement anglo-américain dans la région ; c'était le danger qu'il fallait conjurer à tout prix. Mais Hitler, bien que déterminé, malgré la priorité supérieure accordée à l'attaque contre la Russie, à occuper la France et à s'emparer de la flotte française si Vichy « désertait, » n'était pas prêt à détourner la moindre ressource vers la France et l'Afrique du Nord-Ouest s'il n'y était pas contraint. Il reconnaissait, sous les pressions exercées par Raeder, la réalité du péril d'une intervention britannique ou étasunienne en Afrique du Nord-Ouest ; mais ce péril n'était pas immédiat.

On peut douter que beaucoup eût pu être fait si Hitler avait tenté l'expérience. Une collaboration avec Vichy aurait été aussi difficile et incertaine qu'une collaboration avec Franco. Les Français auraient mené des négociations très dures ; l'idée même aurait été contraire aux promesses consenties par l'Allemagne à l'Italie, laquelle se serait en tout cas opposée au rééquipement de la flotte française et des forces coloniales du pays ; Hitler lui-même partageait la méfiance italienne vis-à-vis de la France ; et l'Allemagne était déjà trop lourdement engagée sur d'autres terrains pour pouvoir dégager des ressources, fût-ce pour une attaque en Afrique du Nord-Ouest ou pour sa défense avec la participation des Français. En tout cas, il n'essaya pas. Le 18 mars, il fut déclaré que « le problème français serait clarifié après la fin de "Barbarossa." » Le 9 juillet, Raeder indiqua une nouvelle fois l'importance qu'il y avait à ce que la France conservât d'une main ferme l'Afrique française.

Si les États-Unis ou la Grande-Bretagne devaient prendre possession de Dakar, cela constituerait une grave menace pour notre capacité à poursuivre la guerre dans l'Atlantique ; la position des forces de l'Axe en Afrique du Nord s'en trouverait fortement me-

née... Le Commandant en chef a souligné une fois de plus l'importance stratégique décisive de tenir fermement l'Afrique du Nord au vu des probables plans des États-Unis et de la Grande-Bretagne de chasser les Français de cette région.

La seule réponse de Hitler fut qu'il était « très méfiant vis-à-vis de la France et juge ses contre-demandes excessives. » Le 25 juillet, il développa : « l'attitude de la France à notre égard a changé depuis le retrait vers l'Est de nos divisions blindées. Ses exigences politiques n'ont depuis lors fait qu'augmenter. Je déplacerai probablement deux divisions de Panzers vers l'Ouest dans un avenir proche. La France se fera plus docile. » En tout cas, poursuivit-il, il « ne compromettrait en aucun cas nos relations avec l'Italie en faisant des concessions à la France. »

Son attitude impliquait que le danger anglo-américain en Afrique du Nord-Ouest, aussi réel fût-il, était un péril contre lequel on ne pouvait — ou ne voulait — rien entreprendre par avance ; il pouvait attendre jusqu'à ce qu'il se présentât. « Dès que les États-Unis occuperont des îles espagnoles ou portugaises, » ajouta-t-il le 25 juillet, « j'entrerai en Espagne ; j'enverrai alors depuis l'Espagne des divisions blindées et d'infanterie en Afrique du Nord, afin de la défendre. » Il négligeait apparemment le fait que, si l'Allemagne devait s'emparer des îles atlantiques avant d'attaquer Gibraltar, les États-Unis et la Grande-Bretagne n'avaient nul besoin d'en faire autant pour débarquer en Afrique du Nord.

Pendant un temps, Raeder poursuivit sa campagne pour un resserrement des relations avec Vichy. Il y avait beaucoup à gagner en procédant par étapes, avança-t-il le 22 août ; « tout d'abord, la question des navires de transport, à charge de la France, doit être résolue ; puis, l'Afrique de l'Ouest doit être sécurisée, et enfin, on pourra définir une coopération sans limite » — une coopération qui, à ses yeux, était vitale pour la bataille de l'Atlantique ainsi que pour la défense de l'Afrique du Nord. Mais ses tentatives restèrent infructueuses. Il est vrai qu'à partir du mois de mai, l'opération « Attila » tomba progressivement dans l'oubli dans une

atmosphère de collaboration plus étroite avec l'amiral Darlan, devenu vice-président du gouvernement de Vichy en février 1941. En mai, des discussions furent menées avec Darlan au sujet d'une assistance française à l'Allemagne depuis la Syrie, et des moyens fournis par la France à l'Axe pour acheminer ses approvisionnements en Afrique du Nord¹³. Au mois d'août, le gouvernement de Vichy avait commencé à vendre ou à affréter des navires à l'Allemagne pour acheminer des ravitaillements en Afrique du Nord, et des négociations étaient en cours pour que les Allemands pussent utiliser le port de Bizerte. Ces points furent discutés lors de la conférence navale du 22 août. Le 12 décembre, Darlan était allé jusqu'à proposer à l'Allemagne un échange de renseignements sur les mouvements maritimes. Il avait également exprimé le désir de discuter avec Raeder. Hitler approuva la visite de Raeder en France, qui se déroula à la fin janvier 1942. Mais malgré ces négociations, la collaboration n'avança guère¹⁴, et le problème de la défense de l'Afrique du Nord-Ouest, à l'instar des plans de capture de Gibraltar, des îles de l'Atlantique et de Malte, piétina durant toute l'année 1941.

III

Hitler considérait l'avancée allemande à travers les Balkans jusqu'en Grèce comme une action défensive, dans son rapport au théâtre de Méditerranée; mais celle-ci constituait également un préliminaire indispensable à la campagne de Russie. Elle allait verrouiller les Balkans, et en particulier les gisements pétrolifères roumains, hors de portée de la Russie et des Britanniques en Méditerranée orientale; elle allait faciliter la concentration de troupes

13. *N.D.*, 1866-PS du 13 mai 1941.

14. Le lecteur intéressé par le point de vue de la collaboration depuis Vichy pourra s'intéresser, par exemple, à l'ouvrage de Sisley Huddleston, *France, les années tragiques — 1939-1947*, NdT.

allemandes pour l'offensive contre la Russie ; et elle empêcherait efficacement la Grande-Bretagne et la Russie d'unir leurs forces dans cette zone lorsque l'Allemagne se retournerait vers l'Est. Pour ces raisons, elle était plus importante à ses yeux que les opérations en Méditerranée proprement dite ; et rien ne devait y faire obstacle.

La directive du 11 janvier 1941¹⁵ affirmait qu'il était essentiel de « éliminer le danger d'un effondrement italien sur le front albanais » ; le transfert de deux divisions et demi vers l'Albanie, en passant par l'Italie, se vit accorder les priorités de transport, par rapport aux renforts envoyés en Afrique du Nord¹⁶. Au cours des préparatifs qui suivirent pour l'opération principale des Balkans, y compris l'occupation de la Bulgarie à la fin février, cette opération eut la priorité sur l'Afrique du Nord et sur l'opération « Felix, » et Hitler ne fut nullement dissuadé par la certitude que la pénétration allemande dans les Balkans alarmerait la Russie par avance. Lorsque, le 27 mars, la Yougoslavie, principal danger des Italiens en Albanie, se révolta contre l'alliance avec l'Allemagne, il annonça sur-le-champ qu'elle « doit être considérée comme ennemie et donc écrasée aussi rapidement que possible¹⁷. » Lorsque la Grèce fut débordée, bien que récemment rebuté par les difficultés à prendre Malte, il ordonna sur-le-champ la capture de la Crète.

Malgré le retard causé par la révolte yougoslave, l'opération grecque fut couronnée d'un succès total. Le 6 avril, les troupes allemandes entrèrent en Yougoslavie et en Grèce. La résistance grecque fut brisée le 21 avril ; l'évacuation britannique commença le 22 avril ; les Allemands entrèrent dans Athènes le 27 avril. L'invasion aéroportée de la Crète débuta le 20 mai ; le 27 mai, lorsque l'évacuation britannique commença, elle était quasiment achevée.

Les succès remportés par Hitler en Grèce et en Crète furent rapidement suivis d'un retournement complet de la situation en

15. *N.D.*, 448-PS.

16. Ce transfert fut par la suite annulé, les Italiens ne le considérant pas comme essentiel ; *N.D.*, 134-C.

17. *N.D.*, 1746-PS.

Afrique du Nord, où Rommel avait commencé à la fin mars l'offensive qui l'amena à la frontière égyptienne à la mi-avril. Ces succès s'accompagnèrent de lourdes pertes navales britanniques, qui devinrent insoutenables durant la bataille pour la Crète, ainsi que par des désordres en Irak. À tous les égards, la situation en Méditerranée orientale se retourna diamétralement au bénéfice de l'Allemagne entre début avril et fin mai. Si l'objectif de Hitler en envahissant la Grèce et en s'emparant de la Crète avait été de chasser la Grande-Bretagne de la région, le moment aurait été idéal pour un effort supplémentaire.

Raeder considérait depuis longtemps l'avancée en Grèce comme une occasion de s'assurer le contrôle de la Méditerranée orientale, ce qu'il avait si souvent préconisé. Le 4 février 1941, il reconnut que « la flotte britannique serait encore capable de maintenir la suprématie navale pour un temps » après l'occupation allemande de la Grèce. Mais le 18 mars, il demanda et reçut la confirmation par Hitler que l'Allemagne irait jusqu'à l'occupation totale de la Grèce, même si les Grecs cherchaient un arrangement dès l'entrée des troupes allemandes ; et bien que Hitler semble ne rien avoir demandé à Raeder concernant sa décision de prendre la Crète¹⁸, l'État-major naval espérait clairement qu'il poursuivrait son avancée au Moyen-Orient une fois la Crète occupée. Le 30 mai, Raeder demanda « une offensive décisive sur l'Égypte et Suez pur l'automne 1941 », une étape qui, selon l'État-major naval, serait « plus mortelle pour l'empire britannique que la capture de Londres¹⁹, » et pour laquelle Rommel fit également pression quelques semaines

18. Cette opération fut arrangée par Hitler et l'aviation. C'est Göring qui en fut responsable. (Voir *N.D. [C. et A.]*, Supplément B, p. 1108.) La première référence de la Crète par Raeder lors de ses réunions avec Hitler ne se produisit que le 22 mai, alors que l'invasion avait déjà commencé.

19. *N.D.*, 170-C, élément 164.

plus tard²⁰. Le 6 juin, il présenta à Hitler un mémorandum issu de l'État-major de la marine sur le même sujet.

Ce mémorandum, considéré par l'État-major de la marine comme « l'un des documents les plus importants de toutes les archives de guerre²¹, » contenait « des observations sur la situation stratégique en Méditerranée orientale après la campagne des Balkans et l'occupation de la Crète. » Il indiquait « les objectifs stratégique de la guerre au Proche-Orient, qui sont désormais à distance accessible à la suite de notre succès en mer Égée. » Il soulignait que « l'exploitation offensive de l'actuelle situation favorable doit être menée avec la plus grande célérité et la plus haute énergie, avant que la Grande-Bretagne ne revienne au Proche-Orient avec l'aide étasunienne. » Il reconnaissait que l'ouverture de la campagne de l'Est dans un avenir proche était un « fait inaltérable » ; mais demandait que « “Barbarossa,” qui... se situe naturellement au premier rang des plans opérationnels... ne doit en aucune circonstance amener à l'abandon ou à la réduction, ni retarder, les plans de conduite de la guerre en Méditerranée orientale. »

De fait, l'opportunité était tellement évidente que, bien que les préparatifs nécessaires — pour approvisionner et renforcer Rommel, pour traverser jusqu'en Turquie, en Syrie et en Irak — n'aient pas été faits, même Hitler aurait pu être tenté de modifier ses plans. Mais son attention ne fut pas plus retenue par l'opportunité au Moyen-Orient que par le danger qui planait sur l'Afrique du Nord-Ouest. Pour ce qui concernait la Méditerranée et le Moyen-Orient, son avancée dans les Balkans avait été purement défensive. La Grèce avait été prise principalement pour défendre le pétrole

20. Rommel commença par proposer une offensive contre Suez, comme première étape vers Basra et le Golfe persique, le 27 juillet. Voir Desmond Jung, *Rommel*, pp. 83-84.

21. *N.D.*, 170-C, élément 168.

roumain, la Crète principalement pour défendre la Grèce²². Rommel avait trouvé des possibilités inattendues en Afrique du Nord, mais Hitler ne se fia pas à elles. Longtemps avant le lancement de ces avancées, il avait annoncé, le 15 février, qu'aucune opération en Méditerranée ne serait menée jusqu'après la défaite de la Russie. Quoi que pensât Raeder, quoi que fit Rommel, Hitler n'avait pas l'intention d'exclure la Grande-Bretagne de ces régions dans les plus brefs délais ; et il ne fut pas tenté de modifier ses plans lorsque l'avancée dans les Balkans, en conjonction avec celle de Rommel, produisit une dégradation de la position britannique aussi grave qu'inattendue.

Au contraire, les instructions que reçut Rommel étaient strictement défensives, comme on l'a noté plus haut²³, et dans le même temps, Hitler avait signé une directive — Raeder protesta contre celle-ci et la fit inverser le 22 mai — selon laquelle la défense de toute la zone côtière de Grèce, jusque Salonique et comprenant Lemnos, le Pirée et potentiellement la Crète, devait être confiée à l'Italie dès la prise de la Crète. Son seul intérêt était la défense des régions nouvellement acquises ; et même ainsi, la côte devait être laissée aux Italiens. Le 25 mai, durant la bataille de Crète, il signa une autre directive à l'occasion de la rébellion en Irak ; et cette directive subordonnait clairement les opérations au Moyen-Orient à l'attaque contre la Russie. « Le mouvement de libération arabe, » déclara-t-il, « est notre allié naturel contre l'Angleterre au Moyen-Orient. À cet égard, la rébellion en Irak revêt une importance particulière. J'ai donc décidé d'encourager les dévelop-

22. Göring a reconnu que la Crète était considérée comme utile contre le trafic maritime britannique à destination de Suez, mais a souligné qu'« à l'époque, tout était en cours de préparatifs pour l'invasion de la Russie et personne ne pensait à investir l'Afrique... La Crète aurait constitué une base possible pour les Anglais contre nos positions dans les Balkans, et aurait pu empêcher une connexion possible entre dots les flottes russe et britannique. » (Voir *N.D. [C. et A.]*, Supplément B, p. 1108.

23. Voir [plus haut](#), page 185.

pements au Moyen-Orient en soutenant l'Irak. » On enverrait une mission militaire ; on livrerait des armes et des avions ; on collecterait des renseignements. Mais en dehors de ces éléments, en stricte conformité avec les décisions précédentes, rien ne devait être fait. « L'opportunité — et, le cas échéant, les moyens nécessaires —, après cela, de lancer une offensive contre Suez, et finir par chasser les Britanniques de leur position entre la Méditerranée et le Golfe persique, ne peut pas être décidée avant la fin de l'opération "Barbarossa." »

Les efforts menés par l'État-major naval au cours des deux semaines suivantes n'eurent aucun effet sur l'avis de Hitler. À la fin juin, une série de nouveaux ordres et de nouvelles directives, en connexion avec le lancement de l'attaque contre la Russie, récapitulaient sa décision précédente. Trois opérations séparées étaient envisagées en Méditerranée et dans le Moyen-Orient. On lancerait une attaque depuis la Libye vers l'Égypte ; une avancée de la Bulgarie vers Suez, en passant par la Turquie ; une troisième offensive contre l'Irak depuis des positions à prendre dans le Transcaucase. Mais aucun de ces plans ne serait déclenché avant la défaite de la Russie.

IV

Dans le même temps, au mois de juin, l'envoi de modestes renforts supplémentaires fut autorisé à l'*Afrika Korps* et la *Luftwaffe* en Méditerranée. Mais la situation des approvisionnements en Afrique du Nord, déjà difficile, allait bientôt devenir désespérée. Selon le rapport du 22 août de Raeder, 73 % des navires de ravitaillement sous contrôle allemand à destination de l'Afrique avait été coulé à la fin juillet ; et les pertes italiennes n'étaient inférieures en proportion que parce que les Italiens hésitaient à prendre la mer. Malte montrait toute son importance, soulignant ce qu'avait coûté l'omission de sa capture par Hitler, et toutes les tentatives d'at-

taques aériennes visant à détruire ses bases échouèrent. En fin de compte, de désespoir, Hitler, qui ne pouvait distraire davantage de chars, de troupes ou d'avions — fut contraint d'envoyer des U-boots en Méditerranée.

Le transfert d'U-boots était une réponse inadaptée au problème des pertes navales de l'Axe ; mais, la campagne russe ayant démarré le 22 juin, c'était la seule décision que Hitler pouvait prendre à présenter au moins l'apparence d'améliorer la situation. Elle avait été discutée pour la première fois le 20 avril, date à laquelle Raeder l'avait écartée en arguant que l'objectif principal de la guerre sous-marine était d'attaquer le Royaume-Uni. Hitler se montra alors tout à fait d'accord avec les arguments de Raeder. Mais c'est lui qui souleva de nouveau le sujet le 25 juillet, date à laquelle il accepta une nouvelle fois l'opinion de Raeder : il ne serait pas bon de handicaper les opérations en Atlantique. Cependant, le 22 août, alors que la situation des approvisionnements en Méditerranée ne cessait d'empirer, il aborda de nouveau ce point, écouta les arguments de Raeder — « tous les U-boots disponibles doivent être concentrés en Atlantique... Des U-boots ne devaient être transférés vers d'autres théâtres qu'en cas d'extrême urgence... aucun U-boot ne devrait être transféré depuis l'Atlantique tant que nous n'en aurons pas quarante en position là-bas... » — puis, passant outre, proposa de détourner six U-boots.

Raeder gagna du temps en demandant que l'accès à une base adaptée fût d'abord négocié avec Mussolini ; il espérait et pensait que ce dernier n'accepterait pas un tel transfert. Mais le 17 septembre, deux U-boots étaient en route pour la Méditerranée, et quatre autres devaient les suivre avant la fin du mois. Les remarques de Raeder à la réunion tenue à cette date laissent entendre que les objections de Mussolini furent tout aussi ignorées que les siennes.

Comme le sait le Führer, notre flotte de transport vers l'Afrique du Nord a subi de nouvelles lourdes pertes... D'évidence, l'appel à l'aide lancé par le général allemand attaché aux forces armées italiennes a manifestement motivé l'ordre du Führer de concen-

trer nos propres forces sur l'escorte des navires de ravitaillement, d'envoyer sur-le-champ six U-boots sans tenir compte des opérations italiennes, et d'accélérer le transfert de mouilleurs de mines et de vedettes rapides.

La situation en Méditerranée continuait d'empirer. Le 13 novembre, selon Raeder, elle avait atteint « un stade critique, comme le craignait l'État-major naval depuis juillet. »

Il est indiqué que l'État-major naval a toujours reconnu le péril de la situation provoquée par la suprématie navale britannique en Méditerranée, et a constamment exhorté à l'introduction rapide de mesures appropriées par l'Allemagne. À ce jour, l'ennemi jouit d'une totale suprématie navale et aérienne; il opère sans la moindre entrave en tout point de la Méditerranée. Malte reçoit des renforts constants. Les Italiens ne sont pas en mesure d'apporter des améliorations majeures... La situation du fret en Mer Égée s'est également fortement dégradée. Les sous-marins ennemis ont nettement l'avantage...

Et ces conclusions étaient justifiées par le rythme des pertes de navires. Le tonnage total mensuel de l'Axe disponible pour des convois vers l'Afrique du Nord fut réduit de 163 000 tonnes en septembre à 37 000 tonnes en novembre, et sur ces 37 000 tonnes, 77 % furent coulées au cours du mois²⁴.

La seule réaction de Hitler fut d'envoyer un plus grand nombre d'U-boots; il ne pouvait rien distraire d'autre. Le 12 décembre, pas moins de 36 U-boots étaient en Méditerranée, ou s'y rendaient. Cela représentait exactement la moitié du nombre d'U-boots en mer toutes zones confondues, et pas moins du quart du nombre de navires disponibles opérationnellement; et il fut proposé d'augmenter ce nombre à 50. Bien que le rythme de production des nouveaux U-boote s'accéléraît désormais rapidement, ce déroutage contribua pour une part importante au répit obtenu par la Grande-Bretagne en Atlantique au cours des trois derniers mois de l'année 1941.

24. Voir la déclaration de l'officier général de la marine, commandement naval allemand, Italie, résumé dans *The Daily Telegraph* du 26 février 1947.

Les raisons invoquées par Hitler pour passer outre l'avis de Raeder le 22 août étaient que « les Britanniques vont sans doute lancer une attaque contre Sollum et Tobrouk pour alléger la charge pesant sur les Russes ; la perte de l'Afrique du Nord constituerait, pour nous et pour les Italiens, un lourd préjudice... ; il est hautement souhaitable de soulager l'*Afrika Korps* en envoyant quelques U-boots. » Mais cette action fut trop réduite et arriva trop tard. Le 18 novembre, seuls quatre U-boots avaient traversé le détroit de Gibraltar, lorsque la 8^{ème} Armée ouvrit la deuxième offensive du désert occidental en Libye ; et il aurait fallu d'autres mesures que le transfert d'U-boots en Méditerranée pour empêcher cette offensive ou l'empêcher de réussir.

La vitesse de l'avancée britannique — qui atteignit Benghazi le 29 novembre — contraignit bientôt Hitler — désormais moins insouciant qu'en janvier précédent quant à une éventuelle perte de l'Afrique du Nord — à adopter des mesures plus radicales et à mener sa première tentative sérieuse de collaboration avec l'Italie. Le 2 décembre 1941, ayant déjà privé l'Atlantique de ses U-boots, il annonça le transfert d'unités de la *Luftwaffe* du front russe à la défense de ce théâtre jusqu'alors secondaire, et révéla qu'il avait enfin mené des discussions sérieuses avec Mussolini.

Afin de jeter les bases de la défense et de la consolidation de notre position en Méditerranée, et de créer un pôle de puissance de l'Axe en Méditerranée centrale, je suis parvenu à un accord avec le Duce, et donne ordre que des sections de la *Luftwaffe*, désormais libérées du front Est, constituant un *Fliegerkorps*, ainsi que les bases de défenses aériennes nécessaires, soient transférées dans la zone de l'Italie du Sud et de l'Afrique du Nord. Outre ses effets immédiats sur la conduite de la guerre en Méditerranée et en Afrique du Nord, cette mesure vise à exercer une influence considérable sur toute l'évolution future en Méditerranée. J'ai placé le Feld-Maréchal [Kesselring](#) à la tête de l'ensemble des forces engagées, en qualité de commandant en chef de la zone Sud. Le commandant en chef de la zone Sud répondra aux ordres du Duce, dont il recevra ses instructions par l'intermédiaire du commandement suprême italien. Ses missions sont d'assurer la maîtrise aérienne et navale dans la zone comprise entre l'Italie

du Sud et l'Afrique du Nord, assurant ainsi des lignes de communication sûres, la neutralisation de Malte à cet égard ; la coordination avec les forces allemandes et italiennes en Afrique du Nord ; la paralysie du trafic ennemi dans toute la Méditerranée et le blocage des approvisionnements britanniques à destination de Tobrouk et Malte. . .

Mais il continuait de considérer la Méditerranée comme un théâtre italien, au sein duquel les intérêts allemands étaient indirects. Les officiers allemands restaient exclus des réunions d'État-major italiennes, et vice-versa. Kesselring restait subordonné au Duce. Aucun quartier général allemand ne fut établi pour la Méditerranée avant 1943. Et il n'exista jamais de haut-commandement italo-allemand.

Chapitre 8

La Bataille de l'Atlantique en 1941

I

Hitler n'hésita pas à accorder la priorité à la campagne de Russie sur la Méditerranée durant toute l'année 1941 ; il insista, durant la seconde moitié de l'année 1941, pour que des U-boots fussent transférés depuis l'Atlantique dans une tentative de sauver l'Afrique du Nord. Si ces éléments étaient les seuls disponibles, on pourrait déjà conclure que la Bataille de l'Atlantique souffrit encore plus que la guerre en Méditerranée de la décision d'attaquer la Russie. Mais les preuves sont plus solides et plus abondantes. La perte en Méditerranée, en décembre 1941, de trente U-boots au total — la moitié des effectifs alors maintenus en mer, le quart de la force opérationnelle totale disponible — ne constitua qu'une fraction des dommages infligés à l'effort allemand contre les routes commerciales britanniques au cours des douze mois écoulés, du fait de la décision de se retourner contre la Russie.

Il est vrai que Hitler commença à manifester une plus grande compréhension et davantage de sympathie aux arguments de Raeder favorables à une campagne d'U-boots. La directive du 12 novembre 1940, bien qu'elle se présentât comme un exposé complet des plans allemands, avait omis toute référence à la guerre contre les routes commerciales britanniques ; la directive « Barbarossa » du 18 décembre 1940, en revanche, prenait le soin d'énoncer que « l'emploi principal de la marine reste, même durant la campagne à l'Est, clairement dirigé contre l'Angleterre¹. » Et si cette affirmation ne constituait guère plus qu'un geste pour apaiser ses critiques issus de la sphère de la marine, il se montra bientôt désireux d'en faire d'autres. Le 27 décembre 1940, il convint que la cadence de production de douze à dix-huit U-boots par mois n'était pas suffisante ; il « souhaite que les constructions d'U-boots progressent le plus rapidement possible. » Le 8 janvier 1941, il « explique » à Raeder — qui lui avait expliqué les mêmes arguments depuis si longtemps — que, « concernant notre guerre contre la Grande-Bretagne, toutes les attaques doivent être concentrées sur les approvisionnements et l'industrie d'armement. . . Les approvisionnements et les navires qui les transportent doivent être détruits. » Le 6 février, il signa une directive — la première du sujet — intitulée *Principes fondamentaux de la Poursuite de la Guerre contre l'Économie de Guerre britannique* ; où il admettait plus ou moins avoir négligé jusqu'alors la bataille contre les routes commerciales.

Contrairement à toutes nos conceptions antérieures, le coup le plus fort porté à l'économie de guerre britannique a été le grand nombre de pertes de navires marchands, résultant de la guerre sur mer et dans les airs. Cet effet a été encore intensifié par la destruction d'installations portuaires. . . et par les limitations imposées sur l'utilisation des navires par la nécessité de se déplacer en convois. . . Une nouvelle augmentation considérable est à attendre de l'intensification de nos opérations par U-boots au cours de cette année. . . L'objet de nos efforts de guerre à venir doit être

1. Pour la directive du 12 novembre 1940, voir *N.D.*, 444-PS ; pour la directive du 18 décembre 1940, *N.D.*, 446-PS.

de concentrer tous les moyens de faire la guerre par la mer et par les airs contre les approvisionnements ennemis. . .

Dans le même temps, même sa propension à la confiance excessive, aux espoirs démesurés, s'étendit également à ce domaine si longtemps négligé de la Bataille de l'Atlantique. « Des assauts combinés sur les importations par l'aviation et la marine, » déclara-t-il le 8 janvier 1941, « pourraient amener à la victoire dès juillet ou août. » L'attaque contre les importations britanniques, conclut-il dans la directive du 6 février, « peut amener avant longtemps à l'effondrement de toute résistance britannique. »

Mais cet intérêt accru pour la Bataille de l'Atlantique fut plus qu'annulé par les effets inévitables de la décision d'attaquer la Russie de décembre 1940 ; et une seule chose — sa négligence de la campagne d'U-boots au cours des seize premiers mois de la guerre — eut plus d'importance encore que cela dans l'anéantissement de ces espoirs. Raeder avait prédit que cela arriverait, et cette crainte avait constitué le fondement principal de son opposition à l'opération « Barbarossa. » « Il est absolument nécessaire de reconnaître, » — ainsi formula-t-il son dernier argument contre « Barbarossa » le 27 décembre 1940 — « que la plus grande tâche du moment est la concentration de toute notre force contre la Grande-Bretagne. . . Toute demande qui n'est pas absolument nécessaire à la défaite de la Grande-Bretagne doit être délibérément mise de côté. Il existe des doutes sérieux concernant l'opportunité de lancer l'opération "Barbarossa" avant la chute de la Grande-Bretagne. . . En particulier, il y a la nécessité impérieuse de nous concentrer sur les routes d'approvisionnements britanniques. . . Ce qui est fait actuellement pour la construction de sous-marins et d'aviation de marine est bien trop peu. . . La capacité de la Grande-Bretagne à maintenir ses lignes d'approvisionnement est sans aucun doute le facteur décisif pour le résultat de la guerre. » Pour mener cet effort, « l'État-major naval est fermement convaincu que les U-boots, comme durant la Grande Guerre, constituent l'arme décisive. » En raison des

négligences passées, la production mensuelle maximale d'U-boots n'avait atteint que des nombres compris entre 12 et 18 ; « il faut la porter de 20 à 30, comme tel était le cas durant la Grande Guerre. » Il s'agissait de « l'une des demandes les plus urgentes soumises par l'État-major naval aux forces armées et au gouvernement » ; si elle n'était pas honorée, « tout espoir concernant l'effet de cette arme importante contre la Grande-Bretagne devra être abandonné. »

Cette demande, comme Raeder le laissait entendre très clairement, était incompatible avec la décision d'attaquer la Russie, et avec celle d'entamer immédiatement les préparatifs de cette attaque ; et il est clair que Hitler reconnut également ce point dans sa réponse à la diatribe de Raeder. Puisqu'il était nécessaire, répondit-il, d'éliminer le dernier ennemi restant sur le continent, « l'armée de terre doit être suffisamment renforcée ; après cela, tout pourra être concentré sur les besoins de l'aviation et de la marine. » Raeder rétorqua, avec une grande justesse, que « la situation était la même en juillet 1940 ; mais, après que l'armée de terre avait réduit ses demandes durant une brève période, elle les réitéra avec une insistance encore plus grande. » Mais Hitler refusa de revenir sur sa décision ; il se contenta d'« attribuer ceci [la décision de se retourner contre la Russie] à la nouvelle situation politique » ; et lorsque Raeder répondit à ce point — « l'erreur fondamentale réside dans le fait que des ouvriers sont assignés sans être réellement disponibles ; aucun décret sur les priorités ne peut rien y changer » — il se contenta de suggérer, de façon étonnamment hors de propos et avec une irresponsabilité flagrante, et avec une absence totale de prise sur les problèmes de main-d'œuvre et de priorités, que « peut-être que des augmentations de salaire pourraient améliorer l'attractivité de ces métiers. »

Telle avait été l'attitude de Hitler vis-à-vis de la construction d'U-boots durant les seize mois écoulés depuis le début de la guerre. L'effet avait été d'annuler ses approbations antérieures des demandes formulées par Raeder en vue d'un accroissement de la fabrication d'U-boots ; approbations qui avaient été par ailleurs trop

rares : il y en avait eu une au début de la guerre, et une seconde en juillet 1940. Lorsqu'on considère la guerre sous-marine en 1941, il importe de distinguer les effets de cette négligence passée et ceux de la décision d'attaquer la Russie. La construction, et plus particulièrement la préparation opérationnelle d'U-boots, est une entreprise de longue haleine, si bien que le manque d'U-boots opérationnels en Allemagne, pour les neuf premiers mois de 1941, découla, non pas de la décision d'attaquer la Russie, mais de la négligence envers le programme d'U-boots en 1940. En revanche, le constant manque de main-d'œuvre pour la fabrication d'U-boots en 1941, le fait que le programme de construction n'ait pas pris l'ampleur nécessaire cette année-là, tels furent les résultats de la décision d'attaquer la Russie, dont les effets se firent ressentir à partir de septembre 1941. Raeder ne manqua pas de formuler des griefs sur ces deux points.

Jusqu'en février 1941, du fait des limitations sur les constructions passées, il s'avéra impossible de maintenir en mer plus de 6 u-boots à la fois. « La rareté des succès remportés par les U-boots, » rapporta-t-il le 4 février, « découle en premier chef du faible nombre de sous-marins en opération, et en second lieu des effets perturbateurs des conditions météorologiques... La guerre sous marine n'est pas en mesure d'interrompre efficacement les importations en raison du faible nombre de sous-marins disponibles. » Mais dix-huit mois de construction d'U-boots, même limitée, devaient tôt ou tard produire leur effet, d'autant plus que la cadence de fabrication avait atteint les 12 à 18 unités par mois, cependant que le nombre d'U-boots coulés n'atteignit les 7 par mois qu'en mars 1941. L'effet fut perceptible à partir du printemps 1941. Le nombre total d'U-boots opérationnels augmenta progressivement, à 37 au mois de mai, 39 en juin, 45 en juillet, 52 en août, et 120 à la fin 1941. Au mois de mars, le nombre d'U-boots en mer dépassa pour la première fois les 10, et ce nombre monta à 15 en avril, à 18 en mai, et à 60 à la fin de l'année. Les sous-marins déployaient de nouvelles tactiques, opérant en meutes ; ils s'aventuraient plus à l'Ouest de l'Atlantique Nord et plus au Sud de la zone de [Free-](#)

town, en dehors de la portée des défenses britanniques ; les pertes britanniques augmentèrent de façon alarmante ; 200 navires furent coulés par des U-boots au cours des quatre mois de mars à juin. La Bataille de l'Atlantique avait véritablement commencé.

Mais c'étaient les défenses britanniques qui avaient contraint les U-boots à se déployer dans des zones plus éloignées et à adopter de nouvelles tactiques ; elles avaient eu dix-huit mois pour s'améliorer ; et leurs progrès avaient suivi le rythme de l'augmentation du nombre d'U-boots. « Pour réussir aussi bien que l'année passée, » rapporta Raeder le 17 septembre 1941, « il nous faut un nombre d'U-boots trois à quatre fois supérieur, face aux convois lourdement défendus. » La bataille restait équilibrée ; le nombre d'U-boots n'était toujours pas assez important pour que leurs actions fussent décisives. Au contraire, les trois derniers mois de l'année 1941 furent une période de vaches maigres pour les U-boots. Et cela ne résulta pas uniquement du détournement de certains d'entre eux vers la Méditerranée, ni simplement des très mauvaises conditions météorologiques qui régnaient sur l'Atlantique Nord : la cadence de construction des U-boots, comme l'avait prédit Raeder, ne suivait plus le rythme des progrès des défenses britanniques contre le trafic maritime.

S'il est vrai qu'une plus grande concentration sur la fabrication d'U-boots n'aurait pas pu être décisive pour obtenir une victoire contre la Grande-Bretagne avant l'entrée des États-Unis dans la guerre, à la fin de l'année — il n'aurait sans doute rien fallu de moins qu'une priorité totale accordée à la campagne d'U-boots dès le déclenchement de la guerre pour parvenir à ce résultat —, cette concentration aurait pu empêcher cette détérioration du dernier trimestre 1941. Une telle trajectoire aurait rendu l'année 1942 — année où la Bataille de l'Atlantique atteignit son sommet et au cours de laquelle plus de 300 U-boots furent construits — plus critique encore pour la survie de la Grande-Bretagne ; même si, contrée par l'entrée en guerre des États-Unis comme elle le fut, la campagne d'U-boots n'aurait pu s'avérer décisive. Mais ce pro-

gramme, rendu impossible par la stratégie adoptée par Hitler en 1940, année où il aurait été le plus efficace, fut retardé de nouveau durant toute l'année 1941, d'abord pour réaliser les préparatifs de l'attaque contre la Russie, puis pour mener l'attaque elle-même.

Le 4 février 1941, Raeder fut contraint de déplorer une nouvelle fois l'« énorme manque d'ouvriers qualifiés. » Le 18 mars, il rapporta qu'en raison de la situation de la main-d'œuvre et des pénuries de matériel, la cadence de production mensuelle d'U-boots allait rester de 18 durant le deuxième trimestre de l'année, et tomberait par la suite à 15. Le 25 juillet, il reconnut que le programme avait légèrement dépassé ses attentes, la production ayant été poussée à 21 par mois ; mais elle promettait de tomber à 14 à la fin 1941, en raison de la pénurie dramatique de main-d'œuvre ; et il se trouvait que 21 U-boots par mois était encore insuffisant. Même à cette cadence de production, ses calculs révélaient que le nombre d'U-boots opérationnels n'atteindrait les 300 qu'au mois de juillet 1943 — 300 étant le nombre évalué par Dönitz au début de la guerre comme seuil minimum du succès.

Les arguments de Raeder restèrent vains. Les effets de la politique adoptée par Hitler durant les seize premiers mois n'étaient pas réversibles ; il était trop tard pour persuader Hitler de changer d'avis concernant l'attaque contre la Russie. Le 18 mars, sa réponse à Raeder consista à répéter qu'« il entendait concentrer les efforts les plus importants sur le développement de l'aviation et de la marine une fois "Barbarossa" terminée. » Le 25 juillet, il protesta : « sans objet sont les préoccupations du Commandant en chef, selon lesquelles j'aurais changé d'opinion concernant la grande importance du blocus contre la Grande-Bretagne au moyen d'U-boots et de l'aviation ; mon idée première n'a en rien changé. » Mais il conserva sa ligne politique, au point que Raeder renonça temporairement à la lutte. « Il est désormais impossible, » dit-il le 25 juillet, « de récupérer le temps perdu » ; tout ce qu'on pouvait faire était de s'assurer que la marine recevrait les priorités adéquates une fois terminée la campagne de l'Est. Hitler lui prodigua

cette assurance ; il signa le jour même une directive² affirmant, une fois de plus, qu'« après la défaite de la Russie, la domination militaire de l'Europe permettra une réduction considérable des effectifs de l'armée de terre dans un avenir proche, » à l'avantage de la marine et de l'aviation ; et Raeder cessa de se plaindre cette année-là.

II

Les assurances de Hitler, et le silence de Raeder qui suivit ne s'appliquèrent pas seulement au programme d'U-boots, mais également à la coopération de l'aviation avec la marine dans la Bataille de l'Atlantique. Il est évident, ne serait-ce qu'en considérant la promesse répétée par Hitler de se concentrer, une fois la Russie vaincue, sur les programmes d'aviation et de marine, que la décision de se retourner contre la Russie eut pour effet la réduction immédiate et durable du nombre d'avions disponibles pour la bataille contre les importations britanniques. Outre ses effets sur la fabrication d'U-boots, cela constitua le résultat le plus grave de la décision d'attaquer la Russie pour la Bataille de l'Atlantique. Mais la plainte de Raeder contre l'aviation allemande, depuis le tout début de la guerre, n'avait jamais tant concerné le manque d'avions que leur mauvais emploi ; et ce fut principalement de la détérioration des relations entre la *Luftwaffe* et la marine, bien qu'elles eussent empiré en raison de l'affaiblissement des forces aériennes disponibles à l'Ouest, que Raeder continua de se plaindre en 1941. Hitler, qui n'était pas prêt à arrêter le flux de ressources vers l'Est, se montra tout aussi inefficace à gérer les problèmes entre ses services armés qu'il l'avait été au cours des controverses précédentes.

Le 4 février, Raeder avança que « les seuls U-boots ne sont pour l'instant pas en mesure d'interrompre efficacement les impor-

2. *N.D.*, 174-C.

tations... Il faut donc que l'aviation essaie de frapper la Grande-Bretagne là où elle souffre le plus, en attaquant ses importations... Il faut lancer des attaques systématiquement planifiées sur ses routes de transport, ses quais, ses navires et ses ports... il faut endommager en profondeur ses bases navales, surtout les chantiers de construction. » Les constructions de navires d'escorte britanniques commençaient à peser sur l'efficacité des U-boots. « L'élimination des chantiers navals ennemis n'est pas seulement importante pour la guerre navale, il s'agit d'un objectif absolument vital pour la poursuite de la guerre dans son ensemble. » « Les U-boots doivent s'en prendre aux navires en mer, les navires au mouillage ou sur les chantiers doivent être pris pour cibles par l'aviation. » L'aviation s'était concentrée sur les usines d'armements ennemies, mais avec des résultats décevants. « Le problème des importations, en revanche, et par là j'entends le tonnage disponible, constitue le point le plus vulnérable des Britanniques. Les navires de guerre et marchands doivent devenir la cible principale des attaques. » L'aviation, dans ce domaine, n'avait jusqu'alors obtenu que de piètres résultats. « Malgré le mouillage de mines en très grand nombre, le volume des approvisionnements entrants à Londres n'a pas diminué de manière sensible ; jusqu'ici, nous n'avons pas réussi à endommager sérieusement les ports britanniques d'importation. » U-boots et avions, travaillant ensemble, restaient « capables d'exercer une influence décisive » ; mais si l'on voulait y parvenir, une coordination plus étroite était essentielle, dans le cadre d'opérations bien dirigées.

Hitler avait « exactement la même opinion, » mais comme lors des discussions antérieures sur ce sujet, il n'était pas prêt à concrétiser ces idées en actions. Raeder poursuivait en suggérant, pour améliorer la collaboration entre marine et aviation, que la marine puisse prendre le contrôle des forces aériennes côtières. L'idée était ancienne ; Raeder l'avait déjà soulevée, et Hitler rejetée. Elle fut écartée de nouveau, Hitler répondant à Raeder que Göring « le prendrait très mal. »

Raeder persévéra dans sa campagne jusqu'à accepter temporairement sa défaite le 25 juillet. Le 18 mars, il insista sur « la pertinence de l'idée toujours défendue par la marine, à savoir que les activités navales et aériennes concentrées sur l'interruption des approvisionnements contribueront à la défaite de la Grande-Bretagne. » « Le seul véritable péril pour la Grande-Bretagne réside dans une attaque concentrée des navires britanniques par nos navires de surface, nos U-boots et notre aviation. Le transport maritime est la vulnérabilité de la Grande-Bretagne. . . Tout s'arrêtera pour elle si, sur une période d'à peine plus de six mois, le tonnage coulé avoisine les nombres les plus élevés subis durant la grande guerre. » Le 20 avril, il demanda « l'utilisation continue de mines larguées par avion aux entrées des ports, comme mesure la plus efficace de compléter les opérations des U-boots, des forces de surface et de l'aviation contre les routes de transport britanniques. » Le 25 juillet, pour son chant du cygne, il déclara sans ambages que « l'utilisation incorrecte de l'aviation produit désormais ses effets. Malgré les demandes constantes de l'État-major naval, l'aviation n'a pas attaqué les porte-avions et cuirassés ennemis en construction, ni les forces situées à [Scapa Flow](#). » Par conséquence, la supériorité croissante de la flotte britannique rendait de plus en plus difficile aux navires de surface allemands — dont l'efficacité, comme l'avait montré le naufrage du *Bismark* le 27 mai, était en tout cas limitée par leur faible nombre et « l'absence d'arme aérienne navale » — d'opérer dans l'Atlantique.

Mais à ce moment-là, la *Luftwaffe* combattait à l'Est. L'attention de Hitler était presque totalement concentrée sur la campagne de Russie depuis son lancement en juin. Même Raeder abandonna sa campagne après le mois de juillet. Au cours de l'automne qui suivit, entre le 17 septembre et le 13 novembre, aucune réunion ne fut organisée entre Hitler et Raeder.

III

Avant même le début de la campagne de Russie, l'intérêt principal de Hitler pour l'Atlantique avait été l'effet possible des opérations dans cette zone sur l'entrée en guerre des États-Unis. Ce problème fut posé à Hitler par le changement graduel d'attitude des États-Unis, et par les mesures prises en conséquence par le gouvernement étasunien. À l'initiative du président Roosevelt, ce problème ne cessa de s'aggraver durant toute l'année 1941. Il resta toujours hors de contrôle de Hitler, bien qu'il fit ce qu'il pouvait pour l'esquiver et l'atténuer.

Les points de départ de ces développements de 1941 furent deux mesures adoptées par le gouvernement étasunien au début de la guerre. Le premier fut la Déclaration pan-américaine de Panama, au mois d'octobre 1939, qui établit une « [ceinture de sécurité](#) » autour des Amériques, partant du Sud du Canada, d'une largeur de 480 à 1600 km³, sur laquelle les belligérants furent avertis de s'abstenir de toute action navale. Cette mesure fut largement ignorée par l'Allemagne comme par les puissances occidentales ; mais la deuxième, plus importante, fut [la législation sur la neutralité étasunienne](#) de novembre 1939, selon laquelle la loi précédente interdisant la vente d'armes à des belligérants fut abrogée en faveur des puissances occidentales, mais selon laquelle, pour isoler du conflit les États-Unis, il était également interdit aux navires étasuniens de naviguer dans les zones déclarées zones de combat ou zones interdites, si bien que tous les achats réalisés par les puissances occidentales devaient être transportés par leurs propres navires.

L'étape majeure suivante franchie par le président Roosevelt au delà de cette position fut « de faire disparaître le "signe dollar", » de supprimer l'exigence aux achats de matériel de guerre par la Grande-Bretagne. Le 11 mars 1941, la chambre des représentants approuva la loi [Prêt-Bail](#), et le président Roosevelt proclama à la face du monde que cela signifiait « la fin des compromis avec la tyrannie » ; navires, avions, denrées alimentaires et munitions

3. 300 à 1000 milles nautiques, NdT.

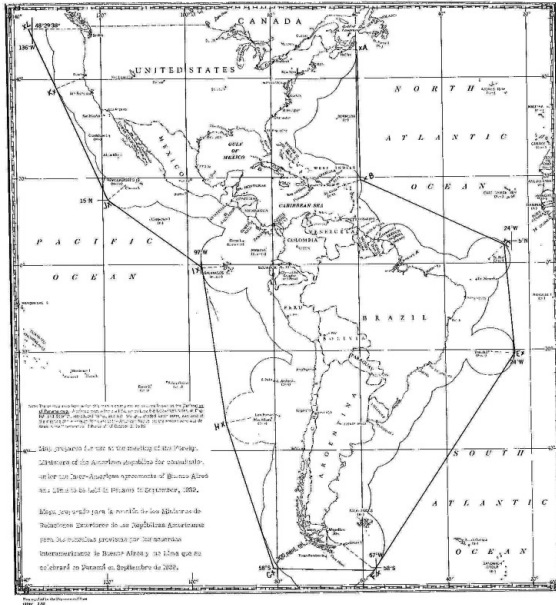


FIGURE 8.1 – Carte de la zone de sécurité maritime créée par la Déclaration de Panama en octobre 1939. Source : [Wikipédia](#)

seraient dès lors prêtés au Royaume-Uni. Dans le même temps, Raeder se mit à soupçonner que des navires étasuniens assuraient l'escorte de convois jusqu'en Islande, où la mission d'escorte était reprise par les Britanniques.

La première réaction de Raeder, le 18 mars, fut de suggérer que l'Allemagne insistât pour que les États-Unis étendissent leur zones déclarées fermées vers l'Ouest, afin d'y inclure l'Islande et le détroit du Danemark ; que l'Allemagne annonçât que les navires étasuniens seraient attaqués, dans les nouvelles zones aussi bien

que dans les anciennes, sans avertissement ; qu'elle devrait également refuser de respecter la zone de neutralité pan-américaine, ou devrait au moins limiter la reconnaissance de cette zone à 480 km à l'Est des côtes américaines ; et qu'en dehors des zones fermées et de la zone de neutralité restreinte, les navires étasuniens fussent arraisonnés et coulés ou capturés s'ils transportaient des marchandises de contrebande. La première réaction de Hitler fut d'accepter ces suggestions ; il était même prêt à envisager de limiter la reconnaissance de la zone américaine à une distance de 5 km ⁴ des côtes américaines.

Mais il ne prononça pas d'approbation définitive ; Raeder continua, le 12 avril, de pousser ses propositions ⁵ ; et le 20 avril, après discussions avec le ministère des affaires étrangères, Hitler, malgré le fait que le gouvernement des États-Unis eût récemment annoncé son intention d'occuper le Groenland à des fins défensives, et l'extension vers l'Est de sa zone de sécurité de et des zones de [patrouille](#) jusqu'au 26^{ème} méridien Ouest, et malgré le fait que ces mesures fussent rapidement étendues pour intégrer l'Islande, accepta un compromis. « Au vu de l'attitude actuelle indécise des États-Unis vis-à-vis des événements dans les Balkans, » il décida que la zone pan-américaine restait à reconnaître au nord du 20^{ème} parallèle — dans les latitudes correspondant avec les côtes des États-Unis — mais qu'au sud de cette ligne, la reconnaissance serait limitée à 300 milles des côtes américaines. Il décida que dans cette zone de sécurité, comme par le passé, aucune action d'aucune sorte ne devrait être entreprise contre les navires étasuniens.

Alors qu'approchait la date de l'attaque contre la Russie, les incidents avec navires de guerre et marchands étasuniens devenaient inévitables, à la fois parce que l'Allemagne et les États-Unis interprétaient chacun à leur manière les limites de la zone de sécurité américaine, et du fait que les États-Unis, loin de dé-

4. 3 milles nautiques, NdT.

5. *N.D.*, 849-D.

clarer les approches de l'Islande comme zone de combat interdite aux navires étasuniens, se mirent à apporter de l'assistance à la Grande-Bretagne en escortant les convois, en poursuivant les navires allemands, à partir de début avril ⁶. Mais ces incidents ne firent qu'accroître l'anxiété de Hitler vis-à-vis de l'opinion publique étasunienne, surtout lorsque le président Roosevelt les qualifia le 20 juin d'actes de piraterie commis en violation de la liberté de navigation ; et le 21 juin, il déclara de nouveau que « jusqu'à ce que l'opération "Barbarossa" soit en bonne voie, il désire éviter tout incident avec les États-Unis. . . Ceux-ci seront moins enclins à entrer en guerre. . . »

Mais il n'était pas aisé de légiférer pour prévenir de nouveaux incidents. Loin d'être une zone fermée d'où les navires américains étaient exclus, les approches de l'Islande, principale zone d'opération des U-boots à l'époque, avait été intégrée à la zone de neutralité américaine ; et si les navires marchands étasuniens n'eurent pas l'autorisation d'y naviguer en convoi jusqu'au 11 juillet, et s'ils étaient facilement reconnaissables par les U-boots lorsqu'ils naviguaient seuls, des navires de guerre étasuniens assistaient les escortes et convois britanniques lors de leurs patrouilles, et il n'était pas toujours possible de les distinguer des escortes britanniques durant les attaques menées contre les convois, surtout de nuit. Pour répondre à ces difficultés, Raeder suggéra le 21 juin que les attaques contre les navires de guerre fussent interdites dans une bande de 80 à 160 km ⁷ à l'Est de la limite Ouest de la zone déclarée fermée par les Allemands. Mais Hitler ne s'en contenta pas. Pour redoubler de prudence, il insista pour que les attaques contre des navires de guerre, britanniques ou étasuniens, fussent complètement inter-

6. Pour la montée de l'activité étasunienne en Atlantique, voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), chap. VIII. Entre autres incidents, le navire marchand étasunien *Robin Moor* fut arraisonné et coulé par un U-boot le 21 mai, à la position 50°N. 27°W, et le cuirassier *Texas* fut poursuivi par un U-boot les 19 et 20 juin vers la position 53°N. 31°W.

7. 50 à 100 milles nautiques, NdT.

dites durant quelques semaines, afin d'éliminer autant que possible tout incident.

Un ordre fut transmis à cet effet à destination de tous les U-boots, la seule exception autorisée étant les attaques de navires de guerre de la taille d'un croiseur ou supérieurs, identifiés avec certitude comme britanniques. On y ajouta par la suite que, bien qu'il restât possible d'attaquer tous les navires marchands sans avertissement hors des limites de la zone américains reconnue par l'Allemagne, les navires marchands étasuniens à l'Est de ces limites devaient également être épargnés lorsqu'on les identifiait.

Le 7 juillet, le président Roosevelt franchit une nouvelle étape en annonçant que des forces navales étasuniennes étaient dépêchées en Islande, dont la défense avait déjà été remise à l'armée de terre étasunienne. Raeder demanda donc, le 9 juillet, s'il fallait considérer cette action « comme une entrée en guerre, ou comme un acte de provocation qu'il convient d'ignorer. » Hitler restait aussi désireux que jamais « de retarder l'entrée des États-Unis durant encore un ou deux mois. . . La campagne à l'Est doit être poursuivie avec l'ensemble de l'aviation, qu'il ne veut pas détourner, même en partie. . . Une campagne victorieuse présentera un effet considérable sur l'ensemble de la situation et sans doute également sur l'attitude des États-Unis. Aussi, pour le moment, il ne désire pas modifier les instructions en vigueur, mais tient plutôt à s'assurer que les incidents seront évités. »

L'État-major manifesta une certaine résistance à cette décision. Celle-ci interdisait toute attaque sur des navires de guerre, hormis s'ils étaient strictement identifiés comme ennemis de taille au moins égale à celle d'un croiseur ; la décision insistait pour que, si on les identifiait, les navires marchands étasuniens dussent rester épargnés. Ces instructions, en outre, étaient difficiles à appliquer dans la confusion qui régnait quant aux règles et zones de l'Atlantique, et ne pouvaient pas assurer qu'aucun nouvel incident ne se produirait. Hitler estima donc nécessaire d'accorder des concessions face à la pression et au manque de praticabilité de ces mesures. Le 18

juillet⁸, dans un « supplément à l'ordre d'interdiction des attaques contre les navires de guerre et marchands étasuniens dans la région opérationnelle de l'Atlantique Nord, » les attaques contre les navires étasuniens, qu'ils appartenissent à des convois étasuniens, britanniques, ou qu'ils naviguassent en solitaire, furent de nouveau autorisées dans les limites des anciennes zones de combat étasuniennes. Le 25 juillet, il assura à Raeder qu'il « ne demandera jamais de comptes à un commandant d'U-boot s'il torpille un navire étasunien par erreur. » Mais les anciennes zones de combat étasuniennes, autour des côtes du Royaume-Uni, n'avaient que peu ou pas de rapport avec les opérations en cours ; « la route maritime États-Unis-Islande » était spécifiquement exclue de l'autorisation du 18 juillet ; et le 25 juillet, il réitéra son inquiétude « d'éviter si possible les incidents, afin d'éviter que les États-Unis déclarent la guerre alors que la campagne de Russie est encore en cours. » Le 22 août, dans le même état d'esprit, il résista à une suggestion de l'État-major naval, proposant que la zone pan-américaine des eaux d'Amérique du Sud, alors reconnue par l'Allemagne jusqu'à 480 km des côtes, fût réduite à 32 km⁹.

Mais il ne fut pas possible d'éviter de nouveaux incidents¹⁰ ; et ces incidents encouragèrent le président Roosevelt à reprendre l'initiative. Le 11 septembre, il signa son ordre « tirer les premiers » et déclara que « désormais, si des navires de guerre allemands ou italiens entrent dans des eaux dont la protection est nécessaire à la défense des États-Unis, ils le feront à leurs risques et périls. » Le 15 septembre, son secrétaire à la *Navy* définit l'expression « les eaux » en affirmant que « la *Navy* des États-Unis protégera les navires, sous tout drapeau, transportant du matériel de prêt-bail entre le

8. *N.D.*, 118-C.

9. 20 milles nautiques, NdT.

10. La navire marchand *Sessa*, navigant sous pavillon panaméen, fut coulé le 17 août, à 300 milles au Sud-Ouest de l'Islande. Un engagement se produisit le 4 septembre entre le destroyer étasunien *Greer* et un U-boot à la position 63°N. 27°30'W.

continent étasunien et les eaux de l'Islande, autant que nous le pourrions. » Le 16 septembre, pour la première fois, une protection directe fut accordée aux convois britanniques partant de [Halifax](#) ¹¹ Anticipant cette évolution à partir du discours du président, Raeder déclara le 17 septembre qu'« il n'y a plus la moindre différence entre les navires britanniques et étasuniens » ; et lui et Dönitz sou-mirent à Hitler, lors de la réunion de ce jour, des amendements détaillés et complets aux instructions allemandes régissant la guerre en Atlantique.

La substance de leurs propositions était que tout navire de guerre, britannique ou étasunien, escortant un convoi, et tout navire marchand faisant partie d'un convoi, devait être susceptible d'être coulé, fût-ce à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone de défense américaine, hormis dans une zone de 32 km au large des côtes américaines ou du 60^{ème} méridien Ouest, qui devait constituer la limite de la zone de défense américaine reconnue par l'Allemagne. Mais Hitler continua d'insister : « il faut prendre soin d'éviter tout incident dans la guerre contre les navires marchands avant la mi-octobre » ; et à l'issue d'une discussion détaillée sur l'ensemble de la situation, au cours de laquelle il apparut que « la fin du mois de septembre apportera le grand verdict de la campagne de Russie, » Raeder et Dönitz retirèrent leurs suggestions.

On ne discuta plus de ce problème pendant deux mois. Aucune conférence ne fut au demeurant tenue entre Hitler et Raeder entre le 17 septembre et la mi-novembre ; Hitler accordait tout son temps et focalisait son esprit sur la campagne de Russie. Mais son attitude vis-à-vis de la situation en Atlantique ne changea en rien. Dès que l'occasion se présenta, le 13 novembre, Raeder lui demanda quelle attitude il comptait adopter si les États-Unis allaient encore plus loin et abrogeaient leur loi de neutralité, qui interdisait encore aux navires marchands étasuniens d'accoster dans les ports

11. W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), p. 459.

britanniques et même d'apparaître à l'Est de l'Islande. La réponse de Hitler fut qu'il maintiendrait ses ordres en vigueur, ce qui signifiait, compte tenu du dernier ajout du 18 juillet, que « tous les navires marchands, y compris ceux qui battent pavillon étasunien, peuvent être torpillés sans avertissement, mais uniquement dans les anciennes zones de combat, » et que les navires de guerre étasuniens restaient à l'abri de toute attaque.

La seconde remarque de Hitler fut que les nouveaux ordres allaient « dépendre de la manière dont la situation se développe. » Mais quoique le Sénat des États-Unis eût voté pour l'abrogation de la loi de neutralité le 30 octobre, suivi par la Chambre des représentants le 13 novembre, le gouvernement des États-Unis n'avait encore rien abrogé formellement lorsque la situation fut transformée depuis un autre horizon. La situation en Atlantique, ainsi que l'attitude de Hitler à son égard, restèrent inchangées jusqu'à ce que, le 7 décembre 1941, après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, les États-Unis entrassent finalement en guerre.

Chapitre 9

Les négociations germano-japonaises de 1941

I

Les négociations menées par Hitler avec le Japon, au cours des mois qui précédèrent Pearl Harbor, étaient contradictoires avec l'objectif qu'il poursuivait en Atlantique. Au départ, il est vrai, ses démarches auprès du Japon furent guidées par l'espoir que parallèlement avec l'attaque allemande contre la Russie, l'entrée du Japon en guerre assurerait l'effondrement final de la Grande-Bretagne et dissuader les États-Unis de s'engager dans le conflit ; et dans ce but, son premier objectif fut de persuader les Japonais d'attaquer Singapour sans délai. Mais il dut admettre dès le départ qu'une telle initiative japonaise aurait pu porter les États-Unis au côté de la Grande-Bretagne ; et, au fil des négociations, aiguillonné par les tactiques dilatoires des Japonais, il se montra de plus en plus disposé à accepter ce risque, malgré sa prudence en Atlantique.

Les pressions visant à persuader le Japon d'attaquer Singapour débutèrent le 23 février 1941, lors d'une conférence tenue entre

Ribentropp et le général Oshima, ambassadeur du Japon à Berlin¹. Ribbentrop s'efforça, durant cette rencontre, de souligner que l'Allemagne avait déjà vaincu à l'Ouest, que l'effondrement de la Grande-Bretagne n'était qu'une affaire de temps. Mais il se montra encore plus impatient de persuader le Japon d'entrer en guerre sans tarder, en menant une attaque en Asie du Sud-Est. Le Japon devait agir rapidement s'il désirait « sécuriser pour lui-même, durant la guerre, la position qu'il comptait tenir dans le Nouvel Ordre Mondial au moment du Traité de Paix. » « Nous avons le désir, » poursuivit-il, « de mettre rapidement fin à la guerre et de contraindre l'Angleterre à promptement demander la paix. Pour ce faire, la coopération du Japon est importante... » Une intervention du Japon détruirait la position clé de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient :

l'effet sur le moral du peuple britannique serait considérable et cela contribuerait à une fin rapide de la guerre... Une intervention surprise du Japon était vouée à maintenir les États-Unis hors de la guerre. Les États-Unis, qui sont pour l'instant dépourvus de moyens militaires et qui hésiteraient à exposer leur *Navy* à des risques à l'Ouest de Hawaï, auraient dans une telle éventualité encore moins de marges de manœuvre. Si le Japon respectait par ailleurs les intérêts étasuniens, Roosevelt n'aurait même pas la possibilité d'invoquer l'argument du prestige perdu ni de justifier la guerre aux yeux des Étasuniens... Il serait possible de tenir les États-Unis à l'écart du conflit en menant avec habileté la politique des puissances de l'Axe..

Hitler, tout en espérant que l'intervention du Japon, ajoutée à l'attaque allemande contre la Russie, allait dissuader les États-Unis, avait toujours reconnu que son plan pourrait ne pas fonctionner dans cette direction. Le 8 janvier 1941, malgré l'espoir que, « si la Russie s'effondrait, le Japon serait très soulagé, ce qui du même coup augmenterait le péril pesant sur les États-Unis, » il avait pensé que « les Japonais devraient avoir les mains libres au sujet de Singapour, même si cela devait entraîner le risque que

1. *N.D.*, 1834-PS ; *Proceedings*, Partie 2, pp. 263-266, 279-280.



FIGURE 9.1 – Hiroshi Oshima, ambassadeur du Japon à Berlin, avec Joachim von Ribbentrop, ministre allemand des affaires étrangères

les États-Unis dussent adopter des mesures drastiques. » Aussi, Ribbentrop, malgré l'affirmation susmentionnée, estima prudent de reconnaître qu'une attaque japonaise en Asie du Sud-Est pourrait faire entrer les États-Unis en guerre. Mais il poursuivit en affirmant que ce risque méritait d'être pris.

Il indiqua également que

si les États-Unis devaient déclarer la guerre par suite de l'entrée du Japon, cela prouverait qu'ils avaient l'intention d'entrer en guerre, tôt ou tard, dans tous les cas... Bien qu'il soit préférable d'éviter cela, leur entrée ne serait en aucun cas décisive et ne compromettrait pas la victoire finale des pays du Pacte Tripartite... Le regain temporaire du moral britannique provoqué par l'entrée en guerre des États-Unis serait compensé par celle du Japon. En tout cas, si les États-Unis entrent en guerre, ils ne s'engageront pas sur le plan militaire à proprement parler... En Asie orientale, les États-Unis oseraient à peine envoyer leur flotte plus loin que Hawaï... En Atlantique, les possibilités d'en-

gagement font défaut, hormis pour l'Angleterre. Débarquer en Europe est chose impossible, et l'Afrique est trop éloignée... En cas d'attaque aérienne, l'Allemagne serait toujours supérieure... Et si, contrairement à toute attente, les États-Unis se montraient assez téméraires pour envoyer leur *Navy* plus loin que Hawaï, cela constituerait la plus grande chance pour les puissances de l'Axe de mettre rapidement fin à la guerre.

Ribbentrop était convaincu que « la flotte japonaise, en ce cas, ferait du bon travail. » À travers toutes ces remarques, il ne faisait que broder sur les idées que Hitler avait déjà esquissées puis exprimées de nouveau dans une directive ou *Ordre Fondamental* le 5 mars suivant². Signé par Keitel, chef de l'O.K.W., cet ordre constituait la déclaration officielle de la politique de Hitler au sujet de la collaboration avec le Japon.

L'objectif doit être d'amener le Japon, dès que possible, à adopter des mesures actives en Extrême-Orient. Cela fixera dans la région d'importantes forces britanniques, et déplacera le centre de gravité de l'intérêt des États-Unis vers le Pacifique. Plus tôt le Japon interviendra, plus grandes seront ses chances de succès... L'opération « Barbarossa » va créer des conditions politiques et militaires qui seront particulièrement favorables à cette intervention... L'harmonisation des deux plans opérationnels respectifs relève de la responsabilité du haut commandement de la marine. Elle sera soumise aux principes fondamentaux suivants :

(a) Il convient de souligner que l'objectif commun de la conduite de la guerre est de mettre rapidement à bas l'Angleterre, ce qui maintiendra les États-Unis hors de la guerre...

(b) La capture de Singapour comme position clé britannique en Extrême-Orient représenterait un succès décisif pour l'ensemble de la conduite de la guerre par les puissances de l'Axe.

En outre, des attaques sur les autres bases de la puissance navale britannique — et une extension de celles-ci aux bases de la puissance navale étasunienne si l'entrée des États-Unis en guerre s'avère inévitable — affaibliront le système de puissance ennemi dans cette région et... immobilisera sur place des forces substantielles de toutes sortes (Australie)...

2. *N.D.*, 75-C ; *Proceedings*, Partie 2, pp. 206-268.

Raeder avait la même attitude que Hitler. Il était également d'avis qu'il était vital pour la guerre contre la Grande-Bretagne de persuader le Japon de mener une action immédiate contre Singapour, que les États-Unis pourraient sans doute être maintenus hors de la guerre si le Japon agissait sans tarder, et qu'il fallait accepter le risque d'échec à cet égard.

Il déclara lors d'une réunion tenue le 18 mars 1941 que

le Japon veut éviter si possible la guerre contre les États-Unis, et pourrait y parvenir s'il prenait Singapour en menant une attaque décisive dès que possible. Les États-Unis ne sont pas prêts à mener une guerre contre le Japon ; l'ensemble de la flotte britannique est immobilisé ; l'opportunité est plus favorable que jamais. Le Japon prépare cette action, mais selon les déclarations d'officiers japonais, il ne la déclenchera pas avant l'invasion de la Grande-Bretagne par l'Allemagne. L'Allemagne doit donc tout faire pour amener le Japon à agir sur-le-champ. . .

Hitler et Ribbentrop, au cours de nouvelles rencontres avec les Japonais à Berlin, menèrent d'autres tentatives en ce sens. Le 29 mars, Ribbentrop répéta ses arguments précédents à Matsuoka, ministre japonais des affaires étrangères, alors en visite à Berlin ³.

La *Navy* britannique. . . ne serait pas capable d'envoyer un seul navire en Extrême-Orient. . . Les sous-marins étasuniens étaient si mauvais que le Japon n'aurait pas à s'en soucier le moins du monde. . . Les États-Unis ne pourraient rien faire contre le Japon. . . Roosevelt y réfléchirait à deux fois avant d'adopter des mesures actives. . . Le Führer — qui doit sans doute être considéré comme le plus grand expert actuel sur les questions militaires — pourrait donner des conseils au Japon sur la meilleure méthode d'attaque contre Singapour. . . Avec la capture de Singapour, le Japon gagnerait une influence décisive sur les Indes néerlandaises orientales. . .

Le 4 avril, Hitler en personne rencontra Matsuoka ⁴ qui indiqua clairement que « le Japon ferait tout son possible pour éviter une guerre contre les États-Unis. » La réponse de Hitler résu-
mait ses idées du moment. « L'Allemagne considère également une

3. *N.D.*, 1877-PS ; *Proceedings*, Partie 2, pp. 269-271.

4. *N.D.*, 1881-PS ; *Proceedings*, Partie 1, pp. 178-180.

guerre contre les États-Unis comme indésirable... » En revanche, bien qu'il fût vital que le Japon agît contre Singapour, le risque existait que cette action fit entrer en guerre les États-Unis, et ce risque devait être accepté.

La Providence favorisait celui qui ne laisse pas le danger venir à lui, mais qui lui fait face avec bravoure. [L'Allemagne] a déjà pris en compte cette éventualité... L'Allemagne a mené ses préparatifs afin qu'aucun Étasunien ne puisse poser le pied en Europe. Elle mènerait avec ses U-boots et ses avions la lutte la plus énergique contre les États-Unis, et, grâce à son expérience supérieure..., s'y révélerait largement supérieure... L'Allemagne frapperait sans attendre en cas de guerre entre les États-Unis et le Japon, car la force des puissances tripartites réside dans leurs actions conjointes...

Au cours d'une dernière réunion avec Matsuoka le 5 avril⁵, Ribbentrop revint, entre autres choses, à son thème de prédilection.

Il voulait que Matsuoka rapportât au Japon les points suivants. L'Allemagne avait déjà gagné la guerre... Mais la victoire serait hâtée si le Japon entrait en guerre. Une telle action servirait sans aucun doute mieux les intérêts du Japon que ceux de l'Allemagne, car elle présentait une opportunité unique, que le Japon ne reverrait plus, de concrétiser ses objectifs nationaux, une chance qui lui permettrait de jouer un rôle de premier plan en Asie orientale...

Mais il concéda, comme Hitler avant lui, qu'en égard aux États-Unis, « il était nécessaire, bien entendu, d'accepter un certain risque. »

De cet aspect des négociations avec le Japon ressortent la volonté de Hitler de prendre des risques et de poursuivre des objectifs confus et incompatibles entre eux. D'un côté, il voulait conserver les États-Unis hors de la guerre; et ses propres efforts de 1941 en Atlantique en vue d'atteindre cet objectif constituent un témoignage probant de son anxiété sur ce point. D'un autre côté, il était encore plus désireux de mettre fin à la guerre contre la Grande-Bretagne, « d'affaiblir la position de l'Angleterre, » comme l'exprima Ribbentrop lors du procès de Nuremberg, « et ainsi d'atteindre la paix »⁶;

5. *N.D.*, 1862-PS; *Proceedings*, Partie 2, pp. 271-272.

6. *Proceedings*, Partie 10, p. 200.

et il était donc prêt à prendre le risque de l'entrée en guerre des États-Unis en échange de celle du Japon. Cette volonté crût avec chaque retard du Japon ; mais elle était présente dès le départ ; et si ce fut principalement par suite de son désir de forcer un règlement avec la Grande-Bretagne, ce fut également pour partie le résultat, comme pour la décision d'attaquer la Russie, d'une confiance démesurée dans la force de sa position en Europe, d'un refus de se confronter aux conséquences de l'entrée des États-Unis. Pour désireux qu'il fût d'éviter cette évolution, il préférait le retarder plutôt que l'empêcher totalement ; et il fut amené à l'inviter en Extrême-Orient, tout en essayant de l'éviter en Atlantique, par la conviction que, bien que cette éventualité fût fâcheuse, elle n'était pas désastreuse.

II

Si ce qui a été dit révèle la nature confuse et incohérente des objectifs de Hitler, un autre aspect des négociations japoano-allemandes révèle la désunion des puissances de l'Axe et l'étendue de la responsabilité personnelle de Hitler dans cette désunion. L'attaque contre Pearl Harbor, qui se produisit alors qu'il faisait tout son possible en Atlantique pour éviter, ou au moins retarder, l'entrée des États-Unis en guerre, réalisant en quelques heures ce qu'il avait essayé d'empêcher durant des mois, constitua un désastre qu'il avait appelé de ses vœux depuis le début de l'année. Mais si elle constitua une évolution qu'il aurait pu éviter en faisant davantage attention, elle se produisit, en raison de ses méthodes de conduite des négociations, sans qu'il en fût averti à l'avance.

Pour ses relations avec le Japon, comme pour celles avec l'Italie, il ne mena aucune tentative sérieuse de collaborer avec un pays qu'il reconnaissait pourtant comme un facteur important dans ses plans. Il était par tempérament incapable de coopérer ou de négocier. Il était caractéristique de son attitude qu'il parlât de ces questions

comme si la coopération n'eût dépendu que d'un ordre de sa part — on le perçoit, par exemple, le 8 janvier 1941, lorsqu'il affirma que « les Japonais devraient avoir les mains libres à Singapour » — mais sans jamais fléchir ni œuvrer à la favoriser.

En particulier, son refus de divulguer ses intentions d'attaquer la Russie fut fondateur de problèmes pour la suite avec le Japon. C'est la raison pour laquelle Ribbentrop, bien qu'il fit mention de la Russie lors de la réunion tenue avec Oshima le 23 février 1941, se contenta d'affirmer que, « si un conflit non voulu devait éclater avec la Russie, » l'Allemagne y serait prête et aurait « à porter le fardeau principal...⁷ » Dans l'*Ordre Fondamental* du 5 mars, Hitler énonçait expressément qu'« il ne faut donner aux Japonais aucune indication des opérations "Barbarossa"⁸ » ; et c'est cette instruction qui occasionna les remarques prononcées par Raeder le 18 mars. Il convint qu'il fallait encourager le Japon à prendre Singapour, quels que fussent les risques d'une intervention étasunienne. De fait, la raison pour laquelle il souleva ce sujet à ce moment-là était d'amener Hitler à agir avec plus de détermination lors de la visite à venir en Allemagne de Matsuoka, ministre japonais des affaires étrangères, afin d'assurer une action rapide des Japonais. Mais le Commandant en chef de la marine était déjà préoccupé par les difficultés d'une collaboration avec le Japon, et par le danger qu'une attention insuffisante serait accordée à la nécessité de les surmonter. En particulier, il plaida le 18 mars pour que, contrairement à la politique énoncée par le dernier ordre en date, et dans le cadre des efforts visant à encourager le Japon à agir contre Singapour, ce pays fût informé de l'attaque prévue contre la Russie. « Le ministre japonais des affaires étrangères, » avança-t-il, « nourrit de sérieux doutes en raison du problème russe — des doutes relatifs à l'entrée du Japon en guerre — et Matsuoka devrait par conséquent

7. *N.D.*, 1834-PS.

8. *N.D.*, 75-C.

être informé de nos intentions contre la Russie⁹. »

Lors de la première réunion tenue avec Matsuoka le 29 mars, il est clair que Ribbentrop, malgré les suggestions de Raeder, s'en tint aux ordres de n'évoquer que de loin la possibilité d'une guerre russo-allemande¹⁰. Et s'il alla jusqu'à cette évocation, c'est parce que des négociations étaient déjà en cours entre la Russie et le Japon en vue d'établir un pacte. Ribbentrop fut donc contraint d'aborder le sujet en affirmant qu'« il serait sans doute mieux, au vu de la situation générale, de ne pas mener trop loin les discussions avec les Russes » ; et il lui fallut ensuite justifier cette déclaration. « Il ne savait pas, » poursuivit-il, « comment la situation évoluerait. Pour autant, une chose était certaine : l'Allemagne frapperait sur-le-champ si la Russie devait jamais attaquer le Japon. Il était prêt à apporter à Matsuoka l'assurance que le Japon pouvait agir vers le Sud, contre Singapour, sans crainte de possibles complications avec la Russie... » Il poussa ensuite ses sous-entendus encore plus loin. « La plus grande partie de l'armée allemande, » reprit-il, « est en tout cas stationnée aux frontières orientales du Reich, et pleinement préparée à lancer l'attaque à tout moment... Si l'Allemagne devait entrer en conflit avec la Russie, il en serait fini de l'URSS en quelques mois... Il voulait indiquer à Matsuoka qu'un conflit avec la Russie appartenait au champ des possibles... La situation était telle qu'un conflit, bien que peu probable, devait être considéré comme possible. »

D'évidence, Ribbentrop désirait, au vu des tournures qu'il employa, faire porter par avance la responsabilité de la guerre russo-allemande à la Russie : il estimait, dit-il à Matsuoka, « que la Russie essaierait d'éviter une évolution vers la guerre... ; mais on ne savait pas si Staline intensifierait ou non sa politique actuelle inamicale vis-à-vis de l'Allemagne... » D'évidence, également, malgré toutes

9. Voir le compte-rendu de cette réunion dans les archives de la marine allemande (*N.D.*, 170-C, élément 134). Les commentaires de Raeder sont également retranscrits dans *N.D.*, 152-C.

10. *N.D.*, 1877-PS ; *Proceedings*, Partie 2, pp. 269-271.

les allusions qu'il fit, il s'en tenait aux ordres de dissimuler le fait que Hitler avait déjà décidé de lancer une campagne à l'Est.

Les remarques prononcées par Hitler le 20 avril, lorsque Raeder s'enquit des résultats de la visite de Matsuoka, confirment que cette politique resta inchangée. Raeder demanda : « Quels sont les résultats de la visite de Matsuoka ? A-t-on fait mention de l'opération "Barbarossa" durant la conférence ? Quelles ont été les vues défendues concernant le pacte russo-japonais ? » La réponse de Hitler fut clairement évasive. On avait dit à Matsuoka que « la Russie ne sera pas attaquée tant qu'elle maintiendra une attitude amicale conforme au Traité ; si ce n'est pas le cas, le Führer se réserve le droit de prendre les mesures appropriées. » Il s'agissait pratiquement d'un rejet de la proposition de Raeder que le Japon fût tenu informé à l'avance du plan d'attaque de la Russie. Quant au dernier point soulevé par Raeder, Hitler se contenta de dire que « le Pacte russo-japonais a été conclu avec l'accord tacite de l'Allemagne... ; le Japon est désormais empêché d'agir contre Vladivostok et devrait être plus incité à attaquer Singapour à la place. »

Il faut reconnaître que le Japon n'avait aucune intention d'attaquer Singapour à moins que et jusqu'à ce que cela s'inscrivît dans ses propres plans et intentions. Et le gouvernement japonais était lui-même divisé et incertain quant à la teneur de ces plans : au moment même où Matsuoka était en visite à Berlin et à Moscou, les États-majors de la marine et de l'aviation avaient eu l'ordre de planifier des opérations contre Pearl Harbor et les Philippines, et [Nomura](#) avait été dépêché à Washington pour explorer les chances de conclure un règlement ¹¹. Il est également vrai que, tout en connaissant les risques induits par une entrée en guerre des États-Unis, le gouvernement japonais, n'eusse été que sur la base des sous-entendus allemands, supposait qu'une guerre russo-allemande était possible. Ses intentions, selon une dépêche du 24

11. Voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), p. 161.

mai de l'attaché militaire allemand¹², étaient de reconnaître ses engagements découlant des traités et d'attaquer Manille et Singapour si les États-Unis entraient en guerre et, « si une guerre russo-allemande provoque l'entrée des États-Unis, » de déclencher les opérations précitées et peut-être d'attaquer également [Vladivostok](#) ainsi que [Blagowesquensk](#)¹³. Qui plus est, malgré ces promesses, les cajoleries et pressions allemandes n'eurent guère d'effet sur les calculs japonais, même avant l'attaque allemande contre la Russie. Le 22 mai 1941, en demandant à Hitler un nouveau rapport concernant les relations avec le Japon, Raeder était déjà inquiet. Il avait « l'impression que les Japonais se montraient plutôt froids ; Nomura est en train de négocier à Washington ! » La réponse de Hitler mit les choses en lumière. Il ne disposait « d'aucune vision claire des choses ; mais d'évidence, le Japon connaît des difficultés politiques internes. »

Au vu de cette situation, même un effort particulier de l'Allemagne aurait pu rester vain ; mais il eût semblé que cet effort valût la peine d'être tenté. Pourtant, Hitler s'en tint à sa politique du secret sur ses intentions envers la Russie, et se contenta d'ajouter, le 22 mai, que « la politique de bonne amitié va être poursuivie. » Et lorsque, le mois suivant, s'ouvrit la campagne à l'Est, sans que le Japon n'en fût jamais avisé, s'ensuivit une nouvelle et sérieuse dégradation des relations germano-japonaises. Matsuoka perdit la face et son poste pour n'avoir rien su des intentions de Hitler ; la majorité gouvernementale s'opposa à sa recommandation de rallier le Japon à l'Allemagne en invoquant l'article 5 du Pacte Tripartite, qui stipulait que l'instrument n'était pas valide contre la Russie ; et il fut décidé de poursuivre les préparatifs que le Japon menait de son côté pour une offensive dans les mers du Sud, tout en maintenant l'Allemagne dans l'ignorance de ces plans¹⁴.

12. *N.D.*, 1538-PS.

13. Une ville située à la frontière mandchoue de l'URSS.

14. Voir W.S. Churchill, *The Second World War*, Vol. III (« The Grand Alliance »), p. 172.

III

Les choses s'aggravèrent ensuite, premièrement en raison du fait que les négociateurs allemands se montrèrent impénitents, pour ne pas dire inconscients de leur erreur ; et deuxièmement du fait qu'après l'attaque de la Russie, ils intensifièrent et modifièrent leurs demandes au Japon sans le moindre égard pour les enjeux stratégiques auxquels ce pays était confronté. Après avoir, pour maintenir le secret de leurs propres intentions, salué le Traité russo-japonais et poussé à une attaque de Singapour plutôt que de la Russie, ils se mirent à pousser à une attaque japonaise de Vladivostok, en complément ou en remplacement de l'attaque de Singapour.

Ribbentrop, au cours d'une réunion tenue le 9 juillet avec l'ambassadeur du Japon, et dans un télégramme envoyé le 10 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne à Tokyo, exposa la nouvelle politique. Dans le télégramme¹⁵, il pressait :

le gouvernement japonais actuel agirait vraiment de manière inexcusable pour l'avenir de sa nation s'il ne saisissait pas cette occasion unique de résoudre le problème russe, et d'assurer à jamais son expansion vers le Sud ainsi qu'un règlement de l'affaire chinoise. Comme la Russie... est proche de l'effondrement... il est tout bonnement impossible que le Japon ne résolve pas la question de Vladivostok et de la région sibérienne dès que l'autoriseront ses préparatifs militaires... Je vous demande de faire usage de tous les moyens possibles en redoublant d'insistance sur l'entrée en guerre du Japon contre la Russie à la date la plus proche possible, comme je l'ai déjà mentionné dans ma note à Matsuoka... L'objectif naturel reste que nous-mêmes et les Japonais fassions jonction sur la voie du Transsibérien avant l'hiver. Après l'effondrement de la Russie, la position des membres du Pacte Tripartite sera tellement écrasante que la question de l'effondrement de l'Angleterre, ou de la destruction totale des îles anglaises, ne sera plus qu'une affaire de temps. Des États-Unis totalement isolés du reste du monde seraient dès lors confrontés à notre prise de possession des positions résiduelles de l'Empire

15. *N.D.*, 2896-PS ; *Proceedings*, Partie 2, p. 273.

britannique présentant une importance pour les pays du Pacte Tripartite...

L'ambassadeur d'Allemagne répondit le 13 juillet¹⁶ qu'il « œuvrait par tous les moyens à l'entrée en guerre du Japon contre la Russie dès que possible... » ; et qu'il estimait que « la participation japonaise aura prochainement lieu. »

Lors de sa conversation avec l'ambassadeur japonais¹⁷, Ribbentrop avait clairement énoncé que tel était le désir de Hitler ; mais il prit la peine de préciser que Hitler ne souhaitait voir le Japon attaquer la Russie que s'il se sentait « assez fort pour une telle entreprise : en aucune circonstance, les opérations japonaises contre la Russie ne devaient s'enliser à mi-chemin. » On ne sait pas clairement si Hitler, lorsqu'il ordonna cette nouvelle politique, reconnaissait qu'une attaque japonaise contre la Russie ne pouvait être obtenue qu'au prix de l'abandon du plan précédent d'une attaque japonaise contre Singapour. Mais bien que le télégramme de Ribbentrop du 10 juillet fit mention d'« expansion vers le Sud » ainsi que du « problème russe, » ce risque était implicite dans le basculement des pressions allemandes vers le nouvel objectif ; et les propres remarques de Hitler, prononcées quelques semaines plus tard, indiquent qu'il était prêt à prendre ce risque. Le 22 août, lorsque Raeder lui demanda son opinion au sujet de l'attitude japonaise, il répondit qu'il « était convaincu que le Japon lancera l'attaque sur Vladivostok aussitôt que ses forces auront été rassemblées. » Hormis le fait qu'il semblait s'en contenter fort bien, il ne fit aucune mention de Singapour ; mais il ajouta qu'il supposait que « les positions en Indo-Chine sont consolidées par le Japon dans le même temps. »

IV

16. *N.D.*, 2897-PS ; *Proceedings*, Partie 2, p. 274.

17. *N.D.*, 2911-PS.

Si le gouvernement allemand montra des signes de préférence, au vu des changements de la situation, pour une attaque de la Russie par rapport à une attaque de Singapour, il ne l'indiqua pas assez clairement lorsqu'il réclama l'une et l'autre. De fait, il semblait ne pas savoir laquelle il préférerait ; et en définitive, il obtint l'attaque contre Pearl Harbor à la place de l'une ou l'autre.

L'idée selon laquelle le Japon se retournerait contre la Russie, bien qu'elle fût d'évidence fondée sur l'opinion de l'ambassadeur d'Allemagne à Tokyo, relevait de la conjecture ; et elle était fausse. Plus que jamais, après l'attaque de la Russie dont ils ne furent jamais avisés à l'avance, les Japonais avaient suivi leur propre voie, réalisé leurs propres calculs pour leur propre compte, et ne confiaient rien aux Allemands. Le 30 novembre, il est vrai, ils donnèrent l'instruction à leur ambassadeur d'avertir les autres gouvernements de l'Axe que les négociations avec les États-Unis s'étaient terminées sur une impasse, que la guerre pouvait subitement éclater entre le Japon et les puissances anglo-saxonnes, et qu'elle pourrait « survenir plus vite que quiconque ne l'imaginerait ¹⁸. » Mais leur force de frappe avait déjà quitté la base navale de Kure, destination Pearl Harbor, entre le 16 et le 18 novembre ¹⁹ ; et cet avertissement était inévitable s'ils voulaient obtenir l'assurance du fait que l'Allemagne et l'Italie déclareraient la guerre aux États-Unis si le Japon le faisait. Qui plus est, cet avertissement était formulé dans les termes les plus vagues, et le gouvernement japonais resta tout aussi évasif sur les autres canaux de communication à ce moment-là.

L'ambassadeur japonais à Berlin affirma à Ribbentrop le 28 novembre n'avoir « pas connaissance des intentions concrètes du Japon ²⁰ » ; ou bien il n'était pas informé des intentions de son gouvernement, ou bien il avait reçu l'ordre de ne pas les révé-

18. *N.D.*, 3598-PS. Pour la réception de cet avertissement, voir le journal personnel de Ciano en date du 3 décembre 1941.

19. Voir S.E. Morison, *History of United States Naval Operations in World War II*, Vol. III, p. 88.

20. *N.D.*, 656-D ; *Proceedings*, Partie 4, p. 95.

ler. Et ce ne fut que le 6 décembre qu'il apprit que le Japon ne comptait pas lancer d'attaque contre la Russie²¹. L'ambassadeur d'Allemagne et ses collaborateurs à Tokyo ne purent non plus obtenir la moindre précision concernant le plan du Japon. Le 30 novembre²², l'ambassadeur informa Berlin que le ministre japonais des affaires étrangères craignait une rupture avec les États-Unis et que le gouvernement japonais œuvrait activement à préparer cette éventualité ; mais il ajouta n'« avoir aucun détail pour le moment. » Le 3 décembre, l'attaché naval allemand²³ supposa qu'« il faut s'attendre à une action militaire rapide vers le Sud de la part des forces armées japonaises, » et le 6 décembre, il rapporta que la guerre entre le Japon et les États-Unis était inévitable. Mais il ajouta à ce rapport, la veille de l'attaque de Pearl Harbor, que les Japonais ne voulaient pas divulguer l'heure H. Il ne pouvait que supposer qu'elle surviendrait trois semaines plus tard, et que l'offensive consisterait en attaques simultanées contre le Siam, les Philippines et Bornéo.

Sur la base de tous ces éléments, on n'a aucune raison de remettre en cause les nombreuses déclarations prononcées lors des procès de Nuremberg²⁴ affirmant que l'attaque de Pearl Harbor du 7 décembre 1941 fut une surprise aussi totale que désagréable pour le gouvernement allemand. Qui plus est, Ciano confirma dans son journal personnel à la date du 4 décembre le caractère déplaisant de l'évènement. « La réaction de Berlin, » écrivit-il, « à la demande japonaise [de promesse de déclaration de guerre contre les États-Unis si nécessaire] est extrêmement prudente. Peut-être accepteront-ils faute de pouvoir agir autrement, mais l'idée de provoquer une intervention des États-Unis déplaît de plus en plus aux Allemands. . . »

21. *N.D.*, 3600-PS.

22. *N.D.*, 2898-PS.

23. *N.D.*, 872-D.

24. Voir, par exemple, *Proceedings*, Partie 10, p. 139 et p. 200 ; Partie 14, p. 167 ; Partie 15, p. 350.

Hitler accepta la demande japonaise après l'attaque de Pearl Harbor. Il déclara la guerre aux États-Unis le 11 décembre, et félicita officiellement l'ambassadeur du Japon le 14 décembre — visiblement séduit par la méthode, à tout le moins, de l'attaque de Pearl Harbor. « Vous avez prononcé, » dit-il, « la bonne déclaration de guerre. C'est la seule méthode qui convienne ; c'est ainsi que je procède moi-même. Négocier aussi longtemps que possible ; mais si l'on constate que l'autre partie s'emploie à vous faire lanterner, à vous couvrir de honte et à vous humilier, frapper aussi fort que possible, et ne pas perdre de temps à prononcer des déclarations de guerre...²⁵ »

Mais sa propre attitude contredit ses paroles et confirme l'évaluation de Ciano ; et pas uniquement son comportement en Atlantique en 1941. Sa conduite de 1942, aussi bien vis-à-vis de l'offensive japonaise que de la guerre dans son ensemble, montre qu'il déplorait l'action japonaise et considérait Pearl Harbor comme un désastre.

25. *N.D.*, 2932-PS.

Chapitre 10

1942

I

L'attaque de Pearl Harbor constitua une illustration frappante de la désunion entre les puissances de l'Axe ; elle fut également le résultat de l'incapacité de Hitler à coopérer avec les autres, de son acceptation résolue des risques, de sa poursuite intuitive d'objectifs confus et contradictoires. Mais si elle lui apparut comme une évolution désastreuse, ce fut principalement parce qu'il n'était pas parvenu non plus à vaincre la Russie « par une campagne rapide. » Pour cette raison, son attitude — si ce n'est sa stratégie effective — vis-à-vis de la guerre était fondamentalement défensive, voire défaitiste, avant la survenue de l'attaque de Pearl Harbor ; et cette opération remarquable, lancée si vite après sa désillusion en Russie, loin d'ouvrir de nouvelles occasions et un soulagement bienvenu, lui apparut plutôt comme un revers de plus. Les conséquences possibles de l'entrée des États-Unis dépassaient nettement, de son point de vue, les occasions offertes par l'entrée du Japon.

Ce point est bien mis en évidence par le fait que Raeder adopta l'opinion opposée. Surpris par l'attaque japonaise, inquiet au su-

jet des États-Unis, il continuait de penser que l'entrée japonaise pouvait être mise à profit. Sur certains fronts, elle pouvait offrir de nouvelles occasions. L'intention du Japon, après cette tentative unique et réussie de destruction de la flotte des États-Unis, était clairement de se tourner vers l'Asie du Sud-Est, contre les positions britanniques et hollandaises, et de menacer le contrôle britannique sur l'océan Indien. Cela aurait fortement accru l'embarras stratégique des Britanniques au Moyen-Orient¹, et aidé l'Allemagne à lancer une attaque finale et décisive contre la position clé de Suez. En Atlantique, du fait du retrait des navires marchands et des forces d'escorte étasuniennes vers le Pacifique, « la situation eu égard à la guerre de surface menée par des navires lourds et des croiseurs auxiliaires va probablement changer en notre faveur, » et les U-boats pourraient être dépêchés dans une nouvelle région, sans doute plus profitable, au large des côtes orientales de l'Amérique.

Sur les autres fronts, du point de vue de Raeder, l'entrée du Japon apportait une respiration plus que bienvenue. « Le péril d'opérations majeures contre les côtes Ouest de la France, » déclara-t-il le 12 décembre 1941, « va diminuer pour le moment... et ce répit sera tout à fait bienvenu. » Toute action anglo-étasunienne contre Dakar, les Açores, le Cap-Vert et l'Afrique du Nord-Ouest, dont le danger l'avait si longtemps préoccupé, cessa, de son point de vue, d'être imminente. « Les États-Unis devront concentrer toutes leurs forces dans le Pacifique durant les prochains mois ; la Grande-Bretagne ne voudra pas courir le moindre risque... ; il est fort peu probable que des capacités de transport soient disponibles pour des tâches de ce type. »

Tant que les opérations japonaises continuèrent d'être couronnées de réussite, Raeder maintint ces arguments ; mais à partir d'avril 1942, ils n'étaient plus tenables. Les attaques aériennes japonaises contre [Ceylan](#) à la fin mars furent le dernier coup porté

1. Pour un point de vue britannique sur la question, on pourra se référer à l'ouvrage *La chute de Singapour* de Russell Grenfell, NdT.

dans l'océan Indien ; la menace japonaise dans cette zone ne se concrétisa jamais. Là comme dans le Pacifique, l'expansion japonaise atteignit son extension maximale au cours des quelques mois qui suivirent l'attaque de Pearl Harbor. À mesure que la marine des États-Unis reprenait des forces, les Japonais durent s'imposer certaines limites à la dispersion de leur effort de guerre vers l'Ouest ; et dans le Pacifique, la puissance maritime étasunienne remonta à temps pour bloquer l'avancée japonaise, et mettre à l'abri Hawaï, la Nouvelle-Zélande et l'Australie d'une attaque, avec des victoires navales [en mer de Corail](#) et à [Midway](#) en mai et juin.

Même au cours de ces quelques mois de réussites japonaises interrompues, les démarches de Raeder restèrent vaines. Le répit que Raeder croyait y voir, et qui fut en tout cas bref, ne reconforta pas Hitler ; les occasions qui s'offrirent, fugaces, ne suffirent jamais à l'impressionner. Les U-boots, il est vrai, furent détournés jusqu'aux côtes Est américaines, où ils remportèrent immédiatement de grands succès. Mais les U-boots étaient déjà disponibles, ils rencontraient déjà des difficultés dans leurs anciennes zones d'opérations ; leur transfert n'exigea pas véritablement de décision. Pour tout le reste, les premiers mois de 1942, comme le reste de l'année, furent, plus que jamais auparavant, une période morose et indécise au cours de laquelle Hitler, engagé dans le combat contre la Russie, fut gagné d'une anxiété croissante et désespérée quant à la situation en Europe de l'Ouest, resta indécis en Méditerranée, et acquit une conscience de plus en plus aiguë de son impuissance en Afrique du Nord-Ouest.

II

L'annulation finale de l'opération « Lion de Mer », première grande décision de l'année, présenta moins d'importance en elle-même que comme révélateur de l'état d'esprit auquel Hitler avait déjà été réduit, et comme avant-goût de ce qui suivrait.

En réalité, ne serait-ce qu'en raison de l'échec à conclure rapidement la campagne à l'Est, la possibilité d'invasion de l'Angleterre ne se représenta plus après l'automne 1940. Même lorsqu'il prit la décision d'attaquer la Russie, Hitler semblait avoir espéré que la Grande-Bretagne abandonnerait les armes si « elle était privée de son dernier allié restant sur le continent, » plutôt que d'avoir envisagé les conditions permettant de rétablir « Lion de Mer. » Il se rendait compte que, même si la Russie devait s'effondrer rapidement, une année quasiment complète se serait écoulée, laissant à la Grande-Bretagne le temps de renforcer ses défenses, rendant la perspective d'une invasion encore moins attrayante qu'en septembre 1940. Pourtant, le plan « Lion de Mer » continuait d'exister ; il ne fut abandonné que par phases, au cours de l'année 1941, et non sans réticences ; et son annulation finale ne fut ordonnée qu'après l'entrée en guerre des États-Unis et du Japon.

La première phase de cet abandon progressif du plan se produisit, comme nous l'avons vu plus haut, le 3 décembre 1940, lorsque les autorités de production de guerre furent informées que les préparatifs de « Lion de Mer » « ne devaient plus qu'être menés à leur terme². » Mais cette décision mit longtemps à s'appliquer. Le 27 décembre 1940, juste après la décision de Hitler d'attaquer la Russie, Raeder protesta : le maintien de « Lion de Mer » en état d'alerte — l'amélioration des infrastructures, la construction de barges d'invasion — absorbait de la main-d'œuvre et des matériaux que l'on ne pouvait pas s'offrir ; en particulier, cela retardait le programme des U-boats. Il fut autorisé « à prendre des mesures pour améliorer un peu la situation mais sans que cela ne se voie, car le Führer estime que l'opération, selon toutes probabilités, n'aura pas lieu avant l'été 1941. » Le 8 janvier 1941, Hitler entretenait encore plus de doutes concernant ses perspectives. « L'invasion de la Grande-Bretagne, » déclara-t-il, « n'est pas faisable, à moins qu'elle soit handicapée à un degré considérable... ; la réussite d'une invasion

2. *N.D.*, 2353-PS, pp. 323-324.

doit être absolument certaine ; faute de quoi le Führer considère comme criminel de la tenter. » Il autorisa donc un nouvel allègement des préparatifs. Le 20 janvier 1941, il affirma aux Italiens qu'au sujet de « Lion de Mer, » « nous sommes dans la position de l'homme qui n'a plus qu'une seule balle dans son pistolet : s'il rate sa cible, la situation est bien pire qu'avant. Le débarquement ne peut être tenté qu'une seule fois ; s'il échouait, la Grande-Bretagne n'aurait plus à s'inquiéter, et pourrait déployer le gros de ses forces où il lui siérait. Tant que la tentative n'est pas lancée, la Grande-Bretagne doit toujours prendre en compte sa possibilité³. » Le 3 février, au cours d'une conférence avec ses propres Commandants en chef, on convint que « Lion de Mer » ne pouvait plus être poursuivi⁴.

À ce moment-là, Raeder avait acquis la conviction que l'invasion de l'Angleterre ne serait jamais ordonnée, hormis, comme il l'exprima le 18 mars 1941, « par une sorte de désespoir. » « Nul ne doute aujourd'hui, » ajouta-t-il, « qu'elle échouerait dans tous les cas de figure ; et les répercussions d'une catastrophe allemande de cette ampleur ne manqueraient pas d'amener à un effondrement du pays de l'intérieur. » Mais Hitler était loin de partager cette position. Il est vrai que l'une des raisons de son refus persistant d'abandonner totalement « Lion de Mer » était qu'il pouvait l'utiliser comme couverture pour masquer ses intentions vis-à-vis de la Russie. « Aussi longtemps, » annonça-t-il le 4 février au cours d'une réunion, « que l'opération devra être maintenue comme couverture, les préparatifs la concernant ne pourront être réduits davantage » ; et il tenait à ce que « la tromperie soit particulièrement maintenue au printemps. » Mais ses autres remarques de l'époque suggèrent que, lorsqu'il soulignait avec le plus d'insistance que « Lion de Mer » ne devait pas être tenté, il le faisait principalement pour justifier davantage sa décision d'attaquer la Russie, et qu'en réa-

3. *N.D.*, 134-C.

4. *N.D.*, 872-PS.

lité, il ne pouvait se résoudre à l'idée que « Lion de Mer » était devenue à jamais irréalisable. En tout cas, dans le discours aux Italiens du 20 janvier⁵ il fit précéder ses remarques concernant « Lion de Mer » par l'affirmation selon laquelle « l'attaque des îles britanniques reste notre objectif ultime » ; et si, en raison de la nature de son auditoire en cette occasion, cette affirmation ne peut être considérée comme un indicateur fiable de son attitude, il reste qu'une fois déclenchée l'attaque de la Russie, et invalidé l'argument voulant que « Lion de Mer » fût maintenu comme mesure de dissimulation, il trouva de nouvelles excuses pour la maintenir en état d'alerte.

Lorsque Raeder lui demanda, le 25 juillet, « si l'opération va désormais tenir lieu uniquement de camouflage, ou si elle va être réellement déclenchée, » il reconnut qu'on ne pourrait pas la lancer avant le printemps 1942 ; mais il pensait qu'il n'était pas encore possible de répondre catégoriquement à la question de Raeder. « La Grande-Bretagne pourrait encore s'affaiblir si elle constate qu'elle n'a plus aucune chance de l'emporter » ; la menace de « Lion de Mer » pourrait encore s'avérer nécessaire à lui porter le coup final. Le 22 août 1941, il avait trouvé une raison nouvelle, et plus défensive encore, de maintenir le plan actif. Raeder avait présenté un mémorandum proposant de nouvelles réductions à l'état d'alerte de « Lion de Mer » ; Hitler ne s'était pas encore décidé. Mais sa réponse aux questions de Raeder fut qu'il voulait reporter sa décision, car il « désirait que la menace pesant sur la Grande-Bretagne ne cessât jamais vraiment, afin d'immobiliser autant de forces britanniques que possible. »

« Lion de Mer » ne fit plus l'objet d'aucune discussion jusqu'au 13 février 1942, deux mois après l'attaque de Pearl Harbor. À cette date, Raeder demanda qu'il fût décidé dans quelle mesure les « engagements de personnel et de matériel pour l'opération "Lion de Mer," qui restent très considérables, doivent rester en vigueur. » Il

5. *N.D.*, 134-C.

proposa que, comme l'opération ne pouvait être menée en 1942, elle fût annulée d'un point de vue militaire. Hitler consentit à cette proposition sans lui opposer la moindre objection, un fait en contraste marqué avec ses réticences à abandonner cette opération en 1941.

III

La disparition, à l'Ouest, de toutes les possibilités offensives de 1940, et l'acceptation finale par Hitler de ce fait après de longs atermoiements, furent accompagnées d'une appréhension croissante du danger sur ce front. Cette acceptation progressive du renversement des circonstances, qui culmina d'un côté avec l'annulation de « Lion de Mer, » fut complète lorsque, de l'autre côté, l'entrée en guerre des États-Unis amena Hitler à nourrir de sérieuses inquiétudes concernant la position de l'Allemagne en Europe de l'Ouest, malgré sa confiance d'antan.

L'entrée en guerre des États-Unis, survenant si peu de temps après l'échec d'une victoire contre la Russie avant l'hiver 1941, eut pour effet de le rendre beaucoup moins confiant que Raeder au sujet de la menace pesant sur le vaste littoral sous occupation allemande qui s'étendait du [Cap Nord](#) à la frontière franco-espagnole, et au-delà, sur l'Afrique du Nord-Ouest française. Le 12 décembre 1941, cinq jours après l'attaque de Pearl Harbor, et nonobstant les assurances contraires de Raeder, il soupçonnait clairement que « les États-Unis et la Grande-Bretagne vont pour un temps abandonner l'Asie de l'Est pour écraser tout d'abord l'Italie et l'Allemagne. » Il craignait que « l'ennemi puisse, dans un avenir proche, entreprendre des opérations pour occuper les Açores, le Cap-Vert, peut-être même Dakar, afin de regagner le prestige perdu par suite de ses revers dans le Pacifique. » Il « ne voulait pas reporter les renforcements rapides des fortifications de l'Ouest de la France. »

À partir de ce moment, comme on le verra plus bas, son inquiétude pour l'Afrique du Nord-Ouest et pour les îles de l'Atlan-

tique disparut jusqu'en juin 1942 ; et son inquiétude pour l'Ouest de la France perdit en intensité pour un temps. Le 22 janvier 1942, il était « de la même opinion que l'État-major naval concernant l'improbabilité d'un débarquement à l'Ouest de la France » ; et, bien qu'il ne pût résister à publier, en février, la directive N°40, établissant l'organisation à adopter par les trois armes en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest, même l'attaque britannique du 28 mars 1942 [contre Saint-Nazaire](#) ne lui fit pas changer d'opinion. De fait, cette opération montra, comme le rapporta Raeder le 13 avril, que « nous n'avons aucun moyen de repousser une tentative de débarquement ennemi » ; mais Hitler et l'État-major naval ne craignaient, du moins pour le moment, qu'une répétition de ce type de raid, et non un débarquement de grande envergure ; et Hitler se contenta de demander qu'« au moins les bases navales les plus importantes soient si bien protégées que des raids y fussent impossibles à réussir. »

Mais aucun avantage ne découla de son regain de confiance au sujet de l'Ouest de la France et de l'apaisement de ses inquiétudes concernant l'Afrique du Nord-Ouest. Ces dernières restèrent toujours assez proches de la surface ; son regain de confiance pour l'Ouest de la France ne fut que temporaire, et en septembre 1942, il avait ordonné l'édification de « vastes fortifications côtières » dans cette zone⁶. Chose encore plus importante, aucun de ces éléments n'indiquait que ses inquiétudes immédiates à l'Ouest avaient véritablement diminué ; car tous reflétaient le fait que ses inquiétudes à l'Ouest avaient commencé à s'exprimer à travers une crainte extraordinaire pour le sort de la Norvège.

Dès le 18 mars 1941, il avait ordonné le renforcement de l'artillerie côtière en Norvège, le transfert de nouvelles unités aériennes vers ces zones, et la mise sur pied d'une organisation dédiée à la défense de [Narvik](#). Le même jour, il fut décidé d'envoyer le [Tirpitz](#) à [Trondhjem](#) avant de terminer l'entraînement opérationnel du cui-

6. *N.D.*, 556-2-PS.

rassé. Le 19 juillet 1941, il annonça qu'« au Nord et à l'Ouest, les trois armes doivent garder à l'esprit la question de possibles attaques anglaises contre les îles anglo-normandes et les côtes norvégiennes. » Mais les mesures ordonnées en mars constituèrent une réaction directe à l'attaque britannique du 4 mars sur les îles Lofoten ; l'annonce de juillet constitua une précaution ordinaire en lien avec le lancement de l'attaque contre la Russie. Ce ne fut qu'à l'automne 1941 que les inquiétudes de Hitler pour la Norvège devinrent sérieuses ; mais elles devinrent alors aussi vives qu'inexplicables.

Le 17 septembre, il suggéra que les croiseurs de bataille *Scharnhorst* et *Gneisenau*, alors à Brest, fussent déplacés en Norvège « afin de défendre la région du Nord. » Raeder était opposé à cette proposition ; le 13 novembre, tout en convenant que le *Tirpitz* ne fût pas envoyé en Atlantique « en raison de la nécessité de sa présence dans la région Nord, » il proposa que le cuirassé de poche *Admiral Scheer* ainsi que les croiseurs de bataille de Brest fussent envoyés en Atlantique pour mener des opérations de guerre contre le commerce ennemi. Hitler refusa de prendre une décision. Au lieu de cela, il ordonna à Raeder d'examiner la possibilité, pour les croiseurs de bataille, d'une percée à travers la Manche ; il pensait également à envoyer le *Scheer* en Norvège. Il justifiait son attitude par l'idée que « le point vital est à présent en mer de Norvège. »

Si telle était sa position avant l'entrée en guerre des États-Unis, ses craintes pour la Norvège se transformèrent en obsession après cet événement. Il se convainquit, apparemment sur la seule base du précédent raid de Lofoten, que la Norvège serait attaquée dans un avenir proche. Le 29 décembre 1941, il était certain que, « si les Britanniques s'y prennent comme il faut, ils attaqueront le Nord de la Norvège en plusieurs points » ; il était certain qu'« à travers une attaque de grande ampleur impliquant leur flotte et leurs troupes de débarquement, ils essayeront de nous déloger de là-bas, de prendre Narvik si possible, et ainsi d'exercer des pressions sur la Suède et la Finlande. » « Ceci, » ajouta-t-il, « pourrait s'avérer décisif pour la guerre. La flotte allemande doit donc utiliser toutes ses forces pour

la défense de la Norvège. Il serait opportun d'y transférer tous les cuirassés et cuirassés de poche pour ce faire. » Le 12 janvier 1942, il était plus certain que jamais qu'« une offensive britannico-russe à grande échelle sera lancée sur la Norvège » ; le 22 janvier, ses inquiétudes avaient pris des proportions qui le rendirent hystérique. Il était « intimement convaincu que la Grande-Bretagne et les États-Unis comptent influencer le cours de la guerre en lançant une attaque dans le Nord de la Norvège » ; « profondément préoccupé au sujet des graves conséquences qu'auraient pu avoir les évolutions défavorables dans cette région » ; satisfait que « la Norvège soit la zone du destin dans cette guerre. » Il allait « exposer les intentions de la Grande-Bretagne et des États-Unis, ainsi que de la Suède, dans la presse mondiale. » Il « exige une obéissance inconditionnelle à tous ses ordres et désirs concernant la défense de cette région » ; et ses ordres et désirs finirent par être émis.

Il ordonna l'envoi de renforts en personnel militaire et en matériel ; « encore plus de pièces d'artillerie lourde doivent être installées en Norvège. » Göring reçut l'instruction d'augmenter les forces aériennes malgré son avertissement sur le manque d'aéronefs et la rareté des aérodromes disponibles en Norvège. « Le Führer exige que tous les navires disponibles soient engagés en Norvège, cuirassés, cuirassés de poche, croiseurs lourds, forces navales légères et *S-boots*. » Il « accroît ses exigences d'U-boots sur place. » Afin de les dépêcher en Norvège dès que possible, il insistait pour que le *Gneisenau* et le *Scharnhorst*, qui se trouvaient à Brest depuis mars 1941, et le croiseur *Eugen*, positionné à Brest depuis juin 1941, dussent tenter le passage de la Manche, en dépit du fait que Raeder, le 12 janvier, refusât « de prendre l'initiative de soutenir une opération aussi osée. » Il décida que le *Tirpitz*, dont le déplacement en Norvège avait été prévu de longue date mais souvent retardé, devait être transféré à Trondhjem sur-le-champ ; que le *Scheer* devait le suivre ; que tous les autres navires lourds devaient se rendre en Norvège dès que possible. La marine reçut l'instruction de faire « tout ce qui est en son pouvoir pour enrayer l'offensive britannique

dès le premier instant... , en renonçant à toute autre opération de guerre, hormis les combats en Méditerranée. »

Si nécessaire, même la Méditerranée serait sacrifiée à ce nouveau danger ; sa déclaration finale du 22 janvier fut qu'il était déterminé à nommer [Kesselring](#), responsable du théâtre méditerranéen, commandant des forces armées en Norvège lorsque la menace se concrétiserait.

Pour le reste de l'année, malgré d'importantes diversions en d'autres lieux, la crainte de Hitler pour la Norvège resta assez vivace pour qu'il insistât sur l'idée que l'ensemble de la flotte, aussi insuffisante qu'elle pût se révéler le moment venu, fût déplacée en Norvège dès que les navires seraient disponibles, puis qu'elle restât stationnée dans les bases norvégiennes. Les trois navires issus de Brest effectuèrent la traversée jusqu'en Allemagne les 11 et 12 février. L'*Eugen* se rendit en Norvège à la fin du même mois, mais fut torpillé et subit des avaries en route. Le croiseur [Hipper](#) suivit en mars, les cuirassés de poche *Scheer* et [Lützow](#) en mai, les croiseurs [Köln](#) et [Nürnberg](#) en novembre, et le [Scharnhorst](#) en janvier 1943, lorsque le *Eugen* retourna lui aussi en Norvège. Le 26 août 1942, lorsque Raeder proposa que le *Scheer* opérât en Atlantique à l'hiver suivant, il refusa, en expliquant « avec moult détails pourquoi il désirait conserver tous les vaisseaux lourds pour des opérations au Nord jusqu'à nouvel ordre : ils découragent les tentatives de débarquements ; les côtes ne sont pas suffisamment fortifiées. » Et ses craintes pour cette région ne furent même pas dissipées par les débarquements alliés en Afrique du Nord-Ouest.

Le 19 novembre 1942, une semaine après ces débarquements, il reconnut que « tous les rapports disponibles continuent de lui faire craindre que l'ennemi va tenter une invasion durant la nuit arctique et que l'on ne peut pas se fier à l'attitude de la Suède. » Le 22 décembre 1942, il considérait que « le danger d'une possible invasion alliée de la Norvège est plus élevé en janvier. » Il s'avéra le même jour qu'il avait ordonné que les huit premières péniches d'artillerie reconverties fussent envoyées en Norvège : elles n'y avaient pas été

envoyées jusqu'alors en raison de la forte augmentation du nombre d'attaques ennemies sur la navigation côtière allemande dans la Manche. Lors de la même réunion, il insista : il devait rester à tout instant possible de renforcer le contingent d'U-boots en Norvège dans de brefs délais.

IV

Ce fut la seconde offensive britannique dans le désert occidental, venant s'ajouter à l'échec à vaincre la Russie avant la fin 1941, qui finit par dissiper la suffisance de Hitler en Méditerranée. Début 1941, il pouvait envisager avec confiance la perte de l'Afrique du Nord : « la situation en Europe ne peut plus évoluer défavorablement pour l'Allemagne, même si celle-ci devait perdre toute l'Afrique du Nord. » En août 1941, il en était venu à reconnaître que « la reddition de l'Afrique du Nord serait une perte considérable pour nous et pour les Italiens. » Durant le second semestre de cette année, il adopta des mesures désespérées et insuffisantes pour la défendre. Finalement, la seconde offensive du désert occidental, arrivant peu après la conclusion selon laquelle la Russie ne s'effondrerait pas cette année-là, lui força la main, et le contraignit à concéder, pour la première fois, une importance majeure aux opérations en Méditerranée.

Mais il continuait de les considérer comme des opérations de fixation. Même le 21 janvier 1942, lorsque Rommel mit fin à sa retraite des deux mois précédents, et, en contre-attaquant, révéla la faiblesse chronique de la position britannique dans la région, l'attitude de Hitler vis-à-vis de la Méditerranée resta aussi défensive que jamais. En huit jours, l'Afrika Korps reprit Benghazi ; il continua d'avancer sans entrave jusqu'à Tobrouk ; et cela constitua un retournement du sort pour les Allemands qui, coïncidant avec l'avancée japonaise en Asie du Sud-Est, rouvrit, au moins pour Raeder, la question d'ensemble de la stratégie de l'Allemagne

en Méditerranée. Pour Hitler, en revanche, la réussite de Rommel coïncidait avec ses inquiétudes désespérées à l'Ouest, et surtout en Norvège. Raeder tenta d'avancer que l'occasion, que l'on avait laissé passer une fois déjà, se présentait pour la deuxième fois ; Hitler avait de nouvelles raisons de penser qu'une fois de plus, il ne fallait pas la saisir.

Raeder ne perdit pas de temps pour réagir à cette occasion. Le 13 février, il indiqua que pas un seul navire lourd britannique en Méditerranée n'était pleinement apte à naviguer⁷, que « l'Axe domine la mer comme les airs en Méditerranée centrale, » que « la situation méditerranéenne est absolument favorable en ce moment. » Des possibilités colossales se présenteraient, conjointement avec l'avancée japonaise, si l'Allemagne lançait une attaque contre l'Égypte et Suez aussitôt que possible.

Rangoon, Singapour et sans doute Port Darwin seront dans quelques semaines entre les mains des Japonais... Le Japon a pour projet de s'emparer de la position clé de Ceylan... Les Britanniques seront contraints de recourir à des convois sous lourde escorte s'ils veulent maintenir les communications avec l'Inde et le Proche-Orient... Les positions de Suez et de Basra sont les piliers occidentaux de la position britannique dans l'océan Indien. Si ces positions devaient s'effondrer sous les pressions exercées conjointement par les puissances de l'Axe, les conséquences seraient désastreuses pour l'empire britannique... Les Japonais, pour leur part, s'efforcent loyalement d'établir un contact avec l'Allemagne par voie maritime et aérienne...

La moindre des choses que pût faire l'Allemagne en retour était de comprendre qu'« une attaque rapide italo-allemande sur la po-

7. Il avait raison. Le *H.M.S. Barham* fut coulé le 25 novembre 1941 ; le *Valliant* et le *Queen Elizabeth* furent gravement endommagés par des sous-marins de poche italiens le 19 décembre 1941. Après que ces pertes furent suivies par les opérations de minage visant l'esquadre de Malte, dont les croiseurs *Nep-tune*, *Arethusa* et *Penelope*, la flotte de Méditerranée se retrouva réduite à seulement trois navires opérationnels dépassant la taille d'un destroyer : les croiseurs *Dido*, *Naiad* et l'*Euryalus*.

sition clé britannique de Suez présenterait une importance stratégique suprême. » Un mois plus tard, le 12 mars, il insista :

la poussée sur le canal de Suez, à supposer qu'elle soit réalisable, devrait être lancée *cette année*. La situation favorable en Méditerranée, si marquée actuellement, *ne se représentera* sans doute *jamais*. . . Le problème du tonnage nécessaire *peut trouver une solution*. . . L'État-major naval juge souhaitable que le Führer ordonne le lancement des préparatifs d'une offensive contre Suez.

Le même jour, il revint au problème de Malte, qui n'avait plus été discuté à ce niveau depuis mars 1941. On l'avait relégué au commandement italien, et Mussolini avait pour projet de prendre l'île et de tenir Hitler informé de l'avancée de ses plans. Raeder insistait désormais pour que l'Allemagne renouvelle son intérêt pour cette opération. « Il faudrait tirer parti de l'état actuel des défenses, très affaiblies par les attaques aériennes allemandes. » L'aviation et l'armée de terre allemandes devaient apporter aux Italiens tout leur soutien pour assurer une occupation rapide de l'île.

De l'avis de Raeder, l'Allemagne devait également faciliter l'avancée japonaise dans l'océan Indien en faisant pression sur la France au sujet de Madagascar. « Les Japonais, » ajouta-t-il le 12 mars, « ont compris l'importance stratégique de Madagascar. . . Ils ont pour projet d'y établir des bases ainsi qu'à Ceylan, afin d'être en mesure de paralyser le trafic maritime dans l'océan Indien et la [mer d'Arabie](#). » Mais Madagascar était française, la France était considérée comme un satellite de l'Allemagne, c'était donc à l'Allemagne d'influencer l'opinion française à ce sujet.

La première réaction de Hitler à toutes ces suggestions fut évasive. Le 13 février, il ne fit aucun commentaire sur l'appel de Raeder. Le 12 mars, sa seule remarque au sujet de Madagascar fut qu'à son avis, « la France ne donnera pas son consentement. » Il était, ce jour-là, « enclin à entreprendre une offensive contre Suez » — mais uniquement « si l'aviation peut rester intacte en Méditerranée. » Cependant, il pourrait être contraint à la transférer pour répondre aux demandes d'autres fronts ; et c'était le péril en Nor-

vège, ainsi que les besoins du front russe, qu'il avait à présent à l'esprit. « Si l'aviation est utilisée ailleurs, l'offensive ne peut être menée. » Quant à Malte, sa capture « faciliterait grandement une offensive contre Suez » et il autoriserait certainement l'aviation allemande à y participer ; mais hormis le fait qu'il restait indécis concernant l'offensive de Suez, l'opération de Malte était entre les mains de Mussolini et Hitler « craignait que l'opération, manifestement prévue pour le mois de juillet, fût reportée une fois de plus. » Il promit malgré tout d'aborder avec Mussolini les points soulevés par Raeder.

Au cours des quelques semaines qui suivirent, l'argument de Raeder en faveur de la capture de Malte fut appuyé par Kesselring, et par les Italiens eux-mêmes, au point que Hitler consentit à une participation allemande au plan. Des attaques aériennes accrues se déroulèrent à partir du 1^{er} avril en préliminaire à la capture de Malte ; le 12 avril, Kesselring rapporta que les Italiens comptaient lancer l'attaque principale vers la fin mai. Avec des Italiens apparemment déterminés pour une fois d'une part, et Rommel en bonne position en Afrique du Nord, Hitler parut enfin sensible aux chances de victoire en Méditerranée. Lors d'une réunion avec Mussolini à la fin avril, il convint d'envoyer sur-le-champ deux bataillons de parachutistes et d'autres renforts à Rommel ; il approuva une augmentation des forces allemandes pour l'attaque de Malte. Le représentant de la marine allemande à la réunion fut « heureux de constater l'intérêt accru du Führer pour cette région importante et l'intensification de l'esprit de combativité allemand sur ce théâtre. L'ensemble de l'opération prend désormais une importance après avoir été jusqu'ici considérée comme une affaire secondaire, où les victoires étaient considérées comme des cadeaux du Ciel, mais où nul ne prenait la peine d'agir. »

Mais l'une des décisions prises lors de la rencontre entre Hitler et Mussolini fut considérée par cette autorité comme une « action malvenue. » Il s'agissait du report de l'opération de Malte de la fin mai à la mi-juillet : le plan mis au point par Hitler était que

Rommel dût prendre Tobrouk et achever la prise de la Libye début juin, que l'attaque de Malte suivît à la mi-juillet, et que Rommel avançât ensuite jusqu'au delta du Nil.

De nouvelles déceptions allaient bientôt suivre. Rommel fut retenu à Tobrouk jusqu'à la troisième semaine de juin ; Hitler changea d'avis concernant la capture de Malte. Il expliqua le 15 juin ses raisons pour ce revirement subit. Tout en reconnaissant qu'il était important de capturer Malte, « il ne croit pas que cela puisse être réalisé pendant les opérations offensives du front de l'Est ; durant cette période, l'aviation ne peut se passer d'aucun avion de transport. » En tout cas, il n'estimait pas les chances de réussite très élevées, « surtout avec les troupes italiennes. »

Il est évident que Hitler devait avoir ces deux considérations à l'esprit à la fin avril, lorsqu'il accepta de déclencher l'opération : le 12 mars, les impératifs supérieurs des autres fronts l'avaient rendu réticent à accepter l'argument de Raeder ; et sa défiance vis-à-vis de l'Italie était profonde et établie de longue date. Il avança, il est vrai, comme raison supplémentaire de report de l'opération, l'argument qu'une fois que Tobrouk serait tombé, la plupart des approvisionnements envoyés en Afrique du Nord transiteraient depuis la Crète, loin du rayon d'attaque de Malte. Mais cet argument ne portait guère, car lui-même ne niait pas que la capture de Malte restait de prime importance. Un autre facteur dut intervenir — peut-être le délai avant Tobrouk — pour l'amener à se revenir sur la position qu'il avait temporairement adoptée. Quelle qu'elle pût être, elle était moins importante que le fait qu'il avait accepté l'opération avec réticence, et à l'encontre de son propre jugement. Il n'avait jamais aimé l'idée d'une opération aéroportée lancée au-dessus de la mer. Il avait refusé d'envisager la capture de Malte en 1941 ; ensuite, la capture de la Crète, pour laquelle il avait passé outre sa défiance, avait entraîné de lourdes pertes qui avaient renforcé son opinion initiale. La raison véritable de l'annulation du plan de Malte en 1942 apparaît, non pas par les raisons qu'il donna de sa décision, mais par une autre remarque qu'il prononça le 15 juin.

« Une fois Malte saignée à blanc par des raids aériens continus et par le blocus total, nous pourrions risquer l'attaque. »

Il préféra attendre, et placer tous ses espoirs méditerranéens — car il en avait, désormais⁸ — sur l'avancée de Rommel en Égypte. Et la rapidité de cette avancée après la chute de Tobrouk, qui atteignit Bardia le 22 juin, Sollum le 23 juin, Mersa Matruh le 28 juin, El Alamein le 30 — ces éléments ainsi que la conviction de Rommel qu'il pourrait finir par prendre Suez, ne firent que renforcer la détermination de Hitler de repousser la capture de Malte jusqu'à l'achèvement de la conquête de l'Égypte. Car une fois de plus, le canal de Suez semblait à portée de Rommel; il semblait que non seulement le sort de Malte, mais l'avenir de la Méditerranée et le contrôle du Moyen-Orient seraient décidés par les mouvements de ses troupes.

Kesselring déplorait la décision concernant Malte; Raeder affirma sans détour le 26 août que « l'opinion de l'État-major naval concernant l'importance de la capture de Malte reste inchangée »; mais toute protestation était vaine⁹. Ce sujet ne fut plus jamais discuté sérieusement; l'occasion ne se représenta jamais; Rommel, immobilisé à Alamein, vit filer une fois de plus l'Égypte et Suez. Le siège de Malte fut levé par l'arrivée de navires d'approvisionnement en août; Malte jouait de nouveau son rôle dans les préparatifs

8. Mais pas assez pour justifier la critique de Halder dans *Hitler as War Lord* (Putnam, 1950), où (p. 36) il écrit : « Il était caractéristique de la pensée stratégique de Hitler que sous l'influence des réussites de Rommel, il perdit totalement de vue sa politique [d'acceptation qu'une victoire décisive sur la Grande-Bretagne en Afrique du Nord était impossible]. Il s'abandonna bientôt à des visions extravagantes de conquête de l'Égypte, d'une prise du canal de Suez, et même plus tard d'une jonction avec les Japonais à travers la mer Rouge. » Savoir si Halder, qui a tort d'affirmer que Hitler s'était à ce point laissé emporter en 1942, n'a pas également tort d'affirmer que ces objectifs étaient inatteignables plus tôt, est bien entendu une toute autre question.

9. Pour d'autres éléments indiquant que le report du plan de Malte fut une décision prise par Hitler et Rommel, et que « Jodl et le commandement suprême italien s'y opposèrent également », voir la lettre de Frau Jodl dans le *Times Literary Supplement*, 22 septembre 1950.

d'une offensive menée par la [Huitième Armée](#) ; et cette nouvelle offensive, qui s'ouvrit sur la [bataille d'El Alamein](#) du 23 octobre au 4 novembre, fut la campagne finale du désert occidental. Son lancement fut synchronisé avec les débarquements en Afrique du Nord-Ouest par lesquels les Alliés ouvrirent finalement l'offensive dans la Seconde Guerre Mondiale.

V

Dans la bataille de l'Atlantique, comme en Extrême-Orient, l'entrée en guerre des États-Unis marqua des revers immédiats subis par les Alliés, ainsi qu'une garantie de la défaite finale de l'Allemagne. Les U-boots furent envoyés sur-le-champ aux abords de la côte Est américaine, et y parvinrent à la mi-janvier 1942 ; les États-Unis n'étaient pas préparés à leur attaque. Aucun système de convoi n'était en place pour les énormes tonnages qui circulaient dans cette zone ; aucun système tant soit peu efficace ne fut mis en place avant le juillet suivant. Les U-boots avaient trouvé un terrain plus accessible et bien plus profitable que dans l'Atlantique Nord central et oriental, où le système de convois et les améliorations des mesures britanniques anti-sous-marines, s'appuyant principalement sur l'aviation et les radars, avaient peu à peu augmenté les difficultés et limité leurs succès. Ce ne furent pas moins de 250 navires qui furent coulés à la vue de la côte Est américaine entre la mi-janvier et la fin juillet.

L'occasion de couler des navires à cette échelle dans la zone américaine ne fut pas le seul avantage dont bénéficia le commandement des U-boots au cours de cette année, qui marqua l'apogée de ses succès. La construction d'U-boots menée depuis plus de deux années de guerre, dont la production avait, malgré les obstacles, lentement augmenté, avait un effet notable sur le nombre de sous-marins disponibles. En comparaison avec le nombre étonnamment bas de 15 au mois d'avril 1941, on comptait 63 U-boots en mer

en avril 1942, sans tenir compte de ceux qui étaient déployés en Méditerranée. Sur ces 63, 47 étaient en Atlantique et 14 dans les eaux de l'Arctique. Au mois de juin suivant, 70 sous-marins étaient déployés dans le seul Atlantique, 92 au mois de novembre ¹⁰, mois auquel ce nombre atteignit enfin le seuil désigné par Dönitz au début de la guerre comme minimum requis pour une victoire sur la Grande-Bretagne. Parmi les U-boots que l'on préparait aux opérations, un nombre croissant de vaisseaux étaient du grand modèle de 750 tonnes, et disposaient d'un rayon d'action plus important que les sous-marins déployés par l'Allemagne au cours des deux premières années de guerre. Nombre d'entre eux atteignaient les 1000 tonnes ; et ces deux catégories étaient en mesure d'opérer dans des zones distantes, en Atlantique Sud ainsi qu'au large des côtes américaines, dépassant le rayon des défenses alliées. En dehors de la zone des convois de l'Atlantique Nord, qui restait relativement épargnée, toutes les zones à portée des U-boots, et pas seulement les côtes américaines, virent une augmentation des nombres de navires coulés proportionnelle à l'augmentation du rayon d'action et au nombre croissant d'U-boots en mer. Toutes régions confondues, au cours des sept premiers mois de l'année 1942, 495 navires de plus de deux millions et demi de tonnes, dont 142 pétroliers, furent coulés par des U-boots ; et 108 navires supplémentaires au mois d'août.

À vrai dire, le commandement des U-boots surestimait ses succès, revendiquant avoir coulé 303 navires, pour 2 015 000 tonnes, dont 112 pétroliers, entre mi-janvier et mi-mai ; et face à ces nombres et au vu de la situation sur les autres fronts, Hitler finit par se faire partisan de la construction d'U-boots. À partir de début 1942, il montra plus qu'un intérêt superficiel comme auparavant pour les opérations sous-marines. Le 3 janvier, il affirma à l'ambassadeur du Japon que sa « tâche la plus importante est d'amener à son plein

10. Ces nombres intègrent les U-boots en cours de traversée depuis ou vers les zones d'opérations.

régime la guerre sous-marine. » « Nous nous battons, » ajouta-t-il, « pour l'existence, et notre attitude ne peut se laisser influencer par des sentiments d'humanité » ; et cette remarque marqua le début de son agitation en faveur de la politique d'attaque de navires marchands avec pour objectif de tuer les équipages ¹¹.

Après février 1942, Raeder ne se plaignit plus des retards de construction. Le 13 avril, Hitler convint que « la victoire dépend de la destruction du plus grand nombre de navires alliés possible. » Le 14 mai, nouvelle illustration de l'intérêt neuf de Hitler, Dönitz, officier général commandant les U-boots, participa pour la première fois aux conférences entre Raeder et Hitler pour discuter de la campagne sous-marine ¹². Le 15 juin, lorsque Raeder demanda des ordres spécifiques pour qu'aucun ouvrier engagé dans la fabrication d'U-boots ne fût réquisitionné par les forces armées, Hitler donna immédiatement instruction au chef d'État-major des forces armées d'honorer la demande de Raeder, en raison du fait que « les U-boots décideront en fin de compte du résultat de la guerre. » Le 26 août, il reconnut « la nécessité de la meilleure aviation possible pour soutenir les U-boots... », ainsi que la sagesse dont faisait preuve Raeder en demandant que les attaques aériennes contre l'Angleterre fussent concentrées sur les navires au port ou en construction. Le 28 septembre — événement sans précédent — il convoqua une conférence spéciale car « il désire être informé de la situation présente de la guerre sous-marine ; il désire de même se forger une opinion sur la mesure dans laquelle elle répond aux nouvelles exigences de la guerre. » Hitler réagissait désormais favorablement à chaque suggestion visant à accroître les efforts dédiés

11. *N.D.*, 423-D. Concernant la politique visant à tuer les équipages, voir *N.D.*, 630-D, 642-D et 663-D.

12. Dönitz avait par le passé participé à l'une de ces conférences, le 17 septembre 1941, mais il s'agissait d'une réunion spéciale ayant pour objet de discuter le problème d'évitement des incidents avec les États-Unis en Atlantique. Le 14 mai 1942 fut la première fois que Dönitz participa pour discuter de l'offensive sous-marine.

à la bataille de l'Atlantique.

Mais la situation avait atteint un stade tel que le soutien de Hitler ne pouvait produire de résultats saisissants. Il est vrai que plus de 300 U-boots furent mis à l'eau en 1942 ; mais sur un sujet plus important que les nombres disponibles, celui de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des U-boots, qui restait désormais la seule chance de vaincre les Alliés dans l'Atlantique, il avait trop laissé traîner les choses. Il put par exemple reconnaître le 26 août la nécessité que la meilleure aviation possible soutînt les U-boots et attaquât les navires britanniques au port. Mais il ne put « prononcer de promesses formelles » ; il s'en tenait à « rappeler les puissantes défenses des ports ennemis » ; et à la fin septembre, Dönitz faisait encore état de « la nécessité que l'aviation soutienne les U-boots dans une bien plus large mesure que ça n'a été le cas jusqu'à présent. »

Plus important que l'absence de ressources était le fait que l'objectif du commandement des U-boots s'était notablement infléchi dans une direction défensive au moment de l'entrée en guerre des États-Unis. Au début, son objectif avait été « de vaincre l'Angleterre, » de la contraindre à solliciter des termes de paix règlement en la coupant de ses importations ; début 1942, cet objectif avait perdu cette simplicité et ces ambitions. « La victoire dépend, » déclara Hitler le 13 avril, « de la destruction du plus grand tonnage allié possible » ; mais son propos tenait plutôt à éviter la défaite. Car, ajouta-t-il, « toutes les opérations offensives de l'ennemi peuvent ainsi être ralenties ou même totalement bloquées. » Un mois plus tard, Dönitz, en participant à la conférence de Hitler du 14 mai, estima nécessaire de justifier la concentration des U-boots sur la côte Est de l'Amérique. On ne pouvait guère affirmer qu'ils pratiquaient un siège de l'Angleterre ; ils ne coupaient pas les approvisionnements britanniques. Mais « les navires étasuniens et britanniques sont sous commandement unifié... ; nous devons couler les navires là où nous pouvons les atteindre en plus grands nombres et au prix le plus faible... ; du point de vue du coût opérationnel, nos

opérations sous-marines en zone américaine sont justifiées. »

Il est vrai qu'à l'époque, il ne semblait pas impossible à Hitler et à ses conseillers que l'Allemagne pût parvenir à un statu quo grâce à la campagne sous-marine. Le 13 février, Raeder calcula que le total des constructions navales alliées serait de 7 000 000 tonnes pour 1942, et qu'il suffirait aux U-boots de couler 600 000 tonnes par mois pour maintenir l'équilibre. Le 13 avril, Hitler pouvait espérer que « toutes les opérations offensives de l'ennemi peuvent être ralenties voire totalement bloquées. » Le 14 mai, Dönitz conclut son bilan par ces mots : « Je ne pense absolument pas que la course entre les constructions navales ennemies et les navires coulés par nos U-boots soit désespérée. » Il fut contraint d'avertir ses supérieurs qu'« un jour ou l'autre, la situation dans la zone américaine va changer ; à présent déjà, tout indique que les Étatsuniens mènent des efforts acharnés pour empêcher l'envoi par le fond de leurs navires en grands nombres. » Mais il pouvait encore espérer que, même une fois la zone américaine devenue non rentable, les perspectives resteraient prometteuses « du fait du grand nombre d'U-boots bientôt disponibles » et en raison de l'apparition de nouveaux dispositifs techniques, surtout les [torpilles à influence](#).

Cet espoir allait bientôt être contredit par les faits. Le 26 août, Raeder dut annoncer non seulement que « le système de transports ennemis dans les eaux étasuniennes a connu des évolutions considérables, comme prédit et même attendu plus tôt par l'État-major naval, par suite de l'introduction de convois, » mais également que l'on voyait émerger trois changements défavorables. « Les U-boots au milieu de l'Atlantique, » poursuivit-il, « sont efficaces tant que les convois évoluent hors du rayon d'action des avions de protection, mais celui-ci est en augmentation » ; « récemment, nos U-boots ont subi de lourdes pertes à cause des dispositifs de localisation supérieurs [radars] de l'aviation britannique » ; et troisièmement, l'apparition de puissantes forces aériennes ennemies dans le [golfe de Gascogne](#) était cause de nouvelles pertes et imposait d'importants retards au transit des U-boots.

Il n'y eut pas de chute rapide des succès remportés par les U-boots lorsque les côtes américaines devinrent peu sûres pour eux en juillet : on compta, toutes zones confondues, 108 navires coulés en août, 98 en septembre, 93 en octobre, 117 en novembre — le pire mois, du point de vue du tonnage envoyé par le fond, de toute la guerre. En 1942, les U-boots coulèrent un total de 6 ¼ millions de tonnes brutes, presque le triple de l'année précédente. Mais l'avertissement de Raeder transparaissait parfaitement dans les pertes d'U-boots, qui furent saisissantes dès juillet. Jusqu'à la mi-août 1942, selon les calculs présentés par Raeder le 24 août, la moyenne mensuelle de pertes d'U-boots depuis le début de la guerre était tout juste inférieure à 3 ; et seulement 3 vaisseaux furent coulés en juin 1942. Mais on en compta 17 en juillet, 12 en août, 12 en septembre, 13 en octobre et 15 en novembre.

Ce fut cette fâcheuse évolution des nombres de pertes d'U-boots qui amena Hitler à convoquer la conférence spéciale du 28 septembre, pour discuter de la guerre sous-marine et lui permettre « de se forger une opinion sur la mesure dans laquelle elle répond aux nouvelles exigences de la guerre. » Il ouvrit la réunion en exprimant sa « vive admiration pour les exploits obtenus par les U-boots » ; il annonça sa ferme conviction que « le nombre mensuel de coulages va rester si élevé que l'ennemi ne sera plus en mesure de remplacer ses pertes par de nouvelles constructions. » Il jugeait « impossible que l'accroissement de production des chantiers navals ennemis puisse approcher tant soit peu ce que la propagande veut nous faire croire. » Mais le bilan présenté après lui par Dönitz était extrêmement sombre.

Bien que persistassent quelques « zones exposées, » tous les convois étaient tellement bien protégés qu'il était même difficile pour les U-boots de les approcher, et le nombre et la portée croissants des avions alliés, « la grande menace actuelle pour les U-boots, » réduisaient constamment les zones dans lesquelles ils pouvaient opérer sans pertes. C'était ce fait, et non les attaques contre les convois, qui était responsable des lourdes pertes d'U-boots. Si

l'on voulait éviter ces pertes, il était essentiel que les U-boots fussent soutenus par l'aviation, et que l'on se concentrât sur des améliorations techniques. On pourrait éventuellement déjouer pour un temps l'aviation en améliorant les interceptions et les contre-mesures radar ; on développait des [torpilles à guidage acoustique](#), qui pourraient permettre aux U-boots d'éliminer à distance les navires d'escorte. Mais il faudrait du temps pour mettre au point ces mesures ; et elles ne pouvaient être attendues que comme un soulagement temporaire. La nouvelle situation, en réalité, exigeait la mise au point révolutionnaire d'un tout nouveau type d'U-boot capable de se déplacer à haute vitesse sous l'eau. Ce développement en était déjà au stade expérimental ; mais il faudrait plus de temps encore pour le mettre en production.

Hitler était « parfaitement en harmonie avec ces plans » ; il fit mention une fois de plus de sa conviction récente que « l'U-boot joue un rôle décisif dans l'issue de la guerre. » Mais cette conviction s'était forgée trop tard. Les sombres pressentiments de Dönitz s'avérèrent bientôt totalement justifiés. Les nouveaux U-boots ¹³, qui avaient pris une telle importance dans les espoirs de Hitler en 1943, n'entrèrent jamais en opération ; en quelques semaines, les débarquements en Afrique du Nord-Ouest allaient montrer qu'il était fort peu probable que les Alliés laissassent à Hitler le temps de laisser mûrir ces plans ou de corriger ses erreurs.

Le simple fait que ces débarquements eussent lieu, ou qu'ils eussent lieu aussi rapidement après que les États-Unis eussent rallié leurs forces à celles de la Grande-Bretagne, découla du fait que l'Allemagne, après avoir échoué à envahir l'Angleterre, après avoir échoué à exploiter le Moyen-Orient, échoua également à dominer les routes commerciales avec ses U-boots. Rien de moins qu'une politique d'avant-guerre différente et la possession d'une flotte digne de ce nom au moment du déclenchement de la guerre, n'aurait pu permettre à Hitler d'arracher une victoire contre la Grande-Bretagne ;

13. Voir l'[Annexe C](#).

dans la lutte pour le Moyen-Orient, la victoire fut rendue impossible par la décision d'attaquer la Russie ; dans la bataille de l'Atlantique, où la victoire aurait été possible si l'effort sur les U-boots avait été mené à temps, l'effort fut fait trop tard. Il atteignit son apogée après que l'occasion disparut.

VI

Jusqu'à la mi-1941, Raeder avait constamment prédit le péril d'un débarquement anglo-étasunien en Afrique du Nord-Ouest ; Hitler, sous la pression constante de Raeder, avait fini par considérer ce péril comme une menace, mais d'une nature telle qu'à moins d'empêcher l'entrée en guerre des États-Unis, il ne pouvait ni la réduire, ni l'éviter. L'attitude de Hitler était tellement établie, et tellement confirmée par les faits, surtout après le début de la campagne de l'Est, qu'en août 1941, le sujet était déjà clos entre les deux hommes. Raeder avait conclu que, puisqu'on ne pouvait rien faire, il était tout aussi bien de ne plus en parler. À partir d'août 1941, et jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis, l'Afrique du Nord-Ouest ne fut plus abordée.

Après Pearl Harbor, Raeder fit sienne l'opinion selon laquelle le danger dans cette zone n'était plus imminent. « Les États-Unis, » déclara-t-il le 12 décembre 1941, « vont devoir concentrer toutes leurs forces dans le Pacifique durant les quelques mois à venir ; la Grande-Bretagne ne voudra prendre aucun risque ; il est hautement improbable que les capacités de transport disponibles servent à des tâches d'occupation. » Hitler, en revanche, comme on le constate dans le compte rendu de cette réunion, soupçonnait que les Alliés allaient « prendre des mesures dans un avenir proche pour occuper les Açores, les Canaries et peut-être même attaquer Dakar, » en préparation d'une invasion de l'Afrique du Nord-Ouest.

Au cours des six mois qui suivirent, les préoccupations de Hitler à ce sujet furent subordonnées à la considération des périls

plus graves — à ses yeux — pesant sur la Norvège ; mais elles restèrent manifestement plus importantes que celles de Raeder. Le 15 juin 1942, ce fut Hitler qui évoqua une nouvelle fois le sujet, resté jusqu'alors en sommeil. Il proposa subitement qu'un groupe d'U-boots fût tenu en état d'alerte permanente pour parer à toute tentative alliée d'agir aux Açores, à Madère ou au Cap-Vert ; car il continuait d'entretenir l'idée fausse que, comme l'Allemagne serait contrainte de s'emparer de ces îles avant de capturer Gibraltar, les États-Unis et la Grande-Bretagne seraient dans l'incapacité d'attaquer le continent africain sans commencer par s'emparer des îles de l'Atlantique. Lorsque Raeder objecta que « nous n'avons pas les moyens de détourner un nombre considérable d'U-boots pour une tâche de cette nature, » Hitler abandonna sa proposition. Cet incident ne put en rien alléger le défaitisme qui caractérisait déjà son point de vue concernant le péril d'une attaque contre l'Afrique du Nord-Ouest. Et paradoxalement, ses préoccupations apparemment plus vives concernant la Norvège résultaient en grande partie du fait qu'il pouvait agir pour contrer ce péril-là. Il ne pouvait rien faire à ce moment pour défendre l'Afrique du Nord-Ouest ; et il le savait.

Raeder s'était toujours opposé à ce point de vue. Le 12 décembre 1941 encore, bien qu'il fût convaincu qu'une action ennemie n'était plus imminente, il avait plaidé pour la prise de Dakar, « qui serait utile pour la bataille de l'Atlantique, » et annoncé que « l'État-major naval, à présent et comme toujours, est favorable à la consolidation de la position française en Afrique du Nord-Ouest. » Mais ces propositions, tout à fait sensées jusqu'à l'attaque de la Russie, perdirent tout lien avec la réalité après l'échec à vaincre la Russie au cours d'une campagne rapide, et assurément après l'entrée des États-Unis en guerre. Il finit par le comprendre de lui-même, en temps voulu. Il prit l'initiative d'évoquer le sujet de nouveau le 26 août 1942. Il rappela à Hitler que la capture de Gibraltar « reste l'objectif le plus désirable, » mais ajouta : « pour l'avenir. » Chose plus importante encore, bien qu'« il continuât d'envisager

une possible tentative anglo-saxonne d'occuper l'Afrique du Nord-Ouest, et de prendre pied avec l'aide des Français, comme un péril considérable pour l'ensemble de l'effort de guerre allemand, » il sous-entendait que lui, à l'instar de Hitler, avait fini par conclure qu'aucune action ne pouvait être menée pour l'empêcher.

Car il parlait des conséquences d'un débarquement allié réussi, et anticipait que les Alliés se retourneraient ensuite contre l'Italie et détruiraient la position allemande en Afrique du Nord-Est ; mais son unique recommandation était que « l'Allemagne doit conserver une position forte en Méditerranée, doit par-dessus tout maintenir une domination indiscutable sur la Crète, et n'a pas les moyens de renoncer au Pirée ni à Salonique. » S'il y avait quelque chose à comprendre, c'était que Raeder acceptait l'inéluctabilité d'une occupation alliée de l'Afrique du Nord-Ouest, de la perte de l'Afrique du Nord par l'Allemagne, et peut-être de la défaite de l'Italie. Et Hitler était du même avis que lui. Il « ne dissimula pas son mécontentement vis-à-vis des Italiens, » et n'avait aucune intention d'abandonner la Crète « pour le moment. »

L'occupation alliée de l'Afrique du Nord-Ouest, dont Hitler et Raeder ne discutèrent plus jamais, que tous deux étaient parvenus à considérer comme inéluctable, commença le 8 novembre 1942, et ne fit pratiquement l'objet d'aucune opposition. Combinée à l'offensive finale du désert occidental, qui atteignit Benghazi le 22 novembre, elle réduisit à la seule Tunisie le point d'appui allemand en Afrique du Nord, et finit avec le temps par produire la défaite totale des armées allemandes et italiennes dans cette région.

Chapitre 11

Janvier 1943 — la fin de la flotte de surface allemande

I

L'année 1942, qui s'était ouverte sur l'ordre de Hitler de concentrer la flotte de surface en Norvège, se termina sur un événement qui l'amena à ordonner son démantèlement immédiat. D'autres transitions plus graves se produisirent durant cette année, qui vit ce renversement du cours de la guerre. L'offensive japonaise chancela et fut bloquée ; Rommel fut lui aussi arrêté et fut repoussé d'El Alamein ; les Alliés commencèrent leur série d'offensives majeures avec les débarquements en Afrique du Nord-Ouest ; les U-boats atteignirent et franchirent leur apogée, entamant un déclin dont ils ne se remirent jamais. Mais rien n'illustre aussi bien le changement qui était en cours que la question relativement insignifiante de la flotte allemande ; car cette question projette une lumière plus vive sur l'état d'esprit de Hitler que ces évolutions plus importantes.

La flotte de surface allemande, si réduite au début de la guerre, était restée hors du champ d'attention de Hitler durant les deux

premières années de guerre. Jusqu'à ce qu'il développât ses craintes pour la Norvège à l'automne 1941, il avait laissé à Raeder les mains libres pour faire le meilleur usage des rares navires à sa disposition ; et Raeder en avait fait bon usage. La fin de chantier des rares navires en construction fut souvent retardée ; certaines remarques de Hitler avaient suggéré qu'en cas de crise, son attitude envers la flotte de surface serait hostile. Le 16 septembre 1939, il avait reconnu que « *Le Bismarck*, le *Tirpitz* et les deux croiseurs lourds ne vont guère peser. » Le 10 octobre 1939, il s'était demandé s'il était « véritablement nécessaire » de terminer le *Graf Zeppelin*, le seul porte-avions allemand. Mais les retards de fin de chantier des navires prévus ne constituèrent jamais de pomme de discorde, et la flotte n'eut à pâtir d'aucune crise jusqu'à la fin 1942. Après la perte du *Graf Spee* en 1939, Hitler avait certes quelque peu grommelé. Après celle du *Bismarck* le 27 mai 1941, il eut la même réaction, se demandant le 6 juin pourquoi le navire « ne s'appuyait pas sur sa puissance de combat pour attaquer le *Prince of Wales* afin de le détruire après l'envoi par le fond du *Hood*. » Pourtant, bien que Raeder lui-même, après la perte du *Bismarck* reconnût que « l'efficacité des navires de surface est limitée par leur faible nombre, » Hitler approuva Raeder lorsque celui-ci réaffirma la doctrine classique et son intention de continuer de s'y tenir malgré l'exemple du *Bismarck*. Malgré leur faible nombre, affirma Raeder ce jour-là, les navires de surface

mènent une guerre offensive décisive contre les navires marchands, ce qui constitue la seule manière de conquérir la Grande-Bretagne. . . Il est possible qu'ils se fassent peu à peu détruire. Mais cette possibilité ne doit pas empêcher la poursuite des opérations des navires de surface. . . Le fait qu'ils opèrent, ou même la seule possibilité de leur apparition en Atlantique, soutient fortement la guerre sous-marine. Les Britanniques sont contraints d'engager des moyens puissants à la défense de leurs convois. Si ces forces étaient libres, elles pourraient opérer en d'autres lieux, et y produire des effets perturbateurs. . . Les Britanniques seraient également en mesure de renforcer leurs défenses anti-U-boats aux dépens des forces d'escorte de la flotte. Ces raisons imposent d'ur-

gence le maintien et les opérations de la petite flotte de surface allemande.

Hitler était d'accord avec ces idées ; il alla même plus loin, ordonnant que le croiseur *Seydlitz* ainsi que le porte-avions *Graf Zepelin*, deux navires non achevés dont l'avenir était depuis quelque temps incertain, fussent terminés une fois la Russie vaincue.

II

Moins de deux mois plus tard, il commença à s'inquiéter sérieusement de la défense de la Norvège. L'année 1942 commencée, après l'entrée en guerre des États-Unis, Raeder continua d'affirmer que « fondamentalement, l'idée d'utiliser ces navires pour mener la guerre contre la flotte marchande en Atlantique est bonne, » mais son avis ne fut pas suivi. Les croiseurs de bataille reçurent l'ordre de traverser la Manche pour assurer la défense de la Norvège ; tous les autres navires lourds disponibles furent dépêchés dans la zone de la Norvège ; et en dehors d'attaques lancées depuis la Norvège contre les convois à destination du Nord de la Russie, la flotte de surface allemande n'opéra plus jamais.

Ces craintes pour la Norvège ne furent pas la seule raison de cette limitation imposée à l'usage des navires de surface. Dès le 13 novembre 1941, en lien avec le déplacement du *Tirpitz* vers Trondhjem, Raeder avait reconnu qu'en faisant abstraction de la nécessité de sa présence en Norvège, le navire n'aurait pu être envoyé en Atlantique, comme précédemment prévu, « en raison de la situation générale du carburant et de la situation de l'ennemi. » La situation de l'ennemi, après la perte du *Bismarck*, parle d'elle-même, même si Raeder avait par le passé été enclin à accepter le risque accru. Cependant, le sujet du carburant avait évolué jusqu'à un stade dont il ne pouvait pas faire fi. Le blocus commençait à produire ses effets.

Le 13 novembre 1941, il calcula qu'avec un stock établi à 380 000 tonnes, les approvisionnements mensuels à venir de 57 000 tonnes

allaient présenter un déficit de 34 000 tonnes mensuelles pour assurer des opérations normales ; et la situation était pire encore que ne le suggèrent ces nombres, car l'Allemagne devait également répondre aux besoins de la marine italienne. Il annonça en même temps que « compte tenu de la situation très difficile en matière de carburant, » l'État-major naval avait décidé que, même si le *Scharnhorst* et le *Gneisenau* partaient pour l'Atlantique au lieu de rentrer au port en passant par la Manche, « aucune opération longue contre des navires marchands ne doit être entreprise. » Un mois plus tard, la situation des carburants avait encore empiré ; selon Raeder, le 12 décembre 1941, elle était « très critique ¹. » Non seulement les demandes de la Marine avaient-elles fait l'objet de coupes de 50 %, provoquant « une limitation intolérable de la mobilité de nos navires, » mais les demandes italiennes de carburant issu des stocks allemands avaient augmenté, et les exportations de Roumanie vers l'Allemagne et l'Italie s'étaient taries pour des raisons financières.

En 1942, le problème de carburant empira encore. Le 1^{er} avril, les stocks de la marine allemande étaient descendus au niveau de 150 000 tonnes, un nombre qu'il convient de comparer au fait que 20 000 tonnes avaient été consommées dans le déplacement du groupe de Brest en passant par la Manche et celui de l'*Eugen* en Norvège. Les livraisons en provenance de Roumanie avaient repris ; mais elles n'étaient que de 8 000 tonnes, loin de leur niveau antérieur de 460 000 tonnes ; et ces livraisons avaient été promises à l'Italie dans leur intégralité. La dotation totale aux marines allemande et italienne, dont les besoins avaient été calculés à 100 000 tonnes chacune en novembre 1941, fut revue à la baisse en avril 1942 de 97 000 à 61 000 tonnes. Le 15 juin, Raeder fut contraint de demander qu'on cessât les livraisons de carburant à l'Italie ; et Hitler accepta cette demande. Mais les nécessité absolue contraignit

1. Le diesel, utilisé par les U-boots et les cuirassés de poche, n'était pas encore en situation de pénurie.

au transfert de quantités accrues de carburant pour les opérations en Méditerranée durant l'année. Le 19 novembre, même les mouvements en Arctique des navires allemands basés en Norvège furent bridés par le manque de carburant. Le 22 décembre, on ne ravitaillait plus les navires qu'au jour le jour, et Raeder, dans l'attente de nouvelles demandes importantes de la part de l'Italie, avertit que la situation allait encore empirer.

Ainsi, même si la flotte de surface n'avait pas été immobilisée en Norvège, ses opérations contre les routes commerciales auraient été strictement limitées, indépendamment même de l'accroissement des risques induit par l'entrée en guerre des États-Unis.

Qui plus est, dans une autre direction, les craintes de Hitler au sujet de la Norvège accrurent son intérêt pour la flotte de surface et l'amènèrent à souscrire aux idées favorables à la flotte et proches des aspirations de Raeder. Le 13 novembre 1941, Raeder continuait d'entretenir des doutes concernant la poursuite des travaux de construction du porte-avions *Graf Zeppelin*, car il pensait qu'aucun avion apte à y opérer ne serait disponible avant la fin 1944, et ce même en établissant les hypothèses les plus favorables. Mais Hitler tenait à ce que le chantier fût poursuivi et restait convaincu que l'aviation pourrait mettre ces avions à disposition à une date plus proche. Le 12 mars 1942, Raeder demanda l'accélération de ces travaux, ainsi que de nouveaux renforts d'aviation en Norvège. Une récente sortie du *Tirpitz* contre un convoi en Arctique, au cours de laquelle le navire n'avait échappé que de justesse aux torpilles lancées par des avions embarqués, l'avait convaincu de la faiblesse de ses forces par rapport à celles de la flotte britannique, et en particulier du péril constitué par les porte-avions ennemis, ainsi que du besoin d'un soutien aérien, issu de porte-avions ou côtier, pour la réussite des opérations allemandes et de la défense de la Norvège. Hitler était parvenu à la même conclusion ; il ordonna qu'un meilleur soutien aérien fût mis à disposition de la flotte ; il pensait également que le porte-avions constituait une nécessité urgente. Mais le 13 avril, il apparut clairement que celui-ci ne pourrait être

apte à opérer qu'à l'hiver 1943 au plus tôt, et le 13 mai, il décida donc de la transformation immédiate de quatre grands navires de commerce en porte-avions auxiliaires. « Le Führer considère qu'il est absolument hors de question que des forces de surface plus importantes opèrent sans protection aérienne. » On envisagea également la conversion du *Seydlitz*, mais Raeder se prononça contre cette idée après étude.

III

Bien entendu, les préoccupations de Hitler ne portaient pas sur la flotte, mais sur la Norvège et l'incapacité de la flotte à la défendre. Ses craintes pour la Norvège persistèrent durant l'année 1942, perdant peut-être en intensité avec le temps ; sa conviction que les navires se révéleraient incapables de réaliser leur mission principale, la défense de la Norvège contre une invasion, avait crû depuis la sortie du *Tirpitz*, surtout en raison du fait qu'il n'était pas possible de préparer les navires convertis en porte-avions avant une année. C'est donc dans ce contexte que l'incident suivant se produisit. Le 31 décembre 1942, le *Hipper*, le *Lützow* et six destroyers, lors de leur attaque d'un convoi à destination de la Russie, furent mis en échec par les forces d'escorte du HMS *Onslow* et quittèrent l'engagement rapidement après la perte de l'un des destroyers. Cette nouvelle fut d'autant plus dommageable que par suite d'une rupture des communications allemandes, Hitler en eut d'abord connaissance du fait de sa diffusion sur les ondes britanniques. Les navires allemands avaient reçu l'ordre d'éviter toute action d'envergure ; mais Hitler pensait que ses soupçons concernant les capacités de combat de la flotte et sa capacité de défense de la Norvège s'en trouvaient confirmés. Sa colère fut immense.

Le 6 janvier 1943, lors de sa réunion suivante avec Raeder, il parla, selon le compte rendu de Raeder, « durant une heure et demie du rôle des marines prussienne et allemande depuis qu'elles

existent. » « La flotte de haute mer, » déclara-t-il, « n'a apporté aucune contribution notable durant la Grande Guerre. On s'est habitué à le reprocher au Kaiser... mais la raison véritable en fut que la marine manquait d'hommes d'action... La révolution et [le sabordage de la flotte à Scapa Flow](#) ne redorent pas le blason de la marine allemande. » L'incident récent montrait que les choses n'avaient en rien changé; et il avait décidé qu'« au vu de la gravité de la situation actuelle,... nous ne pouvons pas permettre que nos grands navires restent au mouillage sans rien faire pendant des mois... En cas d'invasion de la Norvège, notre aviation présenterait une plus grande valeur à attaquer une flotte d'invasion que si elle était obligée de protéger notre propre flotte. La flotte ne présenterait pas une grande utilité pour empêcher l'ennemi d'établir une tête de pont. » Et, comme il ne voulait pas « supprimer une unité qui aurait conservé toute son utilité, » il ne fallait pas considérer comme « une humiliation qu'il décide de destiner les grands navires à la ferraille. »

Il fut demandé à Raeder d'enquêter sans délai sur les questions suivantes. Fallait-il maintenir les ordres de conversion des porte-avions auxiliaires déjà commandés? Les cuirassés de poche *Lützow* et *Scheer* pouvaient-ils être convertis en porte-avions? Dans quel ordre fallait-il désarmer les autres grands navires? Le programme d'U-boots pouvait-il être étendu et accéléré si l'on éliminait les grands navires? « Les U-boots constituent la branche la plus importante de la dernière guerre et doivent être considérés comme tout aussi importants de nos jours. » « Les commentaires du commandant en chef présenteront une valeur historique. Le Führer examinera le document avec attention. »

Le compte rendu de Raeder indique qu'il « n'eut guère d'occasion d'apporter ses commentaires »; mais son impression finale de l'entretien fut que Hitler, bien qu'il eût décrit sa décision comme définitive, pourrait revenir sur son idée si on lui présentait des arguments sensés. Lorsque Raeder revint vers lui avec son mémorandum, il découvrit qu'il s'était trompé sur ce point; ses arguments

écrits favorables au maintien de la flotte furent lettre morte. Par conséquent, le 30 janvier 1943, il démissionna du poste de commandant qu'il avait occupé depuis 1928, et ce fut l'amiral Dönitz qui lui succéda.

Dönitz, champion de l'U-boot, s'attela sur-le-champ à la mise en œuvre de la décision de Hitler concernant les navires de surface, malgré le fait que lui aussi considérât la décision de Hitler comme trop draconienne. Le 26 février 1943, il persuada un Führer très réticent d'autoriser que fussent conservés le *Tirpitz*, le *Scharnhorst* et le *Lützow* comme force de frappe contre les convois alliés à destination du Nord de la Russie. Mais à ces exceptions près, les plans furent établis et bientôt suivis d'effet ; les navires de surface furent désarmés ou transformés en navires d'entraînement pour les équipages d'U-boots.

IV

Cet incident ne fut pas important en soi ni par ses conséquences. Les événements avaient déjà rendu dérisoire la valeur de la flotte de surface allemande ; si elle avait continué d'exister, elle n'aurait, à l'instar des quelques éléments qui en restèrent dans les eaux du Nord, pas servi à grand-chose. Les événements étaient déjà allés trop loin pour que les conseils de Raeder, eussent-ils été entendus, fussent d'une quelconque utilité. Mais l'incident éclaire l'état d'esprit de Hitler début 1943, et est important à ce titre.

S'il ne manquait pas de tempêter, surtout en public et face à des auditoires nombreux, il n'avait jamais perdu la tête au cours des conférences tenues avec son commandant en chef. Jamais jusqu'alors, si l'on s'en tient aux comptes rendus de ces conférences, il n'avait connu d'accès de rage lors de ces réunions, ni n'y avait tenu d'exposés historiques douteux. Jusqu'alors, s'il n'avait souvent pas été disposé à suivre les conseils de Raeder, il les avait malgré tout

toujours écoutés. La violence de la réunion du 6 janvier 1943 est remarquable comparée aux comptes rendus antérieurs.

Ce contraste n'est pas difficile à expliquer. À sa manière, cette flambée fut une manière caractéristique et tardive de sa part de reconnaître qu'il avait eu tort d'anticiper des débarquements alliés en Norvège. Les débarquements en Afrique du Nord-Ouest, ainsi que la menace qui s'ensuivit pour l'Italie et le front du Sud, n'avaient laissé aucun doute à cet égard ; et s'il avait un certain temps refusé d'admettre son erreur, et s'il continuait de ne pas l'admettre ouvertement, l'erreur était fin 1942 devenue tellement évidente qu'il pouvait désormais prendre sa revanche sur la flotte, qui n'était plus nécessaire à la défense de la Norvège. Mais il avait également commis de graves erreurs de calcul ailleurs, et plus généralement, cette action fut le point culminant d'une série de déceptions réparties sur de nombreux mois, et de leur effet sur sa santé et sur son tempérament.

Il avait mené la guerre depuis plus de trois ans ; depuis qu'il avait pris le commandement de l'armée le 19 décembre 1941², il l'avait menée seul, vivant presque en reclus, mais ressentant en même temps qu'il devait agir de plus en plus dans la sphère des opérations, par opposition à la sphère stratégique, et dans le détail de la gestion courante. Mais ses efforts accentués et son intervention accrue n'avaient rien changé. Au cours de l'année écoulée, c'était presque contre le monde entier qu'il s'était battu ; depuis l'été précédent, au moins, l'adversité s'était déchaînée sans relâche ; et depuis l'automne, la marée s'était indéniablement inversée sur tous les fronts. Les offensives japonaises avaient brûlé leurs dernières cartouches. Rommel était en retraite. Malte triomphait, les Alliés étaient en Afrique du Nord-Ouest. Les U-boots avaient lancé leur grande offensive et commencé à échouer. En Russie, non seulement

2. À cette date, la démission du maréchal von Brauchitsch est rendue publique. Hitler assume le commandement suprême de l'armée et prend le commandement du front de l'Est, NdT

l'ennemi se battait-il encore après un second été ; les Allemands se trouvaient immobilisés à Stalingrad depuis le mois d'août, l'offensive allemande dans le Caucase avait été arrêtée en septembre, et le 19 novembre, la grande offensive russe avait été déclenchée, qui avait contraint les armées allemandes à fuir le Caucase à la fin décembre. Elle détruisait désormais les forces allemandes à Stalingrad, et — malgré la promesse publique que Stalingrad serait prise — progressait clairement vers la reddition finale de la ville le 31 janvier. Et elle allait ensuite se poursuivre encore six semaines jusqu'au [Don](#) et à l'Ukraine.

La flotte allemande paya tous ces revers — en particulier celui de Stalingrad — et leurs effets combinés sur l'état d'esprit de Hitler, ainsi que ses erreurs de calcul concernant la menace pesant sur la Norvège. À la fin 1942, l'homme était une véritable épave, physiquement et nerveusement ; les premiers signes de son délabrement physique apparurent début 1943³ ; et si cette dégradation découlait de la surcharge de travail et de la tension nerveuse, inévitables au vu de la durée de la guerre et des méthodes qu'il employait à la mener, il ne fait aucun doute qu'au cours des derniers mois écoulés, le processus s'était accéléré, parce qu'il voyait face à lui l'amère certitude de la défaite. Il pouvait refuser de l'admettre, mais après l'automne 1942, il savait que la guerre était perdue.

Même les annonces d'intentions futures qu'il prononçait parfois révèlent le déclin de ses espérances, et témoignent de la rapidité de ce déclin à partir de cette période. Ses ambitions avaient été revues à la baisse dès l'entrée en guerre des États-Unis. L'objectif de la victoire totale avait été abandonné ; une impasse et un compromis avec les puissances occidentales étaient devenus le mieux qu'il pût espérer. Mais durant quelques mois, il avait cru possible de parvenir à un tel règlement ; et il lui fallait, comme condition préalable à celui-ci, obtenir la défaite de la Russie. Le 26 août 1942, Raeder et lui convinrent que

3. H.R. Trevor-Roper, *The Last Days of Hitler*, pp. 61-77.

la situation de la guerre continue d'être dominée par la nécessité urgente de vaincre la Russie et ainsi créer un *Lebensraum* qui ne soit pas soumis au blocus et qui soit facile à défendre. Nous pourrions alors continuer de nous battre pendant des années. La lutte contre les puissances maritimes anglo-saxonnes décidera de la durée et de la conclusion de la guerre, et pourrait amener l'Angleterre et les États-Unis à discuter un règlement de paix... Une fois la Russie vaincue, nous devront encore mener la lutte navale contre les Anglo-Saxons à son terme, comme seul moyen de les amener à la table des négociations.

Le 19 novembre encore, dans ce même cadre, Hitler continuait d'envisager des offensives futures.

Il désire que des mesures soient prises contre le trafic maritime ennemi à destination de l'Égypte et du Moyen-Orient passant par le Cap, afin de soulager la pression qui pèse sur nos troupes en Afrique et de faciliter une avancée à venir au Proche-Orient... ; le Führer veut également que l'on construise des U-boats de transport car, depuis la prise de l'Islande par les Étatsuniens, il a réactivé l'idée d'une invasion subite et de l'établissement d'une base aérienne là-bas.

Mais ce fut la dernière fois qu'il parla de projets de ce type. Avec le lancement de l'offensive russe, le front Est changea de physionomie. Les Russes savaient, après la bataille de Stalingrad, qu'ils avaient remporté la lutte pour la survie, et que la lutte de libération commençait ; et Hitler, qui avait jusqu'alors maintenu obstinément que les Russes étaient à bout de souffle, devait également en être conscient. Il avait déjà commencé à envisager, avec beaucoup de réticence et sans espoir de succès, des négociations de paix avec le gouvernement soviétique, que Ribbentrop et d'autres lui avaient soumis avec insistance depuis quelque temps déjà⁴, et qui furent de fait ouvertes début 1943, mais pour échouer à la mi-année⁵. Et si cela indique qu'il avait abandonné tout espoir d'une défaite militaire russe, et qu'il en était arrivé à comprendre que, sans un

4. *Proceedings*, Partie 10, pp. 201-202, et Maxime Mourin, *Les Tentatives de Paix, 1939-1945*, pp. 140-144.

5. Rebecca West, *The Meaning of Treason*, pp. 158-159.

règlement avec la Russie, il ne pourrait parvenir à une impasse avec les puissances occidentales, on parla également beaucoup de pourparlers de paix désespérés avec l'Occident à cette même période⁶. Mais la dégradation rapide de la situation sur les autres fronts constituait également un avertissement : ce dernier recours pourrait rapidement être anéanti. Et il avait déjà conclu, comme il l'expliqua à Raeder le 22 décembre 1942, qu'« il devait pour commencer empêcher un effondrement sur tout front où l'ennemi pourrait significativement nuire au territoire national. »

Par cette remarque du 22 décembre 1942, il définit ce qui devint de fait son seul objectif, du début de 1943 à la fin de la guerre. Défendre la Forteresse Allemagne face à des perspectives de plus en plus sombres ; refuser la retraite sur tout front jusqu'à ce qu'elle devînt inéluctable, comme seule méthode de défense de l'Allemagne ; prolonger la lutte aussi longtemps que possible, même une fois brisées les défenses de l'Allemagne — telles étaient les seules pensées qui l'animaient. Il n'avait aucune autre stratégie. Aucun plan pour l'avenir ne le soutenait dans cette direction ; uniquement l'espoir que la Russie et l'Occident allaient se brouiller, que les vieux U-boots retrouveraient la suprématie qu'ils avaient perdue à la fin 1942, que l'introduction du nouveau type d'U-boot pourrait sauver la situation, ou que de nouvelles armes pourraient encore éviter la défaite.

6. Mourin, pp. 144-147

Chapitre 12

La stratégie de Hitler dans la défaite

I

L'équilibre des forces était alors tellement défavorable à l'Allemagne que ces espoirs se révélèrent vains, et que la politique de Hitler ne produisit qu'une alternance continue entre retards et nouvelles défaites pour toute la suite de la guerre.

Il pouvait insister sur l'idée que [la Tunisie](#), comme il le déclara le 19 novembre 1942, était un « point clé décisif » ; il pouvait se décider à la tenir à tout prix ; il pouvait la renforcer de manière si efficace que le 6 janvier 1943, le général [Eisenhower](#) fit savoir aux chefs d'État-major alliés qu'« à moins que ce renfort puisse être concrètement et immédiatement réduit, la situation, aussi bien sur ce terrain que sur celui qu'occupe la Huitième Armée, va sans doute se dégrader. » Mais, malgré toutes les apparences d'un succès proche, la bataille pour la Tunisie ne pouvait être pour l'Allemagne au mieux qu'une action d'arrière-garde, et chacun l'avait compris dès le départ. La décision de continuer le combat en Afrique du Nord

fut prise, comme l'exprima Raeder le 19 novembre 1942, « parce que la présence de l'Axe en Tunisie contraignait l'ennemi à utiliser des forces considérables ; elle empêche le succès ennemi car la traversée de la Méditerranée lui est refusée. »

En mars 1943, la situation des approvisionnements allemands en Tunisie était devenue désespérée ; et si ce fait, qui conduisit à l'effondrement final de l'Axe en Afrique du Nord le 7 mai, découla de la position stratégique très supérieure des Alliés, elle résultait également de l'échec continu des U-boots en Atlantique. « La conquête de la Tunisie par l'ennemi, » déclara Hitler le 14 mars 1943, « outre qu'elle amène à la perte de l'Italie, signifierait que celui-ci économiserait 4 à 5 millions de tonnes de transport en mer, si bien qu'il faudrait 4 à 5 mois aux U-boots pour la compenser. » Cette affirmation ne faisait pas que confirmer la nature défensive d'arrière-garde de son objectif dans la tenue de la Tunisie ; elle exagérait en plus les succès remportés par les U-boots. Les pertes alliées provoquées par des attaques de U-boots avaient chuté à 336 000 tonnes en décembre 1942, à 200 000 tonnes en janvier 1943 ; et bien que ce chiffre remontât, sur la fin de l'hiver, jusqu'à 627 000 tonnes en mars, les mois d'avril et mai 1943 se distinguèrent comme la période au cours de laquelle l'offensive, dans la bataille de l'Atlantique, passa finalement aux mains des Alliés. Car il y eut une nouvelle chute du tonnage détruit, et le nombre d'U-boots coulés, qui était resté si élevé que Dönitz — le successeur de Raeder — fut contraint le 8 février 1943 de l'imputer non seulement à la suprématie aérienne alliée, mais aussi à des trahisons, continuait d'augmenter. En mai, avec un nombre de 45, il devint insoutenable, et conduisit au retrait total, annoncé comme temporaire, des U-boots de l'Atlantique Nord à la fin du mois.

Dönitz, à l'instar de Raeder avant lui, avait fait son possible au cours des mois précédents pour empêcher cette évolution, exhortant à ce qu'on amenât l'aviation allemande à coopérer avec les U-boots, présentant les projets d'un programme de construction d'U-boots encore plus important, portant la production à 27 à 30

vaisseaux par mois, et menant des expériences sur de nouvelles torpilles acoustiques. Mais l'aviation n'était pas disponible ; le consentement de Hitler à l'augmentation des affectations de main-d'œuvre et de matériel n'eut guère d'effet au vu des pénuries chroniques qui grevaient ces domaines ; et les nouvelles torpilles n'étaient pas en production lorsque la crise survint, en mai. Qui plus est, après l'événement, Dönitz fut contraint de reconnaître qu'il avait été mis en échec par deux nouveaux facteurs qui n'avaient pas été pris en compte, et auxquels il n'avait aucune réponse à apporter. Le premier, « le facteur principal, » affirma-t-il le 31 mai 1943, était « l'utilisation d'un nouveau dispositif de localisation par les navires et avions alliés. » L'autre, qu'il avait déjà exposé le 14 mai, était que conjointement avec les nouveaux radars, les Alliés avaient entamé en avril une série d'offensives dans le golfe de Gascogne. Ces offensives connaissaient un tel succès que la seule voie de sortie pour les U-boots avait été réduite à un passage étroit, proche des côtes espagnoles, qui demandait dix jours de navigation.

Telles furent les deux raisons invoquées pour justifier sa décision de retirer complètement les U-boots de l'Atlantique Nord, mais lors de la réunion du 31 mai, organisée spécifiquement pour discuter de la situation des U-boots, Hitler montra clairement qu'il n'appréciait pas cette décision. Durant la réunion, il interrompit son commandant en chef pour s'exclamer qu'« aucun répit ne peut être toléré dans la guerre sous-marine. L'Atlantique constitue ma première ligne de défense à l'Ouest. Même si je dois y mener une bataille défensive, cela reste préférable à attendre pour me défendre sur les côtes européennes. Je n'ai pas les moyens de laisser circuler librement les forces ennemies en cessant la guerre sous-marine. » Dönitz se montra aussi optimiste que possible sur l'idée que des contre-mesures seraient trouvées ; mais il insista également sur la différence entre une guerre défensive et des pertes insoutenables. Sa décision fut donc maintenue, et ce fut un Hitler pensif qui, à la fin de la réunion, signa non seulement un ordre d'accroissement du programme de construction d'U-boots — qu'il avait refusé de

valider depuis sa première présentation en avril — mais porta l'objectif déclaré de 30 à 40 unités par mois. Il exprima également ses craintes à l'idée que « le nouveau dispositif de détection ennemi pourrait mettre en jeu des principes qui nous sont inconnus. »

Le premier effet important de la chute de la Tunisie, l'ouverture de la Méditerranée au trafic maritime direct, prit effet avant la fin mai ; et ce changement, ne fût-ce qu'indirectement, en levant les pressions qui existaient sur la navigation alliée, conduisit à une nouvelle dégradation des possibilités allemandes dans la bataille de l'Atlantique. Mais la guerre maritime ne figurait déjà plus parmi les craintes principales entretenues par Hitler, car avec la chute de la Tunisie, le front Sud de l'Europe se trouvait immédiatement menacé. Il était évident que cela allait être le cas depuis les débarquements alliés en Afrique du Nord-Ouest ; le 19 novembre 1942, quelques jours après ces débarquements, Raeder avait conclu que les Alliés disposaient de navires et de troupes en nombres suffisants pour entreprendre une vaste offensive passant par la Méditerranée une fois l'Afrique du Nord sous leur contrôle, et que cela constituerait leur avancée suivante. Mais il avait jusqu'alors été impossible de se préparer à contrer ces opérations. L'effort visant à tenir la Tunisie avait monopolisé toutes les ressources à disposition de l'Allemagne ; l'absence de renseignements appropriés en Allemagne faisait qu'on ne savait pas où frapperait l'attaque suivante.

Le 19 novembre 1942, Hitler et Raeder avaient pensé que les Balkans, en passant par la mer Égée, seraient la direction la plus probable ; le 22 décembre 1942, Raeder avait présenté une attaque sur la péninsule ibérique comme tout aussi probable ; et ce ne fut qu'en mai, alors que la Tunisie était sur le point de tomber, qu'une poussée des Alliés sur l'Italie fut tenue comme prochaine étape certaine. Même ainsi, on ne savait pas si l'attaque arriverait par la Sicile ou la Sardaigne. Le 13 mai, lorsque Dönitz se rendit à Rome, il découvrit que le commandement naval italien pensait que le péril principal concernait la Sardaigne, que Mussolini pensait qu'il pesait sur la Sicile, et que Kesselring était d'accord avec Musso-

lini. Lorsqu'il rentra en Allemagne le lendemain pour rencontrer Hitler, il découvrit que Hitler considérait comme fiable un ordre allié fabriqué qui avait récemment été « capturé. » Il n'était pas « d'accord avec le Duce pour dire que le point d'invasion le plus probable est la Sicile ; il pense que l'ordre anglo-saxon découvert confirme l'hypothèse selon laquelle les attaques planifiées cibleront la Sardaigne et le Péloponnèse. »

Si ces incertitudes compliquaient le problème de la défense allemande, l'épuisement des ressources allemandes écartait la contre-attaque comme moyen de défense possible. En partie pour cette raison, et en partie pour contrer les difficultés auxquelles étaient confrontés les U-boots, surtout dans le golfe de Gascogne, l'État-major naval allemand avait tenté, depuis quelque temps, de relancer l'ancien plan d'occupation de l'Espagne et de capture de Gibraltar, avec si possible la complicité de l'Espagne, mais sans elle si nécessaire. Le 22 décembre 1942, avant de démissionner, Raeder avait affirmé que, pour ces deux raisons, il était « d'une importance stratégique capitale de s'emparer de la péninsule ibérique... même si cette action devait impliquer d'importants sacrifices économiques pour le reste de l'Europe continentale. » À ce stade, Hitler avait été enclin à envisager ce projet ; il « compte entrer en négociations avec l'Espagne et se préparer à une occupation. » Et l'État-major naval, même après le limogeage de Raeder, n'avait pas laissé mourir ce projet. Le 11 avril 1943, Dönitz présenta à Hitler un mémorandum exposant les avantages, tant pour la guerre sous-marine que pour la défense du front Sud, d'une occupation de l'Espagne et du Portugal, et renomma le projet « Gisela. »

Le 13 mai, à Rome, il découvrit que Kesselring pensait également qu'une attaque allemande contre la péninsule ibérique « était la meilleure manière de soulager la situation en Méditerranée. » Aussi, le 14 mai, lors de sa réunion avec Hitler, il insista plus fermement que jamais sur sa conclusion : « cette attaque sur le flanc de l'offensive anglo-saxonne » constituerait « la meilleure solution stratégique, » car elle apporterait un changement radical en Mé-

diterranée et rétablirait une base plus sensée pour la guerre sous-marine.

Mais le mémorandum du 11 avril de Dönitz avait déjà reconnu que l'on ne pourrait mener à bien « Gisela » qu'avec le consentement de l'Espagne, que celui-ci apparaissait comme improbable, et que l'opération allait « en tout cas fortement empirer le problème d'approvisionnements » ; et il ne dut pas être surpris que Hitler rejetât la proposition d'un revers de main :

Nous ne sommes pas capables [de mener] une opération de cette nature. Sans le consentement des Espagnols, c'est hors de question. . . Ils forment le seul peuple latin coriace, et lanceraient une guérilla sur nos arrières. En 1940, on aurait pu imaginer obtenir le consentement de l'Espagne si l'attaque italienne contre la Grèce ne l'avait pas choquée. C'est désormais impossible. . . L'Axe doit accepter d'avoir l'Italie sur les bras.

Il s'agissait d'un fait considérable. Sur le front Sud, les ressources de l'Allemagne étaient limitées par ses engagements sur les autres théâtres ; celles de l'Italie étaient inexistantes, alors qu'elle n'avait pas cette excuse ; et, tout comme l'état des engagements de l'Allemagne excluait une contre-attaque en passant par l'Espagne, ils rendaient impossibles, en combinaison avec le poids mort de l'Italie, d'envisager la moindre défense contre l'attaque alliée à venir, sauf directement sur les plages de l'île que les Alliés désigneraient comme tremplin. Dönitz comprit ce fait le 13 mai, durant son séjour à Rome. « Nos forces combinées, » déclara-t-il au haut commandement italien ce jour-là, « sont trop faibles pour déjouer les plans de l'ennemi en détruisant ses ports d'embarquement ou la flotte d'invasion lors de son approche. » Il pouvait envoyer davantage d'U-boots en Méditerranée, quoique l'Allemagne ne pût rien lâcher d'autre ; mais il était « convaincu que des U-boots ne pourront jamais suffire à arrêter une invasion. » « Par conséquent, tout le problème revient à la défense terrestre. . . Bien qu'un officier de marine préfère combattre l'ennemi en mer, nous devons comprendre que nos forces sont trop limitées en la matière. . . Le sacrifice unique

de la flotte italienne aurait pu constituer une aide considérable s'il s'était produit plus tôt mais... dès lors que l'on compare l'important besoin en approvisionnements avec ce que nous pouvons gagner en nous dressant contre l'ennemi, c'est le premier facteur qui l'emporte désormais. » Et c'est parce qu'il comprenait que le seul plan possible, consistant à se battre sur les plages contre les débarquements alliés, allait « consommer beaucoup d'énergie sans sortir l'Axe de sa position défensive, » qu'il fit sa dernière tentative infructueuse pour l'occupation de l'Espagne en retrouvant Hitler, le 14 mai.

Bien plus grave cependant que sa prise de conscience qu'il n'existait aucune autre voie, fut sa constatation que le moral italien s'était effondré. Il affirma à Hitler qu'il doutait que les Italiens feraient quoi que ce soit pour rendre possible ne fût-ce que la défense des plages ; et Hitler lui-même, déjà convaincu que « certains éléments en Italie seraient heureux que l'Italie puisse demain passer sous domination britannique, » se mit à douter, en prenant connaissance du rapport de Dönitz, de la « détermination de Mussolini lui-même à tenir jusqu'au bout. »

L'**invasion de la Sicile** commença le 10 juillet 1943, et constitua une surprise tactique complète, à laquelle ne fut opposée aucune résistance immédiate. Outre le rappel qu'elle constitua à Hitler de son manque de force et de renseignements, elle confirma ces sombres pressentiments concernant l'état de l'Italie. Le 17 juillet, une semaine avant la démission de Mussolini, le problème majeur auquel était confronté Hitler était de trouver quelqu'un « en mesure de reprendre le pouvoir » en Italie, et de donner un coup d'arrêt à la démoralisation de l'armée italienne. Car il était « certain que, sans l'armée italienne, nous ne pouvons pas défendre l'ensemble de la péninsule. Si nous pouvons provoquer un changement radical dans la situation italienne, le risque en vaudra la peine ; mais dans le cas contraire, il ne servirait à rien d'engager de nouvelles troupes allemandes et de mobiliser ainsi nos dernières réserves, car nous devrions battre retraite jusqu'à une ligne relativement courte. » Il

n'y avait personne pour ce faire ; l'effondrement italien était trop avancé pour qu'on pût l'arrêter.

Mais Mussolini tomba, et [Badoglio](#) lui succéda le 25 juillet, ce qui força la main à Hitler. Il craignait tellement les conséquences du retrait en Italie dans les Balkans qu'il décida de tenir la péninsule quoi qu'il en coûtât, si nécessaire contre les Italiens. Le 27 juillet, lors d'une réunion au cours de laquelle Kesselring, Jodl et le représentant naval allemand en Italie se prononcèrent pour l'évacuation de la Sicile et le retrait derrière une ligne située dans le Nord de l'Italie, Hitler, bien qu'indécis concernant l'évacuation de la Sicile — il resta dans cet état d'indécision jusqu'à ce que les Alliés tranchassent la question en terminant sa capture le 17 août —, annonça qu'il allait agir sur-le-champ pour tenir la péninsule. Il ordonna le lancement d'opérations de secours de Mussolini, de rétablissement du fascisme, d'occupation allemande de Rome et pour déjouer toute tentative de fuite de la flotte italienne. « Nous devons agir sans tarder, » déclara-t-il, « ou les Anglo-Saxons nous prendront de vitesse en occupant les aérodromes. Le parti fasciste n'est qu'étourdi, et va se relever derrière nos lignes. Tous les arguments plaidant pour de nouveaux délais sont erronés. Ces sujets ne sont pas à la portée d'un soldat, mais d'un homme doté de discernement politique. »

Une fois prise cette décision, il ressentit le soulagement et la confiance renouvelée qui peuvent parfois survenir en de tels moments ; et le fait qu'il planifiât de nouveau des offensives, même mineures, même seulement contre les Italiens, contribua sans aucun doute à l'amélioration de son état d'esprit. Savoir que le gouvernement italien négociait avec les Alliés, en envisageant une « trahison, » n'entama en rien cet état d'esprit. Au contraire, il pensait que leur défection simplifierait son problème. Durant toute cette période d'incertitude qui s'étala sur le mois d'août 1943 et jusqu'à la reddition finale des Italiens le 8 septembre, il sembla s'élever au-dessus du chaos.

Le 2 août, il fit observer que le programme anti-aérien fonction-

nait bien ; et ajouta que bien qu'il ne fût pas encore possible d'en faire plus, « les opérations défensives ne suffisent pas : nous devons reprendre l'offensive. » Il était certain que « la situation actuelle peut être surmontée si nous tenons bon face à toutes les rigueurs et faisons tout ce qui est humainement possible pour continuer de faire tourner la production d'armements. » Le 11 août, il étendit ses plans en vue de surmonter la menace aérienne en employant de nouveaux moyens de défense et en étendant les défenses anti-aériennes et de chasse. « Les habitants qui ne sont pas nécessaires dans les villes doivent en sortir... On construira de petites maisons en grand nombre. Il faut qu'elles aient une chambre pour les parents, une autre pour les enfants avec des lits superposés, et un espace cuisine. » Il reconnut que la situation était « périlleuse » et que les mois à venir apporteraient de grandes rigueurs ; mais « les exemples sont nombreux dans l'histoire où une solution inattendue s'est présentée au cœur d'une situation semblable à celle que nous vivons. » Il discuta ensuite d'« indications qui tendent à montrer des différences croissantes entre Anglo-Saxons et Russes. » et « de divergences entre les objectifs de guerre britanniques et russes, » et parla, comme s'il s'agissait d'une consolation, « du danger de l'expansion de la puissance russe vers le cœur de l'Europe. » « Bien que les Anglo-Saxons restent déterminés à nous anéantir, des évolutions politiques favorables ne sont nullement impossibles, » car la Grande-Bretagne verrait bientôt qu'elle s'était « d'elle-même placée en situation délicate, » et que « désormais, ce ne sera que si l'Europe s'unit sous une puissance centrale et forte, sous direction allemande, que la sécurité pourra être assurée. » Autre consolation, le fait que les Alliés restaient confrontés à la guerre contre le Japon, « qui était déjà impopulaire aux États-Unis. » « Tout ce que nous avons à faire, c'est mobiliser toute notre foi et toutes nos forces, et agir. » Le 19 août, lorsque Dönitz rapporta que les radiations émises par les dispositifs radar installés sur les U-boats « peuvent avoir été responsables de nos pertes cruelles, » et qu'il espérait reprendre les attaques contre convois en Atlantique au mois de sep-

tembre avec des armes améliorées, Hitler estima que « la théorie qui vient d'être exposée explique de nombreux faits troublants, et grâce à cette découverte, une grande avancée vient d'être réalisée. »

Le commentaire que fit Dönitz concernant Hitler, à ce stade, le 15 septembre, fut que « la force énorme qu'irradie le Führer, sa confiance inébranlable, son évaluation à longue vue de la situation italienne, ont fort bien illustré notre insignifiance en comparaison avec sa personne. . . Quiconque croit pouvoir mieux agir que le Führer est idiot. » Ce commentaire apparaît désormais comme ridicule, mais il n'est pas impossible de comprendre les sentiments exprimés par Dönitz. Ne fût-ce que parce qu'il n'affrontait jamais les difficultés, Hitler donnait le meilleur de lui-même lorsque les choses étaient simples, que cette simplicité découlât, comme durant la première année de guerre, de la facilité de la situation, ou bien, comme tel était désormais le cas, des difficultés qui limitaient ses actions de toute part.

Pourtant, l'Allemagne se trouvait déjà dans une position désespérée, et à la mi-septembre 1943, la phase de confiance de Hitler avait disparu. Au mois d'août, les Russes avaient repris leur offensive sur le front Sud, et le sujet du péril imminent provenant de Russie domina les conférences avec le commandant en chef naval à partir des 28 et 29 août. La France, dont la région de Vichy avait été occupée au moment du débarquement des Alliés en Afrique du Nord-Ouest, devint de plus en plus un fardeau après la reddition du gouvernement italien, et au vu de la menace continue posée par les Alliés en Méditerranée. Après les débarquements alliés en Italie et l'effondrement de ce pays, une attaque passant par les Balkans, soit depuis l'Italie du Sud, soit par la mer Égée, semblait toujours imminente. Les U-boats retournèrent sur les routes empruntées par les convois durant la seconde quinzaine de septembre, équipés de nouvelles torpilles acoustiques et d'armes anti-aériennes améliorées ; leur nouvelle offensive connut temporairement un certain succès, si bien que le 24 septembre, Hitler « souligna avec une insistance sans précédent l'importance de la guerre sous-marine, qui constitue la

seule lumière brillant dans un tableau de la guerre par ailleurs très sombre. » Mais il devint rapidement évident qu'ils avaient échoué à reprendre l'initiative, et qu'en Atlantique, ainsi que sur tous les autres fronts, les Alliés avaient le dessus. Vingt navires seulement furent coulés en septembre, vingt autres en octobre, quatorze seulement en novembre, et treize seulement — dont aucun en Atlantique Nord — en décembre 1943, alors que 64 U-boots furent coulés sur la même période de quatre mois.

Malgré la complexité croissante de ses problèmes et du retour de son propre abatement, la politique de Hitler ne vacilla jamais. Dans la péninsule italienne, il tint aussi longtemps qu'il le put la ligne située la plus au Sud possible, afin d'empêcher les Alliés d'établir un « pont vers les Balkans » depuis le Sud de l'Italie, et en raison des implications politiques qu'un retrait aurait eu dans le Sud-Est de l'Europe. Le 24 septembre 1943, lorsque le Feldmaréchal [von Weichs](#), commandant de l'armée de la région du Sud-Est, soutenu par Dönitz, plaida pour l'évacuation des postes avancés allemands en mer Égée, dont ceux situés en Crète, il rejeta la proposition pour la même raison, bien qu'il convînt avec Dönitz que l'ennemi dépasserait sans doute les îles en avançant. Il ne « pouvait pas ordonner l'évacuation proposée des îles en raison des répercussions politiques qui s'en seraient nécessairement suivies. L'attitude de nos alliés dans le Sud-Est, et celle de la Turquie, est uniquement déterminée par leur conviction de notre force. Abandonner les îles créerait une impression des plus défavorables. Pour éviter un tel coup porté à notre prestige, il se peut même que nous ayons à accepter des pertes de troupes et de matériel. »

Son attitude envers l'ensemble du front russe était la même. Lorsque les Russes entamèrent leur offensive au Sud, il décida de faire de la Crimée une « forteresse imprenable. » Le 27 octobre, lorsqu'il apparut que la Crimée deviendrait inaccessible par voie terrestre et que toute évacuation, si l'on attendait davantage, devrait être menée par la mer, il continua d'insister pour qu'elle fût conservée aussi longtemps que possible et que son évacuation de-

vait être évitée « tant que reste une chance de rétablir le front du Sud. » Le 19 décembre, son intention de conserver la Crimée aussi longtemps que possible, « ne fût-ce que pour des raisons politiques, » fut réaffirmée ; et le 1^{er} janvier 1944, il restait convaincu que « tout dépend du blocage de l'offensive russe dans le Sud et de la conservation de la Crimée. » À cette date, les forces allemandes du Nord se trouvaient déjà tellement affaiblies pour cette raison que l'Est de la Baltique était en grand danger ; mais là également, il « reste ferme dans sa détermination de ne pas céder un pouce s'il peut l'empêcher. »

En Atlantique, c'est la même ligne politique qui était appliquée. Bien que début 1944, Dönitz fut contraint par des pertes insupportables d'abandonner les tentatives infructueuses de renouveler les attaques contre les convois, le nombre d'U-boots maintenus en mer ne fut que légèrement réduit. La guerre sous-marine se poursuivait malgré le fait qu'on comptait davantage d'U-boots détruits que de navires marchands.

En dehors du fait que la politique de Hitler ne laissait aucune alternative au maintien en mer des U-boots, une raison supplémentaire existait désormais pour justifier la décision de continuer en dépit des pertes — le fait que depuis le 19 décembre 1943, lorsque le sujet des « plans possibles d'une invasion anglo-saxonne de l'Europe de l'Ouest » revint à l'ordre du jour des conférences de Hitler pour la première fois depuis les craintes qui avaient succédé à l'entrée en guerre des États-Unis, on avait considéré comme certaine l'idée que les Alliés allaient tenter une invasion en Europe de l'Ouest en 1944. Comme pour toutes les invasions par voie maritime depuis celles qui avaient été menées en Afrique du Nord-Ouest, et comme cela allait bientôt être confirmé en Normandie, l'Allemagne n'avait, hormis sur les plages, aucun espoir d'empêcher cette tentative. Elle ne pouvait qu'essayer de la retarder ; et les U-boots, dont la seule présence en mer tenait occupées les forces navales ennemies, constituaient le seul moyen disponible pour ce faire. Ils ne purent s'acquitter de cette tâche, au vu du peu d'effet qu'ils

eurent sur l'avancée des préparatifs des Alliés puis sur les traversées à destination de la Normandie après le mois de juin 1944 ; et lorsque cette traversée eut lieu, les préparatifs allemands à terre et sur les plages étaient pitoyablement inadaptés.

Avec la réussite des premiers débarquements, Hitler et ses conseillers furent une fois de plus confrontés au problème qui s'était présenté avec une régularité monotone sur les autres fronts depuis l'échec de Stalingrad et la perte de la Tunisie ; et ils parvinrent, après les mêmes désaccords, à la même conclusion à leur sujet. Le 29 juin 1944, Hitler « résuma sa conception de la situation de la guerre, » et c'était toujours la même que depuis la fin 1942. « Nous ne devons pas, » déclara-t-il, « permettre le développement d'une guerre mobile, car l'ennemi nous surpasse en mobilité, en puissance aérienne, en M.T. et en carburant. Tout dépend de l'enfermer à sa tête de pont... puis de mener une guerre d'usure pour l'user et le contraindre à reculer. » Étant donné les circonstances, telle était la seule politique possible. Car, comme Keitel et Jodl l'avaient déjà conclu le 12 juillet 1944, et comme Hitler dut le savoir avant cette date, « si l'ennemi réussit à se battre pour sortir de la tête de pont actuelle, et gagne une liberté d'action l'amenant à pratiquer la guerre mobile, toute la France sera perdue, notre ligne de défense suivante sera la [ligne Maginot](#) ou le vieux [mur de l'Ouest](#) » ; et les chances de défense de l'Allemagne seraient alors bien minces.

Ces pressentiments se révélèrent bientôt justifiés, car la tentative de cantonner les Alliés à leur tête de pont de Normandie fut vouée à l'échec ; et à l'issue de la chute de Cherbourg le 26 juin, et après le débarquement de l'armée des États-Unis [en Provence](#) le 15 août, la submersion de l'Allemagne, suite au développement par les Alliés de la guerre mobile, ne fut plus qu'une affaire de temps. Même s'il n'avait pas été handicapé par [la révolte et l'attentat à la bombe du 20 juillet](#), par suite duquel, bien qu'il tînt une conférence juste après la tentative d'assassinat à son encontre, il ne participa plus à aucune réunion jusqu'au 13 octobre 1944, Hitler serait resté tout aussi impuissant à gérer ce qui était désormais une situation

écrasante. Il s'en tint à sa politique, refusant de céder du terrain sur quelque front que ce fût, de l'Arctique aux Balkans, jusqu'à ce qu'il y fût contraint, et, lorsque l'Allemagne fut en fin de compte également envahie, il se décida à pratiquer une tactique de « terre brûlée » au sein même du Reich, signant une directive à cet effet le 19 mars 1945. Mais sa politique, comme le flux constant d'ordres qu'il promulguait depuis Berlin, ne pouvait que retarder une reddition totale devenue inévitable.

II

Mais s'il est évident qu'à partir de l'automne 1942, la stratégie de Hitler ne servait plus qu'à retarder la fin, il faut souligner qu'elle eut bien cet effet, et il faut poser la question de savoir s'il aurait pu adopter une meilleure stratégie que celle consistant à gagner du temps en ne reculant que lorsque la retraite s'imposait à lui. C'est une chose d'affirmer qu'il appliqua cette politique sans intelligence ; et le général Halder a sans aucun doute raison de critiquer sa « conception stérile de la Forteresse Allemagne en termes de technique de construction, » son insistance à placer les fortifications du Mur de l'Atlantique aux confins des côtes, les exposant aux canons des navires ennemis, son idée que les défenses allemandes seraient renforcées s'il décidait de déclarer des villes choisies au hasard sur la carte comme des « points forts, » son refus de laisser l'initiative aux commandants locaux¹. Mais ces erreurs, pour utiliser une distinction sur laquelle le général Halder insiste lui-même², relevaient toutes de la sphère des opérations, et non de la sphère de la stratégie ; et c'est une tout autre chose d'affirmer que dans la sphère stratégique, une autre politique aurait été préférable à celle qui fut suivie, ou même possible.

1. Halder, *Hitler as War Lord*, pp. 63-66.

2. Halder, pp. 25 et 50.

De fait, il n'existait qu'une seule alternative militaire, celle d'une guerre opérationnelle flexible basée sur des retraits stratégiques. Mais celle-ci aurait eu des résultats tout aussi désastreux étant donné l'équilibre des forces qui s'instaura à partir de la fin 1942 ; il est également probable qu'elle n'aurait fait qu'accélérer la défaite finale de l'Allemagne. Pratiquer la retraite pour se reconstituer serait revenu à faire le jeu des Alliés, car la faiblesse de l'Allemagne résidait non seulement dans la dispersion de ses forces de combat, mais aussi dans l'infériorité de toutes ses ressources par rapport à celles à disposition du commandement ennemi. Les Alliés se trouvaient dans une position telle qu'ils auraient pu exploiter chaque retraite allemande plus efficacement encore que l'Allemagne elle-même n'eût pu le faire. Si l'on fait abstraction des effets politiques d'une telle politique au sein de l'Allemagne elle-même et de ses satellites, ses conséquences militaires, ne fût-ce qu'en raison des efforts épargnés aux Alliés et de la concentration plus rapide de leurs forces aux frontières allemandes, auraient été désastreuses plus rapidement encore que celles qui découlèrent du choix de Hitler.

C'est ceci qui explique la nature ambiguë et peu concluante des critiques formulées par le général Halder à l'encontre de Hitler après 1942 — et de fait, de toute critique fondée sur l'argument voulant qu'existât quelque alternative militaire à la stratégie déployée par Hitler après la fin de cette année. Le général Halder semble parfois avancer, et rejeter à d'autres moments, l'idée selon laquelle la stratégie de la retraite et de la guerre flexible aurait dû être adoptée. D'un côté, il affirme qu'après Stalingrad, la seule voie vers la réussite sur le front russe était celle de la guerre opérationnelle flexible, que l'on suggéra fortement à Hitler en vain ; que la stratégie suivie par Hitler en Russie en 1943 et 1944 était celle d'une « guerre non-conforme aux principes militaires » ; que des contre-attaques opérationnelles et une défense mobile auraient constitué une meilleure réponse à l'invasion de l'Ouest que la ten-

tative de tenir les côtes³. Mais dans le même temps, il reconnaît qu' :

Il était devenu parfaitement limpide, au plus tard vers la fin 1943, que la guerre était perdue... Par le sacrifice du sang allemand et au prix de l'exposition de la patrie aux forces aériennes ennemies, on pouvait encore la prolonger quelque peu. Mais les résultats d'une telle décision en valaient-ils le sacrifice?... N'aurait-il pas été possible d'écarter l'Invasion, et d'instituer ainsi les bases d'une paix tolérable? La Forteresse Allemagne avait-elle le moindre espoir de dépasser les forces de l'ennemi à ses portes? Non! Finissons-en une bonne fois pour toute avec ces fables... L'Allemagne ne disposait d'aucun moyen de défense.⁴

Cette deuxième approche est la plus réaliste. À la fin 1942, la guerre était perdue ; il n'existait aucune alternative militaire à jouer la montre. Mais si tel est le cas, il est également vrai qu'aucune stratégie n'aurait pu être plus efficace pour gagner du temps que celle suivie par Hitler, et l'implication logique des idées de Halder n'est pas que la conduite de la guerre de Hitler fut erronée après 1942, mais qu'il n'aurait jamais dû commettre l'erreur politique initiale consistant à déclencher la guerre contre des nations qui s'avéreraient trop puissantes, et qu'il aurait désormais dû y mettre fin. Mais affirmer cela revient à esquiver la question. L'erreur initiale était commise ; il n'était pas possible de mettre fin à la guerre en négociant ; Hitler ne pouvait pas capituler.

Avant de traiter ces considérations politiques, en opposition à des considérations de nature militaire, il faut introduire le dernier facteur militaire, celui des « armes secrètes, » dans l'évaluation de sa stratégie. S'il est clair que la guerre était déjà perdue à la fin 1942, il est tout aussi clair que Hitler lui-même accepta ce fait avec une seule réserve. Il savait que l'équilibre des forces était tel que, sans quelque *deus ex machina* prenant la forme d'une nouvelle arme, la défaite était inévitable ; et le problème militaire consiste à juger s'il eut raison de considérer les armes nouvelles, existantes ou

3. Halder, pp. 62-65.

4. Halder, p. 64.

en cours de développement, pour justifier la décision de prolonger la guerre.

Or, il se trouve qu'il s'agit d'un point discutable. Halder lui-même a pour opinion que les armes secrètes, « en dépit de tout, l'ont amené à un cheveu de la victoire » ; et accuse Hitler d'avoir perdu deux années décisives dans le développement des V1 et des V2⁵. Mais on ne dispose d'aucune preuve documentaire étayant ou réfutant les accusations de Halder, et l'exactitude de l'opinion de Halder doit être mise en doute. Il est vrai que les V1 et V2 furent introduits trop tard, lorsque, comme l'affirme Halder, « l'ombre ténébreuse de la suprématie aérienne ennemie empêchait déjà leur production et leur utilisation » ; et l'on peut en déduire, au vu de ce qu'on sait de ces armes, qu'il faut reconnaître que les puissances alliées auraient eu de gros problèmes si ces armes avaient été mises en service plus tôt. Mais il semble également certain, et cela est davantage conforme à l'idée de Halder que la guerre était déjà perdue, que les puissances alliées se seraient conduites différemment si ces armes avaient été mises en service plus tôt ; et qu'elles auraient modifié la trajectoire de la guerre, mais pas son résultat, et sans doute même pas sa durée. Car les Alliés disposaient de leurs propres armes secrètes, et jouissaient également d'une position stratégique très supérieure à tous égards.

Un argument semblable se fait jour en lien avec le développement du nouveau type d'U-boot, au sujet duquel on dispose désormais de nombreux éléments⁶. Hitler ne fit assurément rien pour retarder ce projet, et l'on peut douter qu'il pût faire quoi que ce fût pour l'accélérer. L'histoire de ce projet, au contraire, apporte des éléments incontestables concernant l'étendue des pénuries de main-d'œuvre et matérielles, sur les plans opérationnel et stratégique, qui submergeaient déjà l'Allemagne en 1943. C'était tellement vrai qu'il ne fait aucun doute que, même si l'Allemagne avait été en me-

5. Halder, pp. 12 et 16.

6. Voir l'[Annexe C](#).

sure de faire opérer les nouveaux vaisseaux, et même si elle avait obtenu les succès espérés par Hitler et Dönitz, leur introduction, à l'instar de celle des V1 et V2, aurait été contrée par l'adoption de plans différents par les Alliés. Et si l'on continue d'insister sur l'idée que, comme pour les armes V, comme pour les nouveaux U-boots, l'Allemagne faillit gagner la course permettant de les mettre en opération, on est encore en droit de se demander si la confiance en leur succès final, qui galvanisa Hitler et Dönitz durant les dix-huit derniers mois de guerre, n'était pas infondée.

Dönitz eut raison d'affirmer, le 26 février 1944, que l'échec continu des anciens U-boots confirmait le bien-fondé de la décision de passer « à un nouveau type d'U-boots et de tactique sous-marine. » Les nouveaux U-boots auraient posé un problème formidable aux Alliés, du fait de leur haute vitesse en plongée, et leur introduction aurait fortement contribué à répondre au problème provoqué par le fait que l'Allemagne perdait des U-boots à un rythme insupportable. Mais il n'est pas du tout certain, en revanche, que la tactique sous-marine aurait produit des effets importants sur le coulage des navires alliés et donc sur la trajectoire de la guerre ; et l'expérience opérationnelle du *Schnorkel*, temporairement adapté aux anciens modèles d'U-boots en 1944, produisit des effets totalement opposés.

Mais ces remarques sur les nouvelles armes sont nécessairement provisoires, comme on l'a déjà reconnu ; et si l'on ne peut être certain, même aujourd'hui, que leur introduction n'aurait pas fait pencher la balance, cette certitude était encore moins accessible à l'avance. Il est donc peu réaliste de reprocher à Hitler de les avoir utilisées comme argument supplémentaire pour gagner du temps, surtout si l'on partage également l'avis de Halder selon lequel elles auraient pu changer la donne.

D'un strict point de vue militaire, il est donc difficile de trouver à redire à cet élément de sa stratégie, tout comme, d'un strict point de vue militaire, en supposant que la guerre devait être poursuivie, il est impossible de soutenir qu'une autre stratégie aurait été plus

judicieuse que celle de Hitler après le début de 1943. Nier cela est aussi dangereux qu'irréaliste. C'est dangereux parce que cela revient à affirmer que, sans Hitler, l'Allemagne aurait pu s'extirper de la défaite ; c'est irréaliste parce que ce n'est pas le cas. On peut soutenir que, sans Hitler, l'Allemagne n'aurait jamais engagé la guerre ; on ne peut pas prétendre que, sans Hitler, l'Allemagne aurait pour autant évité la défaite dans la situation qui existait après la fin 1942. L'Allemagne était déjà bel et bien vaincue ; et, comme on l'a déjà vu dans le cas de Halder, la critique de Hitler pour sa conduite de la guerre ne peut qu'être inextricablement liée à la critique de sa décision politique de la poursuivre tout court.

Pourtant, cette dernière décision était en soi tellement inévitable qu'il n'est pas judicieux de la critiquer. Quels que fussent les espoirs investis par Hitler dans les armes secrètes, quels que fussent ses vœux pieux, tant sur ce point que sur la possibilité d'une rupture entre la Russie et l'Occident, les autres circonstances étaient telles que sa stratégie n'aurait pas été différente si ces armes et cette possibilité n'avaient jamais existé.

En premier lieu, bien qu'après l'entrée en guerre des États-Unis il fût disposé à abandonner la victoire totale comme objectif et à se contenter de travailler à une impasse, il ne fut jamais en mesure, après cette date, d'atteindre une position militaire à partir de laquelle un règlement négocié acceptable aurait pu être obtenu. Il pouvait continuer à œuvrer en vue d'une telle position, et c'était en soi l'une des raisons d'adopter la stratégie qu'il poursuivit ; mais, sinon dès l'entrée en guerre des États-Unis, du moins certainement après l'automne 1942, il dut faire face au fait qu'il était peu probable qu'elle fût atteinte, et que capituler ou poursuivre une lutte sans espoir étaient les deux seules voies qui lui restaient.

La seconde considération derrière sa décision de continuer était simplement le fait que la capitulation, parmi les deux alternatives restantes, était hors de question. Pour le type d'homme qu'il était, et pour le type de mission dont il se considérait investi, se rendre était inenvisageable. Du fait que son propre ego était le seul fac-

teur qui importait réellement, il ne douta jamais que, plutôt que céder, il sacrifierait tout, y compris la nation allemande elle-même, si la victoire finale ou l'impasse venait à lui échapper ; et l'élément véritablement stupéfiant n'est pas tant qu'il adopta cette posture, mais que les Allemands l'acceptèrent aussi pleinement et aussi longtemps.

Car il avait clairement exprimé dès le départ que telle serait son attitude ; et il est utile d'ajouter que la promulgation par les Alliés de l'objectif de guerre de reddition inconditionnelle, qui ne se produisit qu'au cours de la [conférence de Casablanca](#) en janvier 1943, ne put avoir aucune influence sur Hitler, quels que fussent ses effets à souder derrière lui la détermination de l'Allemagne. Depuis le début, il avait agi, comme il l'écrivit dans le mémorandum du 9 octobre 1939⁷, selon l'hypothèse que l'objectif de l'ennemi était « la dissolution ou la destruction du Reich allemand, » et avec la conviction que, « en opposition à cela, l'objectif de guerre allemand est l'anéantissement final et définitif du pouvoir et de la capacité des puissances occidentales à jamais être en mesure à nouveau de s'opposer à la consolidation et au développement du peuple allemand en Europe. » S'il devait échouer dans la poursuite de cet objectif, il avait toujours été certain, non seulement de ce que serait l'objectif des Alliés, mais également de sa propre attitude. La détermination à ce qu'il n'y eût « aucune capitulation aux forces extérieures, aucune révolution de la part des forces intérieures » avait été définie dès le discours du 23 novembre 1939⁸. Son comportement depuis le déclenchement de la guerre l'avait également implicitement montré ; et il avait clairement exprimé au cours du même discours, durant les premières semaines de la guerre, que « je me tiendrai droit ou tomberai au cours de cette lutte » et que « je ne survivrai jamais à la défaite de mon peuple. »

7. *N.D.*, 52-L, et en page 58, [plus haut](#).

8. *N.D.*, 789-PS, et page 68, [plus haut](#)

Annexe A

La flotte de surface allemande

La flotte de surface allemande en 1939

Cuirassés : *Schlesien* et *Schleswig-Holstein* (tous deux inaptes à mener des opérations hors de la Baltique).

Croiseurs de bataille : *Gneisenau* et *Scharnhorst*.

Cuirassés de poche : *Admiral Graf Spee*, *Admiral Scheer* et *Deutschland* (renommé en *Lützow* en 1940).

Croiseurs lourds (203 mm) : *Admiral Hipper**, *Blücher*†.

Croiseurs légers (152 mm) : *Königsberg*†, *Nürnberg*, *Leipzig*, *Köln*, *Karlsruhe*†, *Emden**.

Vaisseaux de moindre taille : 22 destroyers, 20 torpilleurs, environ 20 vedettes lance-torpilles.

Navires perdus ou endommagés durant l'invasion de la Norvège

Les navires marqués ci-avant d'une croix † furent coulés durant l'invasion de la Norvège. Les navires marqués d'une astérisque * furent endommagés. En outre, neuf destroyers furent coulés et un endommagé.

Navires de surface fabriqués durant la guerre

Cuirassés : *Bismarck* (prêt à opérer en mai 1941), *Tirpitz* (prêt à opérer en novembre 1941).

Croiseur lourd (203mm) : *Prinz Eugen* (prêt à opérer en mai 1941).

Annexe B

Violations par l'Allemagne des clauses navales du traité de Versailles

Des violations des clauses de Versailles furent pratiquées, quasiment par principe, dès le début, partout où cela était possible dans les détails. Par exemple, les premières vedettes rapides furent secrètement armées pour le tir de torpilles, car il n'était pas prévu de les faire figurer au décompte des vaisseaux lance-torpilles autorisés par le Traité. (Voir *N.D.*, 141-C, février 1932). Un autre document de Nuremberg (32-C) contient une longue liste d'infractions de cette nature, déjà réalisées ou prévues en 1933. *N.D.*, 17-C et D-854 montrent qu'à partir de 1920 quelques U-boots furent construits par la marine allemande à l'étranger, par exemple en Hollande, en Espagne ou en Finlande, de manière continue. Ces documents, et d'autres, sont récapitulés dans *Nuremberg Proceedings*, Partie 1, pp. 191-203. Cependant, jusqu'à la fin 1934, l'effet cumulé de ces nombreuses infractions mineures ne fut pas de nature à créer une nouvelle marine allemande.

En 1934-1935, des violations plus importantes commencèrent, car les Allemands anticipèrent sur plusieurs axes [l'accord naval anglo-allemand](#). Un programme de construction, conforme à cet accord, fut annoncé dans le mois qui suivit sa signature, et les travaux commencèrent avant même le début des négociations, comme par exemple avec le *Scharnhorst* ou le *Gneisenau* (*N.D.*, 180-C) et la construction d'U-boots en Allemagne, dont les premiers furent lancés en juin 1935, mois de signature de l'accord.

Mais cette nouvelle expansion resta dans le cadre des limites négociées avec la Grande-Bretagne en 1935. Il est en outre clair que, dans une certaine mesure, cet accord fut anticipé, et que l'Allemagne laissa délibérément fuiter ces anticipations dans l'objectif d'exercer des pressions sur la Grande-Bretagne pour lui faire accepter les propositions navales allemandes. Par exemple, le fait que la construction d'U-boots commençât en Allemagne en contravention de Versailles fut ouvertement annoncé dans cet objectif précis, avant le début des négociations anglo-allemandes.

Annexe C

Les nouveaux U-boots

La possibilité de développer un nouveau type d'U-boot fut mentionnée à Hitler pour la première fois le 13 novembre 1941. Au cours des premières expériences, l'État-major naval n'estima pas nécessaire de lui en refaire mention jusqu'au 28 septembre 1942, lorsque la nécessité d'un U-boot à vitesse immergée plus élevée fut soulignée par les revers subis par les anciens U-boots, et lorsqu'une production expérimentale put enfin être envisagée. Hitler apporta alors tout son soutien à cette idée, et une accorda à Raeder une liberté totale pour prendre toute décision concernant la production expérimentale et la production de masse. Mais il était déjà évident, comme Raeder l'annonça le 22 décembre 1942, que le nouveau type de sous-marin ne deviendrait opérationnel en nombre qu'en 1944 au plus tôt ; et le 8 juillet 1943, Dönitz, le successeur de Raeder, fit clairement apparaître la survenue de nouvelles difficultés, qui avaient amené à l'abandon des modèles originels.

Il affirma à Hitler que les nouvelles conceptions de « sous-marin électrique, » bénéficiant d'une vitesse immergée de 19 nœuds, d'une vitesse de surface de 15 nœuds, et dont la forme ressemblait à celle d'un poisson (certains détails furent ajoutés par Dönitz le 19 jan-

vier 1944) avaient été finalisées, et qu'elles ne conservaient que la coque du modèle « [Walter](#) », celui sur la base duquel les premières expériences avaient été menées. Il ajouta qu'« en comparaison avec les navires Walter, le nouveau type bénéficie de l'avantage supplémentaire de pouvoir recharger ses batteries et donc d'étendre son autonomie » ; il recommanda que l'on basculât la production vers ce nouveau type ; et annonça que, bien que lui-même la considérât comme trop pessimiste, l'État-major naval estimait que la date d'achèvement des premiers vaisseaux s'établirait à novembre 1944. Hitler exprima son plein accord et ordonna à Speer d'accorder la plus haute priorité à ce programme.

Les nouveaux revers subis par les anciens U-boots, lorsqu'on les renvoya en Atlantique en septembre 1943, confirma, comme l'indiqua Dönitz le 26 février 1944, que « notre tendance générale à basculer vers le nouveau type d'U-boot et les nouvelles tactiques sous-marines est juste à tous les égards » ; et ces revers, en poussant Hitler et Dönitz à miser tous leurs espoirs en Atlantique sur l'apparition des nouveaux vaisseaux, suffit à assurer que tout le soin possible fut apporté à leur développement. Mais l'Allemagne ne pouvait pas gagner ce combat contre le temps. Bien qu'une vaste proportion du programme de construction de 1944 consistât des nouveaux modèles, dont existaient désormais deux versions — l'une apte à la navigation océanique (type XXI) et l'autre à courte portée (type XXIII), leur construction était déjà perturbée par les pénuries de main-d'œuvre et de matériels, et par les raids aériens ennemis. Le 12 avril 1944, cette construction était mise à l'arrêt « par suite de la priorité accordée à l'aviation, » un fait que Hitler reconnut comme très dommageable mais que, du fait de la menace aérienne, il ne pouvait modifier. « D'un point de vue plus large, » ajouta-t-il, « le commandement des chasseurs devra bénéficier de cette priorité ; faute de quoi nos industries pourraient être détruites et les constructions d'U-boots totalement bloquées. » Le 4 mai 1944, les raids aériens s'étaient tellement intensifiés que Dönitz avait commencé à craindre que les nouveaux U-boots pussent être

détruits en cale sèche, avant d'être achevés ; et il révéla à la même occasion les effets combinés des raids et des pénuries en affirmant que 140 U-boots seulement seraient produits en 1944, au lieu des 218 prévus.

Ces difficultés empirèrent durant la dernière année de guerre avec la progression des combats terrestres, si bien que malgré le passage de deux U-boots de type XXIII en phase d'essais opérationnels au large des côtes britanniques entre la mi-février et la mi-mars 1945, et malgré la planification de l'envoi d'un type XXI vers les côtes américaines à la fin mars, puis de six autres en Atlantique au mois d'avril, lorsque la cessation des hostilités fut prononcée le 4 mai 1945, aucun de ces nouveaux sous-marins n'avait, semble-t-il, jamais combattu l'ennemi.